

DOSSIER N°2

# RÉFORME DE L'ÉTAT



LE MÉNAGE DANS LES AGENCES DE L'ÉTAT  
ET LA MAÎTRISE DES DÉPENSES PUBLIQUES

TRANSPARENCE • EFFICIENCE • RESPONSABILITÉ • RÉSULTATS



1 153

ORGANISMES PUBLICS  
NATIONAUX



317

ORGANISMES  
CONSULTATIFS



24

AUTORITÉS  
INDÉPENDANTES

SOIT ENVIRON

1 470

ENTITÉS PUBLIQUES PASSÉES AU CRIBLE



ANALYSES  
INDÉPENDANTES



RECOMMANDATIONS  
CONCRÈTES



RÉFORMES  
STRUCTURELLES



EFFICACITÉ  
RESPONSABILITÉ

TRANSPARENCE • EFFICACITÉ • RESPONSABILITÉ



DOSSIER COMPLÉMENTAIRE N° 2

# LE GRAND MÉNAGE

DANS LES 1 470 AGENCES, OPÉRATEURS  
ET ORGANISMES CONSULTATIFS DE L'ÉTAT



*Cartographie exhaustive, Méthode de tri, Plan de mise en œuvre*

## Dossier complémentaire au document principal

*Réforme structurelle de l'État français, Plan de redressement 2027-2032*

**Version** : 1, mise à jour 03 Mai 2026

**Auteur** : David Salvan

**Diffusion** : Premier ministre, présidents des groupes parlementaires (Assemblée nationale et Sénat), Cour des comptes, Direction du Budget, principaux candidats à l'élection présidentielle de 2027, presse audiovisuelle.

## Avertissement au lecteur

---

Le présent dossier est le complément analytique du document principal Réforme structurelle de l'État français, Plan de redressement 2027-2032, dont il prolonge et chiffre la section IV.D consacrée à la rationalisation des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État. Il ne se lit pas seul : il suppose la lecture préalable du préambule, de la méthodologie générale et des pièces jointes 1 à 4 du dossier principal.

Sa vocation est triple. Tenir d'abord l'engagement pris dans le dossier principal de fournir une cartographie exhaustive des entités à conserver, à fusionner, à réinternaliser ou à supprimer, et non plus seulement les quelques cas emblématiques traités jusqu'ici. Donner ensuite aux décideurs politiques, Premier ministre, ministres, parlementaires, candidats à la présidentielle de 2027, un outil opérationnel prêt à l'emploi, transposable en projet de loi et en décrets d'application, avec calendrier de mise en œuvre, plan social et chiffrage des économies attendues. Couper enfin court à la rhétorique paresseuse qui consiste, depuis dix ans, à invoquer la suppression des « comités Théodule » sans jamais les nommer ni chiffrer. Le présent dossier nomme, chiffre et tranche.

La méthode classe chaque entité selon quatre catégories : à conserver, à fusionner, à réinternaliser dans les ministères, ou à supprimer purement et simplement. Les critères de cette classification sont exposés au module méthodologique. Les sources mobilisées sont exclusivement publiques : rapport de la commission d'enquête sénatoriale du 3 juillet 2025, jaunes budgétaires « Opérateurs de l'État » et « Commissions et instances consultatives » annexés au PLF 2026, rapports de la Cour des comptes, études de la Fondation IFRAP et de l'IREF, liste des autorités administratives et publiques indépendantes mise à jour par la DILA, séries longues INSEE sur les effectifs des établissements publics.

Quand une donnée est manquante ou contestée, elle est signalée comme telle. Quand une appréciation politique repose sur une analyse subjective, elle est argumentée et l'argument adverse est exposé. Le dossier n'a pas vocation à être pris pour parole d'évangile mais à servir de **base de discussion documentée** au futur exécutif issu de l'élection présidentielle de 2027.

# SOMMAIRE

*Cliquez sur un titre pour y accéder. Pour mettre à jour : clic droit sur le sommaire > Mettre à jour les champs > Mettre à jour toute la table.*

Dossier complémentaire au document principal.....	3
P R É A M B U L E .....	6
I. Une France qui vacille .....	6
II. Une France qui se gouverne par satellites.....	8
III. Une fenêtre étroite : 2027-2032 .....	10
SOURCES PRINCIPALES DU PRÉAMBULE.....	14
TABLEAU PANORAMIQUE 2026 .....	15
SOMMAIRE ADAPTATIF .....	17
MÉTHODOLOGIE ET GRILLE D'AUDIT .....	20
I. Les quatre catégories de classement.....	21
II. Les douze critères de classement .....	23
III. La grille d'audit transversale du train de vie (catégorie A) .....	25
IV. Articulation avec les modules suivants .....	27
CARTOGRAPHIE TYPOLOGIQUE .....	28
CATÉGORIE A, À CONSERVER (lot 1/3).....	28
RÉCAPITULATIF GLOBAL, CATÉGORIE A .....	84
RÉCAPITULATIF GLOBAL, CATÉGORIE B.....	134
RÉCAPITULATIF GLOBAL, CATÉGORIE D .....	264
RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL .....	265
MODULE 4 COMPLET, CARTOGRAPHIE DES ≈ 1 470 ENTITÉS DE L'ÉTAT.....	265
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	267
I. Ce que démontre le présent dossier-chapeau.....	268
II. Les cinq dossiers complémentaires détaillés .....	269
Dossier complémentaire I, Catégorie A.....	270
Dossier complémentaire II, Catégorie B .....	271
Dossier complémentaire III, Catégorie C .....	272
Dossier complémentaire IV, Catégorie D .....	273
Dossier complémentaire V, Annexes opérationnelles .....	273
III. Mode d'emploi du lecteur .....	275
IV. Calendrier de production et appel politique .....	275
ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE .....	277

# PRÉAMBULE

## *L'urgence française et la responsabilité particulière des 1 470 entités satellites de l'État*



*Le présent dossier complète, sur le terrain spécifique des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État, le document principal Réforme structurelle de l'État français, Plan de redressement 2027-2032, auquel il emprunte sa méthode et son cadre. Tous les chiffres et citations qui suivent ont été vérifiés contre source primaire, textes budgétaires officiels, rapports parlementaires, publications de l'INSEE et de la Banque de France, études des fondations IFRAP et IREF, dépêches d'agences. Les références sont indiquées en pied de chaque section.*

## I. Une France qui vacille

---

### Le mur de la dette

La France entre dans l'année 2026 dans un état de délabrement budgétaire que plus aucun observateur sérieux ne conteste. À fin décembre 2025, la dette publique au sens du traité de Maastricht atteint **3 460,5 milliards d'euros**, soit **115,6 % du produit intérieur brut**, niveau jamais atteint en temps de paix dans l'histoire de la République, qui place le pays au troisième rang des plus endettés de la zone euro derrière la Grèce et l'Italie. Le déficit public de l'année 2025 s'établit à **152,5 milliards d'euros, soit 5,1 % du PIB**, après 5,8 % en 2024 et 5,4 % en 2023.

Cette trajectoire a déjà entraîné, dans le second semestre 2025, deux dégradations consécutives par les agences de notation : **Fitch a abaissé la note souveraine française à A+ le 12 septembre 2025**, suivi par **Standard & Poor's à A+ le 17 octobre 2025**. La France perd ainsi pour la deuxième fois son double A. Le programme de financement de l'État pour 2026, fixé par l'Agence France Trésor à **310 milliards d'euros**, constitue un volume historique qui rend le pays structurellement dépendant des marchés financiers internationaux et de leur appréciation de notre solvabilité.

### Quand le coût du temps emprunté étouffe les politiques publiques

La conséquence mécanique de cet endettement saute aux yeux dans la loi de finances pour 2026, promulguée par le Président de la République le 19 février 2026 après deux engagements de la responsabilité du Gouvernement par l'article 49.3 : la **charge de la dette de l'État, c'est-à-dire les seuls intérêts annuels payés aux créanciers sans toucher au principal, atteint 58 milliards d'euros au programme 117**, en hausse de 8,4 % par rapport à la loi de finances initiale pour 2025. Ce poste est désormais le **deuxième budget de l'État** derrière la mission Enseignement scolaire, et

la commission des finances du Sénat anticipe qu'il deviendra le premier poste de dépenses à l'horizon 2028-2029. Cette somme, prélevée chaque année sur le contribuable et sur la dette nouvelle, ne finance ni un hôpital, ni un train, ni un policier, ni un enseignant. Elle finance uniquement le coût du temps emprunté.

### Pendant que l'État s'endette, l'économie réelle s'effondre

Pendant que l'État s'endette pour fonctionner, l'économie réelle s'effondre en silence. Selon la Banque de France, le nombre de défaillances d'entreprises en cumul sur douze mois à fin décembre 2025 atteint **68 564 cas**, record historique depuis le début de la statistique en 1990. Les secteurs les plus touchés sont la construction, le commerce de détail, la restauration et l'industrie de transformation. Symptôme aussi cruel que révélateur : les plus grandes réussites entrepreneuriales d'origine française des vingt dernières années, Stripe, Datadog, Snowflake, Mistral AI envisageant désormais une cotation hors France, ont été créées à l'étranger ou y ont déplacé leur siège, leur fiscalité et leurs talents. Le « Choose France » présidentiel masque un mouvement de fond inverse : la France produit des entrepreneurs de classe mondiale, mais elle ne les retient pas.

### Le consentement à l'impôt s'effondre

Dans ce contexte de pression croissante, le taux de prélèvements obligatoires s'établit à **43,6 % du PIB en 2025** selon l'INSEE, contre 42,8 % en 2024, et la loi de finances pour 2026 le porte à **43,9 %**, le consentement à l'impôt vacille. La 17<sup>e</sup> vague du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po), publiée le 9 février 2026, dresse un constat sans équivoque :

*« Seuls 22 % des Français déclarent avoir confiance dans la politique, soit une baisse de quatre points en un an. 78 % n'ont pas confiance, 87 % estiment que les responsables politiques ne se préoccupent pas suffisamment des citoyens, et 51 % considèrent qu'il n'y a pas de quoi être fier du système démocratique français. »*

*— Synthèse du baromètre CEVIPOF, vague 17, OpinionWay, terrain janvier 2026 sur 3 166 inscrits sur les listes électorales (publication 9 février 2026).*

La confiance dans le Président de la République est tombée à 18 %, dans l'Assemblée nationale à 20 %, dans les députés à 34 %, dans les partis politiques à 15 %. Aucun pays démocratique stable d'Europe ne présente un tel niveau d'anomie déclarée.

### L'inflation normative et la France qui se gouverne par satellites

À cette pression fiscale et à cette défiance s'ajoute une inflation normative qui asphyxie l'économie productive et l'État lui-même. La France produit annuellement environ 70 lois, 1 500 décrets et 7 000 arrêtés. Cette inflation s'est accompagnée, et c'est précisément l'objet du présent dossier, d'une multiplication des structures publiques d'exécution dont le bilan critique est désormais établi : **103 agences au sens étroit, 431 opérateurs au sens budgétaire de la LOLF, 317 organismes consultatifs et 24 autorités administratives et publiques indépendantes**, l'ensemble étant inscrit dans le périmètre plus large des **1 153 organismes publics nationaux** recensés par la Direction du Budget en 2025. Soit, à familles distinctes, près de **1 470 entités satellites** qui se sont développées,

selon les termes mêmes de la commission d'enquête sénatoriale présidée par Pierre Barros (CRCE-K, Val-d'Oise) et rapportée par Christine Lavarde (LR, Hauts-de-Seine),

« hors de toute stratégie d'ensemble, formant un archipel aux frontières floues que l'État ne sait pas piloter. »

— Sénat, Commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État, synthèse du rapport publié le 3 juillet 2025.

Le constat est partagé. La Cour des comptes, dans ses rapports thématiques 2024-2025, parvient aux mêmes conclusions. La Fondation IFRAP et l'IREF Europe, dans leurs études respectives publiées au cours de l'année 2025, documentent les mêmes dérives. La mission interministérielle Bayrou-Marcangeli de mai 2025 mettait déjà 196 structures « dans le viseur ». Le diagnostic ne fait plus débat, seule la méthode pour y porter remède reste à construire.

Sources de la section I : INSEE, Informations rapides n° 78, 27 mars 2026 ; INSEE, Informations rapides n° 322, dette T3 2025 ; Agence France Trésor, programme de financement 2026 ; Sénat, rapport spécial Engagements financiers de l'État, PLF 2026 ; Banque de France, Stat Info Défaillances d'entreprises, février 2026 ; CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique vague 17, 9 février 2026 ; Sénat, Commission d'enquête sur les agences, rapport du 3 juillet 2025 ; Loi de finances pour 2026 promulguée le 19 février 2026.

## II. Une France qui se gouverne par satellites

### L'archipel chiffré

La France de 2026 ne se gouverne plus seulement depuis ses ministères : elle se gouverne aussi depuis un archipel d'entités dont la trajectoire de croissance, sur deux décennies, est sans précédent dans l'histoire administrative du pays. Selon le jaune budgétaire « Opérateurs de l'État » annexé au projet de loi de finances pour 2026, les seuls opérateurs au sens de la loi organique relative aux lois de finances rémunèrent en 2026 **482 000 personnes en équivalents temps plein travaillés**, dont **401 310 sous plafond d'emploi voté par le Parlement** et environ **80 000 hors plafond**, c'est-à-dire dans une zone qui échappe par construction au contrôle parlementaire annuel.

Cette population a **doublé en moins de vingt ans** : on comptait 246 000 effectifs d'opérateurs en 2007, 451 000 en 2012, 482 000 en 2026 selon les retraitements de la Fondation IFRAP. La masse salariale et les périmètres ont suivi. Au PLF 2026, les **431 opérateurs** recensés perçoivent **33,9 milliards d'euros de subventions pour charges de service public**, **16,7 milliards d'euros de transferts** et 1 milliard d'euros de subventions d'investissement, soit un total de **51,6 milliards d'euros de crédits budgétaires** auxquels s'ajoutent **21,7 milliards d'euros de taxes affectées**, portant le financement public total des opérateurs à **environ 73 milliards d'euros par an**.

Les cinq opérateurs ou catégories d'opérateurs concentrant les subventions les plus importantes représentent à eux seuls 19,9 milliards d'euros, soit **59 % du total des SCSP** : les universités (12,8 milliards), le CNRS (3,0 milliards), le CEA (1,9 milliard), France Travail (1,2 milliard) et l'AFPA. Cette concentration pose à elle seule la question d'un pilotage différencié par taille critique, précisément ce que ne fait pas l'État aujourd'hui.

## Le diagnostic accablant de la commission d'enquête sénatoriale

Le rapport rendu public le 3 juillet 2025 par la commission d'enquête du Sénat est, à ce jour, **le seul travail parlementaire d'ampleur** jamais mené sur ce sujet. Constituée le 6 février 2025 à l'initiative du groupe Les Républicains, réunissant 23 sénateurs représentant l'ensemble des groupes politiques, la commission a tenu cinq mois d'auditions plénières, 64 heures, 91 personnalités entendues, et 25 auditions « rapporteur ». Elle a formulé 58 recommandations regroupées en 10 axes principaux. Son constat tient en quatre verdicts.

**Premier verdict : il n'existe aucune vision consolidée de la situation financière des 1 153 organismes publics nationaux.** La Direction du Budget assure un suivi entité par entité, mais cette vision « ne dit rien de l'activité réelle des établissements, ce qui réduit fortement la capacité de pilotage du pouvoir exécutif ou de contrôle du Parlement ». L'État, en clair, ignore largement ce que font ses propres satellites.

**Deuxième verdict : 30 % seulement des opérateurs disposent d'un contrat d'objectifs et de performance en vigueur en 2025.** La cible affichée depuis 2010 est de 100 %. À ce rythme, elle sera atteinte en 2055. La Cour des comptes constatait déjà en 2020 que 22 % des opérateurs en disposaient, contre 43 % couvrant fin 2024, la trajectoire patine. Plus grave : **aucune Agence régionale de Santé** ne dispose d'un contrat d'objectifs à jour en 2025, et l'outil de suivi des COP ne couvre lui-même que 374 opérateurs sur les 434 listés au PLF 2025.

**Troisième verdict : un État dans l'État sur le plan des rémunérations.** La directrice de la Fondation IFRAP, Agnès Verdier-Molinié, le résume sans détour dans un entretien publié en mars 2025 :

*« Nos agences de l'État, très peu contrôlées, sont un peu devenues un État dans l'État. Hors universités, les seuls opérateurs de l'État emploient maintenant 300 000 personnes... Nombre de ces organismes constituent des sinécures rémunératrices pour de grands commis de l'État. Les catégories A et A+, qui sont les cadres de la fonction publique, sont ravis de trouver dans les agences de l'État des postes dont les dirigeants sont rémunérés entre 150 000 et 200 000 euros par an brut, proche des rémunérations de ministres, voire au-delà. Il ne faut pas chercher beaucoup plus loin. »*

— Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation IFRAP, entretien Le Figaro / IFRAP, mars 2025.

**Quatrième verdict : des fonctions support qui dévorent les ressources opérationnelles.** La commission relève par exemple qu'à France Travail, **23 % des dépenses de fonctionnement sont concentrées au siège et dans les fonctions support**, pour une politique publique dont la valeur ajoutée se joue pourtant dans l'agence locale du Pas-de-Calais ou de la Seine-Saint-Denis. Le même phénomène est documenté dans plusieurs grands opérateurs.

## Le mensonge des « milliards faciles »

La conclusion politique de cet état des lieux n'a pas tardé à provoquer des annonces. Le 27 avril 2025, la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin a annoncé vouloir « fusionner ou supprimer un

tiers des agences et opérateurs » dans le cadre du PLF 2026, en chiffrant les économies attendues entre **2 et 3 milliards d'euros**. Ce chiffre a été immédiatement contesté par la commission d'enquête sénatoriale elle-même. Le 15 mai 2025, lors de son audition devant la commission, la ministre n'a pas été en mesure de préciser comment ce calcul avait été établi. Le 3 juillet 2025, en présentant son rapport, la rapporteure Christine Lavarde a tranché publiquement :

« *Tous ceux qui annoncent des milliards d'euros en parlant des agences mentent un peu aux Français. Ce n'est pas la coquille qui fait le coût de l'action publique, ce sont les actions. Ce n'est pas en supprimant la coquille qu'on y arrivera.* »

— Christine Lavarde, sénatrice LR des Hauts-de-Seine, rapporteure de la commission d'enquête, conférence de presse de présentation du rapport, 3 juillet 2025 (Public Sénat, 8 juillet 2025).

Le rapport sénatorial retient ainsi un chiffrage prudent, **environ 0,5 milliard d'euros par an**, mais à missions strictement constantes, c'est-à-dire sans toucher au contenu de l'action publique, en se limitant à la rationalisation des fonctions support. Ce chiffrage est légitime au regard du périmètre étudié, mais il laisse intact le chantier que le présent dossier prétend couvrir : celui d'une rationalisation à missions repensées, où les économies se chiffrent en dizaines de milliards d'euros et non en centaines de millions.

Sources de la section II : Jaune budgétaire « Opérateurs de l'État » annexé au PLF 2026 ; Sénat, Commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État, rapport du 3 juillet 2025 ; Cour des comptes, rapport sur les opérateurs de l'État, janvier 2021, et rapports thématiques 2024-2025 ; Fondation IFRAP, étude « Rapport de la commission d'enquête sur les opérateurs : on peut aller encore plus loin », 3 juillet 2025 ; Verdier-Molinié, entretien IFRAP / Le Figaro, mars 2025 ; Public Sénat, 28 avril 2025 et 8 juillet 2025 ; Acteurs Publics, audition Montchalin du 15 mai 2025 ; FIPECO, fiche « Les opérateurs de l'État », mise à jour PLF 2026.

### III. Une fenêtre étroite : 2027-2032

#### La dernière marche avant le mur

Face à ce diagnostic, les responsables politiques de tous bords disposent encore, en 2026, d'une fenêtre étroite mais réelle : celle du quinquennat 2027-2032. Au-delà, la combinaison du mur de la dette, de la défiance institutionnelle, de l'effondrement progressif du système de santé, de la fracture territoriale et du décrochage technologique rendra toute réforme structurelle politiquement et budgétairement impossible. Les gouvernements de la décennie suivante n'auront plus le choix entre la réforme et le statu quo : ils auront le choix entre **la réforme préparée et la réforme subie** sous tutelle des marchés ou de la rue.

Cette fenêtre est d'autant plus précieuse qu'elle coïncide, du seul fait de la démographie de la fonction publique, avec un **pic de départs naturels à la retraite** qui rend possible une réduction substantielle des effectifs sans plan social brutal. Cette conjoncture ne se reproduira pas dans la décennie 2032-2042. La perdre, ce serait condamner le pays à devoir choisir, dans dix ans, entre des suppressions d'emplois beaucoup plus violentes et un effondrement budgétaire encore plus dur que celui que nous connaissons aujourd'hui.

### Trois plans, trois échecs partiels, et une fenêtre qui se referme

L'année 2025 a vu trois tentatives gouvernementales successives de poser le sujet, dont aucune n'a abouti à une réforme structurelle. Le Premier ministre François Bayrou a présenté le 15 juillet 2025 un plan « Stop à la dette » prévoyant **43,8 milliards d'euros d'économies** pour ramener le déficit public à 4,6 % du PIB en 2026 et passer sous les 3 % en 2029. Ce plan incluait notamment une « année blanche » sur les prestations sociales et les retraites. Le 8 septembre 2025, le Premier ministre a engagé la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale : la confiance lui a été refusée et il a démissionné le jour même.

Sébastien Lecornu, nommé Premier ministre le 9 septembre 2025, a présenté en Conseil des ministres le 14 octobre le projet de loi de finances pour 2026, prévoyant 30 milliards d'euros d'effort dont 17 milliards d'économies. Faute de majorité à l'Assemblée nationale, le texte a dû être adopté par **deux engagements successifs de la responsabilité du Gouvernement par l'article 49.3**, les 19 et 23 janvier 2026. Le Sénat a adopté le 29 janvier une motion opposant la question préalable, rejetant le texte. Le Président de la République a finalement promulgué la loi le 19 février 2026. Le déficit définitif inscrit s'établit à 5 % du PIB et non aux 4,6 % visés, et **la dette publique atteindra 118,2 % du PIB fin 2026**, contre 115,9 % fin 2025.

Aucun de ces trois plans n'a touché de manière structurelle au paysage des entités satellites. Le « tiers à fusionner ou supprimer » annoncé par la ministre des Comptes publics est resté à l'état d'annonce. La commission sénatoriale Barros-Lavarde a tracé la route, mais **aucune disposition législative n'a, à ce jour, mis en œuvre ses 58 recommandations**. La fenêtre se referme avec chaque mois qui passe.

### Le chiffrage du présent dossier : une autre méthode, d'autres ordres de grandeur

Le présent dossier propose de prolonger le travail sénatorial en se libérant d'une contrainte que la commission s'est imposée à elle-même : celle de raisonner à missions strictement constantes. Cette contrainte est légitime pour un rapport parlementaire qui doit conserver une stricte neutralité institutionnelle, mais elle n'a pas vocation à lier un projet de réforme assumé. À missions repensées et à périmètres rationalisés, par fusion, par réinternalisation dans les ministères de tutelle, par suppression des entités à utilité épuisée et par application d'une grille uniforme d'audit du train de vie aux entités conservées, l'enjeu réel est de l'ordre de **18 à 32 milliards d'euros par an d'économies en régime de croisière 2031**, complété par la suppression de **80 000 à 130 000 postes** sur la période 2027-2032, principalement par non-remplacement des départs naturels à la retraite.

Ces ordres de grandeur ne sont pas des promesses mais des **objectifs argumentés et chiffrés**, entité par entité, dans les modules qui suivent. Ils s'appuient sur les hypothèses que voici, formulées explicitement pour permettre toute contre-expertise : un taux de non-remplacement moyen de 60 % des départs à la retraite sur les opérateurs de catégorie C (à réinternaliser) et D (à supprimer) ; une fusion réelle, et non simplement juridique, d'environ 25 grappes d'opérateurs en catégorie B, avec mutualisation effective des fonctions support ; un plafonnement des dix plus hautes rémunérations de

chaque entité à hauteur de la rémunération du ministre de tutelle ; une cession des actifs immobiliers prestigieux non opérationnels ; un encadrement strict du « hors plafond » et des trésoreries thésaurisées. Chacune de ces hypothèses est elle-même justifiée et argumentée dans le module méthodologique.

### **L'opacité comme symptôme : un État qui ne sait plus se compter lui-même**

Une vérité dérangeante précède toute discussion sur la rationalisation de l'État : **personne, en France, n'est aujourd'hui capable de dénombrer avec exactitude les entités publiques et para-publiques que finance le contribuable.** Les estimations sérieuses varient de 1 200 à 1 800 structures selon le périmètre retenu, un écart de 600 entités, soit l'équivalent d'un département ministériel entier qui apparaît ou disparaît selon la méthodologie employée.

Ce constat n'est pas le fruit d'une opinion militante. Il est établi par les institutions de contrôle elles-mêmes. Le rapport d'information du Sénat n° 807 du 3 juillet 2025, fait au nom de la commission des finances par Mme la sénatrice Christine Lavarde, a précisément été commandé pour pallier l'absence d'inventaire exhaustif et stable. Le jaune budgétaire « Opérateurs de l'État » annexé chaque année au projet de loi de finances ne recense qu'environ 440 entités. Le jaune budgétaire « Liste des commissions et instances consultatives ou délibératives » en recense environ 300 supplémentaires, selon une définition différente. Les autorités administratives indépendantes, les groupements d'intérêt public, les associations transparentes, les fondations publiques, les opérateurs hybrides échappent à toute consolidation unifiée. La Cour des comptes signale, dans plusieurs rapports publics annuels successifs, les difficultés méthodologiques persistantes à établir un périmètre stable.

**Cette opacité n'est pas une lacune technique : c'est une défaillance démocratique de premier rang.** L'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, qui a valeur constitutionnelle, dispose que « tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi ». Or le suivi de l'emploi des deniers publics est mécaniquement impossible quand le périmètre de leur destinataire n'est pas connu. Le Parlement vote chaque année des dizaines de milliards d'euros de subventions et de dotations à des structures dont la liste consolidée n'existe dans aucun document opposable. Le contribuable finance ce qu'il ne peut pas inventorier. Le consentement à l'impôt, fondement même du contrat républicain, est privé de son substrat factuel.

Les conséquences budgétaires de ce flou sont immédiates et chiffrables : multiplication non détectée des doublons missionnels, persistance d'observatoires et de commissions inactifs documentée par le rapport Lavarde, effets de cliquet protégeant des structures dont la mission s'est éteinte depuis des années, voire des décennies. Aucun arbitrage rationnel de fusion ou de suppression n'est possible sans cartographie préalable.

Le présent dossier propose, au-delà des suppressions et fusions catégorisées en Niveau 2, une mesure simple, à coût administratif marginal et à rendement politique majeur : la création d'un Inventaire National Unifié des Entités Publiques et Para-Publiques, mis à jour annuellement, public, opposable, intégré au projet de loi de finances et soumis à validation parlementaire. Toute entité non

inscrite à cet inventaire serait privée de financement public l'année suivante. Le mécanisme s'inspire directement du registre des représentants d'intérêts auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, dont l'existence n'a soulevé aucune objection de principe depuis sa création par la loi du 11 octobre 2013. Ce qui est exigé du secteur privé en matière de transparence ne peut déceintement être refusé à l'État lui-même. Cet inventaire ne doit pas être une simple liste statique. Il doit prendre la forme d'une plateforme numérique publique permettant à chaque citoyen de visualiser, pour chaque entité, son coût par habitant et son service rendu, selon un principe simple : tout euro public doit être traçable jusqu'à sa contrepartie effective.

Aucune force politique ne peut s'opposer publiquement à une mesure qui se contente de compter ce que finance le contribuable. C'est précisément pour cette raison qu'elle constitue le préalable politique de toutes les autres : elle rend les arbitrages ultérieurs incontestables, parce qu'éclairés.

### **Pourquoi cette réforme n'est plus seulement budgétaire**

Faute de cette réforme, le risque n'est pas seulement budgétaire. Il est démocratique. Le sentiment, désormais majoritaire dans l'électorat de tous bords politiques, **que l'État vit pour ses agents et non pour ses contribuables**, sentiment qu'aucun discours politique ne peut plus contredire factuellement après les rapports publiés en 2025, est l'un des principaux carburants de la crise de régime qui couve. Un État qui consacre des dizaines de milliards d'euros par an à des structures dont 70 % sont sans contrat d'objectifs en 2025, dont les dirigeants gagnent davantage que les ministres et dont le contrôle parlementaire est documenté comme défaillant n'a plus aucun argument moral à opposer aux mouvements populaires qui contestent sa légitimité.

La rationalisation des entités satellites n'est donc pas une question budgétaire de second ordre. Elle est, avec la réforme fiscale et la réforme de la justice, **l'un des trois leviers indispensables pour restaurer le consentement des Français à l'impôt et à la République**. Le présent dossier est un mode d'emploi. Il revient aux politiques de s'en saisir, ou de devoir un jour rendre compte de ne pas l'avoir fait

*Sources de la section III : Premier ministre François Bayrou, plan « Stop à la dette », conférence de presse du 15 juillet 2025 ; Assemblée nationale, vote de confiance du 8 septembre 2025 ; Décret de nomination de Sébastien Lecornu, 9 septembre 2025 ; PLF 2026, présenté en Conseil des ministres le 14 octobre 2025 ; Engagements de la responsabilité du Gouvernement (article 49.3), 19 et 23 janvier 2026 ; Sénat, motion opposant la question préalable, 29 janvier 2026 ; Loi de finances pour 2026, promulguée le 19 février 2026 ; Wikipédia, Budget de l'État français en 2026, mise à jour février 2026.*

## SOURCES PRINCIPALES DU PRÉAMBULE

Toutes les sources mobilisées dans le présent préambule sont publiques et vérifiables. Aucune citation n'a été reproduite sans avoir été vérifiée contre source primaire.

- [1] INSEE, **Comptes nationaux des administrations publiques 2025**, *Informations rapides n° 78*, 27 mars 2026
- [2] INSEE, **Dettes publiques au sens de Maastricht**, *Informations rapides n° 322, T3 2025 ; n° 244, T2 2025*
- [3] Banque de France, **Statistiques mensuelles des défaillances d'entreprises**, *Stat Info*, décembre 2025 publié février 2026
- [4] Agence France Trésor (AFT), **Programme de financement 2026**, *Communication officielle*, décembre 2025
- [5] Sénat, **Rapport spécial Engagements financiers de l'État au PLF 2026**, *Commission des finances*, novembre 2025
- [6] **Loi de finances pour 2026**, *Promulguée par le Président de la République le 19 février 2026*
- [7] Sénat, **Commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État**, *Rapport de Pierre Barros (président) et Christine Lavarde (rapporteuse)*, 3 juillet 2025
- [8] Cour des comptes, **Rapport sur les opérateurs de l'État**, *Janvier 2021, et rapports thématiques 2024-2025*
- [9] Fondation IFRAP, **Études sur les agences et opérateurs**, *Mars, avril, mai et juillet 2025*
- [10] IREF Europe, **Étude « Agences de l'État : diagnostic critique et pistes de réforme »**, *Octobre 2025*
- [11] FIPECO, **Fiches « Les opérateurs de l'État » et « Les agences de l'État »**, *Mises à jour PLF 2026*
- [12] **Jaune budgétaire « Opérateurs de l'État » annexé au PLF 2026**, *Direction du Budget*, octobre 2025
- [13] CEVIPOF, **Baromètre de la confiance politique, vague 17**, *OpinionWay, terrain janvier 2026*, publication 9 février 2026
- [14] **Public Sénat**, « *Tous ceux qui annoncent des milliards mentent un peu aux Français* », 8 juillet 2025
- [15] **Acteurs Publics**, « *Suppressions d'agences : Amélie de Montchalin bousculée par les sénateurs* », 16 mai 2025
- [16] **Fitch Ratings**, *Dégradation de la note souveraine française à A+*, 12 septembre 2025
- [17] **Standard & Poor's**, *Dégradation de la note souveraine française à A+*, 17 octobre 2025



Fin du préambule. Le présent document est immédiatement suivi du tableau panoramique 2026 (page suivante du dossier complet) puis de la cartographie exhaustive et des modules d'analyse par catégorie.

## TABLEAU PANORAMIQUE 2026

*Les agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État en chiffres*

### ■ LE PÉRIMÈTRE EXACT (mai 2026)

- **1 153** organismes publics nationaux (hors Sécurité sociale)
- **434** opérateurs au sens budgétaire LOLF (PLF 2026)
- **103** agences au sens étroit
- **317** organismes consultatifs
- **24** AAI / API

Soit, à familles distinctes (1 153 organismes publics nationaux + 317 organismes consultatifs),

≈ **1 470 ENTITÉS** passées au crible dans le présent dossier. Sources : Sénat 3 juillet 2025, jaune budgétaire PLF 2026, DILA, Direction du Budget.

### ■ L'EMPRISE BUDGÉTAIRE (PLF 2026)

Effectifs des opérateurs : **482 000 ETPT au total**, dont **401 310 sous plafond** voté par le Parlement et **≈ 80 000 « hors plafond »** qui échappent au contrôle parlementaire annuel

- Subventions pour charges de service public (SCSP) : **33,9 Milliards d'euros**
- Transferts (interventions) : **16,7 Milliards d'euros**
- Crédits totaux opérateurs : **51,6 Milliards d'euros** (vs 54,3 Milliards d'euros LFI 2025)

Taxes affectées : **21,7 Milliards d'euros**

• **FINANCEMENT PUBLIC TOTAL DES OPÉRATEURS ≈ 73 Milliards d'euros/an** (FIPECO, retraitement PLF 2026)

Top 5 SCSP, concentration : **19,9 Milliards d'euros = 59 % du total**. Universités 12,8 Milliards d'euros • CNRS 3,0 Milliards d'euros • CEA 1,9 Milliards d'euros • France Travail 1,2 Milliards d'euros • AFPA 1 Milliards d'euros

### ■ LA TRAJECTOIRE DES EFFECTIFS (2007, 2026)

Effectifs des opérateurs de l'État : **246 000 en 2007 → 451 000 en 2012 → 482 000 en 2026**, soit un **doublément en moins de 20 ans** (FIPECO / IFRAP, retraitement PLF 2026)

### ■ LES DÉRIVES STRUCTURELLES DOCUMENTÉES (Sénat, 3 juillet 2025)

**Pilotage : 30 % seulement** des opérateurs disposent d'un contrat d'objectifs et de performance en 2025 (cible affichée 100 % depuis 2010, atteinte théorique : 2055)

**ARS : aucune** Agence régionale de Santé ne dispose d'un COP à jour en 2025

**Rémunérations** : dirigeants entre **150 000 et 200 000 € bruts annuels**, soit l'équivalent ou plus que la rémunération d'un ministre (Verdier-Molinié, IFRAP / Le Figaro, mars 2025)

**Concentration au siège** : à France Travail, **23 %** des dépenses de fonctionnement concentrées au siège et fonctions support

**Suivi défaillant** : l'outil de suivi des COP ne couvre que **374 opérateurs sur 434** listés au PLF 2025

### ■ LES TROIS CHIFFRAGES EN PRÉSENCE (économies attendues, par an, en régime de croisière)

► **SÉNAT (3 juillet 2025) : ≈ 500 millions d'euros** à missions strictement constantes (rationalisation des fonctions support seules)

► **MINISTRE DES COMPTES PUBLICS (Amélie de Montchalin, 27 avril 2025) : 2 à 3 milliards d'euros** via la fusion ou suppression d'un tiers des structures, *chiffrage contesté par la commission sénatoriale*

► **PRÉSENT DOSSIER (avril 2026) : 18 à 32 milliards d'euros par an** à missions *repensées* et périmètres rationalisés, complétés par la suppression de **80 000 à 130 000 postes** sur 2027-2032 (non-remplacement des départs naturels)

*« Tous ceux qui annoncent des milliards d'euros en parlant des agences mentent un peu aux Français. Ce n'est pas la coquille qui fait le coût de l'action publique, ce sont les actions. » , Christine LAVARDE, sénatrice LR, rapporteure de la commission d'enquête sénatoriale, 3 juillet 2025.*

## SOMMAIRE ADAPTATIF

### *Architecture du dossier en 9 modules, Guide de lecture par profil*

Le présent dossier-chapeau est conçu pour être lu de manière adaptative selon le profil et le temps disponible du lecteur. Il est complété par cinq dossiers complémentaires détaillés (présentés en conclusion) que chaque lecteur peut consulter selon ses besoins. Le ministre pressé peut se limiter au présent dossier-chapeau (préambule, tableau panoramique, méthodologie, cartographie). Le parlementaire chargé de la commission des finances complétera sa lecture par les Dossiers complémentaires I à IV (les quatre catégories d'entités) et le Dossier complémentaire V (annexes opérationnelles). Le directeur de cabinet en charge de la mise en œuvre se concentrera sur le module 3 (méthodologie) du présent dossier-chapeau et le Dossier complémentaire V (annexes opérationnelles). La cartographie exhaustive du module 4 sert de référentiel commun à tous.

### Architecture en 9 modules

MODULE	INTITULÉ	PUBLIC CIBLE PRIORITAIRE	PAGES
<b>1</b>	<b>PRÉAMBULE</b> L'urgence française et la responsabilité particulière des entités satellites de l'État	<i>Tous publics, point d'entrée</i>	≈ 9-10
<b>2</b>	<b>TABLEAU PANORAMIQUE 2026 + SOMMAIRE ADAPTATIF</b> Synthèse en une page de la situation actuelle ; guide de lecture par profil	<i>Ministre, directeur de cabinet, journaliste</i>	≈ 3-4
<b>3</b>	<b>MÉTHODOLOGIE ET GRILLE D'AUDIT</b> Les 4 catégories (A/B/C/D), les critères de classement, la grille transversale d'économies de train de vie applicable à toutes les entités conservées (rémunérations plafonnées, voitures de fonction, frais de bouche, déplacements, trésoreries, immobilier, mutualisation des fonctions support)	<i>Directeur de cabinet, Cour des comptes, Direction du Budget</i>	≈ 8-10
<b>4</b>	<b>CARTOGRAPHIE EXHAUSTIVE DES ≈ 1 470 ENTITÉS</b> Liste intégrale en 4 colonnes police 6, avec mission, dernier budget annuel connu, derniers effectifs connus, ministère de tutelle et catégorie de classement (A/B/C/D)	<i>Référentiel commun, tous lecteurs</i>	≈ 40-50
<b>5</b>	<b>CATÉGORIE A, À CONSERVER</b> ≈ 150 à 200 entités à conserver (mission régaliennne ou technique indispensable), avec application individuelle de la grille d'audit du	<i>Parlementaires, Cour des comptes</i>	≈ 60-80

MODULE	INTITULÉ	PUBLIC CIBLE PRIORITAIRE	PAGES
	module 3, chiffrage des économies de train de vie cas par cas		
<b>6</b>	<b>CATÉGORIE B, À FUSIONNER</b> ≈ 80 à 120 entités regroupées en 25 à 30 fusions, avec architecture de chaque nouvelle entité, modalités juridiques, économies de fonctions support estimées par fusion	<i>Parlementaires, ministères de tutelle</i>	≈ 50-70
<b>7</b>	<b>CATÉGORIE C, À RÉINTERNALISER DANS LES MINISTÈRES</b> ≈ 150 à 200 entités à réintégrer dans leur ministère de tutelle, avec modalités RH détaillées (transfert des personnels, révision des statuts, alignement des avantages sur la grille de la fonction publique d'État, calendrier)	<i>DRH ministérielles, syndicats</i>	≈ 60-80
<b>8</b>	<b>CATÉGORIE D, À SUPPRIMER</b> Sous-bloc d'ouverture : LES 20 SUPPRESSIONS LES PLUS INADMISSIBLES (placements, doublons manifestes, missions épuisées), puis reste classé par budget décroissant. Pour chaque entité : motif de suppression, conséquences anticipées, modalités de transfert ou de fermeture, base juridique (loi vs décret)	<i>Tous publics, pièce maîtresse</i>	≈ 70-100
<b>9</b>	<b>ANNEXES STRATÉGIQUES, KIT DE DÉMANTÈLEMENT, CALENDRIER RUPTURE, RÉPERTOIRE JURIDIQUE</b> Annexe 1, Procédure standard de traitement RH et budgétaire par catégorie B/C/D ; Annexe 2, Calendrier sur 24 mois (vague 1 décrets / vague 2 fusions / vague 3 lois) ; Annexe 3, Répertoire loi vs décret pour les entités emblématiques ; Annexe 4, Récapitulatif chiffré, plan social 2027-2032, réponses aux 12 objections fréquentes	<i>Premier ministre, candidats 2027</i>	≈ 25-30

Volume total estimé du dossier : ≈ 320 à 430 pages, dans le même ordre de grandeur que le dossier principal de réforme de l'État.

## Suggestions de parcours selon le profil

Selon le temps dont vous disposez et la fonction que vous exercez, voici les itinéraires de lecture optimaux :

### ► Premier ministre / Candidat à la présidentielle 2027 (30-45 min)

Modules 1 (préambule) → 2 (tableau panoramique) → 9 (annexes stratégiques avec récapitulatif et plan législatif). Permet de saisir l'enjeu, la trajectoire, les leviers et le plan d'action.

► **Directeur de cabinet ministériel** (2-3 heures)

Modules 2 (tableau) → 3 (méthodologie) → 4 (cartographie). Puis Dossiers complémentaires I à IV selon les catégories pertinentes pour le périmètre du ministère, et Dossier complémentaire V (plan législatif). Lecture par sessions de 30 min sur 1 semaine.

► **Parlementaire (commission des finances, Sénat ou AN)** (5-8 heures)

Lecture intégrale recommandée du présent dossier-chapeau, puis du Dossier complémentaire IV (catégorie D, les 20 suppressions les plus inadmissibles) qui sera la matière la plus utile pour les amendements en commission. Dossiers complémentaires I, II et III ensuite, puis V (plan législatif et annexes opérationnelles) pour préparer les débats et anticiper les contre-arguments.

► **Magistrat de la Cour des comptes / inspection générale** (4 heures)

Modules 3 (méthodologie) → 4 (cartographie exhaustive) du présent dossier-chapeau, puis Dossiers complémentaires I (catégorie A) et IV (catégorie D) pour vérifier la rigueur du classement. La méthodologie est explicitement comparable à celle des référés Cour des comptes.

► **Journaliste / chercheur / contribuable engagé** (1-2 heures)

Modules 1 → 2 du présent dossier-chapeau, puis ouverture du Dossier complémentaire IV (les 20 suppressions les plus inadmissibles, en début de catégorie D). Permet une couverture éditoriale immédiate avec faits chiffrés et sources primaires.

► **Syndicat de la fonction publique** (2 heures)

Module 3 (méthodologie) du présent dossier-chapeau, puis Dossier complémentaire III (modalités RH de réinternalisation, garanties pour les agents) et Dossier complémentaire V (kit de démantèlement RH). Le dossier respecte le statut de la fonction publique et propose un plan social progressif sur 5 ans, principalement par non-remplacement.

## État de production des modules

Le présent dossier est en cours de production progressive. À la date de la présente version (avril 2026), les modules disponibles sont : **modules 1 (préambule définitif) et 2 (tableau panoramique + sommaire adaptatif)**. Les modules 3 à 9 sont en cours de finalisation et seront diffusés au cours du second semestre 2026, en amont du débat présidentiel de 2027. Les destinataires du présent document qui souhaitent recevoir les modules complémentaires au fil de leur disponibilité sont invités à en faire la demande à l'auteur.

**Note méthodologique sur le périmètre**, La numérotation « 1 153 + 317 = ≈ 1 470 entités » retient le périmètre de la commission d'enquête sénatoriale du 3 juillet 2025, à savoir 1 153 organismes publics nationaux (recensés par la Direction du Budget en 2025, hors Sécurité sociale) auxquels s'ajoutent 317 organismes consultatifs (qui sont par nature distincts des organismes publics, ils donnent un avis sans personnalité juridique ni budget propre dans la majorité des cas). Les 431 opérateurs LOLF du PLF 2026 et les 24 AAI / API sont déjà comptés dans les 1 153 organismes publics nationaux ; les additionner conduirait à un double comptage. Ce périmètre exclut, par construction, les caisses de sécurité sociale (régimes obligatoires) et les organismes locaux des collectivités territoriales.

## Note de transparence sur l'identification nominative.

Le présent dossier-chapeau (module 4) procède à l'identification nominative et à la caractérisation précise (sigle, dénomination complète, mission, budget annuel, effectifs, ministère de tutelle, sort proposé) de 743 entités sur les  $\approx 1\,470$  du périmètre Sénat. Les 727 entités complémentaires (organismes consultatifs de très petite taille, sous-formations de commissions, observatoires en sommeil, comités ad hoc à activité résiduelle) sont traitées en bloc dans la catégorie D de la cartographie, avec un chiffrage agrégé ( $\approx 0,15$  à  $0,3$  milliard d'euros par an cumulé). Leur identification nominative individuelle nécessiterait l'accès aux annexes intégrales du rapport Sénat n° 807 du 3 juillet 2025, dont les listes nominatives complètes ne sont pas, à la date de publication du présent dossier, intégralement diffusées publiquement. Cette identification fera l'objet de mises à jour dans les versions ultérieures du présent dossier, au fur et à mesure de la publication des sources nécessaires (annexes Sénat, complément IFRAP, Direction du Budget).

Cohérence du chiffrage. Le total de 743 entités identifiées nominativement représente environ 50,5 % du périmètre Sénat ( $\approx 1\,470$  entités), mais concentre l'essentiel des enjeux budgétaires : les 743 entités caractérisées totalisent environ 95 % des financements publics du périmètre opérateurs (jaune budgétaire) et environ 90 % des effectifs hors plafond. Les 727 entités complémentaires non encore identifiées nominativement représentent en cumulé moins de 5 % des financements et moins de 10 % des effectifs, elles ne modifient donc pas substantiellement les ordres de grandeur des économies attendues présentés au présent dossier (17 à 31 milliards d'euros par an, médiane 24 milliards d'euros par an).

## MÉTHODOLOGIE ET GRILLE D'AUDIT

*Comment classer les  $\approx 1\,470$  entités en quatre catégories, Quels critères, quels leviers d'économies, quelle base juridique*

Le présent module définit la **méthode de classement** appliquée aux  $\approx 1\,470$  entités satellites de l'État dans les modules 4 à 8 du présent dossier. Il fixe les critères de tri entre les quatre catégories A (à conserver), B (à fusionner), C (à réinternaliser dans les ministères) et D (à supprimer), et expose la **grille d'audit transversale** applicable à toutes les entités conservées en catégorie A. Cette grille est au cœur du chiffrage des économies présenté dans le préambule (18 à 32 milliards d'euros par an en régime de croisière 2031).

**Principe directeur** : le classement de chaque entité doit pouvoir être défendu publiquement, ligne à ligne, devant un magistrat de la Cour des comptes, un président de commission parlementaire ou un économiste de premier rang. Aucune décision de classement ne repose sur une appréciation subjective : chacune s'appuie sur les douze critères chiffrés exposés à la section II du présent module.

## I. Les quatre catégories de classement

Toute entité du périmètre est classée dans l'une des quatre catégories suivantes. Le classement est binaire (une seule catégorie par entité) et exclusif (les catégories sont mutuellement exclusives). Une entité ne peut pas être à cheval entre deux catégories : si elle l'est, c'est qu'elle doit être démantelée et que ses missions doivent être redistribuées.

<p style="font-size: 2em; font-weight: bold; color: white;">A</p>	<p style="color: green; font-weight: bold;">À CONSERVER</p>	<p><b>Définition.</b> Entité dont la mission est <b>régalienn</b>e ou <b>techniquement indispensable</b>, non transférable à une administration centrale sans perte de compétence ou d'agilité, et dont l'utilité est démontrée par des indicateurs de résultat publics.</p> <p><b>Sort.</b> L'entité est <b>conservée</b>, mais soumise à la grille d'audit transversale du train de vie (section III du présent module). Elle conserve son périmètre opérationnel mais perd ses dérivés : rémunérations dirigeantes plafonnées au niveau du ministre de tutelle, suppression des voitures de fonction non régaliennes, encadrement strict des frais de représentation, audit immobilier obligatoire, mutualisation forcée des fonctions support avec le ministère de tutelle, plafonnement des trésoreries thésaurisées à 3 mois d'exploitation, suppression du « hors plafond » sauf justification annuelle au Parlement.</p> <p><b>Volumétrie cible.</b> ≈ 150 à 200 entités, soit environ 13 % du périmètre. Économies attendues sur ce sous-ensemble : 4 à 7 Milliards d'euros/an en régime de croisière (économies de train de vie + mutualisation des fonctions support, sans toucher au cœur de mission).</p> <p><b>Exemples (à confirmer dans le module 5).</b> ANSSI (cybersécurité), CEA (énergie nucléaire), ARCEP, ASN (sûreté nucléaire), Météo-France, IGN, INSEE-réseau, ANSM (médicament), services régaliens des CROUS.</p>
<p style="font-size: 2em; font-weight: bold; color: white;">B</p>	<p style="color: blue; font-weight: bold;">À FUSIONNER</p>	<p><b>Définition.</b> Entité dont la mission est utile mais <b>redondante avec celle d'une ou plusieurs autres entités</b> du même secteur, créant des doublons documentés sur les fonctions opérationnelles, la collecte de données, la production d'études ou la délivrance d'aides.</p> <p><b>Sort.</b> L'entité est <b>fusionnée</b> avec ses homologues au sein d'une nouvelle structure unique, avec mutualisation effective et non simplement juridique des fonctions support (RH, paie, comptabilité, achats, immobilier, DSI). La fusion suppose un projet d'intégration sur 18 à 24 mois, un schéma directeur immobilier consolidé et un alignement des conventions collectives ou des statuts. Le sénateur Lavarde a rappelé en 2025 que les fusions juridiques sans intégration réelle ne produisent aucune économie : ce piège doit être explicitement évité.</p> <p><b>Volumétrie cible.</b> ≈ 80 à 120 entités regroupées en 25 à 30 grandes fusions. Économies attendues : 3 à 6 Milliards d'euros/an en régime de croisière, principalement par mutualisation des fonctions support et schémas immobiliers consolidés.</p> <p><b>Exemples (à confirmer dans le module 6).</b> Fusion des trois agences sanitaires Santé publique France / ANSES / ANSM en une Agence sanitaire unique ; fusion des opérateurs de la formation (AFPA + France Compétences + Centre Inffo) ; fusion des opérateurs d'aide aux entreprises (Bpifrance + Business France + ADEME volet entreprises).</p>

C

**À RÉINTERNALISER**

**Définition.** Entité dont la mission est utile mais qui peut et devrait **être exercée directement par une direction d'administration centrale** (DAC) du ministère de tutelle, sans perte de qualité de service public. Cette catégorie regroupe les entités créées historiquement pour offrir des conditions statutaires plus souples ou des rémunérations dirigeantes plus élevées que dans la fonction publique d'État, sans qu'aucune justification opérationnelle ne soit aujourd'hui démontrable.

**Sort.** L'entité est **réinternalisée** dans la DAC compétente du ministère de tutelle. Les agents titulaires sont réintégrés dans leur corps d'origine ou intégrés dans le corps d'État correspondant ; les contractuels de droit public sont reclassés dans la grille de la fonction publique d'État ; les contractuels de droit privé bénéficient d'un plan de départ volontaire encadré (modèle Renault État 2008, Société Générale 2014). Les statuts et avantages sortant de la grille DGAFP sont éteints à l'horizon de la transition (24 mois maximum).

**Volumétrie cible.** ≈ 150 à 200 entités. Économies attendues : 5 à 9 Milliards d'euros/an en régime de croisière. C'est la catégorie la plus volumineuse en économies, parce qu'elle combine suppression du surcoût statutaire, mutualisation immédiate des fonctions support et recentrage sur la chaîne hiérarchique du ministère.

**Exemples (à confirmer dans le module 7).** *ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires, recommandation 37 du rapport Sénat), une partie des opérateurs du ministère de la Culture (établissements publics nationaux à mission de soutien), opérateurs de pilotage interne au ministère du Travail, etc.*

D

**À SUPPRIMER**

**Définition.** Entité dont la mission est **épuisée, redondante en tous points, ou n'ayant jamais produit de résultat tangible** malgré plusieurs années d'existence et de financement public. Cette catégorie regroupe également les structures dont le ratio coût/résultat (par exemple : budget annuel divisé par nombre de rapports publiés) excède un seuil de raisonnablement documenté par la Cour des comptes ou l'IFRAP.

**Sort.** L'entité est **supprimée**. Ses fonds propres et ses actifs sont récupérés par l'État ou réaffectés au désendettement. Ses agents titulaires sont reclassés dans la fonction publique d'État ; les contractuels bénéficient du dispositif standard du plan social (cf. annexe 1 du module 9). Le module 8 s'ouvre sur un sous-bloc « Les 20 suppressions les plus inadmissibles » qui visibilise les cas les plus emblématiques : doublons documentés, structures sans activité réelle, organismes consultatifs n'ayant pas siégé depuis plusieurs années, comités créés par opportunité politique sans suite.

**Volumétrie cible.** ≈ 800 à 1 000 entités (la plus grosse catégorie en nombre, mais souvent la plus faible en effectifs unitaires). Économies attendues : 6 à 10 Milliards d'euros/an en régime de croisière, dont une part significative provient de la suppression d'organismes consultatifs sans budget propre mais à coûts indirects salariaux élevés.

**Précaution juridique.** Pour chaque suppression, la base juridique est identifiée explicitement : suppression par décret simple en Conseil d'État pour la majorité des comités consultatifs ; suppression par loi pour les opérateurs créés par disposition législative (cf. répertoire juridique en annexe 3 du module 9). Cette distinction permet de séquencer les suppressions par ordre de difficulté juridique croissante.

Note : Les volumétries cibles indiquées sont des estimations préalables. Les chiffres définitifs seront établis à l'issue de l'application individuelle des 12 critères de la section II à chacune des ≈ 1 470 entités du périmètre, dans le module 4 du présent dossier.

## II. Les douze critères de classement

L'affectation d'une entité à l'une des quatre catégories repose sur l'application mécanique de douze critères, chacun donnant lieu à une notation discriminante. Cette mécanique vise à rendre le classement **auditable et reproductible** : un magistrat de la Cour des comptes, un économiste indépendant ou un parlementaire doit pouvoir refaire le même calcul à partir des sources publiques et obtenir le même résultat.

N°	CRITÈRE	DÉFINITION ET INDICATEUR DISCRIMINANT
1	<b>Caractère régalien de la mission</b>	L'entité exerce-t-elle une mission de souveraineté (défense, sécurité intérieure, justice, fiscalité, monnaie, sûreté nucléaire, cybersécurité d'État) ? Si OUI : présomption forte de catégorie A. Si NON : poursuivre l'évaluation.
2	<b>Compétence technique exclusive</b>	L'entité dispose-t-elle d'une expertise technique unique en France, dont le transfert vers une DAC entraînerait une perte de compétence durable (mesurée par : profil des effectifs, brevets, équipements scientifiques) ? Si OUI : présomption catégorie A.
3	<b>Existence d'un doublon documenté</b>	Existe-t-il, dans le même secteur de politique publique, une autre entité (DAC ou opérateur) exerçant tout ou partie de la même mission ? Sources : référé Cour des comptes, rapport Sénat 2025, jaune budgétaire. Si OUI sur le cœur de mission : catégorie B (fusion) ou D (suppression du doublon).
4	<b>Existence d'un contrat d'objectifs et de performance (COP) à jour</b>	L'entité dispose-t-elle d'un COP en vigueur en 2025, couvrant les objectifs et indicateurs publics ? Source : jaune opérateurs PLF 2026. Une absence de COP est un indicateur fort d'absence de pilotage : présomption B, C ou D selon les autres critères.
5	<b>Ratio coût/production mesurable</b>	Pour les entités productrices de rapports, études ou avis : budget annuel / nombre de productions publiques. Seuil de raisonnabilité : un rapport coûtant plus de 500 000 € en coûts complets (salaires + frais de structure + frais de fonctionnement) est présumé catégorie D, sauf justification opérationnelle.
6	<b>Production d'effets concrets sur le terrain</b>	L'entité produit-elle des effets vérifiables sur le terrain (nombre de bénéficiaires, montant d'aides distribuées, dossiers traités, formations dispensées, brevets déposés) ? Source : RAP (rapport annuel de performance) annexé à la loi de règlement. Une production purement consultative ou purement métaphorique est un indicateur fort de catégorie D.
7	<b>Niveau de rémunération des dirigeants</b>	La rémunération brute du dirigeant excède-t-elle celle d'un ministre (≈ 11 600 € bruts mensuels en 2025) ? Source : « jaune opérateurs », données agrégées sur les 10 plus

N°	CRITÈRE	DÉFINITION ET INDICATEUR DISCRIMINANT
		hautes rémunérations. Si OUI sans justification opérationnelle (taille, technicité, responsabilité financière) : indicateur fort de catégorie C ou D.
8	<b>Concentration des effectifs au siège</b>	Part des ETPT du siège dans le total des ETPT de l'entité. Seuil de vigilance : > 25 % (cas France Travail à 23 %). Une entité dont plus de la moitié des effectifs est au siège est présumée catégorie C ou D.
9	<b>Niveau de la trésorerie thésaurisée</b>	Trésorerie / dépenses annuelles d'exploitation. Seuil de raisonnable : 3 mois (norme entreprise privée). Une trésorerie supérieure à 12 mois d'exploitation est un indicateur fort de surdotation budgétaire et de mauvais pilotage par la tutelle : récupération mécanique au profit du désendettement.
10	<b>Importance des emplois « hors plafond »</b>	Part des effectifs hors plafond d'emploi voté par le Parlement, dans le total des ETPT de l'entité. Seuil de vigilance : > 10 %. Une part élevée d'emplois hors plafond traduit un contournement du contrôle parlementaire et appelle un encadrement strict (catégorie A avec audit) ou une suppression (catégorie D).
11	<b>Origine de la création de l'entité</b>	L'entité a-t-elle été créée par opportunité politique (annonce de campagne, réponse à une crise médiatique sans suite, recasage documenté de cabinet) ? Si la mission n'a pas trouvé de traduction opérationnelle dans les 5 ans suivant la création : présomption catégorie D.
12	<b>Base juridique de création</b>	L'entité a-t-elle été créée par loi ou par décret ? Source : article fondateur identifié dans le jaune opérateurs ou dans le rapport DILA. Critère de séquençage du calendrier de réforme : les entités à supprimer par décret peuvent l'être en vague 1 (0-6 mois) ; celles à supprimer par loi sont reportées en vague 3 (12-24 mois).

**Méthode d'application.** Pour chaque entité, les douze critères sont notés sur une fiche individuelle. La catégorie résulte du croisement de ces notes selon une logique d'arbre de décision : un critère 1 ou 2 noté positivement bascule l'entité en catégorie A (sauf contre-indication critères 4-7) ; un critère 3 positif bascule en B ou D selon le degré de doublon ; les critères 5 à 11 alimentent le diagnostic D ; le critère 12 séquence le calendrier. Cette mécanique sera détaillée dans le module 4.

### III. La grille d'audit transversale du train de vie (catégorie A)

Toutes les entités classées en catégorie A (à conserver) sont soumises à la grille d'audit suivante, applicable de manière **uniforme et non négociable**. Cette grille est l'instrument central des économies de fonctionnement : elle ne touche pas au cœur de mission de l'entité (qui justifie son classement A) mais elle **supprime les dérives de train de vie** qui se sont accumulées en l'absence de tutelle effective. Elle est d'application directe par décret en Conseil d'État, sauf pour les points 1 et 7 qui requièrent une disposition législative.

**Économies estimées par l'application de cette grille à 150-200 entités de catégorie A : 4 à 7 milliards d'euros par an** en régime de croisière 2030-2031, soit 8 à 22 % de leur budget de fonctionnement actuel selon les types d'entités. Cette estimation est argumentée critère par critère ci-dessous.

N°	MESURE	CONTENU	BASE JURIDIQUE	ÉCONOMIE (régime de croisière)
1	Plafonnement des rémunérations dirigeantes	Aucune rémunération brute (traitement + primes + avantages valorisés) ne peut excéder celle du ministre de tutelle (≈ 140 000 € bruts annuels en 2025). Plafond appliqué aux 10 plus hautes rémunérations de chaque entité, contractuels et titulaires confondus.	Loi (modification du statut des EPIC et plafonnement légal)	0,4 à 0,7 Milliards d'euros/an
2	Suppression des voitures de fonction	Suppression des voitures de fonction sauf usage régulier strictement justifié (président, dirigeant en mobilité opérationnelle de terrain). Conversion en flotte mutualisée auto-partagée pour les autres usages. Plafond pour les véhicules conservés : segment B (Renault Clio, Peugeot 208) ou véhicule électrique équivalent.	Décret en Conseil d'État + circulaire ministérielle	0,2 à 0,4 Milliards d'euros/an
3	Encadrement strict des frais de représentation	Plafonnement des dépenses de cocktails, séminaires hôteliers et événements protocolaires à 0,1 % du budget de fonctionnement annuel de l'entité (modèle suisse). Suppression intégrale des « frais de bouche » non liés à un événement officiel rattachable à la mission. Publication trimestrielle au Parlement de la liste des dépenses de représentation supérieures à 5 000 € par opération.	Décret + circulaire	0,1 à 0,3 Milliards d'euros/an
4	Encadrement des déplacements professionnels	Classe économique systématique pour les vols inférieurs à 6 heures (toutes catégories d'agent, dirigeants compris) ; train obligatoire pour les trajets inférieurs à 4 heures. Hôtels plafonnés à la grille DGAFP (200 € par nuit en province, 250 € à Paris). Suppression des per diem généreux : remboursement aux frais réels avec justificatifs.	Décret + circulaire DGAFP	0,2 à 0,4 Milliards d'euros/an
5	Plafonnement des trésoreries thésaurisées	Trésorerie nette autorisée : 3 mois maximum d'exploitation (norme entreprise privée). Excédent récupéré annuellement par l'État au titre du désendettement, par disposition de la loi de finances. Mesure unique mais à effet immédiat sur le stock : plusieurs milliards d'euros dormants à récupérer en une seule fois selon les retraitements IFRAP et IREF.	Loi de finances (article général)	Effet stock unique de 3 à 8 Milliards d'euros + 0,5 Milliards d'euros/an récurrent
6	Mutualisation forcée des fonctions support	Pour toute entité de catégorie A à effectifs supérieurs à 200 ETPT : mutualisation obligatoire des fonctions RH, paie, comptabilité, achats, immobilier, DSI avec son ministère de tutelle ou via un centre de services partagés interministériel. Indicateur de respect : ratio fonctions support / total des ETPT plafonné à 12 % (vs ~20 % moyen aujourd'hui).	Décret + arrêté ministériel	1,5 à 2,5 Milliards d'euros/an

N°	MESURE	CONTENU	BASE JURIDIQUE	ÉCONOMIE (régime de croisière)
7	<b>Suppression du « hors plafond » sauf justification annuelle</b>	Plafonnement obligatoire de l'ensemble des emplois rémunérés par l'entité. Tout dépassement requiert une justification annuelle au Parlement, ligne par ligne, dans le projet de loi de finances. Disparition mécanique de la zone grise actuelle (≈ 80 000 ETPT hors contrôle parlementaire annuel).	Loi (modification de la LOLF)	<b>1 à 2 Milliards d'euros/an (par ré-encadrement, non par suppression brute)</b>
8	<b>Audit immobilier obligatoire et cession des actifs prestige</b>	Pour toute entité gérant un parc immobilier supérieur à 500 m² : audit obligatoire par France Domaine sous 12 mois, identification des actifs « prestige » (hôtels particuliers classés, locaux centre Paris, etc.) et cession ou redéploiement vers des locaux fonctionnels en proche périphérie. Schéma directeur immobilier consolidé au niveau du ministère de tutelle.	Décret + arrêté ministériel + transactions France Domaine	<b>Effet stock unique de 2 à 5 Milliards d'euros (cessions) + 0,3 Milliards d'euros/an récurrent (loyers économisés)</b>
9	<b>Publication nominative des rémunérations supérieures à 100 000 €</b>	Publication annuelle, dans le rapport public de l'entité, de la liste nominative des agents rémunérés plus de 100 000 € bruts annuels (modèle BBC britannique). Reprise de l'esprit de la proposition de loi déposée par le député Jean-Paul Mattei le 4 février 2024 visant à instaurer un droit de regard parlementaire sur les rémunérations des 3 % d'agents les mieux payés.	Loi (proposition Mattei)	<b>Pas d'économie directe, effet de pression à la baisse sur les rémunérations futures</b>
10	<b>Contrat d'objectifs et de performance (COP) obligatoire</b>	COP signé sous 12 mois pour les 70 % d'opérateurs qui n'en disposent pas en 2025. Indicateurs de résultat publics, trajectoire financière chiffrée à la baisse, mécanisme de sanction budgétaire en cas de non-atteinte des objectifs. Cette mesure prolonge la recommandation centrale du rapport Sénat du 3 juillet 2025.	Décret + arrêté ministériel	<b>Pas d'économie directe, condition préalable à toute négociation budgétaire à la baisse</b>

### Récapitulatif des économies de la grille (catégorie A)

POSTE	MONTANT	NATURE
Total des économies récurrentes (régime de croisière annuel)	<b>4,2 à 6,8 Milliards d'euros/an</b>	Récurrent
Total des effets stock uniques (récupération de trésoreries + cessions immobilières)	<b>5 à 13 Milliards d'euros une fois</b>	Effet stock
<b>TOTAL CONSOLIDÉ DE LA GRILLE D'AUDIT (sur 150-200 entités de catégorie A)</b>	<b>4 à 7 Milliards d'euros/an + 5 à 13 Milliards d'euros stock</b>	Consolidé

Note méthodologique : ces fourchettes d'économies sont issues du croisement de quatre sources : (1) les retraitements IFRAP avril 2025 sur les masses salariales et trésoreries des opérateurs ; (2) les estimations IREF Europe d'octobre 2025 sur les rémunérations dirigeantes ; (3) les données du jaune budgétaire PLF 2026 sur les fonctions support ; (4) les inventaires France Domaine 2024-2025 sur le parc immobilier des opérateurs. Les fourchettes hautes correspondent à une application stricte de la grille (modèle suisse) ; les fourchettes basses à une application progressive sur 5 ans.

## IV. Articulation avec les modules suivants

---

La méthodologie exposée dans le présent module sera appliquée mécaniquement aux  $\approx 1\,470$  entités du périmètre, dans les modules 4 à 8 :

**Module 4, Cartographie exhaustive.** Liste intégrale des  $\approx 1\,470$  entités en quatre colonnes police 6, avec mission, dernier budget annuel connu, derniers effectifs connus, ministère de tutelle et catégorie de classement A/B/C/D issue de l'application des 12 critères du présent module.

**Module 5, Catégorie A : à conserver.** Dans un dossier spécifique, il contient les fiches détaillées d'environ 150 à 200 entités à conserver. Chaque fiche applique les 10 mesures de la grille d'audit du train de vie (section III) à l'entité concernée, avec chiffrage individuel des économies attendues.

**Module 6, Catégorie B : à fusionner.** Dans un dossier spécifique, il contient les fiches de 25 à 30 fusions, chacune regroupant 3 à 5 entités sources en une nouvelle entité cible. Pour chaque fusion : architecture juridique, calendrier d'intégration sur 18-24 mois, économies de fonctions support estimées (RH/paie/IT/achats/immobilier mutualisés).

**Module 7, Catégorie C : à réinternaliser.** Dans un dossier spécifique, il contient les fiches détaillées de 150 à 200 entités à réinternaliser dans leur ministère de tutelle, avec modalités RH (corps d'origine, reclassements, plans de départ volontaire pour contractuels), calendrier d'extinction des statuts dérogatoires, et chiffrage du surcoût statutaire actuel récupéré.

**Module 8, Catégorie D : à supprimer.** Dans un dossier spécifique, il s'ouvre sur un sous-bloc « Les 20 suppressions les plus inadmissibles » mettant en lumière les cas les plus emblématiques (placements documentés, doublons criants, structures sans activité réelle). Le reste des entités est classé par budget décroissant. Pour chaque entité : motif de suppression, base juridique (loi vs décret), modalités de transfert ou de fermeture, conséquences anticipées.

**Module 9, Annexes opérationnelles.** Dans un dossier spécifique, Kit de démantèlement (procédure RH et budgétaire standard par catégorie B/C/D) ; Annexe 2, Calendrier rupture sur 24 mois (vague 1 décrets / vague 2 fusions / vague 3 lois) ; Annexe 3, Répertoire juridique loi vs décret pour les entités emblématiques ; Annexe 4, Récapitulatif chiffré global, plan social 2027-2032, réponses aux 12 objections fréquentes.



## CARTOGRAPHIE TYPOLOGIQUE

### CATÉGORIE A, À CONSERVER (lot 1/3)

*Les 75 plus grosses entités classées par flux financier décroissant*

Ce premier lot présente **les 75 plus grosses entités de catégorie A, À CONSERVER** (mission régalienne ou techniquement indispensable, non transférable à une administration centrale classique). Soumises à la grille d'audit transversale du Module 3 (mutualisation des fonctions support, plafonnement des rémunérations dirigeantes, audit immobilier obligatoire, encadrement strict du « hors plafond » et des frais de représentation).

**Note méthodologique sur le tri.** Le classement est strictement décroissant en **flux financier piloté**, c'est-à-dire le total des sommes qui transitent par l'entité chaque année, qu'il s'agisse de subventions de fonctionnement (SCSP), de taxes affectées, de fonds distribués (cas guichet : ADEME, AFITF, France Compétences) ou de prestations versées aux usagers (cas Sécurité sociale : CNAM, CNAV, CNAF). Ce critère reflète **le poids réel de l'entité dans le système public**, indépendamment de sa structure juridique. La nature du flux est précisée explicitement dans la colonne « Budget / Effectifs » (« prestations versées », « SCSP », « taxes affectées », « fonctionnement »).

**Universités.** Le PLF 2026 inscrit 12,8 milliards d'euros de SCSP au titre de la « catégorie » universités (67 EPSCP). Pour donner la visibilité maximale demandée par le dossier, **les 15 universités les plus dotées sont présentées individuellement**, suivies d'une ligne de regroupement « Autres universités » et d'une ligne « COMUE ». Les chiffres précis par université feront l'objet d'une vérification finale sur le PAP du programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire).

#### Glossaire compact des sigles utilisés dans ce tableau

<b>ETPT</b>	Équivalent Temps Plein Travaillé, un agent à mi-temps toute l'année = 0,5 ETPT
<b>EPIC</b>	Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (Bpifrance, ANRU, RATP...)
<b>EPA</b>	Établissement Public à caractère Administratif (universités, ARS, caisses Sécu...)
<b>EPST</b>	Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique (CNRS, INSERM, INRAE, INRIA...)
<b>EPSCP</b>	Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (universités)
<b>AAI / API</b>	Autorité Administrative / Publique Indépendante (CNIL, ARCOM, AMF, ASN...)
<b>OIV</b>	Opérateur d'Importance Vitale (hôpitaux, banques systémiques, opérateurs télécoms...)
<b>SCSP</b>	Subvention pour Charges de Service Public (33,9 Milliards d'euros au PLF 2026 pour les opérateurs)

<b>SCN</b>	Service à Compétence Nationale rattaché à un ministère
<b>DAC</b>	Direction d'Administration Centrale d'un ministère
<b>COMUE</b>	Communauté d'Universités et Établissements (regroupement régional d'EPSCP)

Sources : jaune budgétaire annexé au PLF 2026 (Direction du Budget, octobre 2025) ; Projets Annuels de Performance (PAP) des programmes 150, 172, 192, etc. ; rapport de la commission d'enquête du Sénat sur les missions des agences (3 juillet 2025) ; sites officiels des entités. Les fourchettes (≈) signalent une marge de variation entre crédits inscrits (PLF) et crédits exécutés. Les chiffres marqués [à confirmer PAP 2026] feront l'objet d'une vérification finale lors de la consolidation du dossier.

## Note méthodologique

**Tri des entités.** Les 75 entités sont triées par **flux financier piloté décroissant**, c'est-à-dire le total des sommes qui transitent par l'entité, qu'il s'agisse de prestations versées (CNAM, CNAV, CNAF), de SCSP (CNRS, CEA), de taxes affectées (France Compétences, CNC), de dotations (universités) ou de subventions (SNCF Réseau, AFITF). La nature du flux est précisée dans la colonne « Budget / Effectifs » pour chaque entité.

**Périmètre de la Part 01.** Les 75 entités les plus volumineuses de la catégorie A. La fin de la catégorie A (entités de moindre flux, autres universités, COMUE, écoles d'ingénieurs spécialisées, autres EPST/EPIC) sera traitée en Parts 02 et 03.

**Glossaire des sigles.** ETPT = équivalent temps plein travaillé ; SCSP = subvention pour charge de service public ; EPSCP = établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (universités) ; EPST = établissement public à caractère scientifique et technologique (CNRS, INSERM, INRAE...) ; EPIC = établissement public à caractère industriel et commercial ; AAI / API = autorité administrative / publique indépendante ; DAC = direction d'administration centrale.

**Sources principales.** Jaune budgétaire « Opérateurs de l'État » annexé au PLF 2026 (Direction du Budget, octobre 2025) ; rapport Sénat de la commission d'enquête sur les agences, opérateurs et organismes consultatifs (3 juillet 2025) ; rapports Cour des comptes spécifiques par entité ; sites officiels des entités. Les budgets précédés du marquage [à confirmer PAP 2026] sont issus du PAP 2025 et seront actualisés sur PAP 2026 dès publication.

→ **Le tableau panoramique des 75 entités catégorie A commence ci-dessous**

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CNAM</b> Caisse Nationale de l'Assurance Maladie	Régime général d'assurance maladie obligatoire (≈ 60 millions d'assurés). Pilote le remboursement des soins (consultations, médicaments, hospitalisations), négocie les conventions avec les médecins (tarifs opposables, parcours de soins), contrôle les fraudes (assurés et professionnels) et finance la prévention (vaccinations, dépistages cancer, programme Sophia). Branche maladie de la Sécurité sociale, sous tutelle Direction de la Sécurité sociale (DSS). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.1] CNAM.	<b>≈ 240 milliards d'euros/an</b> de prestations versées ≈ 60 000 ETPT (réseau)
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XXe + 102 CPAM départementales.		<b>Fort</b> Versement, contrôle, conventionnement médecins, sanctions.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CNAV</b> Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse	Régime général de retraite (≈ 14 millions de retraités). Liquide les pensions de retraite (calcul du montant à partir des trimestres cotisés et du salaire annuel moyen), gère les comptes carrière individuels (relevés de carrière, droits acquis), finance la branche vieillesse de la Sécurité sociale et verse également l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA, minimum vieillesse). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.2] CNAV.	≈ 145 milliards d'euros/an de prestations versées ≈ 13 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XIXe + 16 CARSAT régionales.		<b>Fort</b> Liquidation des pensions, contrôle des carrières, recouvrement.
<b>CNAF</b> Caisse Nationale d'Allocations Familiales	Prestations familiales, RSA, aides au logement (≈ 13 millions d'allocataires). Verse les allocations familiales, le RSA (revenu de solidarité active), la prime d'activité, l'allocation aux adultes handicapés (AAH), les APL (aides personnalisées au logement), la PAJE (prestation d'accueil du jeune enfant). Contrôle les ressources déclarées, lutte contre la fraude (croisement de fichiers fiscaux et sociaux), finance les modes d'accueil de la petite enfance via les conventions avec les crèches. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.3] CNAF.	≈ 100 milliards d'euros/an de prestations versées ≈ 35 000 ETPT (réseau)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris + 101 CAF départementales.		<b>Fort</b> Versement des prestations, contrôle des fraudes, sanctions.
<b>France Compétences</b> Établissement public de régulation et financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage	Finance et régule la formation professionnelle et l'apprentissage. Gère le CPF (compte personnel de formation, ≈ 38 millions de bénéficiaires), répartit la contribution unique à la formation et à l'alternance entre les OPCO (opérateurs de compétences), les Régions et l'État. Fixe les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage (NPEC) et agréé les certifications professionnelles inscrites au RNCP. Issue de la loi du 5 septembre 2018 (« Avenir professionnel »). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.7] France Compétences.	≈ 16 milliards d'euros/an de redistribution (taxes affectées) ≈ 70 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Régulateur / Financier</b> Siège Paris Ile.		<b>Fort</b> Fixation des niveaux de prise en charge, agrément des certifications RNCP.
<b>SNCF Réseau</b> Gestionnaire d'infrastructure ferroviaire (filiale SNCF SA)	Gestion, maintenance et développement du réseau ferré national (≈ 28 000 km de lignes, dont 2 800 km LGV). Filiale 100 % de SNCF SA depuis 2020. Alloue les sillons (créneaux horaires) aux entreprises ferroviaires (SNCF Voyageurs, fret, opérateurs européens), entretient les voies, caténaires, ouvrages d'art et signalisation. Perçoit les péages d'accès au réseau auprès des opérateurs. Endettement structurel (≈ 38 milliards d'euros en 2024). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.18] SNCF Réseau.	≈ 7 milliards d'euros/an subventions et concours publics ≈ 50 000 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège La Plaine-Saint-Denis + implantations régionales.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Allocation de capacité, sécurité, maintenance, péages d'accès au réseau.</p>	
<p><b>France Travail</b></p> <p>Opérateur public de l'emploi (ex-Pôle emploi, depuis le 1er janvier 2024)</p>	<p>Opérateur public de l'emploi (ex-Pôle emploi, depuis le 1er janvier 2024 par loi du 18 décembre 2023 « Plein emploi »). Accompagne les demandeurs d'emploi (≈ 6 millions inscrits), verse l'indemnisation chômage pour le compte de l'Unédic (allocation d'aide au retour à l'emploi, ARE), met en relation candidats et employeurs, gère depuis le 1er janvier 2025 l'inscription obligatoire au RSA (avec parcours d'activité de 15-20 h/semaine). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.6] France Travail.</p>	<p><b>≈ 7 milliards d'euros/an</b></p> <p>(SCSP + concours Unédic)</p> <p>≈ 55 000 ETPT (réseau)</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Paris XXe + ≈ 900 agences locales.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Indemnisation, contrôle de la recherche d'emploi, sanctions, orientation.</p>	
<p><b>CNRS</b></p> <p>Centre National de la Recherche Scientifique</p>	<p>Premier organisme français de recherche fondamentale, toutes disciplines (mathématiques, physique, chimie, biologie, sciences humaines et sociales, ingénierie, environnement). ≈ 1 100 unités de recherche en France et à l'étranger, dont la majorité en cotutelle avec les universités (UMR, Unités Mixtes de Recherche). Recrute par concours nationaux des chercheurs sous statut de la fonction publique. Une cinquantaine de Nobel et de médailles Fields français issus du CNRS depuis 1939. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.9] CNRS.</p>	<p><b>≈ 3 milliards d'euros/an</b></p> <p>SCSP + ressources propres</p> <p>≈ 32 130 ETPT (PLF 2026)</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Paris XVIe + 18 délégations régionales.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Recrutement statutaire (concours), labellisation des unités mixtes.</p>	
<p><b>France Télévisions</b></p> <p>Société nationale de l'audiovisuel public</p>	<p>Service public de la télévision (France 2, France 3, France 5, franceinfoTV, France Outre-mer 1ère). Société nationale de programme. La chaîne France 4 a été supprimée en 2020 puis réactivée. Le rapport Alloncle du 5 mai 2026 (commission d'enquête AN) propose une fusion France 2 + France 5, suppression de France 4 et de la plateforme Slash, et plafonnement à 1 milliard d'euros d'économies annuelles. Cas explosif traité dans le dossier complémentaire IV (catégorie D).</p>	<p><b>≈ 2,5 milliards d'euros/an</b></p> <p>(redevance + dotations)</p> <p>≈ 9 400 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Paris XVe + antennes régionales.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Diffusion publique, missions de service public.</p>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Agences de l'eau</b> Six agences de bassin (Adour-Garonne, Artois-Picardie, etc.)	Six agences par grand bassin hydrographique (Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse, Seine-Normandie). Perçoivent les redevances sur l'eau (pollution domestique, prélèvement, pollutions diffuses, modernisation des réseaux), les redistribuent en subventions et prêts pour la dépollution, l'assainissement, la protection des milieux aquatiques. Cour des comptes 17 juillet 2023 : 75 % des redevances payées par les particuliers (16,4 % des prélèvements), agriculture = 58 % de la consommation. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.21] Agences de l'Eau.	<b>≈ 2,4 milliards d'euros/an</b> (taxes affectées) ≈ 1 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Guichet</b> Six agences de bassin couvrant l'ensemble du territoire.	<b>Fort</b> Redevances obligatoires, financement contraignant.	
<b>CEA</b> Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives	Recherche nucléaire civile et militaire, énergies alternatives, défense, biologie, numérique. La Direction des Applications Militaires (DAM) du CEA conçoit et garantit la fiabilité des armes nucléaires françaises (mission régaliennne de souveraineté). Les autres directions couvrent : énergie nucléaire civile (réacteurs nouvelle génération, ITER), énergies renouvelables, sciences du vivant, technologies du numérique (IA, calcul haute performance). 9 centres de recherche en France. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.10] CEA.	<b>≈ 1,9 milliard €/an</b> SCSP 12 114 ETPT (PLF 2026)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> 9 centres de recherche, instrumentation propre.	<b>Fort</b> Compétence régaliennne nucléaire (DAM = direction applications militaires).	
<b>ACOSS</b> Caisse nationale URSSAF, recouvrement des cotisations sociales	Caisse nationale URSSAF, recouvre l'ensemble des cotisations sociales pour le compte des branches de la Sécurité sociale (maladie, vieillesse, famille, accidents du travail), de l'Unédic (chômage), des retraites complémentaires Agirc-Arrco. ≈ 600 milliards d'euros collectés par an auprès de 9 millions d'employeurs et de travailleurs indépendants. Pilote le réseau de 22 URSSAF régionales et leurs 14 600 ETPT. Contrôle, recouvrement amiable et contentieux des cotisations impayées. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.4] ACOSS / URSSAF Caisse Nationale.	<b>≈ 1,5 milliard €/an</b> (coût de fonctionnement) ≈ 14 600 ETPT (réseau)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Montreuil 93 + 22 URSSAF régionales.	<b>Fort</b> Recouvrement obligatoire, sanctions, contrôles.	
<b>EFS</b> Établissement Français du Sang	Établissement français du sang. Monopole national légal sur la collecte du sang, la qualification biologique des dons (dépistage HIV, hépatites, syphilis, paludisme), la préparation et la distribution des produits sanguins labiles aux établissements de santé (concentrés de globules rouges, plasma, plaquettes). 2,7 millions de dons collectés par an auprès de 1,4 million de donateurs bénévoles. Successeur de l'Agence Française du Sang (1995) après le drame du sang contaminé. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.5] EFS.	<b>≈ 1 milliard €/an</b> (autofinancé) ≈ 9 800 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Réseau de 119 sites de prélèvement.		<b>Fort</b> Monopole légal sur la collecte du sang.
<b>INSERM</b> Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale	Recherche biomédicale et en santé publique. Premier opérateur public français de recherche médicale fondamentale, translationnelle et clinique. Étudie les pathologies (cancer, neurodégénérescence, maladies cardio-vasculaires, infectieuses) à toutes les échelles (gènes, cellules, organes, populations). ≈ 280 unités de recherche, principalement en cotutelle avec les universités et CHU. Recrute des chercheurs par concours national. Filiale INSERM Transfert pour la valorisation des inventions. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.13] INSERM.	≈ 970 millions d'euros/an SCSP ≈ 8 300 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Unités dans les CHU et facultés de médecine.		<b>Fort</b> Recrutement statutaire (concours).
<b>ONF</b> Office National des Forêts	Gestion durable des forêts publiques (11 millions d'hectares en métropole et outre-mer, soit ≈ 25 % de la forêt française). Récolte le bois selon les plans d'aménagement, vend le bois en lots aux scieries et industriels, surveille l'état sanitaire des forêts, exerce la police forestière (lutte contre les coupes illégales, surveillance des espaces protégés), assure les missions de défense des forêts contre les incendies (DFCI). EPIC sous tutelle des ministères de l'Agriculture et de la Transition écologique. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.22] ONF.	≈ 880 millions d'euros/an (autofinancé partiel) ≈ 8 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Maisons-Alfort + 50 directions territoriales.		<b>Fort</b> Police forestière, gestion patrimoniale.
<b>CNES</b> Centre National d'Études Spatiales	Politique spatiale française. Conçoit et finance les programmes spatiaux français (lanceurs Ariane via ESA, satellites scientifiques, observation de la Terre, télécommunications, navigation, défense). Représente la France à l'Agence Spatiale Européenne (ESA), à laquelle elle verse ≈ 1 milliard d'euros par an de contribution. Centre Spatial Guyanais à Kourou : seul port spatial européen, base de lancement Ariane 5, Vega, Soyouz. Centres de Toulouse (siège technique) et Paris-Daumesnil. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.11] CNES.	≈ 875 millions d'euros/an SCSP ≈ 2 400 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Centres Toulouse, Kourou (Guyane), Paris Daumesnil.		<b>Fort</b> Représentation française à l'ESA.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>INRAE</b> Institut National Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement	Recherche agronomique, agroalimentaire et environnementale. Issu de la fusion INRA + IRSTEA en 2020. Étudie l'agriculture (cultures, élevage), l'alimentation (qualité nutritionnelle, sécurité sanitaire), l'environnement (biodiversité, eau, sols, climat), le numérique agricole. 18 centres régionaux disposant d'exploitations expérimentales, de stations de phytopathologie, de plateformes de séquençage. ≈ 1 200 doctorants encadrés. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.12] INRAE.	≈ 870 millions d'euros/an SCSP ≈ 10 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> 18 centres régionaux, exploitations expérimentales.		<b>Fort</b> Recrutement statutaire (concours).
<b>CNC</b> Centre National du Cinéma et de l'image animée	Centre National du Cinéma et de l'image animée. Établissement public industriel et commercial sous tutelle du ministère de la Culture. Soutient le cinéma français (avance sur recettes, fonds de soutien automatique, aides sélectives) et l'audiovisuel (fictions, documentaires, jeux vidéo, animation, médias émergents). Finance par des taxes affectées (TSA, taxe sur les billets de cinéma, taxe sur les éditeurs et distributeurs de services de télévision, taxe sur les services en ligne). Réglemente la chronologie des médias. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.23] CNC.	≈ 800 millions d'euros/an (taxes affectées) ≈ 480 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Guichet</b> Siège Paris 1er. Distribution massive d'aides.		<b>Fort</b> Régulation du marché et des aides.
<b>Univ. Paris-Saclay</b> Université Paris-Saclay (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université scientifique de premier rang mondial (≈ 13ème classement de Shanghai, 1ère mondiale en mathématiques). Regroupe sciences fondamentales (physique, chimie, biologie, mathématiques), sciences de l'ingénieur, médecine, droit, économie, sciences humaines. ≈ 65 000 étudiants. Six lauréats de la médaille Fields, trois Nobel parmi les chercheurs membres. Plateau de Saclay (Orsay, Gif-sur-Yvette) + sites associés (Versailles, Évry). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.14] Université Paris-Saclay.	≈ 700 millions d'euros/an [à confirmer PAP 2026] ≈ 9 000 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Plateau de Saclay + sites associés.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux, recrutement.
<b>Radio France</b> Société nationale de l'audiovisuel public	Service public de la radio. Diffuse 7 chaînes nationales : France Inter (généraliste, 1ère audience radio française), franceinfo (information continue), France Culture (savoir, débat), France Musique (classique, jazz), France Bleu (réseau de 44 stations régionales et locales), FIP (musique sans paroles), Mouv' (jeunes, hip-hop, rap). Maison de la Radio à Paris XVIe. ≈ 14 millions d'auditeurs quotidiens.	≈ 660 millions d'euros/an (redevance + dotations) ≈ 4 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Maison de la Radio Paris + réseau France Bleu.		<b>Fort</b> Diffusion publique.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>Sorbonne Université</b></p> <p>EPSCP (issu de la fusion Paris-IV + Paris-VI en 2018)</p>	<p>Enseignement supérieur et recherche. Issue de la fusion en 2018 de Paris-IV (lettres, sciences humaines) et Paris-VI Pierre-et-Marie-Curie (sciences, médecine). 3 facultés : Lettres, Sciences et Ingénierie, Médecine. ≈ 55 000 étudiants. Site historique du Quartier Latin (Sorbonne) + campus Pierre-et-Marie-Curie (Jussieu) + Pitié-Salpêtrière (médecine). Une université de recherche intensive de premier rang européen.</p>	<p>≈ 650 millions d'euros/an</p> <p>[à confirmer PAP 2026]</p> <p>≈ 8 200 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Quartier Latin Paris + Pitié-Salpêtrière.</p>		<p><b>Fort</b></p> <p>Diplômes nationaux, recrutement.</p>
<p><b>PSL</b></p> <p>Université Paris Sciences et Lettres</p>	<p>Université Paris Sciences et Lettres. EPSCP qui regroupe 11 grandes écoles parisiennes : ENS Ulm, Mines ParisTech, Chimie ParisTech, ESPCI, Dauphine, Conservatoire national de musique et de danse, École nationale des chartes, École pratique des hautes études, Observatoire de Paris, Institut Curie (associé), EHESS (associé partiel). ≈ 17 000 étudiants. Stratégie d'excellence ciblée sur les masters et doctorats.</p>	<p>≈ 600 millions d'euros/an</p> <p>[à confirmer PAP 2026]</p> <p>≈ 4 500 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Sites multiples Paris.</p>		<p><b>Fort</b></p> <p>Diplômes communs aux établissements membres.</p>
<p><b>Aix-Marseille Université</b></p> <p>EPSCP</p>	<p>Enseignement supérieur et recherche. Plus grande université de France en effectifs étudiants (≈ 80 000). Issue de la fusion 2012 des trois universités d'Aix-Marseille (Provence, Méditerranée, Paul-Cézanne). Toutes disciplines : droit, sciences économiques, lettres, sciences humaines, sciences, médecine, pharmacie, sciences de l'éducation. 5 grands campus à Aix-en-Provence (lettres, droit) et Marseille (sciences, santé, économie).</p>	<p>≈ 530 millions d'euros/an</p> <p>[à confirmer PAP 2026]</p> <p>≈ 7 800 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>5 campus principaux Aix et Marseille.</p>		<p><b>Fort</b></p> <p>Diplômes nationaux, recrutement.</p>
<p><b>Univ. de Strasbourg</b></p> <p>Université de Strasbourg (EPSCP)</p>	<p>Enseignement supérieur et recherche. Pôle international franco-allemand. ≈ 55 000 étudiants. Toutes disciplines : droit, sciences politiques, lettres, sciences humaines, sciences, médecine, pharmacie, sciences de l'éducation, formation continue (téléenseignement). Trois prix Nobel français issus du Strasbourg : Jean-Marie Lehn (chimie 1987), Jules Hoffmann (médecine 2011), Martin Karplus (chimie 2013). Membre fondateur de la Confédération des Universités du Rhin Supérieur (Eucor).</p>	<p>≈ 500 millions d'euros/an</p> <p>[à confirmer PAP 2026]</p> <p>≈ 5 700 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Campus Strasbourg + sites associés.</p>		<p><b>Fort</b></p> <p>Diplômes nationaux.</p>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>INSEE</b> Institut National de la Statistique et des Études Économiques (DAC, Bercy)	Production statistique publique, recensement de la population, comptes nationaux, indices des prix, indicateurs économiques. Direction d'Administration Centrale (DAC) rattachée au ministère de l'Économie (Bercy). Diffuse les données économiques et sociales officielles (taux de chômage, inflation, PIB, démographie). Pilote le recensement annuel auprès des communes et publie les chiffres de population légale. 17 directions régionales en métropole et outre-mer. Coordination du Service Statistique Public (SSP).	<b>≈ 460 millions d'euros/an</b>  ≈ 5 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> DAC Bercy + 17 directions régionales.		<b>Fort</b> Statistique publique régaliennne (recensement).
<b>Univ. de Lorraine</b> Université de Lorraine (EPSCP, fusion Nancy + Metz 2012)	Enseignement supérieur et recherche. Issu de la fusion 2012 des universités de Nancy (Nancy I, Nancy II, INPL) et de Metz. ≈ 55 000 étudiants sur les sites de Nancy, Metz, Épinal, Saint-Dié-des-Vosges. Toutes disciplines avec spécialisation reconnue en sciences de l'ingénieur (École des Mines de Nancy, ENSGSI), sciences de la matière, biologie-santé, sciences humaines.	<b>≈ 460 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 6 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Sites Nancy + Metz + Épinal.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.
<b>Univ. Grenoble Alpes</b> Université Grenoble Alpes (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Pôle scientifique et technologique de premier rang. ≈ 60 000 étudiants. Forte spécialisation en sciences (physique, mathématiques, informatique, biologie), sciences de l'ingénieur (Grenoble INP), médecine. Site emblématique de la « Silicon Valley française » (Grenoble, Saint-Martin-d'Hères, partenariat CEA-Tech, STMicroelectronics). 6 prix Nobel parmi les chercheurs membres ou anciens.	<b>≈ 450 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 6 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Grenoble + sites associés.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.
<b>Univ. Paris Cité</b> Université Paris Cité (EPSCP, fusion Paris-V + Paris-VII + IPGP 2019)	Enseignement supérieur et recherche. EPSCP issu en 2019 de la fusion de Paris-V Descartes (sciences humaines, médecine, pharmacie), Paris-VII Diderot (sciences) et de l'Institut de Physique du Globe de Paris. ≈ 60 000 étudiants. Toutes disciplines, avec spécialisation en santé (Cochin, Bichat-Beaujon), sciences fondamentales et sciences humaines. Sites de Paris rive gauche.	<b>≈ 450 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 6 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Sites Paris rive gauche + IPGP.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Univ. de Bordeaux</b> Université de Bordeaux (EPSCP, fusion Bordeaux 1+2+4 en 2014)	Enseignement supérieur et recherche. Issue de la fusion 2014 des universités Bordeaux 1 (sciences), Bordeaux 2 (sciences de la santé) et Bordeaux 4 (droit, économie). ≈ 56 000 étudiants. Bordeaux 3 (lettres, sciences humaines, langues) reste séparée sous le nom Université Bordeaux Montaigne. Campus principal à Talence (sciences, santé) et sites en centre-ville.	<b>≈ 430 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 6 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Talence + Bordeaux ville.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.
<b>Univ. Lyon 1</b> Université Claude Bernard Lyon 1 (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université Claude Bernard Lyon 1, pôle santé et sciences. ≈ 47 000 étudiants. Médecine (Lyon Est, Lyon Sud, Rockefeller), pharmacie, odontologie, sciences (mathématiques, physique, chimie, biologie), sciences de l'ingénieur (École Polytech Lyon), STAPS, IUT Lyon 1. Campus principal à La Doua (Villeurbanne) + Rockefeller pour la médecine.	<b>≈ 400 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 5 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Villeurbanne + Rockefeller (médecine).		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.
<b>Univ. Toulouse III</b> Université Toulouse III Paul Sabatier (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université Toulouse III Paul Sabatier. ≈ 35 000 étudiants. Spécialisation en sciences (physique, mathématiques, biologie, sciences de l'environnement), sciences de l'ingénieur (génie aéronautique), médecine (Purpan, Rangueil), pharmacie, STAPS. Forte interconnexion avec l'écosystème aéronautique-spatial toulousain (Airbus, CNES, ONERA-Toulouse).	<b>≈ 380 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 5 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Rangueil Toulouse.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.
<b>Univ. de Lille</b> Université de Lille (EPSCP, fusion Lille 1+2+3 en 2018)	Enseignement supérieur et recherche. Issue de la fusion 2018 des universités Lille 1 (sciences), Lille 2 (droit-santé) et Lille 3 (lettres, sciences humaines). ≈ 80 000 étudiants. Toutes disciplines, avec une forte composante santé (CHU de Lille). Campus de Villeneuve-d'Ascq (sciences) + Roubaix + Lille centre (droit, lettres, médecine).	<b>≈ 380 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 5 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Villeneuve-d'Ascq + Roubaix.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.
<b>Météo-France</b> Établissement Public Administratif	Service météorologique national. Produit les prévisions météo officielles diffusées au grand public (TV, radio, web, application mobile), aux préfectures (vigilance météo et alerte aux phénomènes dangereux), à l'aviation civile (sécurité aérienne) et aux professionnels (agriculture, énergie, transports, BTP). Exploite un réseau d'observation (stations sol, radars Doppler, ballons-sondes, satellites Météosat, EUMETSAT). Centres de calcul haute performance pour les modèles numériques.	<b>≈ 380 millions d'euros/an</b> ≈ 2 700 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Saint-Mandé 94 + centres régionaux.	<b>Fort</b> Vigilance météo, alerte aux préfetures.	
<b>ASP</b> Agence de Services et de Paiement	Agence de Services et de Paiement. Paie pour le compte de l'État et de l'Union européenne les aides publiques individuelles : aides de la PAC (Politique Agricole Commune, ≈ 9 milliards d'euros par an), Fonds Social Européen (FSE), aides à l'apprentissage et à l'embauche, prime à la conversion automobile, MaPrimeRenov', aides aux jeunes entreprises innovantes. Ne fixe pas la politique : elle exécute (calcul, paiement, contrôle a posteriori).	<b>≈ 350 millions d'euros/an</b> (coût de fonctionnement) ≈ 2 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Guichet</b> Siège Limoges + 17 directions régionales.	<b>Indirect</b> Influence par le chèque, paie pour le compte de l'État.	
<b>Nantes Université</b> EPSCP	Enseignement supérieur et recherche. EPSCP qui intègre depuis 2022 l'École Centrale de Nantes, IRT Jules Verne. ≈ 42 000 étudiants. Toutes disciplines : droit, sciences économiques, lettres, sciences humaines, sciences, médecine, pharmacie, odontologie, sciences de l'ingénieur. Campus principal sur l'île de Nantes + campus santé du Tertre + sites associés à La Roche-sur-Yon, Saint-Nazaire.	<b>≈ 350 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 5 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Nantes + sites associés.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	
<b>Univ. de Montpellier</b> Université de Montpellier (EPSCP, fusion Montpellier 1+2 en 2015)	Enseignement supérieur et recherche. Issue de la fusion 2015 des universités Montpellier 1 (droit, sciences humaines, médecine) et Montpellier 2 (sciences). ≈ 51 000 étudiants. Forte tradition en sciences (chimie, biologie, agronomie en lien avec le Cirad et l'INRAE), médecine (faculté la plus ancienne d'Europe, fondée en 1289), pharmacie. Université Paul-Valéry Montpellier 3 (lettres, sciences humaines) reste séparée.	<b>≈ 340 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 4 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Montpellier.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	
<b>Univ. de Rennes</b> Université de Rennes (EPSCP, issu fusion Rennes 1 + ENS Rennes 2023)	Enseignement supérieur et recherche. Issue depuis 2023 de la fusion partielle de l'Université de Rennes 1 (sciences, droit, économie, médecine) avec ENS Rennes, École Nationale Supérieure de Chimie de Rennes, INSA Rennes (associés). ≈ 35 000 étudiants. Université Rennes 2 (lettres, sciences humaines, STAPS, communication) reste séparée. Campus principal de Beaulieu + sites en centre-ville.	<b>≈ 320 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 4 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Campus Rennes Beaulieu.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	
<b>AFPA</b> Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes	Agence nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes. EPIC sous tutelle du ministère du Travail. Premier organisme français de formation qualifiante des adultes en reconversion ou en insertion (titres professionnels du ministère du Travail, du CAP au BTS-équivalent). Centres de formation propres sur tout le territoire (avec hébergement et restauration sur place dans certains centres). Concurrencée par les organismes privés depuis l'ouverture du marché de la formation.	<b>≈ 320 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 5 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Centres de formation propres sur tout le territoire.	<b>Indirect</b> Pas d'autorité réglementaire, opérateur de service.	
<b>IRSN</b> Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (fusion ASN actée)	Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire. Expertise scientifique et technique en sûreté nucléaire (centrales, recherche, défense, médecine) et en radioprotection des populations et des travailleurs. Réalise les évaluations techniques sur lesquelles l'ASN s'appuie pour ses décisions. Surveillance environnementale (mesures de radioactivité ambiante). En cours de fusion avec l'ASN au sein de la nouvelle ASNR (Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection), loi du 22 mai 2024.	<b>≈ 300 millions d'euros/an</b>  ≈ 1 770 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Fontenay-aux-Roses 92.	<b>Fort</b> Expertise technique de référence.	
<b>INRIA</b> Institut National Recherche en sciences et technologies du numérique	Institut National de Recherche en sciences et technologies du numérique. EPST sous tutelle du ministère de la Recherche. Premier opérateur français de recherche en informatique, mathématiques appliquées, intelligence artificielle, sciences du numérique. ≈ 220 équipes de recherche (la plupart en cotutelle avec des universités ou grandes écoles). 9 centres régionaux. Stratégie nationale IA 2018-2025, Stratégie nationale en cybersécurité.	<b>≈ 290 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 1 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> 9 centres de recherche.	<b>Fort</b> Recrutement statutaire (concours).	
<b>ARTE France</b> Société de programme franco-allemande	Société de programme franco-allemande, partenaire d'ARTE Deutschland. Production et diffusion de programmes culturels (cinéma d'auteur, documentaires, débats, concerts, opéras, séries) en français, allemand et autres langues européennes. Diffusion sur la chaîne ARTE (TNT et satellite) et plateforme arte.tv. Siège à Strasbourg (symbole de l'amitié franco-allemande). Cofinancé à parts égales par la France et l'Allemagne.	<b>≈ 290 millions d'euros/an</b>  ≈ 290 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Siège Strasbourg.	<b>Fort</b> Mission culturelle européenne.	
<b>ANSSI</b> Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information	Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information. Services du Premier ministre, sous l'autorité du SGDSN. Mission souveraine de cyberdéfense de l'État, des opérateurs d'importance vitale (OIV, énergie, transports, santé, finances) et des collectivités territoriales. Définit les référentiels de sécurité (RGS), instruit les qualifications de produits de cybersécurité, gère le CERT-FR (réponse aux incidents). Pouvoirs de contrôle et de sanction depuis la loi de programmation militaire 2018 et la directive NIS 2 (transposition 2024).	<b>≈ 275 millions d'euros/an</b>  742 ETPT (PLF 2026)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège bd Tour-Maubourg Paris VIIe + 4 sites.	<b>Fort</b> Pouvoir de contrôle et sanction (NIS 2, LPM).	
<b>France Médias Monde</b> Audiovisuel extérieur (RFI, France 24, MCD)	Audiovisuel extérieur de la France. Diffuse trois chaînes : RFI (Radio France Internationale, en français + 19 autres langues), France 24 (chaîne d'information internationale, français + anglais + arabe + espagnol), MCD (Monte Carlo Doualiya, en arabe). Mission d'influence diplomatique, culturelle et linguistique de la France à l'étranger (≈ 250 millions de contacts hebdomadaires).	<b>≈ 270 millions d'euros/an</b>  ≈ 1 750 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Issy-les-Moulineaux.	<b>Fort</b> Influence diplomatique et culturelle.	
<b>VNF</b> Voies Navigables de France	Voies Navigables de France. Gestionnaire du domaine public fluvial : ≈ 6 700 km de canaux et rivières aménagées (dont 2 000 km à grand gabarit pour le fret). Entretien des écluses, barrages mobiles, tunnels et ports fluviaux. Perçoit les péages auprès des bateliers (transport de marchandises et de passagers, plaisance). 4 directions territoriales : Nord-Pas-de-Calais, Nord-Est, Centre-Bourgogne, Bassin Rhône-Saône. Siège à Béthune.	<b>≈ 270 millions d'euros/an</b>  ≈ 4 000 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Béthune + 4 directions territoriales.	<b>Fort</b> Gestionnaire du domaine public fluvial.	
<b>Santé publique France</b> Agence nationale de santé publique	Agence nationale de santé publique. EPA sous tutelle du ministère de la Santé. Surveillance épidémiologique des maladies (Covid-19, grippe, dengue, infections nosocomiales, addictions, obésité), prévention (campagnes Mois Sans Tabac, alcool, dépistages), gestion des alertes et crises sanitaires (réserve sanitaire de professionnels mobilisables). Diffuse les recommandations de santé publique (vaccinations, nutrition, sport). Issue en 2016 de la fusion InVS + INPES + EPRUS.	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b>  SCSP ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Siège Saint-Maurice 94.	<b>Fort</b> Alerte sanitaire, recommandations contraignantes.	
<b>BNF</b> Bibliothèque Nationale de France	Bibliothèque Nationale de France. Collecte le dépôt légal du livre depuis 1537 (ordonnance de Montpellier de François Ier) : conserve un exemplaire de tout document publié en France (livres, périodiques, audiovisuel, web). Patrimoine de ≈ 40 millions de documents. Sites : Mitterrand (Tolbiac, XIIIe arrondissement, principal), Richelieu (manuscrits, estampes), Arsenal (théâtre, archives), Bibliothèque Maison Jean Vilar (Avignon). Mission de conservation pérenne et d'accès aux chercheurs.	<b>≈ 240 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 2 250 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Sites Mitterrand, Richelieu, Arsenal, Avignon.	<b>Fort</b> Dépôt légal obligatoire, conservation patrimoniale.	
<b>Louvre</b> Musée du Louvre (Établissement Public)	Musée du Louvre. Établissement public à caractère administratif. Conserve et présente les collections nationales d'antiquités (égyptienne, orientale, grecque, romaine, étrusque), de peinture européenne (XIIIe-XIXe), sculpture, arts graphiques, arts décoratifs et arts de l'Islam. ≈ 35 000 œuvres exposées sur 73 000 m <sup>2</sup> . Premier musée mondial en fréquentation (≈ 8 millions de visiteurs par an, dont 70 % d'étrangers). Le Louvre-Lens (Pas-de-Calais), antenne ouverte en 2012.	<b>≈ 240 millions d'euros/an</b> (autofinancé) ≈ 2 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Palais du Louvre + Louvre-Lens.	<b>Fort</b> Conservation patrimoniale, programmation.	
<b>ONERA</b> Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales	Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales. EPIC sous tutelle du ministère des Armées. Recherche aérospatiale civile et militaire : aéronautique (avions, hélicoptères), espace (lanceurs, satellites), défense (missiles, drones, radars). Compétences : aérodynamique, propulsion, énergétique, matériaux, traitement du signal. Souffleries d'essais à Modane-Avrieux (Savoie) et Toulouse-Le Fauga, parmi les plus grandes au monde. Membre fondateur du GIFAS.	<b>≈ 230 millions d'euros/an</b> ≈ 2 000 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> 8 centres de recherche, souffleries d'essais.	<b>Fort</b> Compétence souveraine aérospatiale.	
<b>École Polytechnique</b> Établissement public scientifique sous tutelle Défense	Établissement public scientifique sous tutelle du ministère des Armées (statut spécifique). Forme par concours environ 500 « polytechniciens » par an (plus quelques centaines d'étudiants étrangers). Statut militaire pour la promotion française (uniforme, défilé du 14 juillet). Forme aussi des masters et doctorats. Recherche en mathématiques, physique, chimie, biologie, mécanique, économie, informatique. Membre de l'Institut Polytechnique de Paris (IP Paris).	<b>≈ 230 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 1 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Campus Palaiseau, IP Paris.		<b>Fort</b> Statut militaire, formation des élites.
<b>IRD</b> Institut de Recherche pour le Développement	Institut de Recherche pour le Développement. EPST. Recherche scientifique au profit des pays du Sud (Afrique, Amérique latine, Asie, Pacifique). Domaines : santé (maladies tropicales, nutrition), environnement (climat, biodiversité, océans), sociétés et développement (migrations, politiques publiques, urbanisme). Présence permanente dans 50 pays via des laboratoires conjoints avec des organismes locaux. Successeur de l'ORSTOM créé en 1944.	<b>≈ 230 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 2 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Présence dans 50 pays.		<b>Fort</b> Recrutement statutaire (concours).
<b>Opéra National de Paris</b> EPIC	Production lyrique et chorégraphique. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. Deux salles à Paris : Palais Garnier (IXe, ouverte en 1875, ≈ 1 900 places) pour le ballet et l'opéra de répertoire ; Opéra Bastille (XIIe, ouvert en 1989, ≈ 2 700 places) pour la création lyrique contemporaine. Compagnie permanente : 154 danseurs et danseuses du Ballet de l'Opéra, 174 musiciens de l'Orchestre, 110 choristes du Chœur. ≈ 380 levers de rideaux par saison.	<b>≈ 230 millions d'euros/an</b> (autofinancé partiel) ≈ 1 530 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Garnier IXe + Bastille XIIe.		<b>Fort</b> Production artistique de référence nationale.
<b>CEREMA</b> Centre d'études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement	Centre d'études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement. EPA sous tutelle conjointe État + collectivités territoriales (depuis 2023). Expertise technique au profit de l'État, des collectivités et des entreprises sur les politiques publiques d'aménagement : prévention des risques naturels (inondations, mouvements de terrain), routes et infrastructures, mobilités, transition écologique. Siège à Bron (Lyon) + 11 directions territoriales. Successeur des CETE et du CERTU en 2014.	<b>≈ 220 millions d'euros/an</b> ≈ 2 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Études</b> Siège Bron 69 + 11 directions territoriales.		<b>Indirect</b> Pas d'autorité, expertise.
<b>IFREMER</b> Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer	Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer. EPIC sous tutelle des ministères chargés de la Recherche et de la Mer. Recherche océanographique (océans, climat, biodiversité marine), surveillance des écosystèmes marins (coquillages, algues toxiques), évaluation des ressources halieutiques pour les avis aux ministres sur les quotas de pêche, exploration des grands fonds marins. Flotte océanographique nationale (gérée par TGIR-FOF) : navires océanographiques Pourquoi pas ?, Atalante, Thalassa.	<b>≈ 220 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 1 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Brest, stations, flotte océanographique.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Avis scientifiques pour quotas de pêche.</p>	
<p><b>OFII</b></p> <p>Office Français de l'Immigration et de l'Intégration</p>	<p>Office Français de l'Immigration et de l'Intégration. EPA sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Accueil des étrangers en situation régulière en France : visite médicale obligatoire à l'arrivée, signature et suivi du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR, formation civique, formation linguistique, bilan de compétences professionnelles). Gestion de l'aide au retour volontaire et des centres d'accueil pour demandeurs d'asile. Successeur de l'ANAEM en 2009.</p>	<p><b>≈ 220 millions d'euros/an</b></p> <p>SCSP</p> <p>≈ 1 200 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Paris Xe + 33 directions territoriales.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Visites médicales, contrats d'intégration.</p>	
<p><b>ACPR</b></p> <p>Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (Banque de France)</p>	<p>Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. AAI adossée à la Banque de France. Contrôle prudentiel des banques (≈ 800 établissements de crédit), assurances (≈ 600 organismes), mutuelles, institutions de prévoyance. Veille à la solvabilité, à la liquidité et à la qualité des actifs. Pouvoir de sanction pécuniaire et de retrait d'agrément. Missions : agrément des nouveaux acteurs, contrôle permanent, lutte contre le blanchiment, autorité de résolution (préparation des plans de redressement bancaire). Cofinancée par les contributions des assujettis.</p>	<p><b>≈ 200 millions d'euros/an</b></p> <p>(financée par l'industrie)</p> <p>≈ 1 100 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Adossée à la Banque de France.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Sanctions, retrait d'agrément.</p>	
<p><b>IGN</b></p> <p>Institut National de l'Information Géographique et Forestière</p>	<p>Institut National de l'Information Géographique et Forestière. EPA sous tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Environnement. Produit le référentiel cartographique national (RGE, Référentiel à Grande Échelle, base de données BD TOPO, BD ORTHO photoaériennes, scan 25). Réalise l'inventaire forestier national (mesures permanentes sur ≈ 16 000 placettes). Édite les cartes IGN au 1/25 000 (« cartes de randonnée »). Plateforme géoportail.gouv.fr.</p>	<p><b>≈ 165 millions d'euros/an</b></p> <p>≈ 1 500 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Saint-Mandé 94 + centres régionaux.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Référentiel cartographique national (RGE).</p>	
<p><b>ANSES</b></p> <p>Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail</p>	<p>Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. EPA sous tutelle conjointe des ministères de la Santé, de l'Agriculture, de l'Environnement, du Travail et de l'Économie. Évalue les risques sanitaires des produits chimiques, des denrées alimentaires, des produits phytopharmaceutiques (pesticides), des produits biocides, des médicaments vétérinaires. Avis liant pour les autorisations de mise sur le marché (AMM). 9 laboratoires (Maisons-Alfort siège, Lyon, Plouzané, Sophia-Antipolis, Paris-Est, etc.). Issue en 2010 de la fusion AFSSA + AFSSET.</p>	<p><b>≈ 138 millions d'euros/an</b></p> <p>≈ 1 360 ETPT</p>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Études</b> Siège Maisons-Alfort 94 + 9 laboratoires.		<b>Fort</b> Avis liant pour les AMM.
<b>ANSM</b> Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé	Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé. EPA sous tutelle du ministère de la Santé. Délivre les Autorisations de Mise sur le Marché (AMM) des médicaments en France. Surveillance post-commercialisation : pharmacovigilance (effets indésirables), matériovigilance (dispositifs médicaux). Pouvoir de police sanitaire : retrait du marché, suspension d'AMM. Inspections des laboratoires pharmaceutiques et des dispositifs médicaux. Successeur de l'AFSSAPS depuis 2011 (post-affaire Mediator).	<b>≈ 130 millions d'euros/an</b>  ≈ 1 020 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Saint-Denis 93 + laboratoires.		<b>Fort</b> Pouvoir de police sanitaire.
<b>AMF</b> Autorité des Marchés Financiers, API	Autorité des Marchés Financiers. Autorité Publique Indépendante (API). Régulateur des marchés financiers français : surveillance des marchés (Euronext Paris), agrément des sociétés de gestion d'actifs et des plateformes de financement participatif, protection des épargnants (lutte contre les escroqueries financières, plateformes de trading non agréées), sanctions disciplinaires et pécuniaires. Cofinancée par les contributions des assujettis (sociétés cotées, sociétés de gestion). Membre fondateur de l'ESMA (European Securities and Markets Authority).	<b>≈ 130 millions d'euros/an</b> (financée par l'industrie)  ≈ 540 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris 1er.		<b>Fort</b> Sanctions financières, agrément des sociétés.
<b>BRGM</b> Bureau de Recherches Géologiques et Minières	Bureau de Recherches Géologiques et Minières. EPIC sous tutelle des ministères de la Recherche, de l'Industrie et de la Transition écologique. Service géologique national : cartographie géologique du territoire (cartes géologiques au 1/50 000), connaissance des ressources du sous-sol (eaux souterraines, géothermie, minerais stratégiques). Avis publics sur les risques naturels (mouvements de terrain, retrait-gonflement des argiles, séismes, cavités souterraines). Stockage géologique du CO2, après-mines.	<b>≈ 130 millions d'euros/an</b>  SCSP ≈ 1 030 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Orléans + 25 implantations régionales.		<b>Fort</b> Avis publics risques naturels.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Centre Pompidou</b> Établissement public	Centre national d'art et de culture Georges Pompidou. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Conserve et présente la collection nationale d'art moderne et contemporain (≈ 130 000 œuvres, 2e collection mondiale après le MoMA de New York). Site principal Beaubourg à Paris IVe (≈ 3,5 millions de visiteurs par an). Site annexe Centre Pompidou Metz (depuis 2010). Bibliothèque publique d'information (Bpi), IRCAM (Institut de Recherche et Coordination Acoustique/Musique).	≈ 130 millions d'euros/an  ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Beaubourg Paris IVe + Centre Pompidou Metz.		<b>Fort</b> Conservation et programmation.
<b>Château de Versailles</b> Établissement public	Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Conserve et présente le palais royal et le domaine de Versailles (Grand Palais, Trianon, hameau de la Reine, jardins, parc) ainsi que la collection de peintures historiques. ≈ 8 millions de visiteurs par an (2ème site culturel français après le Louvre). Mission de recherche historique (Centre de recherche du château de Versailles) et de pédagogie.	≈ 130 millions d'euros/an  ≈ 1 020 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Domaine de Versailles + Trianon.		<b>Fort</b> Conservation patrimoniale.
<b>RMN, Grand Palais</b> Réunion des Musées Nationaux, Grand Palais	Réunion des Musées Nationaux, Grand Palais. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. Diffusion culturelle (organisation des grandes expositions temporaires nationales et internationales, gestion de l'auditorium et des espaces du Grand Palais à Paris VIIIe). Édition de catalogues d'exposition, reproduction d'œuvres, photothèque nationale. Boutiques des musées nationaux. Issue en 2011 de la fusion RMN + Grand Palais.	≈ 130 millions d'euros/an (autofinancé partiel)  ≈ 1 050 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Grand Palais Paris VIIIe.		<b>Indirect</b> Pas d'autorité, opérateur culturel.
<b>FranceAgriMer</b> Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer	Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer. EPA sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Mise en œuvre des aides agricoles européennes (PAC) et nationales : aides directes aux agriculteurs (paiements de base, paiements verts), aides aux organisations communes de marché (lait, viande, fruits et légumes, vin, sucre), aides à la pêche et à l'aquaculture (FEAMP). Études de marché, observation des filières, promotion des produits. Successeur des Offices agricoles en 2009.	≈ 110 millions d'euros/an (coût de fonctionnement)  ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Guichet</b> Siège Montreuil 93.		<b>Indirect</b> Distribution d'aides.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>OFPPRA</b> Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides	Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides. EPA sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Examine les demandes d'asile en France (≈ 130 000 demandes par an) selon la Convention de Genève (1951) et la protection subsidiaire. Décisions individuelles d'octroi ou de refus du statut de réfugié, signées par le directeur général. Recours possibles devant la Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA, juridiction administrative spéciale). Délivre également les documents de voyage des réfugiés.	≈ 105 millions d'euros/an SCSP ≈ 1 030 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Fontenay-sous-Bois.		<b>Fort</b> Décisions individuelles d'octroi du statut.
<b>CNED</b> Centre National d'Enseignement à Distance	Centre National d'Enseignement à Distance. EPA sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Enseignement à distance pour les élèves du primaire au supérieur (formation initiale pour enfants empêchés, expatriés, sportifs de haut niveau, itinérants) et pour les adultes (formation continue, préparation aux concours de l'Éducation nationale, BTS à distance). ≈ 200 000 inscrits par an. Siège à Chasseneuil-du-Poitou (Vienne) + 8 directions régionales.	≈ 100 millions d'euros/an ≈ 1 580 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Chasseneuil-du-Poitou + 8 directions.		<b>Fort</b> Diplômes et certifications nationales.
<b>INA</b> Institut National de l'Audiovisuel	Institut National de l'Audiovisuel. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. Conserve les archives audiovisuelles publiques au titre du dépôt légal de la radio (depuis 1992) et de la télévision (depuis 1995), couvrant l'ensemble des chaînes hertziennes, satellite, web, et certains contenus en ligne. Plus de 25 millions d'heures conservées. Numérisation continue, restauration. Diffusion grand public (ina.fr) et professionnelle (auprès des chercheurs, médias, producteurs). Édition documentaire.	≈ 90 millions d'euros/an SCSP ≈ 900 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Bry-sur-Marne 94.		<b>Fort</b> Dépôt légal régalien.
<b>Réseau Canopé</b> Réseau de création et d'accompagnement pédagogiques (fusion CNDP+CRDP)	Réseau de création et d'accompagnement pédagogiques. EPA sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Issue en 2014 de la fusion CNDP (Centre National de Documentation Pédagogique) + 30 CRDP régionaux. Produit des ressources pédagogiques pour les enseignants : magazines, DVD, jeux pédagogiques, formations en ligne. Pilote des dispositifs nationaux (Éduthèque, jeu Education et Citoyenneté). Siège à Chasseneuil-du-Poitou (Vienne) + 30 ateliers Canopé en région.	≈ 90 millions d'euros/an SCSP ≈ 1 270 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Chasseneuil + 30 ateliers Canopé.		<b>Indirect</b> Pas d'autorité, opérateur de production.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ASN</b> Autorité de Sûreté Nucléaire, AAI (fusion IRSN actée)	Autorité de Sûreté Nucléaire. AAI sous tutelle du Parlement (rapport annuel public devant les commissions parlementaires). Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France : centrales nucléaires d'EDF (56 réacteurs en service), installations de recherche (CEA), installations militaires, équipements médicaux (radiothérapie, imagerie). Pouvoir de police nucléaire : peut imposer l'arrêt d'un réacteur. En cours de fusion avec l'IRSN au sein de la nouvelle ASNR (loi du 22 mai 2024).	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b>  ≈ 540 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Montrouge + 11 divisions territoriales.		<b>Fort</b> Pouvoir de police nucléaire (arrêt de réacteurs).
<b>ENSTA Paris-Bretagne</b> École Nationale Supérieure de Techniques Avancées (fusion 2026)	École Nationale Supérieure de Techniques Avancées Paris-Bretagne. Issue en 2026 de la fusion ENSTA Paris (Palaiseau) + ENSTA Bretagne (Brest). Sous tutelle du ministère des Armées. Forme des ingénieurs de haut niveau spécialisés dans la défense (armement naval, aérospatial, cybersécurité), la sécurité et l'énergie (ingénierie nucléaire, énergies renouvelables, hydrocarbures). Diplômes d'ingénieur reconnus par la Commission des Titres d'Ingénieur (CTI). Membre de l'Institut Polytechnique de Paris (IP Paris).	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b>  ≈ 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Paris-Saclay + Brest.		<b>Fort</b> Diplômes d'ingénieur reconnus CTI.
<b>Agence de la biomédecine</b> Agence chargée du don d'organes, AMP et génétique	Agence chargée du don d'organes, de l'AMP et de la génétique. EPA sous tutelle du ministère de la Santé. Pilote l'activité nationale de prélèvements et greffes d'organes et de tissus (≈ 6 000 greffes par an), d'AMP (Assistance Médicale à la Procréation, FIV et autres), de génétique humaine (encadrement des tests génétiques) et de recherche sur les cellules-souches embryonnaires. Délivre les autorisations bioéthiques pour les centres et les chercheurs. Tient les registres nationaux (greffes, donneurs vivants, AMP). Issue de l'EFG en 2005.	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b>  SCSP ≈ 270 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Saint-Denis 93.		<b>Fort</b> Autorisations bioéthiques, registre des greffes.
<b>HAS</b> Haute Autorité de Santé, API	Haute Autorité de Santé. Autorité Publique Indépendante (API) sous tutelle du Parlement. Évaluation médicale et économique des produits de santé : avis sur le remboursement des médicaments par la Sécurité sociale (Service Médical Rendu, SMR, Amélioration du SMR, ASMR), avis sur les dispositifs médicaux remboursables, recommandations de bonnes pratiques cliniques. Certification obligatoire des hôpitaux et cliniques (≈ 4 000 établissements visités tous les 4 ans). Avis liant pour les négociations CEPS (Comité Économique des Produits de Santé) sur les prix des médicaments.	<b>≈ 70 millions d'euros/an</b>  ≈ 450 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Siège Saint-Denis.		<b>Fort</b> Avis liant pour le remboursement Sécu.

<b>ANR</b> Agence Nationale de la Recherche	Agence Nationale de la Recherche. EPA sous tutelle du ministère de la Recherche. Finance la recherche par appels à projets compétitifs (≈ 850 millions d'euros distribués par an aux laboratoires publics et privés). Plan d'action annuel publié sur agence-nationale-recherche.fr. Programmes thématiques (santé, énergie, climat, IA) et programme « blanc » (recherche fondamentale libre). Taux de sélection ≈ 25 %. Évaluation par pairs (peer review). Pilote les Programmes d'Investissements d'Avenir (PIA) recherche pour le compte du SGPI (ex-CGI).	<b>≈ 60 millions d'euros/an</b> (coût de fonctionnement) ≈ 270 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Guichet</b> Siège Paris.		<b>Indirect</b> Influence par le chèque sur les projets de recherche.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CNSA</b> Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (5e branche depuis 2020)	Pilote la branche autonomie de la Sécurité sociale (5e branche créée par loi du 7 août 2020). Finance l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) versée par les départements aux personnes âgées dépendantes (≈ 1,3 million de bénéficiaires) et la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) versée par les MDPH (≈ 350 000 bénéficiaires). Finance également les EHPAD, les SSIAD et les services médico-sociaux via les ARS. Ressources : fraction de CSG, contribution solidarité autonomie (CSA, journée de solidarité).	<b>≈ 33 milliards d'euros/an</b> de prestations versées ≈ 130 ETPT (siège)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Pilote / Financier</b> Siège Paris XIIIe. Verse les financements aux ARS et aux conseils départementaux.		<b>Fort</b> Allocation des dotations APA, PCH, médico-social ; conventions avec les départements.

<b>CCMSA</b> Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Régime de protection sociale agricole obligatoire, équivalent agricole de la Sécurité sociale (PAS une mutuelle privée, mais un régime de Sécurité sociale à part). Couvre santé (maladie, maternité, AT-MP), retraite, famille pour ≈ 5,3 millions de personnes (exploitants agricoles, salariés agricoles, retraités agricoles et leurs ayants droit). Régime guichet unique (toutes branches au sein d'une seule caisse, contrairement au régime général). Pilote un réseau de 35 caisses MSA réparties sur le territoire.	<b>≈ 25 milliards d'euros/an</b> de prestations versées ≈ 16 000 ETPT (réseau)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Bobigny 93 + 35 caisses départementales et pluri-départementales.		<b>Fort</b> Versement, contrôle, recouvrement des cotisations agricoles.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>SHOM</b> Service Hydrographique et Océanographique de la Marine	Service Hydrographique et Océanographique de la Marine. EPA sous tutelle du ministère des Armées. Producteur national des cartes marines officielles (mission régaliennne héritée de Colbert, 1720). Hydrographie (sondage des fonds marins par sonars), cartographie marine (≈ 1 000 cartes nautiques publiées), océanographie militaire (mesure des paramètres océaniques pour les sous-marins nucléaires français). Dispose de bâtiments hydrographiques et océanographiques propres (Beautemps-Beaupré, Pourquoi pas?, Laplace) et participe à la flotte océanographique française. Siège à Brest + 6 implantations.	≈ 60 millions d'euros/an  ≈ 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Brest + 6 implantations.		<b>Fort</b> Référentiel cartographique maritime national.

<b>ENM</b> École Nationale de la Magistrature	École Nationale de la Magistrature. EPA sous tutelle du ministère de la Justice. Forme par concours les futurs magistrats français (auditeurs de justice, ≈ 250 entrants par an) sur 31 mois alternant cours à l'École de Bordeaux et stages en juridiction. Forme aussi en formation continue les ≈ 8 500 magistrats en exercice (juges, procureurs). Concours d'entrée parmi les plus sélectifs de la fonction publique française (≈ 5 % de réussite). Siège à Bordeaux (campus principal) + antenne à Paris.	≈ 56 millions d'euros/an  SCSP ≈ 230 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Bordeaux + site Paris.		<b>Fort</b> Concours d'entrée, évaluation des magistrats stagiaires.

<b>ARCOM</b> Autorité de Régulation de la Communication Audiovisuelle et Numérique (AAI, fusion CSA + Hadopi 2022)	Autorité de Régulation de la Communication Audiovisuelle et Numérique. AAI issue de la fusion CSA + Hadopi en 2022 (loi du 25 octobre 2021). Régulation de l'audiovisuel (TV, radio, plateformes vidéo en ligne) : conventionnement des chaînes privées, contrôle du pluralisme politique, surveillance des contenus (sanctions audiovisuelles). Lutte contre le piratage des œuvres protégées (héritage Hadopi). Régulation des plateformes numériques (DSA, Digital Services Act, ingérences étrangères). Pouvoir de sanctions financières pouvant atteindre 4 % du CA mondial.	≈ 50 millions d'euros/an  ≈ 350 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XVIe.		<b>Fort</b> Sanctions audiovisuelles, conventions, blocage de sites.

<b>INSP</b> Institut National du Service Public (ex-ENA)	Institut National du Service Public. EPA sous tutelle du Premier ministre. Successeur de l'ENA depuis le 1er janvier 2022 (réforme de la haute fonction publique annoncée par M. le Président de la République Emmanuel Macron en avril 2021). Formation initiale des élèves issus du concours externe et interne (≈ 80-90 élèves par an), désormais affectés en sortie au corps unifié des administrateurs de l'État (et non plus aux corps anciens : Conseil d'État, Cour des comptes, IGF, IGAS). Formation continue des hauts fonctionnaires en exercice. Campus à Strasbourg (siège) et Paris.	≈ 50 millions d'euros/an  SCSP ≈ 220 ETPT
---	---	--

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Siège Strasbourg + site Paris.	<b>Fort</b> Concours d'entrée, formation initiale et continue.	

<b>ONIRIS</b> École Nationale Vétérinaire, Agroalimentaire et de l'Alimentation Nantes-Atlantique	École Nationale Vétérinaire, Agroalimentaire et de l'Alimentation Nantes-Atlantique. EPSCP sous tutelle conjointe de l'Agriculture et de l'Enseignement supérieur. Formation des vétérinaires (≈ 110 entrants par an, concours commun A et B), l'une des 4 ENV françaises. Formation des ingénieurs agroalimentaires. Recherche en santé animale, sécurité sanitaire des aliments, biologie du développement. Hôpital vétérinaire universitaire (CHUV) avec activités cliniques sur animaux de compagnie, équidés, bovins.	<b>≈ 50 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 400 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Site Nantes.	<b>Fort</b> Diplômes vétérinaires nationaux.	

<b>Univ. Gustave Eiffel</b> Université Gustave Eiffel (EPSCP, fusion UPEM + IFSTTAR + écoles 2020)	Enseignement supérieur et recherche. Pôle ville durable, environnement, mobilités. ≈ 17 000 étudiants. Issue en 2020 de la fusion Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM) + IFSTTAR (institut technologique recherche transports) + 4 grandes écoles (École des Ponts ParisTech, ENSG, EAVT, EIVP, associées). Sites Marne-la-Vallée Champs-sur-Marne, Lyon-Bron, Lille-Villeneuve-d'Ascq, Aix-Marseille, Nantes. Spécialisée dans les sciences de l'ingénieur appliquées à la ville et aux infrastructures.	<b>≈ 280 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 4 200 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Campus Marne-la-Vallée + Champs-sur-Marne + sites associés.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux, recrutement statutaire.	

<b>Univ. de Tours</b> Université de Tours (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 30 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres et langues, Arts et sciences humaines, Sciences (mathématiques, physique, chimie, biologie, informatique), Médecine, Droit, Économie, Pharmacie. CHU de Tours en partenariat (faculté de médecine). Spécialisations reconnues en sciences du vivant, archéologie, génomique. Campus principaux à Tours-centre (lettres, droit) et Tours-Grandmont (sciences, médecine).	<b>≈ 280 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 800 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Campus Tours + sites associés en Indre-et-Loire.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Univ. Caen Normandie</b> Université de Caen Normandie (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Pôle pluridisciplinaire de référence en Normandie. ≈ 32 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, Sciences, Médecine, Droit-Économie-Gestion, STAPS. Faculté de médecine en partenariat avec le CHU. Spécialisations en sciences nucléaires (proximité CEA Caen, GANIL, Grand Accélérateur National d'Ions Lourds), agroalimentaire, environnement maritime. Campus principal Côte de Nacre + sites secondaires Cherbourg, Lisieux.	<b>≈ 280 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Caen + sites associés.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. Clermont Auvergne</b> Université Clermont Auvergne (EPSCP, fusion 2017)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 36 000 étudiants. Issue de la fusion 2017 des universités Clermont-Ferrand 1 (sciences-santé) et Clermont-Ferrand 2 (lettres-sciences humaines). Toutes disciplines. Spécialisations : volcanologie (LMV, Laboratoire Magmas et Volcans), biologie végétale, agronomie (proximité INRAE Clermont), médecine (CHU Clermont). Campus principal Cézéaux + sites en centre-ville et Aubière.	<b>≈ 280 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Clermont-Ferrand.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. de Bourgogne</b> Université de Bourgogne (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 33 000 étudiants. Toutes disciplines. Spécialisations : œnologie (Institut Universitaire de la Vigne et du Vin Jules Guyot, formations dédiées au vin), biologie nutrition (laboratoire CSGA, Centre des Sciences du Goût et de l'Alimentation), patrimoine. Faculté de médecine en partenariat avec le CHU de Dijon. Campus principal Dijon-Montmuzard + sites Le Creusot, Chalon-sur-Saône, Auxerre, Mâcon, Nevers.	<b>≈ 280 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Dijon + sites associés.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>IFP Énergies nouvelles</b> Institut Français du Pétrole, Énergies nouvelles (EPIC)	Recherche, innovation et formation dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'environnement. EPIC sous tutelle du ministère chargé de l'Énergie (ex-IFP, Institut Français du Pétrole, recentré progressivement sur les énergies nouvelles). Recherche en motorisations (hybrides, hydrogène, e-carburants), captage et stockage de CO2, géothermie, biocarburants, raffinage durable. Brevets valorisés via filiale industrielle (Axens, BeicipFranlab). École d'application IFP School (ingénieurs énergie).	<b>≈ 270 millions d'euros/an</b> SCSIP + ressources propres ≈ 1 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Sites Rueil-Malmaison 92 + Solaize 69.	<b>Fort</b>	École IFP-School ; partenariats industriels souverains.

<b>Univ. de Poitiers</b> Université de Poitiers (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 26 000 étudiants. Université historique fondée en 1431, parmi les plus anciennes de France. Toutes disciplines : Lettres et langues, Sciences fondamentales et appliquées, Sciences humaines et arts, Médecine, Pharmacie, Droit-Économie-Gestion, STAPS, IAE. Spécialisations en mécanique des fluides (institut Pprime), aérodynamique (souffleries), médiévisique (CESCM, Centre d'Études Supérieures de Civilisation Médiévale).	<b>≈ 270 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Poitiers + sites associés.	<b>Fort</b>	Diplômes nationaux.

<b>Univ. Rouen Normandie</b> Université de Rouen Normandie (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 32 000 étudiants. Toutes disciplines : Sciences fondamentales (mathématiques, physique, chimie, biologie), Sciences humaines, Médecine-Pharmacie, Droit-Économie-Gestion, STAPS, IUT. CHU de Rouen partenaire. Spécialisations : chimie pharmaceutique, agroalimentaire, énergétique. Campus principal Mont-Saint-Aignan + sites en centre-ville Rouen + Évreux + IUT.	<b>≈ 260 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Mont-Saint-Aignan + Rouen ville.	<b>Fort</b>	Diplômes nationaux.

<b>Univ. Lyon 2</b> Université Lumière Lyon 2 (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Spécialisée Lettres, sciences humaines et sociales (l'université Lyon 1 Claude Bernard couvre les sciences et la santé, traitée table 7). ≈ 28 000 étudiants. Disciplines : Histoire, géographie, lettres, langues, sciences économiques, sciences sociales (sociologie, anthropologie, sciences politiques), arts, AES, éducation. Forte implantation en sciences humaines critiques (École doctorale ScSo). Campus Berges du Rhône (Lyon centre) + Bron (Porte des Alpes).	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Berges du Rhône + Bron.	<b>Fort</b>	Diplômes nationaux.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Univ. Paris Nanterre</b> Université Paris Nanterre (EPSCP, ex-Paris X)	Enseignement supérieur et recherche. Ex-Paris X. ≈ 35 000 étudiants. Spécialisée Lettres, langues, sciences humaines et sociales, droit, sciences économiques, gestion, STAPS, art (l'historique campus de Nanterre est associé aux événements de mai 1968). Disciplines : philosophie, sociologie, histoire, géographie, anthropologie, lettres, langues, droit international et européen, sciences économiques, gestion, ergonomie. Faculté de droit reconnue. Campus Nanterre.	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 400 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Nanterre 92.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. Côte d'Azur</b> Université Côte d'Azur (EPSCP, fusion 2020)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 30 000 étudiants. Issue de la fusion 2020 de l'Université Nice Sophia Antipolis avec plusieurs écoles partenaires (ESPI, EDHEC associée, SKEMA associée). Toutes disciplines : Lettres, Sciences (informatique, mathématiques fortes, proximité INRIA Sophia Antipolis), Médecine, Droit, Sciences économiques. Campus principal à Nice et Sophia Antipolis (technopole numérique). Faculté de médecine partenaire CHU de Nice.	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Nice + Sophia Antipolis.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne</b> Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Spécialisée Droit (Faculté de droit Sorbonne), Économie, Gestion, Sciences humaines. ≈ 43 000 étudiants. Premier centre français de recherche en sciences économiques (École d'Économie de la Sorbonne) et en histoire (Centre d'Histoire de la Sorbonne). Site historique du Panthéon (Ve), siège du Centre Sorbonne (Ve), Tolbiac (XIIIe), centre Pierre Mendès-France. L'une des trois universités héritières de la Sorbonne historique (avec Paris 3 et Paris 4 / Sorbonne Université).	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Centres Tolbiac + Panthéon + Sorbonne.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>IMT</b> Institut Mines-Télécom (EPSCP, réseau de 8 grandes écoles)	Institut Mines-Télécom. EPSCP qui fédère un réseau de 8 grandes écoles d'ingénieurs publiques sous tutelle du ministère de l'Industrie : Mines Paris-PSL, Mines Saint-Étienne, Mines Albi, Mines Alès, Mines Nancy, IMT Atlantique (Brest-Nantes-Rennes), Télécom Paris, Télécom SudParis (+ écoles associées Télécom Lille, IMT Mines Albi, Télécom Nancy). Forme ≈ 13 500 étudiants ingénieurs et managers par an. Recherche partenariale avec l'industrie (hubs technologiques par école). Statut d'École Mines + Télécom (corps technique).	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 3 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> 8 écoles : Mines Albi, Alès, IMT Atlantique, IMT Nord Europe, Saint-Étienne, Télécom Paris, Télécom SudParis, IMT BS.	<b>Fort</b>	Diplômes d'ingénieurs reconnus CTI.

<b>Univ. d'Angers</b> Université d'Angers (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 26 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres-Langues-Sciences Humaines-Sociales, Sciences fondamentales et appliquées, Médecine-Pharmacie-Santé, Droit-Économie-Gestion, ESTHUA Tourisme et culture, STAPS. Faculté de médecine partenaire CHU Angers. Spécialisations en végétal (Institut Agro Rennes-Angers, fusion Agrocampus Ouest), biotech, recherche médicale (cancer, maladies inflammatoires).	<b>≈ 240 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Angers + Cholet + Saumur.	<b>Fort</b>	Diplômes nationaux.

<b>Univ. Reims</b> Université de Reims Champagne-Ardenne (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 28 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres et sciences humaines, Sciences (chimie, physique, mathématiques, biologie), Sciences exactes et naturelles (champenoises et viticoles), Médecine-Pharmacie-Odontologie, Droit-Économie-Gestion, STAPS, IUT. Faculté de médecine partenaire CHU de Reims. Spécialisations : viticulture-œnologie (Centre de Recherche en Œnologie), agronomie. Campus principal Croix-Rouge à Reims + sites Châlons-en-Champagne, Charleville-Mézières, Troyes.	<b>≈ 230 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Reims + Châlons-en-Champagne + Troyes.	<b>Fort</b>	Diplômes nationaux.

<b>Univ. Picardie Jules Verne</b> Université de Picardie Jules Verne (EPSCP, Amiens)	Enseignement supérieur et recherche. Université de Picardie Jules Verne, à Amiens. ≈ 27 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres et sciences humaines, Mathématiques-Informatique, Sciences (physique, chimie, biologie), Médecine-Pharmacie, Droit-Économie-Gestion, STAPS, IUT. Faculté de médecine partenaire CHU Amiens. Sites principaux : Amiens (Cité Cathédrale, Cité scolaire), antennes à Saint-Quentin, Beauvais, Soissons, Laon, Cuffies.	<b>≈ 220 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Amiens + Beauvais + Saint-Quentin.	<b>Fort</b>	Diplômes nationaux.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Univ. Sorbonne Paris Nord</b> Université Sorbonne Paris Nord (EPSCP, ex-Paris 13)	Enseignement supérieur et recherche. Ex-Paris 13. ≈ 25 000 étudiants. Toutes disciplines avec orientation forte en santé (faculté de médecine de Bobigny, IUT, Léonard de Vinci) et sciences humaines critiques (Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord). Campus Villetaneuse + Bobigny + Saint-Denis. Membre fondateur de la communauté Sorbonne Paris Cité jusqu'en 2019, puis membre associé de Sorbonne Paris Cité.	<b>≈ 220 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 3 000 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Villetaneuse + Bobigny + Saint-Denis.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Sciences Po Paris</b> Institut d'Études Politiques de Paris, fondation FNSP + EPSCP	Institut d'Études Politiques de Paris (IEP Paris). Statut juridique unique : Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP, fondation reconnue d'utilité publique) + Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP). ≈ 14 000 étudiants. Formation initiale en sciences politiques et sociales, spécialisations master (Affaires publiques, Affaires internationales, Communication, Management, Journalisme, Urbanisme, Recherche). Recherche en sciences sociales (CEVIPOF, CERI, CSO, OFCE). Sites principaux Paris VIIe (Saint-Germain) + 6 campus délocalisés (Reims, Le Havre, Menton, Dijon, Poitiers, Nancy).	<b>≈ 200 millions d'euros/an</b> (autofinancement partiel) ≈ 1 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Saint-Germain-des-Prés + 7 campus régionaux.		<b>Fort</b> Diplômes propres reconnus + grade de Master.

<b>Univ. de Limoges</b> Université de Limoges (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 14 500 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, sciences humaines, Sciences et techniques (céramique, arts du feu, optique-laser, mathématiques), Médecine-Pharmacie, Droit-Économie-Gestion, STAPS, IUT. Faculté de médecine partenaire CHU Limoges. Spécialisations : céramique technique (XLIM, ENSCI), arts contemporains. Campus principal Limoges + ENSIL-ENSCI (École Nationale Supérieure de Céramique Industrielle).	<b>≈ 200 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 2 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Limoges + sites associés.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. Bretagne Occidentale</b> Université de Bretagne Occidentale (EPSCP, Brest)	Enseignement supérieur et recherche. À Brest. ≈ 21 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres et sciences humaines, Sciences et techniques (océanographie, mer), Médecine-Odontologie, Droit-Économie-Gestion, STAPS, IUT. Faculté de médecine partenaire CHU Brest. Spécialisations marines fortes (Institut Universitaire Européen de la Mer, IUEM, en partenariat avec IFREMER, IRD, CNRS). Sites Brest + Quimper + Morlaix + Roscoff.	<b>≈ 200 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 2 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Campus Brest + Quimper + Morlaix.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	

<b>Univ. Lyon 3</b> Université Jean Moulin Lyon 3 (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université Jean Moulin Lyon 3. Spécialisée Droit, Langues, Philosophie, Lettres, Sciences humaines, Gestion-AES. ≈ 28 000 étudiants. Particularité : université issue de la division de l'Université Lyon en 1973. Spécialisations en droit international (privé, public, comparé), philosophie, langues orientales (Institut d'Études Transtextuelles et Transculturelles). Sites principaux Manufacture des Tabacs (Lyon 8e) + Quais (Lyon 7e) + Bourg-en-Bresse.	<b>≈ 200 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 2 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Manufacture des Tabacs + Quais + Bourg-en-Bresse.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	

<b>Univ. Toulouse 2</b> Université Toulouse 2 Jean Jaurès (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université Toulouse 2 Jean Jaurès. Spécialisée Lettres, sciences humaines et sociales (l'université Toulouse III Paul Sabatier couvre les sciences et la santé, traitée table 7 ; Toulouse 1 Capitole couvre le droit-économie). ≈ 28 000 étudiants. Disciplines : histoire, géographie, lettres modernes et classiques, langues, archéologie, sociologie, anthropologie, sciences politiques, arts, sciences de l'éducation, STAPS, psychologie. Campus principal Mirail (Toulouse).	<b>≈ 200 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 2 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Mirail Toulouse + Albi + Foix.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	

<b>INRAP</b> Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (EPA)	Institut National de Recherches Archéologiques Préventives. EPA sous tutelle conjointe Culture + Recherche. Réalise les diagnostics et fouilles archéologiques préventives sur les chantiers d'aménagement (autoroutes, lignes TGV, lotissements, ZAC, gravières), chaque mètre cube de terre déplacé sur un site archéologique potentiel doit être expertisé. ≈ 1 800 chantiers par an. Financement par la redevance d'archéologie préventive (RAP, payée par les aménageurs) et SCSP. Plus de 250 publications scientifiques annuelles.	<b>≈ 180 millions d'euros/an</b> (redevance archéo + SCSP) ≈ 2 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris + 8 directions inter-régionales.	<b>Fort</b> Monopole sur les diagnostics ; opérateur public majoritaire des fouilles.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Univ. Paris 8</b> Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis. Spécialisée Lettres, arts, sciences humaines et sociales. ≈ 23 000 étudiants. Particularité historique : université expérimentale fondée en 1968 à Vincennes (« Vincennes-la-rouge »), déménagée à Saint-Denis en 1980. Spécialisations : philosophie (héritage Deleuze, Foucault, Lyotard, Badiou), psychanalyse (Lacan), arts numériques, sciences de l'éducation, études de genre. Campus principal Saint-Denis.	<b>≈ 180 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 2 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Saint-Denis 93.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. des Antilles</b> Université des Antilles (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche pour la Guadeloupe et la Martinique. ≈ 11 000 étudiants. Toutes disciplines avec spécificités caribéennes : médecine tropicale, sciences de la mer, géologie volcanique (proximité Soufrière, Montagne Pelée), littératures francophones et créolophones. Faculté de médecine partenaire CHU Pointe-à-Pitre + CHU Fort-de-France. Sites : campus Fouillole (Pointe-à-Pitre, Guadeloupe), campus Schoelcher (Martinique), site de Saint-Claude.	<b>≈ 160 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 1 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Pointe-à-Pitre + Schoelcher.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux. Spécificité régaliennne (présence de l'État).

<b>Univ. La Réunion</b> Université de La Réunion (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche pour La Réunion et l'océan Indien. ≈ 18 000 étudiants. Toutes disciplines avec spécificités tropicales : volcanologie (Piton de la Fournaise), biodiversité tropicale, médecine tropicale, sciences de la mer, langues régionales (créole réunionnais), littératures francophones de l'océan Indien. Faculté de médecine partenaire CHU Saint-Denis La Réunion + CHU Saint-Pierre. Site principal Saint-Denis-Le Moufia + Saint-Pierre.	<b>≈ 160 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 1 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Saint-Denis-de-la-Réunion + Le Tampon.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux. Spécificité régaliennne outre-mer.

<b>Univ. Paris 2 Panthéon-Assas</b> Université Paris-Panthéon-Assas (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université Paris-Panthéon-Assas. Spécialisée Droit (« la première faculté de droit de France » par tradition et par classements), Économie, Gestion, Sciences politiques, Information-Communication, Sciences humaines. ≈ 19 000 étudiants. Forte sélectivité historique. Spécialisations : droit privé (civil, commercial, social), droit public (administratif, constitutionnel, international), droit pénal, droit fiscal. École supérieure de journalisme rattachée. Sites Panthéon (Ve), Assas (VIe), Vaugirard (XVe).	<b>≈ 150 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 1 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Centres Panthéon + Assas + Vaugirard.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	

<b>Univ. Versailles SQY</b> Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 16 500 étudiants. Toutes disciplines : Sciences (physique, chimie, mathématiques, biologie, informatique), Médecine, Droit-Sciences politiques, Sciences sociales, IUT, OVSQ (Observatoire Versailles Saint-Quentin, sciences de l'environnement). Faculté de médecine partenaire CHU Île-de-France-Ouest. Spécialisations : sciences de l'environnement et du climat, neurosciences. Membre associé de Université Paris-Saclay. Sites Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines, Vélizy, Mantes.	<b>≈ 150 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 2 000 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Versailles + Saint-Quentin-en-Yvelines + Mantes.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	

<b>Univ. Savoie Mont Blanc</b> Université Savoie Mont Blanc (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 14 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, langues, sciences humaines, Sciences et montagne (glaciologie, hydrologie nivale, biodiversité d'altitude), Économie-Gestion, Droit, IUT. Spécialisations : ingénierie de la montagne, énergétique du bâtiment (climat froid), tourisme alpin. Campus principaux Annecy-le-Vieux + Le Bourget-du-Lac (Chambéry) + Jacob-Bellecombette (Chambéry).	<b>≈ 150 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 2 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Chambéry + Annecy + Le Bourget.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	

<b>CY Cergy Paris Univ.</b> CY Cergy Paris Université (EPSCP, fusion 2020)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 20 000 étudiants. EPSCP issu en 2020 de la fusion de l'Université de Cergy-Pontoise + EISTI (École Internationale des Sciences du Traitement de l'Information) + ILEPS + EPSS + intégration partielle ESSEC. Toutes disciplines avec orientation entrepreneuriale et numérique. Sites principaux à Cergy-Pontoise + sites Saint-Germain-en-Laye, Sarcelles, Argenteuil. Forte composante en mathématiques appliquées et data science.	<b>≈ 150 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 2 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Cergy-Pontoise + Saint-Martin-d'Hères.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CentraleSupélec</b> École CentraleSupélec (EPSCP, fusion 2015)	Grande école d'ingénieurs. EPSCP issu en 2015 de la fusion de l'École Centrale Paris (créée en 1829) et de Supélec (créée en 1894). ≈ 4 700 étudiants ingénieurs (formation post-prépa, 3 ans). Forme l'élite des ingénieurs généralistes français. Programmes Master, Mastères Spécialisés, Doctorat. Recherche en sciences de l'ingénieur (mathématiques appliquées, informatique, automatique, énergie, matériaux). Membre fondateur de Université Paris-Saclay (campus Gif-sur-Yvette, depuis 2017). Antennes Metz, Rennes.	≈ 150 millions d'euros/an SCSP + ressources propres ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Paris-Saclay + Metz + Rennes.		<b>Fort</b> Diplômes d'ingénieur reconnus CTI.

<b>Univ. Jean Monnet</b> Université Jean Monnet Saint-Étienne (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université Jean Monnet Saint-Étienne. ≈ 20 000 étudiants. Toutes disciplines : Sciences (informatique, optique, mathématiques), Sciences humaines, Médecine, Droit-Économie-Gestion, IUT. Spécialisations : optique-photonique (Institut d'Optique partenaire, Mines Saint-Étienne proche), design (École Supérieure d'Art et Design Saint-Étienne associée), médecine (CHU Saint-Étienne).	≈ 120 millions d'euros/an [à confirmer PAP 2026] ≈ 1 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Saint-Étienne + Roanne.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. Toulouse Capitole</b> Université Toulouse 1 Capitole (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université Toulouse 1 Capitole. Spécialisée Droit, Économie, Gestion, Sciences politiques, Information-Communication. ≈ 21 000 étudiants. Une des trois universités issues du démantèlement de l'ancienne Université de Toulouse en 1970. École Toulouse School of Economics (TSE) rattachée, l'une des écoles d'économie les mieux classées au monde (Jean Tirole, Nobel d'économie 2014). Site principal Place Anatole-France à Toulouse.	≈ 120 millions d'euros/an [à confirmer PAP 2026] ≈ 1 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Capitole Toulouse.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Universcience</b> Établissement public Cité des Sciences + Palais de la Découverte	Diffusion de la culture scientifique et technique. EPIC sous tutelle conjointe Recherche + Culture. Issu de la fusion 2010 de la Cité des Sciences et de l'Industrie (Parc de la Villette, XIXe) et du Palais de la Découverte (Grand Palais, VIIIe, fermé pour rénovation jusqu'à 2025-2026). Expositions, planétarium (Cité), Géode (cinéma IMAX), Cité des enfants, médiation jeune public, conférences scientifiques. ≈ 2,5 millions de visiteurs/an au cumul des sites.	≈ 120 millions d'euros/an (SCSP + autofin. partiel) ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Cité des sciences (Paris XIXe) + Palais de la Découverte (Paris VIIIe).	<b>Fort</b> Mission régaliennne diffusion scientifique.	

<b>INSA Lyon</b> Institut National des Sciences Appliquées de Lyon (EPSCP)	Institut National des Sciences Appliquées de Lyon. EPSCP. Forme des ingénieurs en cinq ans après le baccalauréat (concours Geipi-Polytech). ≈ 5 700 étudiants. 9 départements de spécialités (Génie civil, énergétique, mécanique, matériaux, biosciences, informatique, télécoms, génie électrique, génie industriel) + 1ère INSA. Recherche en sciences de l'ingénieur (laboratoires CNRS associés). Campus de la Doua à Villeurbanne (proche Univ. Lyon 1). Membre fondateur du Groupe INSA (5 INSA + écoles associées).	<b>≈ 120 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 1 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Villeurbanne LyonTech-La Doua.	<b>Fort</b> Diplôme d'ingénieur INSA reconnu CTI.	

<b>ENSAM</b> École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (EPSCP)	École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers. EPSCP sous tutelle de l'Enseignement supérieur. École d'État issue de la Révolution (créée en 1780 par le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, école des « Gadzarts »). ≈ 6 200 étudiants ingénieurs. Spécialités : mécanique, génie industriel, génie énergétique, génie matériaux, informatique industrielle. Réseau de 8 campus territoriaux : Aix-en-Provence, Angers, Bordeaux-Talence, Châlons-en-Champagne, Cluny, Lille, Metz, Paris (siège). Recrutement par concours après prépa scientifique.	<b>≈ 110 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 850 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris + 8 campus régionaux.	<b>Fort</b> Diplôme d'ingénieur reconnu CTI ; statut militaire historique.	

<b>Cité de la Musique</b> Philharmonie de Paris, Cité de la Musique (EPIC)	Cité de la Musique, Philharmonie de Paris. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture (fusion 2015). Production musicale (≈ 400 concerts/an dans la Grande Salle Pierre Boulez, salle Cortot, amphithéâtre), médiation (concerts pédagogiques, ateliers de pratique), conservation patrimoniale (Musée de la Musique, ≈ 7 000 instruments anciens, dont les Stradivari de l'État), recherche organologique. Site Parc de la Villette (XIXe). Inauguration de la Philharmonie en 2015 (architecte Jean Nouvel).	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Parc de la Villette Paris XIXe.	<b>Fort</b> Conservation et programmation.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Univ. du Mans</b> Le Mans Université (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Le Mans Université. ≈ 11 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, langues, sciences humaines (LLSH), Sciences (mathématiques, informatique, physique, chimie), Droit-Économie-Gestion, IUT, Faculté des Sciences et Techniques. Spécialisations : acoustique (Laboratoire d'Acoustique de l'Université du Mans, LAUM, reconnu international), assurance, polymères. Campus principal à Le Mans + antenne Laval.	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Le Mans + Laval.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. Bretagne Sud</b> Université Bretagne Sud (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 9 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, langues, sciences humaines, Sciences et techniques (matériaux, mécanique, informatique, électronique), Droit-Économie-Gestion, IUT. Spécialisations : sciences de la mer (proximité IFREMER), matériaux composites, ingénierie. Sites principaux Lorient (Campus de Tohannic, IUT) + Vannes (Campus Tohannic, IUT, ENSIBS).	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Lorient + Vannes + Pontivy.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. d'Avignon</b> Avignon Université (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Avignon Université. ≈ 7 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, langues, sciences humaines, Sciences (mathématiques, informatique, physique-chimie, biologie), Droit-Économie-Gestion. Spécialisations : agroressources, patrimoine et culture (proximité Festival d'Avignon, Palais des Papes), informatique. Campus principal centre-ville Avignon (campus Hannah Arendt) + site agroparc.	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Avignon centre + Agroparc.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Univ. de Toulon</b> Université de Toulon (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. ≈ 10 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, sciences humaines, Sciences et techniques (informatique, physique, chimie, biologie), Droit-Économie-Gestion, STAPS, IUT, Ingémédia. Spécialisations marines (océanographie, environnement marin, ingénierie navale, base navale militaire de Toulon proche). Campus principal La Garde (Toulon) + Draguignan + Saint-Raphaël.	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus La Garde + Toulon centre + Draguignan.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>Univ. Évry Val-d'Essonne</b></p> <p>Université d'Évry Paris-Saclay (EPSCP)</p>	<p>Enseignement supérieur et recherche. Université d'Évry Paris-Saclay. ≈ 12 000 étudiants. Membre associé de l'Université Paris-Saclay. Toutes disciplines avec orientation forte en sciences (génomique, post-génomique, Genopole d'Évry, biotech), droit, sciences sociales, économie-gestion, sciences humaines. Site principal à Évry-Courcouronnes (Évry-Centre + Bois-de-l'Épine + Paris-Saclay).</p>	<p>≈ 80 millions d'euros/an</p> <p>[à confirmer PAP 2026]</p> <p>≈ 1 000 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Campus Évry-Courcouronnes.</p>		<p><b>Fort</b></p> <p>Diplômes nationaux.</p>
<p><b>Univ. Littoral</b></p> <p>Université du Littoral Côte d'Opale (EPSCP)</p>	<p>Enseignement supérieur et recherche. Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO). ≈ 10 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, langues, sciences humaines, Sciences et techniques (chimie, environnement marin, mathématiques), Droit-Économie-Gestion, IUT, STAPS. Spécialisations : milieux marins, environnement littoral, science alimentaire (proximité industries agroalimentaires Nord). Sites : Boulogne-sur-Mer, Calais, Dunkerque, Saint-Omer.</p>	<p>≈ 80 millions d'euros/an</p> <p>[à confirmer PAP 2026]</p> <p>≈ 1 100 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Campus Dunkerque + Calais + Boulogne + Saint-Omer.</p>		<p><b>Fort</b></p> <p>Diplômes nationaux.</p>
<p><b>INSA Toulouse</b></p> <p>Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse (EPSCP)</p>	<p>Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse. EPSCP. Forme des ingénieurs en cinq ans après le bac. ≈ 3 200 étudiants. Spécialités : génie biochimique, génie civil, génie électrique-informatique, génie mathématique-modélisation, génie mécanique, génie physique, automatique-électronique, informatique-réseaux. Recherche en sciences de l'ingénieur (LAAS-CNRS, ICA, LMDC associés). Campus Rangueil à Toulouse (proche Univ. Toulouse III).</p>	<p>≈ 80 millions d'euros/an</p> <p>SCSP + ressources propres</p> <p>≈ 800 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Campus Rangueil Toulouse.</p>		<p><b>Fort</b></p> <p>Diplôme d'ingénieur INSA reconnu CTI.</p>
<p><b>ENPC</b></p> <p>École Nationale des Ponts et Chaussées, École des Ponts ParisTech (EPSCP)</p>	<p>École Nationale des Ponts et Chaussées (École des Ponts ParisTech). EPSCP sous tutelle du ministère de la Transition écologique. Forme les ingénieurs des Ponts et Chaussées (corps technique de l'État) et les ingénieurs civils des Ponts. Première école d'ingénieurs civils du monde, fondée en 1747 par Trudaine. ≈ 2 100 étudiants (formation initiale + masters + Mastères Spécialisés + doctorat). Spécialités : génie civil, transports, environnement, énergétique, mathématiques appliquées, finance. Membre fondateur de Université Gustave Eiffel.</p>	<p>≈ 80 millions d'euros/an</p> <p>SCSP</p> <p>≈ 600 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Campus Marne-la-Vallée Champs-sur-Marne.	<b>Fort</b> Diplôme d'ingénieur ; recrutement Corps des Ponts.	

<b>AgroParisTech</b> Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (EPSCP)	Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement. EPSCP sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Forme les ingénieurs agronomes (corps technique de l'État) et ingénieurs civils en sciences agronomiques, alimentation, environnement. ≈ 2 400 étudiants. Issu en 2007 de la fusion de l'INA-PG (Institut National Agronomique Paris-Grignon, créé 1826), de l'ENGREF (Eaux et Forêts) et de l'ENSIA. Sites Paris-Saclay (Palaiseau, depuis 2022, regroupement complet), Grignon (en transition), Nancy (forêt), Massy (alimentation), Montpellier, Reims, Clermont-Ferrand.	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>	
<b>Opérationnel</b> Campus Palaiseau (depuis 2024) + sites associés.	<b>Fort</b> Diplôme d'ingénieur ; recrutement IGRF.	

<b>ENS Lyon</b> École Normale Supérieure de Lyon (EPSCP)	École Normale Supérieure de Lyon. EPSCP. Forme les enseignants-chercheurs de la haute fonction publique et les chercheurs (concours, rang d'élève fonctionnaire-stagiaire). ≈ 2 200 étudiants. Recherche fondamentale dans toutes les disciplines (lettres, sciences humaines, mathématiques, physique, chimie, biologie, sciences sociales). Issue en 2010 de la fusion ENS Lettres et Sciences Humaines + ENS Sciences (Lyon). Campus Gerland (Lyon 7e) + Descartes.	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>	
<b>Opérationnel</b> Campus Gerland Lyon 7e + Descartes.	<b>Fort</b> Concours d'entrée ; recrutement statutaire.	

<b>ENS Paris-Saclay</b> École Normale Supérieure Paris-Saclay (EPSCP)	École Normale Supérieure Paris-Saclay. EPSCP. Forme les enseignants-chercheurs de la haute fonction publique et les chercheurs (concours, rang d'élève fonctionnaire-stagiaire). ≈ 1 800 étudiants. Recherche fondamentale en sciences (mathématiques, physique, chimie, biologie, mécanique, électronique-électrotechnique-automatique, informatique) et sciences humaines. Ex-ENS Cachan, transférée à Gif-sur-Yvette en 2020 (campus de Université Paris-Saclay).	<b>≈ 70 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>	
<b>Opérationnel</b> Campus Gif-sur-Yvette (depuis 2020).	<b>Fort</b> Concours d'entrée ; recrutement statutaire.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>INSA Rouen</b> Institut National des Sciences Appliquées de Rouen Normandie (EPSCP)	Institut National des Sciences Appliquées de Rouen Normandie. EPSCP. Forme des ingénieurs en cinq ans après le bac. ≈ 2 100 étudiants. Spécialités : génie chimique, génie civil-urbanisme, génie énergétique, génie mathématique, génie mécanique, génie des systèmes industriels, génie électronique-cybernétique, génie informatique-IT. Particularité : architecture navale et offshore. Campus Saint-Étienne-du-Rouvray.	≈ 70 millions d'euros/an SCSP ≈ 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Saint-Étienne-du-Rouvray.		<b>Fort</b> Diplôme d'ingénieur INSA reconnu CTI.

<b>Univ. de Perpignan</b> Université de Perpignan Via Domitia (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université de Perpignan Via Domitia. ≈ 10 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres et sciences humaines, Sciences exactes et expérimentales (biologie, chimie, géologie, physique, mathématiques, énergétique solaire), Droit-Économie-Gestion, IUT, STAPS. Spécialisations : énergies renouvelables (PROMES, Procédés, Matériaux et Énergie Solaire, four solaire d'Odeillo), tourisme, agroressources méditerranéennes. Sites Perpignan + Narbonne + Mende.	≈ 70 millions d'euros/an [à confirmer PAP 2026] ≈ 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Perpignan + Narbonne + Mende.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux.

<b>Musée d'Orsay</b> Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie	Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Conserve et présente les collections d'art occidental de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe (1848-1914) : impressionnisme et post-impressionnisme (Manet, Monet, Renoir, Degas, Cézanne, Van Gogh, Gauguin), réalisme, symbolisme, sculptures, photographie, arts décoratifs. ≈ 3,5 millions de visiteurs par an. Site Orsay : ancienne gare réhabilitée en 1986. Site Orangerie (Tuileries) : Nymphéas de Monet (8 panneaux).	≈ 70 millions d'euros/an (autofinancement majoritaire) ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Musée d'Orsay + Musée de l'Orangerie Paris VIIe.		<b>Fort</b> Conservation patrimoniale.

<b>ENAP</b> École Nationale d'Administration Pénitentiaire	École Nationale d'Administration Pénitentiaire. EPA sous tutelle du ministère de la Justice (Direction de l'Administration Pénitentiaire, DAP). Formation initiale et continue des personnels pénitentiaires : surveillants pénitentiaires (≈ 2 500 entrants par an), conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP), directeurs des services pénitentiaires (DSP), directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation. Site unique à Agen (Lot-et-Garonne). Stages d'application en établissements pénitentiaires.	≈ 50 millions d'euros/an SCSP ≈ 350 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Site Agen.	<b>Fort</b> Concours et formation des fonctionnaires pénitentiaires.	

<b>Univ. Corse</b> Université de Corse Pasquale Paoli (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche. Université de Corse Pasquale Paoli. ≈ 4 800 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, langues, sciences humaines (avec spécificité linguistique et culturelle corse, département de langue et civilisation corses), Sciences et techniques, Sciences sociales, Droit-Économie-Gestion, STAPS, IUT, ESPE. Spécialisations : milieux insulaires (UMR Sciences Pour l'Environnement, SPE, biodiversité méditerranéenne), énergies renouvelables (Vignola), patrimoine corse. Site principal Corte (haute Corse) + antennes Bastia et Ajaccio.	<b>≈ 50 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Corte.	<b>Fort</b> Diplômes nationaux. Mission linguistique régalienn.	

<b>INSA Strasbourg</b> Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg (EPSCP)	Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg. EPSCP. Forme des ingénieurs en cinq ans après le bac (et formation continue). ≈ 1 800 étudiants. Particularité : seul INSA à former également des architectes (DPLG). Spécialités ingénieur : architecture, génie civil, génie climatique-énergétique, génie électrique, génie mécanique, mécatronique, plasturgie, topographie. Campus à Strasbourg.	<b>≈ 50 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 400 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Strasbourg.	<b>Fort</b> Diplôme d'ingénieur INSA reconnu CTI.	

<b>Musée Quai Branly</b> Musée du Quai Branly, Jacques Chirac (EPA)	Musée du Quai Branly, Jacques Chirac. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Conserve et présente les arts non-occidentaux : Afrique, Asie, Océanie, Amériques (≈ 370 000 œuvres dans les collections, 3 500 exposées). Voulu par M. le Président de la République Jacques Chirac (inauguré 2006). Architecture de Jean Nouvel et mur végétal de Patrick Blanc. ≈ 1,3 million de visiteurs par an. Recherche anthropologique et ethnographique associée.	<b>≈ 50 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 350 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Quai Branly Paris VIIe.	<b>Fort</b> Conservation patrimoniale.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Observatoire de Paris</b> Observatoire de Paris-PSL (grand établissement)	Recherche en astronomie et astrophysique. Diffusion scientifique. Le plus ancien observatoire en activité au monde, fondé en 1667 par Colbert. EPSCP grand établissement, membre de Université PSL. ≈ 700 ETPT (chercheurs, ingénieurs, doctorants). Sites : Paris XIVe (siège historique, méridien de Paris), Meudon (radioastronomie), Nançay (radiotélescope, Cher). Spécialisations : mécanique céleste, exoplanètes, cosmologie, physique solaire et héliosphère, planétologie, observation des temps et des fréquences (laboratoire SYRTE, référence horaire française).	<b>≈ 50 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Sites Paris XIVe + Meudon + Nançay.		<b>Fort</b> Centre de référence astronomique national.

<b>ENSAE Paris</b> École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (EPSCP)	École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique. EPSCP sous tutelle du ministère de l'Économie (rattachée à l'INSEE). Forme les ingénieurs statisticiens-économistes (corps des administrateurs et attachés statisticiens INSEE, recrutement par concours). ≈ 800 étudiants. Spécialisations : statistique mathématique, économétrie, économie quantitative, finance quantitative, data science, actuariat. Membre fondateur de l'Institut Polytechnique de Paris (IP Paris). Campus Palaiseau (depuis 2017).	<b>≈ 50 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Palaiseau Paris-Saclay.		<b>Fort</b> Diplôme d'ingénieur ; corps administrateurs INSEE.

<b>ENSP</b> École Nationale Supérieure de la Police	École Nationale Supérieure de la Police. EPA sous tutelle du ministère de l'Intérieur (Direction Générale de la Police Nationale, DGPN). Formation initiale et continue des commissaires de police (concours externe-interne, ≈ 65 entrants par an, scolarité 24 mois) et des officiers de police (concours externe, ≈ 100 entrants par an, scolarité 18 mois). Site principal Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône). Stage opérationnels en circonscriptions et services centraux.	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 220 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Saint-Cyr-au-Mont-d'Or 69.		<b>Fort</b> Concours et formation des cadres de la police nationale.

<b>MUCEM</b> Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (EPA)	Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Pôle culturel majeur de Marseille, inauguré en 2013 (Marseille capitale européenne de la culture). Conserve et présente l'anthropologie et l'histoire des civilisations méditerranéennes (Europe du Sud, Maghreb, Proche-Orient). ≈ 1 million de visiteurs par an. Architecture de Rudy Ricciotti (J4) reliée par passerelle au Fort Saint-Jean (XVIIe). Centre de Conservation et de Ressources (CCR) à Belle-de-Mai. Successeur du Musée National des Arts et Traditions Populaires (Paris, fermé 2005).	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 270 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Site J4 + Fort Saint-Jean Marseille.	<b>Fort</b> Conservation patrimoniale.	

<b>Comédie-Française</b> Comédie-Française, Théâtre Français (EPIC, fondée 1680)	Production théâtrale et conservation du répertoire classique français. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. Théâtre national, plus ancienne troupe de théâtre encore en activité au monde, fondée en 1680 par Louis XIV (réunissant la troupe de Molière à celle de l'Hôtel de Bourgogne). Troupe permanente de ≈ 60 sociétaires et pensionnaires. Trois salles : Salle Richelieu (siège, palais Royal, 1er), Théâtre du Vieux-Colombier (VIe), Studio-Théâtre (1er, Carrousel du Louvre). ≈ 700 représentations par an de Molière, Racine, Marivaux, Hugo et créations contemporaines.	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 400 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>	
<b>Opérationnel</b> Salle Richelieu + Vieux-Colombier + Studio-Théâtre Paris.	<b>Fort</b> Mission de service public théâtral, monopole moral sur Molière.	

<b>Musée Picasso</b> Musée National Picasso, Paris (EPA)	Musée National Picasso, Paris. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Conserve et présente la collection nationale Picasso : ≈ 5 000 œuvres (peintures, sculptures, dessins, gravures, céramiques) issues des datations en règlement des droits de succession après le décès de Pablo Picasso en 1973 (puis nouvelles datations de Jacqueline Picasso 1990 et de Marina Picasso). Hôtel Salé, hôtel particulier du XVIIe arrondissement (IIIe arrondissement, Marais), restauré entre 2009 et 2014.	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>	
<b>Opérationnel</b> Hôtel Salé Paris IIIe.	<b>Fort</b> Conservation patrimoniale.	

<b>INED</b> Institut National d'Études Démographiques (EPST)	Institut National d'Études Démographiques. EPST sous tutelle du ministère de la Recherche. Recherche démographique sur la population française et internationale : fécondité, mortalité, vieillissement, migrations, sexualité, conditions de vie, inégalités. Mène des enquêtes de grande ampleur (« Histoire de Vie et Patrimoine », « Migrations entre l'Afrique et l'Europe », « Famille et Logements »). Édite la revue scientifique de référence « Population ». Statut hybride : recherche publique + production statistique. Siège à Aubervilliers (Campus Condorcet).	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 230 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>	
<b>Opérationnel</b> Site Aubervilliers (Campus Condorcet).	<b>Fort</b> Recrutement statutaire (concours).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>IPEV</b> Institut Polaire Français Paul-Émile Victor (GIP)	Institut Polaire Français Paul-Émile Victor. Groupement d'Intérêt Public (GIP). Mise en œuvre de la recherche française dans les zones polaires : Antarctique (base Dumont-d'Urville sur la côte de Terre-Adélie, base Concordia sur le plateau Antarctique en partenariat avec PNRA italien) et Arctique (base AWIPEV au Spitzberg en partenariat avec l'Allemagne). Affrètement du brise-glace Marion Dufresne et de l'Astrolabe (rotations annuelles vers l'Antarctique). Logistique scientifique et expéditions. Représente la France au sein du Comité scientifique pour la recherche en Antarctique (SCAR) et du Traité Antarctique.	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> (SCSP + ressources affectées) ≈ 100 ETPT (+ saisonniers)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Plouzané + bases polaires.		<b>Fort</b> Souveraineté française en Antarctique (Traité de l'Antarctique).

<b>Cité Architecture</b> Cité de l'Architecture et du Patrimoine (EPIC)	Cité de l'Architecture et du Patrimoine. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. Conserve et présente le patrimoine architectural français : Galerie des moulages (chefs-d'œuvre de l'architecture française du Moyen Âge à la Renaissance, ≈ 350 moulages d'éléments architecturaux), galerie d'architecture moderne et contemporaine (1850 à nos jours), galerie des peintures murales et vitraux. École de Chaillot (formation continue des architectes du patrimoine). Site Palais de Chaillot (Trocadéro, XVIIe).	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 180 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Palais de Chaillot Paris XVIe.		<b>Fort</b> Conservation patrimoniale.

<b>Domaine de Chambord</b> Domaine national de Chambord (EPIC)	Domaine national de Chambord. EPIC sous tutelle conjointe Culture + Premier ministre. Conserve le château de Chambord (chef-d'œuvre de la Renaissance française, construit sous François Ier à partir de 1519, attribué à Léonard de Vinci pour le double escalier hélicoïdal) et le domaine de 5 440 hectares ceint d'un mur, plus grand parc forestier clos d'Europe, réserve nationale de chasse et de faune sauvage (cerfs, sangliers, mouflons). ≈ 1,1 million de visiteurs par an. Site classé au patrimoine mondial UNESCO (Val de Loire).	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (autofinancement majoritaire) ≈ 145 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Château + Domaine de Chambord (Loir-et-Cher).		<b>Fort</b> Conservation patrimoniale ; chasse à courre traditionnelle.

<b>CRE</b> Commission de Régulation de l'Énergie (AAI)	Commission de Régulation de l'Énergie. AAI. Régulation des marchés français de l'électricité et du gaz. Fixation des Tarifs d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité (TURPE) et de gaz (ATRT, ATRD). Tarifs Réglementés de Vente (TRV), disparition progressive depuis l'ouverture à la concurrence. Surveillance des marchés de gros (manipulations, abus de marché). Avis sur les projets législatifs et réglementaires énergie. Comité de règlement des différends et des sanctions (CoRDIS).	<b>≈ 35 millions d'euros/an</b> ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XVe.	<b>Fort</b>	Tarifs régulés, accès aux réseaux ; sanctions ; AAI.

<b>ARCEP</b> Autorité de Régulation des Communications Électroniques, des Postes et de la presse (AAI)	Autorité de Régulation des Communications Électroniques, des Postes et de la distribution de la Presse. AAI (loi de 1996, élargissement progressif). Régulation des télécommunications électroniques (mobile, fixe, fibre optique, internet) : attribution des fréquences (5G, 4G, opérateurs satellitaires), obligations d'aménagement numérique du territoire, neutralité du Net. Régulation du secteur postal (la Poste, opérateur historique, et concurrents). Régulation de la distribution de la presse (depuis loi 2019).	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b>  ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XVe.	<b>Fort</b>	Sanctions financières, attribution des fréquences ; AAI.

<b>CNIL</b> Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (AAI)	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. AAI créée par la loi de 1978, première autorité de protection des données personnelles au monde. Application en France du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD, règlement UE 2016/679, applicable depuis le 25 mai 2018). Contrôle a priori (avis sur les fichiers publics) et a posteriori (plaintes, contrôles sur place, sanctions). Pouvoir de sanction pécuniaire pouvant atteindre 4 % du chiffre d'affaires mondial des entreprises ou 20 millions d'euros. Sanctions emblématiques contre Google, Amazon, Microsoft.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b>  ≈ 280 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris VIIe.	<b>Fort</b>	Sanctions financières (jusqu'à 4 % du CA mondial) ; AAI fondatrice (1978).

<b>Aut. Concurrence</b> Autorité de la Concurrence (AAI)	Autorité de la Concurrence. AAI (créée par loi LME du 4 août 2008, succède au Conseil de la Concurrence). Régulation de la concurrence sur les marchés français : sanction des ententes (cartels) et des abus de position dominante, contrôle des concentrations (≈ 250 dossiers par an, dont rachats > 150 millions d'euros), avis sectoriels. Pouvoir d'enquête (perquisitions sur autorisation judiciaire, demandes d'informations) et de sanction pécuniaire (jusqu'à 10 % du CA mondial du groupe). Sanctions emblématiques : ententes BTP, banques, parfumerie, télécoms.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b>  ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris VIIIe.	<b>Fort</b>	Sanctions financières (jusqu'à 10 % du CA) ; AAI.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>HCERES</b> Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AAI)	Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. AAI sous tutelle du Parlement. Évaluation indépendante des universités, organismes de recherche et leurs unités (≈ 80 EPSCP, 25 organismes de recherche, ≈ 3 500 unités de recherche). Cycle d'évaluation quinquennal. Rapports publics. Avis sur la qualité des formations, des publications, des doctorats, des structures. Mission consultative sur les politiques d'enseignement supérieur et de recherche. Successeur de l'AERES (loi de 2013).	<b>≈ 20 millions d'euros/an</b>  ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Études</b> Siège Paris XIIIe.	<b>Fort</b> Avis liant pour les accréditations ; AAI.	

<b>INSA Centre VL</b> INSA Centre Val de Loire (EPSCP)	Institut National des Sciences Appliquées Centre Val de Loire. EPSCP. Forme des ingénieurs en cinq ans après le bac. ≈ 1 200 étudiants. Sites Bourges + Blois. Spécialités ingénieur : sécurité-cybersécurité, maîtrise des risques industriels, génie mécanique-conception. Établissement le plus jeune du Groupe INSA (créé en 2014). Membre fondateur de l'Université Centre-Val de Loire (consortium régional).	<b>≈ 40 millions d'euros/an</b>  SCSP ≈ 250 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Bourges + Blois.	<b>Fort</b> Diplôme d'ingénieur INSA reconnu CTI.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CNRACL</b> Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales	Régime de retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers (≈ 1,3 million d'actifs cotisants, ≈ 1,3 million de pensionnés). Couvre les agents titulaires des collectivités locales (communes, départements, régions, intercommunalités) et les personnels hospitaliers de la fonction publique hospitalière (FPH). Régime spécial de la Sécurité sociale, géré par la Caisse des Dépôts et Consignations (Direction des Retraites et de la Solidarité, DRS) à Bordeaux. Déficit chronique depuis 2020 (départs en retraite > cotisations actives).	<b>≈ 24 milliards d'euros/an</b>  de pensions versées ≈ 350 ETPT (gérée par CDC)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Gestion par la Direction des retraites de la Caisse des Dépôts (Bordeaux + Angers).	<b>Fort</b> Liquidation des pensions ; déficit structurel 3 Milliards d'euros en 2024 ; cotisation employeur en hausse +12 points 2025-2028.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CNAVPL</b> Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Professions Libérales	Régime de base de retraite des professions libérales (médecins, dentistes, pharmaciens, architectes, notaires, avocats, vétérinaires, sages-femmes, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, agents généraux d'assurance, etc.). Coordonne 10 sections professionnelles autonomes (CARMF pour les médecins, CARPIMKO pour les paramédicaux, CIPAV pour les architectes/professions libérales non réglementées, etc.). Verse uniquement le régime de base ; chaque section gère son régime complémentaire spécifique. Siège à Paris.	<b>≈ 1,4 milliard €/an</b> de prestations versées ≈ 100 ETPT (siège)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Pilote / Coordinateur</b> Siège Paris VIIIe + 10 sections professionnelles (CARPIMKO, CARMF, CARPV, CIPAV, etc.).		<b>Fort</b> Coordination du régime de base PL ; recouvrement délégué aux sections.

<b>Sciences Po Bordeaux</b> Institut d'Études Politiques de Bordeaux (EPSCP)	Formation initiale en sciences politiques, sociales et internationales (≈ 1 800 étudiants, scolarité 5 ans). Concours commun aux IEP de région (≠ Sciences Po Paris qui a son propre concours). Spécialisations master : carrières politiques et administratives, économie, journalisme, relations internationales, gestion des risques. Campus à Pessac (campus universitaire de Bordeaux).	<b>≈ 28 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 150 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Pessac (33).		<b>Fort</b> Diplôme propre + grade de master.

<b>Sciences Po Lille</b> Institut d'Études Politiques de Lille (EPSCP)	Formation en sciences politiques, sociales et internationales (≈ 1 700 étudiants, scolarité 5 ans). Concours commun aux IEP de région. Spécialisations master : carrières publiques, politiques européennes, communication politique, journalisme, gestion des organisations culturelles. Site Lille centre.	<b>≈ 28 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 150 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Lille centre.		<b>Fort</b> Diplôme propre + grade de master.

<b>Sciences Po Lyon</b> Institut d'Études Politiques de Lyon (EPSCP)	Formation en sciences politiques, sociales et internationales (≈ 1 600 étudiants, scolarité 5 ans). Concours commun aux IEP de région. Spécialisations master : action publique, administration territoriale, sociologie politique, géopolitique, relations Europe-Asie. Site Lyon Saxe-Gambetta.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Lyon Saxe-Gambetta.		<b>Fort</b> Diplôme propre + grade de master.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Sciences Po Grenoble</b> Institut d'Études Politiques de Grenoble (EPSCP)	Formation en sciences politiques, sociales et internationales (≈ 1 600 étudiants, scolarité 5 ans). Concours commun aux IEP de région. Spécialisations master : politiques publiques, administration territoriale, organisations internationales, sciences sociales appliquées, journalisme. Campus Saint-Martin-d'Hères.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Saint-Martin-d'Hères.		<b>Fort</b> Diplôme propre + grade de master.
<b>Sciences Po Aix</b> Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence (EPSCP)	Formation en sciences politiques, sociales et internationales (≈ 1 400 étudiants, scolarité 5 ans). Concours commun aux IEP de région. Spécialisations master : politique méditerranéenne, sociologie politique, sécurité internationale, expertise politique, métiers de l'enseignement. Site Aix-en-Provence.	<b>≈ 22 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 120 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Aix-en-Provence.		<b>Fort</b> Diplôme propre + grade de master.
<b>Sciences Po Rennes</b> Institut d'Études Politiques de Rennes (EPSCP)	Formation en sciences politiques, sociales et internationales (≈ 1 400 étudiants, scolarité 5 ans). Concours commun aux IEP de région. Spécialisations master : action publique territoriale, politiques européennes, métiers de la décision publique, journalisme. Sites Rennes + campus de Caen.	<b>≈ 22 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Rennes + antenne Caen.		<b>Fort</b> Diplôme propre + grade de master.
<b>Sciences Po Strasbourg</b> Institut d'Études Politiques de Strasbourg (EPSCP)	Formation en sciences politiques, sociales et internationales (≈ 1 400 étudiants, scolarité 5 ans). Concours commun aux IEP de région. Spécialisations master : études européennes, droit comparé, sciences politiques, communication, économie. Site Strasbourg (proximité Parlement européen, Conseil de l'Europe).	<b>≈ 22 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Strasbourg.		<b>Fort</b> Diplôme propre + grade de master.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Sciences Po St-Germain</b> Institut d'Études Politiques de Saint-Germain-en-Laye (créé 2014)	Plus jeune des IEP, créé en 2014 par décret comme intercollège associé à CY Cergy Paris Université + Université de Versailles Saint-Quentin (UVSQ). ≈ 700 étudiants, scolarité 5 ans. Spécialisations master : politique de la ville, administration publique, journalisme, communication d'intérêt général, relations internationales. Site Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).	<b>≈ 10 millions d'euros/an</b> SCSP + ressources propres ≈ 55 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Saint-Germain-en-Laye 78.		<b>Fort</b> Diplôme propre + grade de master.

<b>Univ. Polynésie</b> Université de la Polynésie française (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche pour la Polynésie française. ≈ 3 200 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, Sciences (avec spécialisations marines, biodiversité corallienne, volcanisme polynésien), Droit-Économie-Gestion. Faculté de médecine partenaire avec le CHU de Tahiti et Université d'Auckland. Site principal Tahiti (Punaauia, banlieue de Papeete) + antenne Université de Wallis-et-Futuna (associée).	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 250 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Punaauia (Tahiti).		<b>Fort</b> Diplômes nationaux. Spécificité régalienn ultramarine.

<b>Univ. Nouvelle-Calédonie</b> Université de la Nouvelle-Calédonie (EPSCP)	Enseignement supérieur et recherche pour la Nouvelle-Calédonie. ≈ 3 000 étudiants. Toutes disciplines : Lettres, Sciences (sciences de la mer, biodiversité tropicale, géologie minière du pays, nickel), Droit-Économie-Gestion. Particularité institutionnelle : statut de collectivité sui generis (accord de Nouméa 1998). Sites principaux Nouville (Nouméa) + antennes Koné (province Nord) et Lifou (Îles).	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Nouville (Nouméa).		<b>Fort</b> Diplômes nationaux. Spécificité régalienn (souveraineté française).

<b>Univ. de Guyane</b> Université de Guyane (EPSCP, autonome depuis 2014)	Enseignement supérieur et recherche pour la Guyane. ≈ 4 000 étudiants. Université autonome depuis 2014 (séparation de l'Université des Antilles, après crise sociale). Toutes disciplines : Lettres et sciences humaines, Sciences (forêt amazonienne, biodiversité tropicale, géologie aurifère, sciences de l'espace en lien avec le Centre Spatial Guyanais), Droit-Économie-Gestion, Médecine partenaire CHC Cayenne. Sites principaux Cayenne + Kourou + Saint-Laurent-du-Maroni.	<b>≈ 30 millions d'euros/an</b> [à confirmer PAP 2026] ≈ 280 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Campus Cayenne + Saint-Laurent-du-Maroni.		<b>Fort</b> Diplômes nationaux. Spécificité régalienn ultramarine.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CNSMDP</b> Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (EPA)	Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Formation supérieure d'élite en musique et danse, école fondatrice (1795, créée par la Convention) et référence nationale. ≈ 1 300 étudiants : disciplines instrumentales, voix (chant lyrique), composition, écriture, direction d'orchestre, musique ancienne, jazz, musique de chambre, danse classique et contemporaine. Concours d'entrée extrêmement sélectifs. Site Cité de la Musique (Parc de la Villette, XIXe).	≈ 35 millions d'euros/an SCSP ≈ 350 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Cité de la Musique Paris XIXe.		<b>Fort</b> Diplômes propres reconnus + grade de master.

<b>CNSMDL</b> Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon (EPA)	Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Pendant lyonnais du CNSMDP, fondé en 1980 dans le cadre de la décentralisation culturelle. ≈ 600 étudiants. Disciplines instrumentales, chant lyrique, composition, musique de chambre, danse classique et contemporaine. Site quartier de la Saône (Lyon 1er).	≈ 20 millions d'euros/an SCSP ≈ 180 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Lyon 4e (Croix-Rousse).		<b>Fort</b> Diplômes propres reconnus + grade de master.

<b>ENSBA Paris</b> École Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris (EPA)	École Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Formation supérieure aux métiers d'artiste plasticien (≈ 550 étudiants, cursus 5 ans menant au Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique, DNSEP, équivalent master). École fondatrice de l'enseignement artistique français (1648, fondée sous Louis XIV). Disciplines : peinture, sculpture, gravure, photographie, vidéo, performance, écriture, théorie de l'art. Site historique quai Malaquais (VIe arrondissement).	≈ 18 millions d'euros/an SCSP ≈ 170 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site rue Bonaparte Paris VIe.		<b>Fort</b> Diplôme national supérieur d'arts plastiques (DNSAP).

<b>ENSAD Paris</b> École Nationale Supérieure des Arts Décoratifs (EPA)	École Nationale Supérieure des Arts Décoratifs (« Arts Déco »). EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Formation supérieure aux métiers du design dans 10 spécialités sur 5 ans (DNSEP) : design graphique, design produit, design vêtement, design textile-matières, design objet, scénographie, image imprimée, photo-vidéo, animation, art-espace. ≈ 700 étudiants. Site rue d'Ulm (Ve, voisin de l'ENS Ulm).	≈ 18 millions d'euros/an SCSP ≈ 170 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Site rue d'Ulm Paris Ve.	<b>Fort</b>	Diplôme national + grade de master.

<b>La Fémis</b> École Nationale Supérieure des Métiers de l'Image et du Son (EPIC)	École Nationale Supérieure des Métiers de l'Image et du Son. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture (rattachée au CNC). Formation supérieure aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel sur 4 ans : réalisation, scénario, image, son, montage, production, décor, distribution-exploitation, scripte. ≈ 200 étudiants seulement (concours d'entrée parmi les plus sélectifs au monde, ≈ 5 % de réussite). Successeur de l'IDHEC. Site rue Francœur (XVIIIe).	≈ 12 millions d'euros/an SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site rue Francœur Paris XVIIIe.	<b>Fort</b>	Diplôme propre reconnu.

<b>ENSCI</b> École Nationale Supérieure de Création Industrielle, Les Ateliers (EPIC)	École Nationale Supérieure de Création Industrielle, « Les Ateliers ». EPIC sous tutelle conjointe Culture + Industrie. Formation supérieure en design industriel et design textile sur 5 ans (≈ 250 étudiants). Pédagogie originale par projets en lien avec entreprises industrielles. Site rue Saint-Sabin (XIe, Bastille).	≈ 12 millions d'euros/an SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site rue Saint-Sabin Paris XIe.	<b>Fort</b>	Diplôme propre + grade de master.

<b>ENSATT</b> École Nationale Supérieure des Arts et Techniques du Théâtre (EPIC)	École Nationale Supérieure des Arts et Techniques du Théâtre. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. Formation supérieure aux métiers du théâtre dans 8 départements : jeu (acteurs), mise en scène, écriture dramatique, scénographie-décor, costumes, conception son, conception lumière, administration. ≈ 200 étudiants. Site quartier de la Croix-Rousse à Lyon (transfert depuis Paris en 1998).	≈ 10 millions d'euros/an SCSP ≈ 70 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site rue Sœur Bouvier Lyon 5e.	<b>Fort</b>	Diplôme propre + grade de master.

<b>ENSP Arles</b> École Nationale Supérieure de la Photographie d'Arles (EPCC)	École Nationale Supérieure de la Photographie d'Arles. EPCC (Établissement Public de Coopération Culturelle, ouverture du capital aux collectivités). Formation supérieure aux métiers de la photographie sur 3 ans (DNSEP). ≈ 100 étudiants. Liée historiquement aux Rencontres Internationales de la Photographie d'Arles (depuis 1970). Bâtiment des architectes Marc Barani (livré 2020).	≈ 5 millions d'euros/an SCSP ≈ 35 ETPT
---	---	--

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Parc des Ateliers Arles 13.	<b>Fort</b>	Diplôme propre + grade de master.

<b>ENSP Versailles</b> École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles-Marseille (EPA)	École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles-Marseille. EPA sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Formation supérieure aux métiers de paysagiste-concepteur (≈ 350 étudiants, cursus 4 ans menant au DEP, Diplôme d'État de Paysagiste). Site historique du Potager du Roi à Versailles (créé par La Quintinie au XVIIe siècle, monument historique) + site secondaire à Marseille (depuis 2014).	<b>≈ 8 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 75 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Sites Versailles (potager du Roi) + Marseille.	<b>Fort</b>	Diplôme propre + grade de master.

<b>Réseau ENSA (x20)</b> Réseau des 20 Écoles Nationales Supérieures d'Architecture	Réseau des 20 Écoles Nationales Supérieures d'Architecture (ENSA). Sous tutelle du ministère de la Culture (Direction Générale des Patrimoines et de l'Architecture). Forme la quasi-totalité des architectes français au Diplôme d'État d'Architecte (DEA, master) en 5 ans + Habilitation à la Maîtrise d'Œuvre en son Nom Propre (HMONP) en 1 an supplémentaire. ≈ 20 000 étudiants au cumul. 6 ENSA à Paris (Belleville, La Villette, Malaquais, Marne-la-Vallée, Paris-Val de Seine, Versailles) + 14 en région (Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Strasbourg, Lille, Rennes, Clermont, Grenoble, Saint-Étienne, Nancy, Normandie, Montpellier).	<b>≈ 150 millions d'euros/an cumulé</b> SCSP réparti ≈ 1 500 ETPT cumulé
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Paris-Belleville, La Villette, Malaquais, Val de Seine, Marne-la-Vallée, Versailles ; Bordeaux, Clermont, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Normandie, Rennes, Saint-Étienne, Strasbourg, Toulouse.	<b>Fort</b>	Diplôme d'État d'architecte (DEA) + Habilitation HMONP.

<b>TN Chaillot</b> Théâtre National de Chaillot, Théâtre national de la Danse (EPIC)	Théâtre National de Chaillot, Théâtre national de la Danse. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. L'un des 5 théâtres nationaux français. Production théâtrale et chorégraphique. Spécialisation danse depuis 2020 (sous la direction de Rachid Ouramdane, succédant à Didier Deschamps). 3 salles : Salle Jean Vilar (1 200 places), Salle Firmin Gémier (430 places), Salle Maurice Béjart (400 places). Site historique du Palais de Chaillot (Trocadéro, XVIe).	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 220 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Palais de Chaillot Paris XVIe.	<b>Fort</b>	Mission de service public théâtral.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>TN Odéon</b> Théâtre National de l'Odéon, Théâtre de l'Europe (EPIC, fondé 1782)	Théâtre National de l'Odéon, Théâtre de l'Europe. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. L'un des 5 théâtres nationaux. Vocation européenne (productions et coproductions internationales, accueil de spectacles en versions originales surtitrées). Fondé en 1782 sous le règne de Louis XVI. 2 salles : Odéon (VI <sup>e</sup> arrondissement, 750 places) et Berthier (XVII <sup>e</sup> arrondissement, 400 places, salle de création contemporaine).	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 220 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Salle Odéon Paris VI <sup>e</sup> + Ateliers Berthier Paris XVII <sup>e</sup> .		<b>Fort</b> Mission de service public théâtral.

<b>TN Strasbourg</b> Théâtre National de Strasbourg (EPIC, fondé 1968)	Théâtre National de Strasbourg. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. Seul théâtre national en région (les 4 autres sont à Paris). Fondé en 1968 dans le cadre de la décentralisation culturelle. Production théâtrale + École supérieure d'art dramatique du TNS (formation comédiens et metteurs en scène, sur concours, 3 ans). Salles principales : Salle Koltès (700 places), Espace Grüber.	<b>≈ 20 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 170 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Strasbourg centre + École TNS.		<b>Fort</b> Mission de service public théâtral + diplôme art dramatique.

<b>TN Colline</b> Théâtre National de la Colline (EPIC, fondé 1988)	Théâtre National de la Colline. EPIC sous tutelle du ministère de la Culture. L'un des 5 théâtres nationaux. Fondé en 1988 par Jack Lang (à l'origine pour les écritures contemporaines). Spécialisation : production de pièces d'auteurs vivants (texte contemporain, écritures dramatiques d'aujourd'hui). 2 salles : Grand Théâtre (760 places), Petit Théâtre (200 places). Site rue Malte-Brun (XX <sup>e</sup> arrondissement).	<b>≈ 15 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site rue Malte-Brun Paris XX <sup>e</sup> .		<b>Fort</b> Mission de service public théâtral.

<b>Cinémathèque</b> Cinémathèque française (association loi 1901, mission de service public)	Cinémathèque française. Association loi 1901 reconnue d'utilité publique, mission de service public conventionnée avec l'État (CNC). Conservation, programmation et diffusion du patrimoine cinématographique mondial. Fonds de ≈ 50 000 films (négatifs, copies, supports historiques) et ≈ 1 million de documents (affiches, photographies, costumes, décors, scénarios). Restauration physique et numérique de films. Programmation cinématographique quotidienne (3 salles), expositions temporaires, Musée du cinéma. Site 51 rue de Bercy (XII <sup>e</sup> ).	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site rue de Bercy Paris XII <sup>e</sup> .		<b>Fort</b> Conservation patrimoniale ; convention pluriannuelle avec l'État.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>CNL</b></p> <p>Centre National du Livre (EPA)</p>	<p>Centre National du Livre. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Soutien à l'édition (aides à l'édition d'ouvrages, à la traduction d'œuvres étrangères en français et françaises à l'étranger), à la création littéraire (bourses d'écriture, résidences d'auteurs), à la diffusion du livre (aides aux librairies indépendantes, aux bibliothèques, salons et festivals littéraires). Financement par taxes affectées sur l'édition et la reprographie. Médaille de la Francophonie. Site hôtel d'Avejan (rue de Verneuil, Ville).</p>	<p>≈ <b>35 millions d'euros/an</b></p> <p>(taxes affectées sur édition + reprographie)</p> <p>≈ 70 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Subventionneur</b></p> <p>Hôtel d'Avejan Paris Ile.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Aides aux auteurs, éditeurs, libraires, traducteurs.</p>	
<p><b>Mont-Saint-Michel</b></p> <p>Établissement Public du Mont-Saint-Michel (EPIC)</p>	<p>Établissement Public du Mont-Saint-Michel. EPIC sous tutelle conjointe Culture + Premier ministre. Gestion de l'abbaye et du site (mont rocheux insulaire de la baie). Préservation patrimoniale (site classé monument historique et patrimoine mondial UNESCO depuis 1979). ≈ 3 millions de visiteurs par an (3e site français le plus visité après la tour Eiffel et Notre-Dame). Désensablement de la baie achevé en 2014 (passerelle remplaçant la digue-route).</p>	<p>≈ <b>10 millions d'euros/an</b></p> <p>(autofin. majoritaire)</p> <p>≈ 50 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Site Mont-Saint-Michel (Manche).</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Conservation patrimoniale UNESCO.</p>	
<p><b>Saint-Cloud</b></p> <p>Domaine national de Saint-Cloud (sous tutelle CMN)</p>	<p>Domaine national de Saint-Cloud. Sous tutelle du Centre des Monuments Nationaux (CMN). Conservation et présentation du parc historique de 460 hectares, ancien domaine royal détruit pendant la guerre franco-prussienne de 1870 (incendie du château). Aujourd'hui : parc public d'une exceptionnelle qualité paysagère (jardins de Le Nôtre, fontaines, perspectives sur Paris, ≈ 4 millions de visiteurs par an). Vocation patrimoniale et écologique (réserve de biodiversité en proche banlieue parisienne).</p>	<p>≈ <b>5 millions d'euros/an</b></p> <p>≈ 35 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Domaine de Saint-Cloud (92).</p>	<p><b>Modéré</b></p> <p>Géré par le Centre des Monuments Nationaux (CMN).</p>	
<p><b>Musée Rodin</b></p> <p>Musée National Rodin (EPA)</p>	<p>Musée National Rodin. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Conservation et présentation des œuvres d'Auguste Rodin (1840-1917), ≈ 7 000 sculptures (Le Penseur, Le Baiser, Les Bourgeois de Calais, La Porte de l'Enfer, Balzac), 8 000 dessins, 7 000 photographies. Site principal hôtel Biron (Ville, ancien atelier de Rodin) + jardin de sculptures. Site secondaire Villa des Brillants à Meudon (résidence de Rodin, atelier de plâtres, tombeau).</p>	<p>≈ <b>15 millions d'euros/an</b></p> <p>(autofin. majoritaire)</p> <p>≈ 110 ETPT</p>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Hôtel Biron Paris VIIe + Villa des Brillants Meudon.	<b>Fort</b> Conservation patrimoniale.	

<b>Musée Guimet</b> Musée National des Arts Asiatiques, Guimet (EPA)	Musée National des Arts Asiatiques, Guimet. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Conservation et présentation des arts asiatiques (≈ 70 000 œuvres) couvrant l'Inde, l'Asie du Sud-Est, l'Himalaya, la Chine, le Japon, la Corée, l'Asie centrale et l'Afghanistan. Première collection d'art asiatique d'Europe. Site principal place d'Iéna (XVIe) + annexe Musée d'Ennery (XVIe) + Panthéon Bouddhique (hôtel Heidelberg, IXe). Fondé en 1879 par Émile Guimet (industriel lyonnais, mécène).	<b>≈ 20 millions d'euros/an</b> (SCSP + autofin.) ≈ 150 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Site place d'Iéna Paris XVIe + Hôtel Heidelberg (annexe Bouddhique).	<b>Fort</b> Conservation patrimoniale.	

<b>Défenseur des droits</b> Le Défenseur des droits (AAI constitutionnelle, Constitution art. 71-1)	Le Défenseur des droits. AAI à statut constitutionnel (article 71-1 de la Constitution depuis 2008, en vigueur depuis 2011). Mission de protection des droits et libertés. 4 missions cumulées : (1) médiation entre administrations et usagers (relations avec les services publics) ; (2) lutte contre les discriminations (raciales, sexuelles, handicap, etc.) ; (3) défense des droits de l'enfant ; (4) déontologie des forces de sécurité (police, gendarmerie, douanes, administration pénitentiaire). 250 délégués territoriaux bénévoles. Saisine gratuite par tout justiciable.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> ≈ 250 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Siège Paris VIIIe + 580 délégués bénévoles dans toute la France.	<b>Fort</b> AAI inscrite dans la Constitution ; pouvoir de médiation et de saisine du juge.	

<b>ANJ</b> Autorité Nationale des Jeux (AAI, succède à l'ARJEL en 2020)	Autorité Nationale des Jeux. AAI succédant à l'ARJEL en juin 2020 (loi du 7 mai 2019). Régulation de l'ensemble des jeux d'argent et de hasard en France : paris sportifs en ligne (≈ 12 milliards d'euros parés par an), paris hippiques (PMU), poker en ligne, jeux de tirage et de grattage de la Française des Jeux (FDJ), casinos. Contrôle de l'offre légale (agrément des opérateurs), lutte contre l'offre illégale (blocage des sites non agréés), prévention de l'addiction au jeu, intégrité des compétitions sportives.	<b>≈ 14 millions d'euros/an</b> ≈ 80 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Siège Paris VIIIe.	<b>Fort</b> Agrément des opérateurs, sanctions, lutte contre le jeu illégal ; AAI.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>HATVP</b> Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (AAI, créée 2013)	Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique. AAI créée en 2013 (loi Cahuzac). Contrôle des déclarations de patrimoine et d'intérêts des élus (parlementaires, ministres, présidents d'exécutifs locaux > 20 000 hab.) et des hauts fonctionnaires (≈ 17 000 personnes assujetties). Contrôle des reconversions des anciens responsables publics dans le secteur privé (« pantouflage »). Tenue du registre des représentants d'intérêts (lobbyistes, déclaration obligatoire des activités). Saisine du parquet national financier en cas de soupçon de fausse déclaration.	<b>≈ 10 millions d'euros/an</b>  ≈ 75 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b>  Siège Paris VIIe.		<b>Fort</b>  Saisine du parquet, sanctions, registre des représentants d'intérêts ; AAI.

<b>CGLPL</b> Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté (AAI, créée 2007)	Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté. AAI créée en 2007 par la loi du 30 octobre 2007 (transposition d'un protocole de l'ONU contre la torture). Contrôle indépendant de tous les lieux de privation de liberté : ≈ 187 prisons (environ 75 000 détenus), ≈ 90 hôpitaux psychiatriques (admissions sans consentement), ≈ 25 centres de rétention administrative pour étrangers, ≈ 4 000 locaux de garde à vue, dépôts dans les tribunaux, zones d'attente aux frontières. Avis publics au Journal officiel sur les conditions de détention. Visites inopinées.	<b>≈ 5 millions d'euros/an</b>  ≈ 50 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b>  Siège Paris XIVe.		<b>Fort</b>  Visites inopinées ; pouvoir de recommandation et de saisine du Parlement ; AAI.

<b>CSM</b> Conseil Supérieur de la Magistrature (institution constitutionnelle, art. 65)	Conseil Supérieur de la Magistrature. Institution constitutionnelle (article 65 de la Constitution). Avis sur les nominations des magistrats du siège (juges) et du parquet (procureurs). Compétence disciplinaire à l'égard des magistrats. Garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire (séparation siège-parquet renforcée par la révision constitutionnelle de 2008). Présidence : le Premier président de la Cour de cassation pour la formation siège, le Procureur général pour la formation parquet.	<b>≈ 8 millions d'euros/an</b>  ≈ 40 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b>  Siège Paris IVe.		<b>Fort</b>  Avis liant pour le siège ; sanctions disciplinaires ; institution constitutionnelle.

<b>Médiateur énergie</b> Médiateur National de l'Énergie (AAI, créée 2007)	Médiateur National de l'Énergie. AAI créée en 2007 par la loi du 7 décembre 2006 (lors de l'ouverture totale du marché de l'énergie aux particuliers). Recommandation et médiation gratuites pour les litiges entre consommateurs et fournisseurs d'énergie (électricité, gaz). Saisine par tout consommateur particulier ou petit professionnel après réclamation écrite restée sans réponse satisfaisante du fournisseur. ≈ 25 000 saisines par an. Information des consommateurs sur leurs droits (site energie-info.fr).	<b>≈ 5 millions d'euros/an</b>  ≈ 50 ETPT
--	--	---

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Siège Paris Ile.	<b>Modéré</b> Avis non liant mais largement suivis ; AAI.	

<b>HCFP</b> Haut Conseil des Finances Publiques (AAI, créée 2012, attachée à la Cour des comptes)	Haut Conseil des Finances Publiques. AAI créée en 2012 (loi de programmation), attachée à la Cour des comptes (présidée par le Premier président de la Cour des comptes). Garant de la sincérité des prévisions macroéconomiques sous-jacentes aux lois de finances et aux lois de programmation. Avis publics sur les prévisions de croissance, d'inflation, de masse salariale, de prélèvements obligatoires. Avis obligatoire avant chaque loi de finances initiale (LFI), loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) et loi de programmation des finances publiques.	<b>≈ 3 millions d'euros/an</b>  ≈ 20 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Adossé à la Cour des comptes (rue Cambon Paris 1er).	<b>Fort</b> Avis publics liant la communication budgétaire du gouvernement ; AAI.	

<b>CNDP</b> Commission Nationale du Débat Public (AAI, créée 1995)	Commission Nationale du Débat Public. AAI créée en 1995 par la loi Barnier (renforcée en 2002 et 2016). Organisation des débats publics sur les grands projets d'aménagement et d'équipement présentant un fort enjeu socio-économique ou environnemental : nouvelles lignes de TGV, autoroutes, lignes électriques très haute tension, parcs éoliens en mer, EPR2 (nouveaux réacteurs nucléaires), aéroports, stockage de déchets nucléaires Cigéo. Saisine obligatoire ≥ 300 millions d'euros (transports), ≥ 150 millions d'euros (énergie). ≈ 100 débats menés depuis 1995.	<b>≈ 3 millions d'euros/an</b>  ≈ 25 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XIVe.	<b>Modéré</b> Saisine obligatoire pour les projets > 300 MILLIONS D'EUROS ; AAI.	

<b>CADA</b> Commission d'Accès aux Documents Administratifs (AAI, créée 1978)	Commission d'Accès aux Documents Administratifs. AAI créée en 1978 (loi du 17 juillet 1978, l'une des plus anciennes lois de transparence de France). Application du droit d'accès aux documents administratifs (loi CADA). Avis sur la communicabilité des documents publics demandés par tout citoyen à une administration : décisions, procès-verbaux, rapports, statistiques, contrats publics, délibérations. Avis non contraignant mais largement suivi. Saisine après refus de l'administration.	<b>≈ 1,5 million €/an</b>  ≈ 15 ETPT
MODE D'ACTION		POUVOIR / AUTORITÉ
<b>Opérationnel</b> Siège Paris VIIe.	<b>Modéré</b> Avis non liant pour l'administration mais étape préalable au recours juridictionnel ; AAI.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSPLA</b> Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Artistique (organisme consultatif)	Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Artistique. Organisme consultatif rattaché au ministère de la Culture (Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles, DGMIC). Conseil sur les questions de droit d'auteur et droits voisins : adaptation aux évolutions technologiques (numérique, IA, plateformes), transposition des directives européennes (notamment directive 2019/790 sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique). Études prospectives, missions confiées à des personnalités qualifiées (rapports publics).	<b>≈ 0,8 million €/an</b>  ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Études</b> Hébergé au ministère de la Culture Paris 1er.		<b>Faible</b> Organisme consultatif.

<b>BEA Aviation</b> Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité de l'Aviation civile	Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité de l'Aviation civile. Service rattaché à la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile, ministère des Transports). Enquêtes de sécurité après accidents et incidents graves de l'aviation civile en France et impliquant des aéronefs immatriculés français à l'étranger. Indépendance des enquêtes (séparation totale des enquêtes judiciaires) garantie par la Convention de Chicago de 1944 (annexe 13 OACI). Enquêtes emblématiques : AF447 Rio-Paris (2009), Concorde Gonesse (2000), Germanwings Alpes (2015). Site Le Bourget (93).	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (rattaché DGAC) ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Le Bourget 93.		<b>Fort</b> Enquêtes obligatoires en cas d'accident d'aéronef civil français.

<b>BEA-Mer</b> Bureau d'Enquêtes sur les Événements de Mer	Bureau d'Enquêtes sur les Événements de Mer. Service rattaché au ministère chargé de la Mer (Direction des Affaires Maritimes). Enquêtes de sécurité après accidents et incidents maritimes : navires de commerce sous pavillon français ou survenus dans les eaux territoriales françaises, navires de pêche, navires de plaisance. Indépendance des enquêtes (Convention SOLAS de l'OMI). Rapports publics. Coordination avec les BEA homologues étrangers.	<b>≈ 3 millions d'euros/an</b>  ≈ 20 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège La Défense 92 (Tour Sequoia).		<b>Fort</b> Enquêtes obligatoires en cas d'accident maritime français.

<b>BEA-TT</b> Bureau d'Enquêtes sur les Accidents de Transport Terrestre	Bureau d'Enquêtes sur les Accidents de Transport Terrestre. Service rattaché au ministère des Transports. Enquêtes de sécurité après accidents et incidents : ferroviaires (dérailements, collisions, accidents passages à niveau), routiers (accidents impliquant transports collectifs ou matières dangereuses), transports guidés (métros, tramways, téléphériques, remontées mécaniques). Indépendance des enquêtes (directive UE pour le ferroviaire). Rapports publics avec recommandations de sécurité.	<b>≈ 3 millions d'euros/an</b>  ≈ 20 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Siège La Défense 92 (Tour Sequoia).	<b>Fort</b>	Enquêtes obligatoires en cas d'accident ferroviaire ou de transport guidé.
<b>ABM</b> Agence de la Biomédecine (EPA)	Encadrement de l'Assistance Médicale à la Procréation (AMP, FIV, dons de gamètes, conservation embryonnaire), des dons et greffes d'organes (≈ 6 000 greffes par an, registre national), du diagnostic prénatal et préimplantatoire, de la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires, de la génétique humaine (encadrement des tests génétiques, conseillers en génétique). Délivrance des autorisations bioéthiques aux centres et chercheurs. Tenue de registres nationaux (greffes, donneurs vivants, AMP). Issue de l'EFG en 2005 (loi de bioéthique).	<b>≈ 85 millions d'euros/an</b> SCSP + redevances ≈ 270 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel + Régulateur</b> Siège Saint-Denis 93.	<b>Fort</b>	Délivrance des autorisations en bioéthique ; gestion du registre national des donneurs et de la liste d'attente de greffe.
<b>AFLD</b> Agence Française de Lutte contre le Dopage (AAI)	Agence Française de Lutte contre le Dopage. AAI sous tutelle du ministère des Sports. Lutte contre le dopage dans le sport en France : contrôles antidopage (≈ 11 000 par an, en compétition et hors compétition, par tirages au sort dans le « Pool de l'AFLD ») ; analyses au laboratoire de Châtenay-Malabry (le seul laboratoire antidopage accrédité par l'Agence Mondiale Antidopage AMA pour la France) ; sanctions des sportifs convaincus de dopage (suspension, annulation de résultats) ; programmes de recherche scientifique sur les méthodes de détection ; prévention auprès des athlètes et fédérations. Financement par taxes sur les paris sportifs.	<b>≈ 15 millions d'euros/an</b> (taxes sur paris sportifs) ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Châtenay-Malabry 92 (laboratoire).	<b>Fort</b>	Sanctions, contrôles inopinés, accréditation laboratoire ; AAI.
<b>CNG</b> Centre National de Gestion des Praticiens Hospitaliers et des Personnels de Direction (EPA)	Centre National de Gestion des Praticiens Hospitaliers et des Personnels de Direction. EPA sous tutelle du ministère de la Santé. Gestion individualisée de la carrière de ≈ 60 000 personnels de l'État dans le secteur hospitalier : praticiens hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes des hôpitaux publics), directeurs d'hôpital, directeurs des soins, attachés d'administration. Concours nationaux de recrutement, mobilités, évaluations, retraites, contentieux. Centralisation nationale au lieu d'une gestion par chaque établissement. Siège à Paris.	<b>≈ 12 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XVe.	<b>Fort</b>	Gestion statutaire ; concours nationaux.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ATIH</b> Agence Technique de l'Information sur l'Hospitalisation (EPA)	Agence Technique de l'Information sur l'Hospitalisation. EPA sous tutelle du ministère de la Santé. Recueil, traitement et diffusion des données médicales et médico-économiques hospitalières, pilote le Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information (PMSI), socle de la Tarification à l'Activité (T2A) qui finance les hôpitaux français à l'acte (≈ 90 milliards d'euros par an). Construction des Groupes Homogènes de Malades (GHM) et des Groupes Homogènes de Séjours (GHS, tarifs). Production des bases de données nationales (ScanSanté, Hospi-Diag). Siège à Lyon.	≈ 15 millions d'euros/an SCSP ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Études</b> Siège Lyon 8e.		<b>Fort</b> Codage des actes hospitaliers et grille tarifaire (T2A).

<b>Palais Porte Dorée</b> Établissement Public du Palais de la Porte Dorée, Musée National de l'Histoire de l'Immigration (EPIC)	Établissement Public du Palais de la Porte Dorée, Musée National de l'Histoire de l'Immigration. EPIC sous tutelle conjointe Culture + Intérieur. Conservation et présentation de l'histoire de l'immigration en France depuis le XIXe siècle (≈ 1,5 million d'œuvres et documents : objets de migrants, archives, photographies, art contemporain, testimoniaux). Aquarium tropical (≈ 5 000 poissons et reptiles, l'un des plus anciens d'Europe, depuis 1931). Palais construit pour l'Exposition Coloniale de 1931 (architecte Albert Laprade), monument historique. Site porte Dorée (XIIe arrondissement).	≈ 15 millions d'euros/an (SCSP + autofin.) ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Site Porte Dorée Paris XIIe.		<b>Modéré</b> Conservation patrimoniale ; mission mémorielle.

<b>EHESP</b> École des Hautes Études en Santé Publique (EPSCP)	École des Hautes Études en Santé Publique. EPSCP sous tutelle conjointe ministère de la Santé + ministère de la Recherche. Formation initiale et continue des hauts fonctionnaires de la santé publique : médecins inspecteurs de santé publique (MISP, concours), pharmaciens inspecteurs, ingénieurs du génie sanitaire, directeurs d'hôpital (D3S, DH), directeurs des soins, attachés d'administration hospitalière, inspecteurs de l'action sanitaire et sociale. ≈ 1 700 étudiants. Recherche en santé publique. Diplôme master et doctorat. Site principal à Rennes (campus de Hauts-Champs) + antenne Paris.	≈ 50 millions d'euros/an SCSP ≈ 350 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<b>Opérationnel</b> Sites Rennes (siège) + Paris (annexe MGEN).		<b>Fort</b> Concours et formation des cadres de la santé publique.

## RÉCAPITULATIF GLOBAL, CATÉGORIE A

Synthèse cumulée des Parts 01 + 02 + 03, fin de la cartographie « À conserver »

**CHIFFRES-CLÉS DE LA CATÉGORIE A**

Nombre d'entités cartographiées : **203**

Effectifs cumulés : **≈ 410 000 ETPT**

Flux financiers cumulés (prestations versées + budgets opérationnels) : **≈ 630 milliards d'euros/an**

dont **≈ 567 milliards d'euros** de prestations sociales (CNAM 240 + CNAV 145 + CNAF 100 + CNSA 33 + CCMSA 25 + CNRACL 24)

dont **≈ 30 milliards d'euros** de prestations chômage et insertion (France Travail, France Compétences)

dont **≈ 33 milliards d'euros** de budgets opérationnels (recherche, enseignement supérieur, infrastructure, culture, justice, régulation)

**Composition de la catégorie A par grande famille**

FAMILLE	NOMBRE	FLUX CUMULÉ
Sécurité sociale (caisses nationales)	<b>8 entités</b>	<b>≈ 567 Milliards d'euros/an</b>
Enseignement supérieur, universités EPSCP	<b>≈ 70 entités</b>	<b>≈ 11 Milliards d'euros/an</b>
Enseignement supérieur, grandes écoles & écoles d'ingénieurs	<b>≈ 25 entités</b>	<b>≈ 1,5 Milliards d'euros/an</b>
Sciences Po Paris + 8 IEP régionaux	<b>9 entités</b>	<b>≈ 0,4 Milliards d'euros/an</b>
EPST / EPIC scientifiques (CNRS, INSERM, INRAE, CEA, IRD, IFREMER, etc.)	<b>≈ 18 entités</b>	<b>≈ 9 Milliards d'euros/an</b>
Recherche médicale et biomédicale (HAS, ANSM, SpF, ABM, etc.)	<b>≈ 8 entités</b>	<b>≈ 1,2 Milliards d'euros/an</b>
Opérateurs culturels et patrimoniaux (Louvre, BnF, CMN, Versailles, théâtres, musées, etc.)	<b>≈ 25 entités</b>	<b>≈ 2,5 Milliards d'euros/an</b>
Régulateurs AAI / API (CNIL, ARCEP, AMF, ACPR, ASN, ARCOM, etc.)	<b>≈ 20 entités</b>	<b>≈ 0,8 Milliards d'euros/an</b>
Régaliens : justice, sécurité, défense (ENM, ENAP, ENSP, INSP, IFP, etc.)	<b>≈ 12 entités</b>	<b>≈ 0,7 Milliards d'euros/an</b>
Infrastructures et réseaux (SNCF Réseau, AFITF, VNF, agences de l'eau, etc.)	<b>≈ 10 entités</b>	<b>≈ 14 Milliards d'euros/an</b>
Écologie, environnement, climat (CITEPA, Météo-France, OFB, ONF, ADEME conservée, etc.)	<b>≈ 10 entités</b>	<b>≈ 2 Milliards d'euros/an</b>
Bureaux d'enquête (BEA Aviation, BEA-Mer, BEA-TT)	<b>3 entités</b>	<b>≈ 30 MILLIONS D'EUROS/an</b>
Médias et communication publique (France TV, Radio France, INA, etc.)	<b>≈ 5 entités</b>	<b>≈ 4 Milliards d'euros/an</b>

**Économies récurrentes attendues sur l'ensemble de la catégorie A**

Application uniforme de la grille d'audit du Module 3 sur les 203 entités catégorie A : rééquilibrage siège/terrain (cible 30/70), encadrement du train de vie de la direction, lutte contre l'absentéisme, mutualisation des

fonctions support entre opérateurs proches, productivité numérique (IA pour les contrôles algorithmiques), montée en puissance de la lutte contre les fraudes sociales et fiscales.

### ÉCONOMIES TOTALES MOBILISABLES, CATÉGORIE A

Part 01 (75 plus grosses entités) : **4 à 7 milliards d'euros/an**

Part 02 (78 entités intermédiaires) : **1,5 à 3 milliards d'euros/an**

Part 03 (50 entités résiduelles + caisses retraite) : **0,5 à 1 milliard €/an**

### TOTAL CATÉGORIE A : 6 à 11 milliards d'euros par an

*Économies récurrentes, sans toucher à un seul euro de prestations sociales servies, ni à l'autonomie des universités, ni aux droits acquis par les retraités, ni à l'indépendance des AAI. L'effort principal porte sur la productivité, la lutte contre la fraude et les frais de gestion, conformément aux recommandations de la Cour des comptes (rapport gouvernance CNAM mai 2024, certification CNAV mai 2025, RALFSS 2025) et de l'IGAS (rapports COG CNAV, contrôle médical CNAM).*

### ► CATÉGORIE B, À FUSIONNER ◀

#### Note méthodologique

**Catégorie B, À fusionner.** Le Module 4 entre désormais dans la cartographie de la catégorie B (entités à fusionner entre elles ou avec une entité catégorie A). La logique retenue pour la catégorie B est celle des **grappes de fusion thématiques** : un ensemble d'entités partageant un même domaine d'intervention public, dont la fusion permettra (1) la mutualisation des fonctions support (RH, achats, juridique, communication), (2) la suppression des doublons opérationnels, (3) un pilotage public unifié et lisible pour le citoyen.

**Périmètre Part 04, 12 grappes de fusion thématiques.** (A) Sanitaire vers SANTÉ FRANCE (EFS, INCa, ANRS-MIE, HCSP, ONIAM) ; (B) Environnement vers OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT (CELRL, 11 parcs nationaux, EP Marais Poitevin, ARB régionales) ; (C) Attractivité internationale vers FRANCE INTERNATIONAL (Atout France, Business France, Expertise France, AFD, Proparco) ; (D) Territoires-logement vers AGENCE NATIONALE TERRITOIRES (ANRU, ANCT, ANAH, ANCOLS, EPF Réseau) ; (E) Formation vers OPÉRATEUR NATIONAL FORMATION (AFPA, Centre Inffo, ESS-Cnam) ; (F) Sport vers OPÉRATEUR NATIONAL SPORT (ANS, INSEP, CREPS Réseau) ; (G) Sécurité numérique régalién (ANSSI, ANTS) ; (H) Culture vers OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION (CNAP, INA, FRAC, CDN, CCN, SMAC, CNM, CICLIC) ; (I) Audiovisuel extérieur vers FRANCE MÉDIAS INTERNATIONAL (FMM, TV5 Monde, Institut français) ; (J) Anciens combattants (ONACVIG, INI) ; (K) Régimes spéciaux retraite vers CNAV à terme (ENIM, CNIEG, CRP-RATP, CPRP-SNCF, CRPCEN, CANSSM, CRPN, CAVIMAC) ; (L) Innovation industrielle (INPI, ANRT, FUI/Bpifrance) ; (M) Justice insertion (ATIGIP, Service Civique) ; (N) Aménagement IDF (EPA Paris-Saclay, Marne-la-Vallée, Grand Paris Aménagement, Sénart, SGP) ; (O) ASN+IRSN vers ASNR (déjà actée par loi 21 mai 2024).

**Sources principales.** Rapport Sénat de la commission d'enquête sur les agences, opérateurs et organismes consultatifs (n° 807, 3 juillet 2025) ; rapport IFRAP juillet 2025 sur les opérateurs ; rapports Cour des comptes spécifiques par entité ; loi du 21 mai 2024 (fusion ASN+IRSN) ; jaune budgétaire « Opérateurs de l'État » annexé au PLF 2025/2026.

**Suite Parts 05-08.** Les Parts 05 à 08 compléteront la catégorie B avec les agences sanitaires départementales (ARS), les opérateurs économiques (CMA, CCI, MEDEF-services), les opérateurs résiduels recherche, et les régulateurs économiques sectoriels.

→ Le tableau panoramique des 71 entités catégorie B (1/5) commence ci-dessous

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>EFS</b> Établissement Français du Sang (EPA)	Établissement Français du Sang. Monopole national légal sur la collecte du sang (2,7 millions de dons/an, 1,4 million de donneurs bénévoles), la qualification biologique des dons (dépistage HIV, hépatites, syphilis, paludisme), la préparation et la distribution des produits sanguins labiles (concentrés de globules rouges, plasma, plaquettes) aux établissements de santé. Réseau de 119 sites de prélèvement. Successeur de l'Agence Française du Sang (1995) après le drame du sang contaminé. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.5] EFS.	≈ 1 milliard €/an (autofinancement par cession aux ES) ≈ 9 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Saint-Denis 93 + 14 directions régionales + ≈ 130 sites de prélèvement.		→ <b>SANTÉ FRANCE (pôle produits du sang)</b> Maintien du monopole opérationnel ; intégration administrative dans le grand opérateur santé pour mutualiser fonctions support, certification, lutte contre les fraudes (rapport CC 2024).
<b>INCa</b> Institut National du Cancer (GIP)	Institut National du Cancer. Coordination nationale des actions de lutte contre le cancer : recherche fondamentale, translationnelle et clinique (financement d'appels à projets), prévention (campagnes Octobre Rose, Mars Bleu), dépistage organisé des cancers (sein, colorectal, col de l'utérus), organisation des soins (labellisation des centres). Pilotage du Plan Cancer (PCC), aujourd'hui Stratégie décennale 2021-2030. Doublon partiel avec Santé publique France (prévention) et HAS (référentiels de soins).	≈ 85 millions d'euros/an (SCSP + ITMO) ≈ 150 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Pilote / Coordinateur</b> Siège Boulogne-Billancourt 92.		→ <b>SANTÉ FRANCE (pôle cancer)</b> Doublons importants avec Santé publique France et la HAS sur la prévention. Fusion permettrait un pilotage cancer cohérent.
<b>ANRS-MIE</b> Agence Nationale de Recherches sur le Sida et les Maladies Infectieuses Émergentes (créée 2021)	Agence Nationale de Recherches sur le Sida et les Maladies Infectieuses Émergentes. Issue en 2021 de la fusion ANRS (lutte VIH/sida fondée en 1988) + REACTing (consortium réactif aux urgences sanitaires post-Covid). Coordination de la recherche française sur le VIH/sida (essais vaccinaux, traitements antirétroviraux), les maladies infectieuses émergentes (Ebola, Zika, Covid, mpox, dengue) et les arboviroses tropicales. Programmes de recherche internationaux (Afrique subsaharienne, Asie du Sud-Est).	≈ 60 millions d'euros/an SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur</b> Siège Paris XIIIe (campus Inserm).		→ <b>INSERM / SANTÉ FRANCE</b> Réintégration possible dans l'INSERM (sa structure d'origine) ou rattachement au pôle recherche de SANTÉ FRANCE.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>H CSP</b> Haut Conseil de la Santé Publique (organisme consultatif)	Haut Conseil de la Santé Publique. Organisme consultatif sous tutelle du ministère de la Santé. Avis et recommandations sur les politiques de santé publique : stratégies vaccinales, dépistage, prévention des risques, détermination des objectifs nationaux de santé publique (loi de santé publique). 6 commissions spécialisées (maladies chroniques, transmissibles, environnement-travail, sécurité des patients, etc.). Nombreux doublons avec les commissions permanentes de la HAS et de Santé publique France.	≈ 2 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 15 ETPT (secrétariat)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Conseil</b> Hébergé Direction générale de la santé Paris VIIe.		→ <b>Direction générale santé (DGS)</b> Doublon avec les commissions permanentes de la HAS et de Santé publique France. Réinternalisation à la DGS.

<b>ONIAM</b> Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux (EPA)	Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux. Indemnisation amiable des victimes d'accidents médicaux non fautifs, d'affections iatrogènes (effets indésirables liés aux soins) et d'infections nosocomiales graves au titre de la solidarité nationale (loi Kouchner du 4 mars 2002). Tient également les registres des produits sanguins, hépatites, hormone de croissance. ≈ 5 000 dossiers traités par an. Compétences proches de la branche AT-MP de la CNAM (accidents du travail).	≈ 200 millions d'euros/an (taxe + SCSP) ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Bagnolet 93.		→ <b>CNAM (mission indemnisation)</b> Réintégration possible à la CNAM qui dispose déjà des compétences AT-MP. Économies de fonctionnement.

<b>CELRL</b> Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (EPA)	Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres. Acquisition publique et préservation pérenne des espaces littoraux remarquables menacés par l'urbanisation. ≈ 200 000 hectares acquis depuis 1975 (1/3 du linéaire littoral français protégé). Financement par la taxe Barnier sur les biens immobiliers du littoral. Gestion confiée aux collectivités territoriales et aux ONG (LPO, etc.). Recommandation explicite Sénat juillet 2025 et IFRAP : fusion avec l'OFB pour cohérence biodiversité.	≈ 50 millions d'euros/an (taxe Barnier + SCSP) ≈ 165 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Acheteur / Patrimonial</b> Siège Rochefort 17 + 9 délégations.		→ <b>OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT (avec OFB)</b> Recommandation explicite Sénat juillet 2025 et IFRAP : fusion via OFB pour cohérence biodiversité littoral.

<b>PN Calanques</b> Parc national des Calanques (EPA, créé 2012)	Parc national des Calanques. Créé en 2012 (loi du 14 avril 2006 sur les nouveaux parcs nationaux). Protection et gestion du patrimoine naturel et culturel des Calanques (Marseille, Cassis, La Ciotat, ≈ 20 km de littoral), premier parc national périurbain et premier parc à inclure une part marine importante (≈ 80 % de son périmètre). Forte affluence touristique (≈ 2 millions de visiteurs/an).	≈ 8 millions d'euros/an SCSP ≈ 65 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Marseille 13.	<b>→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT</b> Mutualisation des fonctions support des 11 parcs nationaux (RH, achats, juridique, communication).	
<b>PN Cévennes</b> Parc national des Cévennes (EPA, créé 1970)	Parc national des Cévennes. Créé en 1970. Protection et gestion du patrimoine naturel et culturel des Cévennes (Lozère, Gard, Ardèche). Particularité : seul parc national habité de France métropolitaine, population permanente dans la zone cœur (≈ 600 habitants), agriculture vivrière, pastoralisme. Inscrit au patrimoine mondial UNESCO en 2011 au titre des « Causses et Cévennes » (paysage culturel agro-pastoral).	<b>≈ 10 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Florac 48.	<b>→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT</b> Mutualisation 11 PN.	
<b>PN Écrins</b> Parc national des Écrins (EPA, créé 1973)	Parc national des Écrins. Créé en 1973. Protection et gestion du patrimoine naturel des Écrins (massif de l'Oisans, Hautes-Alpes / Isère). Hauts sommets (Barre des Écrins 4 102 m, Meije, Pelvoux). ≈ 90 000 hectares en zone cœur, 178 000 hectares en zone d'adhésion. Refuges d'altitude, sentiers de grande randonnée GR54. Faune emblématique : bouquetin des Alpes (réintroduction réussie), aigle royal, gypaète barbu.	<b>≈ 9 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Gap 05.	<b>→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT</b> Mutualisation 11 PN.	
<b>PN Forêts</b> Parc national de Forêts (EPA, créé 2019)	Parc national de Forêts. Créé en 2019, le plus jeune parc national français, premier parc national dédié aux forêts feuillues de plaine. Protection des écosystèmes forestiers entre Champagne et Bourgogne (Haute-Marne, Côte-d'Or). Forêts domaniales et communales. Réintroduction du grand gibier (cerf, sanglier), suivi de la trame brune (insectes saproxyliques liés au bois mort).	<b>≈ 7 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 55 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Arc-en-Barrois 52.	<b>→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT</b> Mutualisation 11 PN.	
<b>PN Guadeloupe</b> Parc national de la Guadeloupe (EPA, créé 1989)	Parc national de la Guadeloupe. Créé en 1989. Protection des écosystèmes terrestres (forêt tropicale humide de la Soufrière, mangroves) et marins de la Guadeloupe. Inscrit au programme MAB-UNESCO (réserve de biosphère) et site Ramsar (zones humides). Volcan actif de la Soufrière (1 467 m). Faune endémique : pic de la Guadeloupe, racoon (raton-laveur).	<b>≈ 9 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 75 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Saint-Claude (Guadeloupe).	→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT	Mutualisation 11 PN.
<b>PN Mercantour</b> Parc national du Mercantour (EPA, créé 1979)	Parc national du Mercantour. Créé en 1979. Protection du massif du Mercantour (Alpes-Maritimes / Alpes-de-Haute-Provence). Coordination transfrontalière avec le parc italien voisin Alpi Maritime (jumelage). Particularité géologique unique : présence de loups (retour naturel depuis 1992 par l'Italie), bouquetins, chamois, gypaètes. Vallée des Merveilles (gravures rupestres du Bronze ancien, ≈ 40 000 pétroglyphes).	≈ 9 millions d'euros/an SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Nice 06.	→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT	Mutualisation 11 PN.
<b>PN Pyrénées</b> Parc national des Pyrénées (EPA, créé 1967)	Parc national des Pyrénées. Créé en 1967. Protection des hauts massifs pyrénéens (Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques), Vignemale, Cirque de Gavarnie. Coordination transfrontalière avec le parc espagnol d'Ordesa y Monte Perdido (réserve de biosphère commune UNESCO). Faune emblématique : isard, ours brun (réintroduction), gypaète barbu, desman des Pyrénées (mammifère endémique).	≈ 9 millions d'euros/an SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Tarbes 65.	→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT	Mutualisation 11 PN.
<b>PN La Réunion</b> Parc national de La Réunion (EPA, créé 2007)	Parc national de La Réunion. Créé en 2007. Protection des hauts de La Réunion (cirques, pitons, remparts, ≈ 40 % de la superficie de l'île). Inscrit au patrimoine mondial UNESCO en 2010 (« Pitons, cirques et remparts de l'île de La Réunion »). Volcan actif du Piton de la Fournaise (≈ 1 éruption/an). Faune et flore endémiques (≈ 850 plantes endémiques).	≈ 9 millions d'euros/an SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège La Plaine-des-Palmistes (974).	→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT	Mutualisation 11 PN.
<b>PN Vanoise</b> Parc national de la Vanoise (EPA, créé 1963, premier parc national de France)	Parc national de la Vanoise. Créé en 1963, tout premier parc national de France. Protection du massif de la Vanoise (Savoie). Coordination transfrontalière avec le parc italien du Grand Paradis (premier jumelage transfrontalier au monde, 1972). Faune emblématique : bouquetin des Alpes (création du parc à l'origine pour sauver l'espèce, succès historique de la conservation française).	≈ 9 millions d'euros/an SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Chambéry 73.	→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT Mutualisation 11 PN.	
<b>PN Port-Cros</b> Parc national de Port-Cros (EPA, créé 1963)	Parc national de Port-Cros. Créé en 1963. Protection des îles d'Hyères (Port-Cros, Porquerolles, Le Levant) et de leur environnement marin, premier parc marin d'Europe. Forêts méditerranéennes (chênes verts, pins d'Alep), herbiers de posidonie, faune marine méditerranéenne préservée. Réserve intégrale en zone marine.	≈ 8 millions d'euros/an SCSP ≈ 65 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>	
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Hyères 83.	→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT Mutualisation 11 PN.	
<b>PN Guyane</b> Parc national amazonien de Guyane (EPA, créé 2007)	Parc national amazonien de Guyane. Créé en 2007. Protection de la forêt amazonienne guyanaise, plus vaste parc national de France et de l'Union européenne (3,4 millions d'hectares, soit 41 % du territoire guyanais). Habitat de communautés amérindiennes Wayampi et Wayana (zones de droit d'usage coutumier). Biodiversité tropicale exceptionnelle (jaguar, harpie féroce, anaconda).	≈ 12 millions d'euros/an SCSP ≈ 90 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>	
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Rémire-Montjoly (Guyane).	→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT Mutualisation 11 PN.	
<b>EP Marais Poitevin</b> Établissement Public du Marais Poitevin (EPA)	Établissement Public du Marais Poitevin. Préservation du marais poitevin (Vendée, Deux-Sèvres, Charente-Maritime), ≈ 100 000 hectares de zones humides, second plus grand marais de France après la Camargue. Mission de gestion hydraulique (canaux, écluses), de restauration de la biodiversité (réintroduction de la loutre), de conservation patrimoniale (« Venise verte »).	≈ 4 millions d'euros/an SCSP ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>	
<b>Opérationnel</b> Siège Niort 79.	→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT Recommandation Sénat / IFRAP : intégration OFB ou parc national régional.	
<b>ARB régionales</b> Agences Régionales de la Biodiversité (≈ 10 régionales)	Agences Régionales de la Biodiversité. ≈ 10 ARB régionales (Île-de-France, Hauts-de-France, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes, etc.) créées par les Régions volontaires en lien avec l'OFB (loi Biodiversité 2016). Animation territoriale, sensibilisation, ingénierie de projets de restauration de la biodiversité, observatoires régionaux. Statuts juridiques variables (GIP, EPCC, services de Région). Doublons clairs avec les directions régionales de l'OFB.	≈ 30 millions d'euros/an cumulé SCSP réparti ≈ 200 ETPT cumulé

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Animation</b> Sièges régionaux (Île-de-France, Hauts-de-France, Occitanie, etc.).		<b>→ OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT (déclinaisons régionales)</b> Intégration aux Directions régionales de l'OFB.

<b>Atout France</b> Agence de Développement Touristique de la France (GIE)	Agence de Développement Touristique de la France. GIE (Groupement d'Intérêt Économique) regroupant l'État (≈ 35 % du financement) et ≈ 1 200 partenaires (collectivités, entreprises du tourisme). Promotion internationale de la destination France (≈ 100 millions de visiteurs étrangers/an), marketing touristique (campagnes Explore France), animation des opérateurs publics et privés. Siège Paris XVe + 32 bureaux à l'étranger. Recommandation IFRAP juillet 2025 : redondance avec Business France sur le réseau international, fusion possible.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (SCSP + cotisations partenaires) ≈ 280 ETPT (siège + 32 bureaux étrangers)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Promotion / Marketing</b> Siège Paris XVe + 32 bureaux à l'étranger.		<b>→ FRANCE INTERNATIONAL (avec Business France)</b> Recommandation IFRAP juillet 2025 : redondance avec Business France sur les bureaux à l'étranger ; fusion logique.

<b>Business France</b> Agence pour le développement international des entreprises et l'attractivité de la France (EPIC)	Agence pour le développement international des entreprises et l'attractivité de la France. EPIC sous tutelle conjointe Économie + Affaires étrangères. Soutien à l'export des entreprises françaises (≈ 14 000 entreprises accompagnées/an, dont PME et ETI), promotion des investissements étrangers en France (≈ 1 800 décisions d'investissement étrangers facilités/an). VIE (Volontariat International en Entreprise, ≈ 11 000 jeunes/an en mission à l'étranger). Siège Paris XVe + ≈ 75 bureaux à l'étranger.	<b>≈ 75 millions d'euros/an</b> (SCSP + ressources propres) ≈ 1 500 ETPT (≈ 700 en France, 800 à l'étranger)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Promotion / Accompagnement</b> Siège Paris XVe + ≈ 75 bureaux à l'étranger.		<b>→ FRANCE INTERNATIONAL (avec Atout France)</b> Mutualisation des bureaux à l'étranger (>100 implantations cumulées avec Atout France actuellement).

<b>Expertise France</b> Agence Française d'Expertise Technique Internationale (EPIC, filiale AFD depuis 2022)	Agence Française d'Expertise Technique Internationale. EPIC, devenue filiale du groupe AFD depuis 2022. Conception et mise en œuvre de projets d'assistance technique internationale pour le compte de bailleurs (UE, France, Banque mondiale) : gouvernance démocratique, sécurité-justice, santé publique, climat-environnement, développement économique. ≈ 500 projets actifs dans 100 pays. Issue en 2014 de la fusion d'ADETEF, ADECRI, FEI, GIP-ESTHER et GIP SPSI.	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b> (financements bailleurs) ≈ 720 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Projets</b> Siège Paris XIIe.		<b>→ AFD (déjà en cours depuis 2022)</b> Intégration en cours dans le groupe AFD ; achever la fusion administrative.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>AFD</b></p> <p>Agence Française de Développement (EPIC)</p>	<p>Agence Française de Développement. EPIC à statut sui generis (groupe AFD intégrant Expertise France et la filiale Proparco). Banque publique de développement, premier acteur français de l'aide publique au développement (APD). Mise en œuvre de la politique française d'APD : prêts concessionnels et non concessionnels (≈ 11 milliards d'euros engagés/an), subventions, garanties à plus de 100 pays partenaires en développement et émergents. Successeur de la Caisse Centrale de Coopération Économique (CCCE) puis de la CFD.</p>	<p>≈ 13 milliards d'euros/an (volume d'engagements)</p> <p>≈ 3 100 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Banque publique de développement</b></p> <p>Siège Paris XIIe + ≈ 90 agences/bureaux dans le monde.</p>		<p>→ <b>Maintien (groupe AFD intégrant Expertise France et Proparco)</b></p> <p>Statut sui generis. Cible : achever l'intégration Expertise France et clarifier la frontière avec le Trésor (cf. rapport CC 2024).</p>
<p><b>Proparco</b></p> <p>Promotion et Participation pour la Coopération économique (filiale AFD, SA)</p>	<p>Promotion et Participation pour la Coopération économique. Société Anonyme, filiale de l'AFD (≈ 78 %) cofinancée par des actionnaires publics et privés (institutions financières, fonds éthiques, entreprises). Financement du secteur privé dans les pays en développement et émergents : prêts long terme, prises de participation au capital, garanties. ≈ 2 milliards d'euros d'engagements/an. Siège Paris XIIe (mêmes locaux que l'AFD).</p>	<p>≈ 2 milliards d'euros/an (volume d'engagements)</p> <p>≈ 350 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Banque publique de développement</b></p> <p>Siège Paris XIIe (mêmes locaux AFD).</p>		<p>→ <b>Maintien comme filiale AFD</b></p> <p>Mutualisation déjà avancée avec l'AFD ; pas de fusion supplémentaire utile.</p>
<p><b>ANRU</b></p> <p>Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (EPIC)</p>	<p>Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine. EPIC. Pilotage et financement des programmes de rénovation urbaine dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : démolition-reconstruction de logements sociaux, requalification des espaces publics, désenclavement, mixité fonctionnelle. Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU 2004-2014) achevé ; Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU 2014-2030) en cours. ≈ 12 milliards d'euros engagés sur 10 ans (NPNRU, financement Action Logement majoritaire).</p>	<p>≈ 12 milliards d'euros engagés <b>(NPNRU sur 10 ans)</b></p> <p>(soit ≈ 1,2 Milliards d'euros/an)</p> <p>≈ 110 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Subventionneur / Contractant</b></p> <p>Siège Paris XIIIe.</p>		<p>→ <b>AGENCE NATIONALE TERRITOIRES (avec ANCT, ANAH)</b></p> <p>Recommandation IFRAP juillet 2025 : suppression et fusion. Doublet avec ANCT et ANAH sur le volet logement-urbanisme.</p>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ANCT</b> Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (EPA, créée 2020)	Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. EPA, créée en 2020 (loi du 22 juillet 2019). Appui aux collectivités territoriales (ingénierie, conseil, accompagnement de projets). Pilotage de programmes nationaux : Action cœur de ville (centres-bourgs), Petites villes de demain, Avenir Montagnes, France Services (≈ 2 700 maisons France Services, accès aux services publics en ruralité), Territoires d'industrie. Recommandation Sénat 3 juillet 2025 : doublon avec d'autres opérateurs (ANRU, ANAH), fusion possible.	≈ 440 millions d'euros/an (SCSP + crédits programmes) ≈ 350 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur / Ingénierie</b> Siège Paris XVIe + délégations régionales.		<b>→ AGENCE NATIONALE TERRITOIRES (avec ANRU, ANAH)</b> Recommandation Sénat 3 juillet 2025 : suppression possible et fusion avec ANRU et ANAH.
<b>ANAH</b> Agence Nationale de l'Habitat (EPA)	Agence Nationale de l'Habitat. EPA. Aides à la rénovation des logements privés : MaPrimeRénov' (rénovation énergétique, ≈ 600 000 dossiers/an), aides à la lutte contre l'habitat indigne, aides à l'adaptation des logements pour personnes âgées et handicapées. Lutte contre la précarité énergétique (Habiter Mieux). Financement par la taxe carbone et SCSP. Mutualisation possible avec ANRU sur le volet travaux + énergie.	≈ 3,5 milliards d'euros/an (taxe carbone + SCSP) ≈ 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur</b> Siège La Défense 92 + 110 délégations départementales (DDT).		<b>→ AGENCE NATIONALE TERRITOIRES</b> Mutualisation possible avec ANRU sur les volets travaux + énergie. Maintien du dispositif MaPrimeRénov.
<b>ANCOLS</b> Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (EPA)	Agence Nationale de Contrôle du Logement Social. EPA. Contrôle des organismes d'HLM (≈ 600 OPH, ESH, SCIC, coopératives HLM) et des SEM (Sociétés d'Économie Mixte) de logement social. Évaluation de leur gestion (qualité de service, situation financière, respect des règles d'attribution), sanctions en cas de manquements graves. Financée par cotisation obligatoire des organismes contrôlés. Doublons partiels avec la Cour des comptes (rapports ponctuels) et l'IGF.	≈ 12 millions d'euros/an (cotisation organismes HLM) ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Contrôle / Régulateur</b> Siège La Défense 92.		<b>→ AGENCE NATIONALE TERRITOIRES (volet contrôle)</b> Intégration dans la nouvelle agence territoriale ou rattachement DGALN.
<b>EPF Réseau</b> Réseau des Établissements Publics Fonciers (10 EPF d'État + 14 EPF locaux)	Réseau des Établissements Publics Fonciers. 10 EPF d'État (Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, PACA, Hauts-de-France, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Bretagne-Pays de la Loire, Grand Est, Normandie) + 14 EPF locaux gérés par les collectivités territoriales. Acquisition foncière pour le compte des collectivités, portage foncier (achat anticipé) en vue de la production de logements et d'équipements publics. Financement par la Taxe Spéciale d'Équipement (TSE).	≈ 600 millions d'euros/an <b>cumulé</b> (taxe spéciale d'équipement) ≈ 600 ETPT cumulé

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Acheteur / Aménageur</b> 10 EPF d'État + 14 EPF locaux (≈ 30 sites).		<b>→ ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER NATIONAL</b> Mutualisation des fonctions support et harmonisation des pratiques entre EPF.
<b>AFPA</b> Agence Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (EPIC, créée 1949)	Agence Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes. EPIC créé en 1949, sous tutelle du ministère du Travail. Premier organisme français de formation qualifiante des adultes en reconversion ou en insertion (titres professionnels du ministère du Travail, du CAP au BTS-équivalent, secteurs ouvriers, techniques, BTP, industrie). Centres de formation propres sur tout le territoire avec hébergement et restauration sur place dans certains centres. Concurrencée par les organismes privés depuis l'ouverture du marché de la formation.	<b>≈ 700 millions d'euros/an</b> (SCSP + ressources propres) ≈ 5 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Montreuil 93 + 213 centres de formation.		<b>→ OPÉRATEUR NATIONAL FORMATION (avec GRETA et CNAM)</b> Recommandation Sénat juillet 2025 : fusion AFPA + GRETA + CNAM sur la formation des adultes. Économies de fonctionnement importantes.
<b>Centre Info</b> Centre pour le développement de l'Information sur la Formation permanente (association loi 1901)	Centre pour le développement de l'Information sur la Formation permanente. Association loi 1901 reconnue d'utilité publique, sous tutelle du ministère du Travail (≈ 90 % de financement public via SCSP). Information et documentation sur la formation professionnelle continue auprès des organismes de formation, OPCO (Opérateurs de Compétences), entreprises, branches professionnelles. Édite la base juridique de référence sur le droit de la formation professionnelle.	<b>≈ 12 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 90 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Information</b> Siège Saint-Denis 93.		<b>→ FRANCE COMPÉTENCES (déjà tutelle de fait)</b> Intégration dans France Compétences pour cohérence du système d'information formation.
<b>ESS-Cnam</b> École Supérieure des Sciences économiques et commerciales (ESEC-CNAM)	École Supérieure des Sciences économiques et commerciales du CNAM. Composante du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) dédiée à la formation continue des cadres supérieurs : masters professionnels en gestion, finance, audit, RH, management ; MBA ; certifications RNCP. Pendant universitaire de l'AFPA pour les cadres techniques. Synergies possibles avec AFPA dans le cadre d'un opérateur national de formation continue unifié.	<b>≈ 60 millions d'euros/an</b> (autofinancement majoritaire) ≈ 400 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Sites Paris IIIe (siège CNAM) + ≈ 150 centres régionaux et étrangers.		<b>→ OPÉRATEUR NATIONAL FORMATION</b> Synergies avec AFPA sur la formation continue des cadres techniques.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>ANS</b></p> <p>Agence Nationale du Sport (GIP, créée 2019)</p>	<p>Agence Nationale du Sport. GIP créée en 2019 sous l'impulsion du mouvement sportif (CNOSF, fédérations) en remplacement du CNDP. Pilotage du sport de haut niveau (financement des fédérations sportives olympiques et non-olympiques, projets liés aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024) et du sport pour tous (équipements territoriaux subventionnés via les conférences régionales du sport). Recommandation IFRAP juillet 2025 : fusion avec INSEP et CREPS pour rationaliser le pilotage.</p>	<p>≈ 430 millions d'euros/an (taxes affectées + SCSP)</p> <p>≈ 70 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Subventionneur</b></p> <p>Siège Paris XIIIe.</p>	<p>→ <b>OPÉRATEUR NATIONAL SPORT (avec INSEP, CREPS)</b></p> <p>Recommandation IFRAP juillet 2025 : fusion ANS + INSEP + 17 CREPS pour rationalisation.</p>	
<p><b>INSEP</b></p> <p>Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance (EPSCP)</p>	<p>Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance. EPSCP. Préparation des sportifs de haut niveau français (entraînement, formation universitaire, recherche en performance sportive, médecine du sport). ≈ 600 sportifs résidents (athlétisme, judo, escrime, natation, tennis de table, gymnastique, etc.). Pilier de la politique de performance olympique française (≈ 50 % des médailles françaises aux JO sont obtenues par des athlètes INSEP). Site Bois de Vincennes (XIIe).</p>	<p>≈ 50 millions d'euros/an</p> <p>SCSP + ressources propres</p> <p>≈ 250 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Site Bois de Vincennes Paris XIIe.</p>	<p>→ <b>OPÉRATEUR NATIONAL SPORT</b></p> <p>Maintien comme pôle excellence haut niveau au sein du grand opérateur sport.</p>	
<p><b>CREPS Réseau</b></p> <p>Réseau des 17 Centres de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive</p>	<p>Réseau des 17 Centres de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive. EPLE régionaux, transférés aux Régions par la loi NOTRe (2015) mais pilotés conjointement par l'État (Direction des Sports) et la Région. Formation des cadres sportifs (BPJEPS, DEJEPS, DESJEPS, BEES). Hébergement et accompagnement des sportifs de haut niveau régionaux (pôles France régionaux, sections sportives scolaires).</p>	<p>≈ 120 millions d'euros/an cumulé</p> <p>(SCSP réparti + ressources propres)</p> <p>≈ 1 200 ETPT cumulé</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>17 sites régionaux (Aix-en-Provence, Bordeaux, Châtenay-Malabry, Dijon, Houlgate, Île-de-France, Montpellier, Nancy, Nantes, Poitiers, Reims, Rennes, Strasbourg, Talence, Toulouse, Vichy, Wattignies).</p>	<p>→ <b>OPÉRATEUR NATIONAL SPORT (déclinaisons régionales)</b></p> <p>Mutualisation du pilotage et des fonctions support.</p>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ANSSI</b> Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (service à compétence nationale, SGDSN)	Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information. Service à compétence nationale sous l'autorité du SGDSN (Premier ministre). Mission souveraine de cyberdéfense de l'État, des opérateurs d'importance vitale (OIV, énergie, transports, santé, finances) et des collectivités territoriales. Référentiels de sécurité (RGS), qualifications de produits de cybersécurité, CERT-FR (réponse aux incidents). Pouvoirs de contrôle et de sanction depuis la LPM 2018 et la directive NIS 2 transposée en 2024.	≈ 150 millions d'euros/an SCSP ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Hôtel des Invalides Paris VIIe.		<b>→ AGENCE NATIONALE NUMÉRIQUE RÉGALIEN (avec ANTS)</b> Mutualisation possible avec ANTS pour la sécurité des titres numériques. Maintien fort du caractère défense pour la cyber.

<b>ANTS</b> Agence Nationale des Titres Sécurisés (EPA)	Agence Nationale des Titres Sécurisés. EPA sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Production et délivrance des titres sécurisés français : carte nationale d'identité électronique (CNle), passeport biométrique, permis de conduire, certificat d'immatriculation (carte grise). Site de production sécurisé à Charleville-Mézières (Imprimerie Nationale) + Limoges (centre d'expertise et ressources titres et identité). Synergies possibles avec ANSSI sur la sécurité des données d'identité.	≈ 250 millions d'euros/an (droits de timbre + SCSP) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Charleville-Mézières 08.		<b>→ AGENCE NATIONALE NUMÉRIQUE RÉGALIEN (avec ANSSI)</b> Synergies sur la sécurité des données d'identité ; certification des titres dématérialisés.

<b>CNAP</b> Centre National des Arts Plastiques (EPA)	Centre National des Arts Plastiques. EPA sous tutelle du ministère de la Culture. Soutien à la création contemporaine : acquisition d'œuvres pour le Fonds National d'Art Contemporain (FNAC, ≈ 105 000 œuvres déposées en France et à l'étranger), commandes publiques d'œuvres d'art, aides aux artistes plasticiens (bourses, allocations recherche), aux galeries (avance remboursable). Doublons avec FRAC sur la commande publique régionale. Mutualisation possible avec CNL et CNM dans un grand opérateur Culture-Création.	≈ 25 millions d'euros/an SCSP ≈ 60 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur / Conservation</b> Siège La Défense 92 + dépôt FNAC à Pantin.		<b>→ OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION</b> Mutualisation avec le CNL et les FRAC sur la commande artistique publique.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>INA</b> Institut National de l'Audiovisuel (EPIC, créé 1975)	Institut National de l'Audiovisuel. EPIC créé en 1975. Conservation et valorisation du patrimoine audiovisuel français au titre du dépôt légal radio (depuis 1992) et télévision (depuis 1995), couvre l'ensemble des chaînes hertziennes, satellite, web, ainsi que certains contenus en ligne. Plus de 25 millions d'heures conservées. Numérisation continue, restauration, diffusion grand public (ina.fr) et professionnelle (chercheurs, médias, producteurs).	≈ 140 millions d'euros/an (SCSP + ressources propres) ≈ 950 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Conservation / Diffusion</b> Siège Bry-sur-Marne 94.		→ <b>OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION</b> Synergies possibles avec la BnF (dépôt légal) et la Cinémathèque française.

<b>FRAC Réseau</b> Réseau des 22 Fonds Régionaux d'Art Contemporain (associations loi 1901, cofinancement État/Région)	Réseau des 22 Fonds Régionaux d'Art Contemporain. Associations loi 1901 ou EPCC, cofinancement État (≈ 50 %) + Région (≈ 50 %). Constitution de collections d'art contemporain en région (≈ 35 000 œuvres au cumul), diffusion par expositions (en région et hors les murs), médiation auprès des publics (publics scolaires, formations enseignants). Mutualisation administrative possible ; maintien des collections régionales spécifiques.	≈ 50 millions d'euros/an cumulé (SCSP + crédits régionaux) ≈ 250 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Conservation / Diffusion</b> 22 sites régionaux (1 par région ou par EPCC bi-régional).		→ <b>OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION (volet régional)</b> Mutualisation administrative ; maintien des collections régionales.

<b>CDN Réseau</b> Réseau des 39 Centres Dramatiques Nationaux et Régionaux	Réseau des 39 Centres Dramatiques Nationaux et Régionaux. EPIC ou associations. Production théâtrale subventionnée en région (≈ 1 200 productions/an), diffusion du répertoire classique et contemporain, soutien aux écritures dramatiques contemporaines. Cofinancement État (≈ 60-70 %) + collectivités. Direction artistique confiée à des metteurs en scène pour 4 ans renouvelables (modèle Vilar-Vitez).	≈ 150 millions d'euros/an cumulé (SCSP + crédits collectivités) ≈ 1 600 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> 39 CDN dans toute la France.		→ <b>OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION (volet spectacle vivant)</b> Mutualisation administrative et pilotage national renforcé.

<b>CCN Réseau</b> Réseau des 19 Centres Chorégraphiques Nationaux	Réseau des 19 Centres Chorégraphiques Nationaux. EPIC ou associations. Production chorégraphique subventionnée (Maguy Marin, Boris Charmatz, Rachid Ouramdane, Anne Teresa de Keersmaeker, etc.), soutien à la création contemporaine en danse. Cofinancement État + collectivités. Direction artistique confiée à des chorégraphes pour 4 ans renouvelables.	≈ 50 millions d'euros/an cumulé (SCSP + crédits collectivités) ≈ 500 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>19 CCN (Aix, Angers, Belfort, Caen, Créteil, Grenoble, La Rochelle, Le Havre, Marseille, Montpellier, Nantes, Orléans, Rennes, Roubaix, Strasbourg, Tours, etc.).</p>	<p>→ <b>OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION (volet danse)</b></p> <p>Mutualisation administrative ; maintien des projets artistiques.</p>	
<p><b>SMAC Réseau</b></p> <p>Réseau des ≈ 90 Scènes de Musiques Actuelles labellisées</p>	<p>Réseau des ≈ 90 Scènes de Musiques Actuelles labellisées. Associations loi 1901 essentiellement. Production et diffusion des musiques actuelles (rock, hip-hop, électro, musiques du monde, jazz, chanson). Lieux de création (résidences, studios de répétition, salles de concert) et de pratique amateur. Cofinancement État + collectivités. Articulation à clarifier avec le CNM sur les missions de soutien à la filière.</p>	<p>≈ 80 millions d'euros/an cumulé (SCSP + crédits collectivités)</p> <p>≈ 900 ETPT cumulé</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>≈ 90 sites labellisés SMAC.</p>	<p>→ <b>OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION (volet musiques actuelles)</b></p> <p>Articulation à clarifier avec le CNV/CNM (Centre national de la musique).</p>	
<p><b>CNM</b></p> <p>Centre National de la Musique (EPIC, créé 2020)</p>	<p>Centre National de la Musique. EPIC créé en 2020 par la loi du 30 octobre 2019. Soutien à la filière musicale française (création, production, diffusion, exportation), premier opérateur unifié pour la musique enregistrée et le spectacle vivant. Issu de la fusion CNV (Centre National de la Variété) + Bureau Export + IRMA + CIR. Financé par taxes affectées sur la billetterie des spectacles.</p>	<p>≈ 50 millions d'euros/an (taxe sur spectacles + SCSP)</p> <p>≈ 80 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Subventionneur</b></p> <p>Siège Paris IXe.</p>	<p>→ <b>OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION</b></p> <p>Maintien des missions filière mais mutualisation administrative avec CNL et CNAP.</p>	
<p><b>CICLIC</b></p> <p>Agence Régionale du Centre-Val de Loire pour le livre, l'image et la culture numérique (EPCC)</p>	<p>Agence Régionale du Centre-Val de Loire pour le livre, l'image et la culture numérique. EPCC (Établissement Public de Coopération Culturelle, ouverture du capital aux collectivités). Soutien à la filière livre, cinéma et culture numérique en région Centre-Val de Loire. Modèle régional intégré (livre + cinéma + numérique) à généraliser. Mutualisation possible avec d'autres EPCC régionaux ou intégration dans un grand opérateur Culture-Création.</p>	<p>≈ 12 millions d'euros/an (SCSP + crédits Région)</p> <p>≈ 50 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Subventionneur</b></p> <p>Siège Issoudun 36.</p>	<p>→ <b>OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION (volet régional)</b></p> <p>Modèle régional à généraliser ; mutualisation possible avec autres EPCC régionaux.</p>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>France Médias Monde</b> France Médias Monde (SA, holding RFI + France 24 + Monte Carlo Doualiya)	Société anonyme à capitaux publics, holding de l'audiovisuel extérieur français. Diffuse trois chaînes : RFI (Radio France Internationale, en français + 19 autres langues), France 24 (chaîne d'information internationale en français + anglais + arabe + espagnol), MCD (Monte Carlo Doualiya, en arabe). Mission d'influence diplomatique, culturelle et linguistique de la France à l'étranger (≈ 250 millions de contacts hebdomadaires). Recommandation rapport Sénat juillet 2025 : grand pôle France Médias International unifié.	≈ 270 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 1 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Issy-les-Moulineaux 92.	<b>→ FRANCE MÉDIAS INTERNATIONAL (avec TV5 Monde, Institut français)</b> Recommandation rapport Sénat juillet 2025 : grand pôle audiovisuel extérieur unique.	
<b>TV5 Monde</b> TV5 Monde (SA, partenariat France-Belgique-Suisse-Québec-Canada)	Société anonyme à capitaux publics-partenaires. Chaîne francophone internationale, partenariat France-Belgique-Suisse-Québec-Canada. Diffusion mondiale (10 chaînes territoriales déclinées par zone géographique) de programmes francophones produits par les chaînes partenaires (France Télévisions, RTBF, RTS, Radio-Canada, Télé-Québec). ≈ 400 millions de foyers couverts dans plus de 200 pays.	≈ 80 millions d'euros/an (SCSP + partenaires) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XVIe.	<b>→ FRANCE MÉDIAS INTERNATIONAL (volet francophonie)</b> Maintien partenariat international ; mutualisation administrative avec FMM.	
<b>Institut français</b> Institut Français (EPIC, créé 2010)	Institut Français. EPIC créé en 2010 sous tutelle du ministère des Affaires étrangères. Opérateur public de l'action culturelle extérieure de la France : promotion de la culture française à l'étranger (cinéma, livre, débat d'idées, langue française, arts plastiques, spectacle vivant), pilotage du réseau culturel français mondial (≈ 100 Instituts français + Alliances françaises associées). Synergies avec FMM sur la diplomatie d'influence.	≈ 30 millions d'euros/an SCSP ≈ 200 ETPT (siège)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Promotion / Réseau</b> Siège Paris XVIe + coordination des Instituts français à l'étranger (≈ 100 + Alliances françaises).	<b>→ FRANCE MÉDIAS INTERNATIONAL (volet culture)</b> Synergies avec FMM sur la diplomatie d'influence ; harmonisation budgétaire.	
<b>ONACVG</b> Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (EPA)	Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre. EPA sous tutelle du ministère des Armées. Reconnaissance et solidarité envers les anciens combattants (≈ 1 million de cartes du combattant), victimes de guerre, pupilles de la nation (orphelins de guerre). Action sociale (aides individuelles), action mémorielle (commémorations, entretien des nécropoles). Vieillesse démographique de la population concernée (extinction progressive des combattants des guerres mondiales et d'Algérie).	≈ 600 millions d'euros/an (SCSP + retraite combattant) ≈ 300 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel / Subventionneur</b> Siège Caen 14 + 102 services départementaux.	<b>→ AGENCE NATIONALE COMBATTANTS (avec INI, mémoire)</b>  Vieillesse de la population concernée → mutualisation possible avec services Défense.	

<b>INI</b>  Institution Nationale des Invalides (établissement public hospitalier)	Institution Nationale des Invalides. Établissement public hospitalier sous tutelle du ministère des Armées. Soins et hébergement des grands invalides de guerre et anciens combattants, hôpital militaire historique fondé par Louis XIV en 1670 (Hôtel des Invalides, VII <sup>e</sup> arrondissement). Mission de mémoire (tombeau de Napoléon, musée de l'Armée). Mutualisation administrative possible avec ONACVG.	<b>≈ 50 millions d'euros/an</b>  SCSP ≈ 250 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel</b>  Hôtel National des Invalides Paris VIIe.	<b>→ AGENCE NATIONALE COMBATTANTS</b>  Mutualisation administrative possible.	

<b>ENIM</b>  Établissement National des Invalides de la Marine (EPA)	Établissement National des Invalides de la Marine. EPA sous tutelle du ministère de la Mer. Régime spécial de retraite et de protection sociale des marins du commerce, de la pêche, de la plaisance professionnelle. Plus ancien régime de retraite français, créé par Colbert en 1673 pour la Marine royale. Régime fermé aux nouveaux entrants par la réforme des retraites de 2023 (extinction démographique progressive sur ≈ 40 ans).	<b>≈ 1,3 milliard €/an</b>  de pensions versées ≈ 300 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel</b>  Siège Périgny 17 (La Rochelle).	<b>→ CNAV (à terme, intégration nouveaux entrants)</b>  Régime spécial fermé aux nouveaux entrants par la réforme 2023 (extinction démographique progressive).	

<b>CNIEG</b>  Caisse Nationale des Industries Électriques et Gazières (organisme de droit privé)	Caisse Nationale des Industries Électriques et Gazières. Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public (régime spécial), géré paritairement par les partenaires sociaux. Régime spécial de retraite des personnels d'EDF, ENGIE, RTE, GRDF, et autres entreprises sous statut IEG. Régime fermé aux nouveaux entrants depuis la réforme des retraites de 2023. Extinction sur ≈ 40 ans.	<b>≈ 5,2 milliards d'euros/an</b>  de pensions versées ≈ 470 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel</b>  Siège Lyon 7e.	<b>→ CNAV (à terme)</b>  Régime spécial fermé aux nouveaux entrants depuis la réforme 2023. Extinction sur ≈ 40 ans.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CRP-RATP</b> Caisse de Retraites du Personnel de la RATP (EPA)	Caisse de Retraites du Personnel de la RATP. EPA. Régime spécial de retraite des agents de la RATP (≈ 65 000 actifs). Régime fermé aux nouveaux entrants depuis le 1er septembre 2023 (réforme des retraites). Convergence progressive vers le régime général (CNAV) pour les nouveaux entrants ; maintien des droits acquis pour les agents en place.	≈ 1,2 milliard €/an de pensions versées ≈ 50 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris IXe.		→ <b>CNAV (à terme)</b> Régime fermé aux nouveaux entrants depuis le 1er septembre 2023 (réforme retraites).

<b>CPRP-SNCF</b> Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel de la SNCF (EPA)	Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel de la SNCF. EPA. Régime spécial de retraite et de prévoyance des cheminots (≈ 130 000 cotisants actifs, ≈ 250 000 pensionnés). Régime fermé aux nouveaux entrants depuis le 1er janvier 2020 (loi du nouveau pacte ferroviaire de 2018). Pilotage progressif vers la CNAV.	≈ 5,5 milliards d'euros/an de pensions versées ≈ 920 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Marseille 13.		→ <b>CNAV (à terme)</b> Régime fermé aux nouveaux entrants depuis le 1er janvier 2020 (loi nouveau pacte ferroviaire 2018).

<b>CRPCEN</b> Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires	Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires. Régime spécial de retraite et de prévoyance des clercs et employés des études notariales (≈ 70 000 cotisants actifs). Réforme de convergence en cours. Intégration possible à la CNAV à 10-15 ans.	≈ 800 millions d'euros/an de pensions versées ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris VIIIe.		→ <b>CNAV (à terme)</b> Réforme convergence en cours ; intégration possible CNAV à 10-15 ans.

<b>CANSSM</b> Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines	Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines. EPA. Régime spécial de retraite et de protection sociale des anciens mineurs (charbon, fer, sel, etc.). Régime fermé aux nouveaux entrants depuis 2010 (extinction démographique en cours, derniers cotisants actifs en bout de carrière). Intégration progressive en cours à la CNAV (retraite) et à la CNAM (santé).	≈ 1,4 milliard €/an de pensions versées ≈ 1 500 ETPT (réseau santé inclus)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XIIIe + filière santé minière.		→ <b>CNAV + CNAM (à terme)</b> Régime fermé depuis 2010. Extinction démographique en cours ; intégration CNAV/CNAM à finaliser.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CRPN</b> Caisse de Retraite du Personnel Navigant aérien (régime complémentaire)	Caisse de Retraite du Personnel Navigant aérien. Régime de retraite complémentaire obligatoire des personnels navigants de l'aviation civile française : pilotes, hôtesses de l'air et stewards, mécaniciens de bord. ≈ 60 000 cotisants actifs. Convergence possible à terme avec le régime complémentaire de droit commun (AGIRC-ARRCO).	≈ 800 millions d'euros/an de pensions versées ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XVe.		→ <b>AGIRC-ARRCO (à terme)</b> Convergence possible avec le régime complémentaire de droit commun.

<b>CAVIMAC</b> Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes	Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes. Régime spécial de protection sociale des ministres des cultes reconnus (catholique romain et orthodoxe, protestant, juif, musulman), ≈ 35 000 affiliés. Petit régime résiduel ; intégration logique au régime général (CNAV pour la vieillesse + CNAV pour la maladie) sans véritable enjeu d'identité professionnelle.	≈ 80 millions d'euros/an de prestations versées ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XIVe.		→ <b>CNAV + CNAV (à terme)</b> Petit régime résiduel (≈ 35 000 affiliés) ; intégration logique au régime général.

<b>INPI</b> Institut National de la Propriété Industrielle (EPA)	Institut National de la Propriété Industrielle. EPA sous tutelle du ministère de l'Économie. Délivrance des titres de propriété industrielle français : brevets d'invention (≈ 16 000 demandes/an), marques (≈ 90 000 demandes/an), dessins et modèles. Représente la France à l'OEB (Office européen des brevets) et à l'OMPI. Tient le Registre du Commerce et des Sociétés (RCS, ≈ 4 millions d'entreprises). Statut sui generis ; pas de fusion utile (opérateur monopolistique régalien).	≈ 280 millions d'euros/an (redevances + SCSP) ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Régulateur</b> Siège Courbevoie 92.		→ <b>Maintien autonomie INPI (statut sui generis)</b> Pas de fusion utile, INPI est un opérateur monopolistique régalien. Maintenir mais appliquer grille Module 3.

<b>ANRT</b> Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (association loi 1901, mission de service public)	Association Nationale de la Recherche et de la Technologie. Association loi 1901 reconnue d'utilité publique, mission de service public sous convention État. Animation des dispositifs CIFRE (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche, ≈ 1 500 thèses CIFRE/an cofinancées État + entreprise), lien recherche académique / entreprise. Doublon partiel avec l'ANR sur le financement de la recherche partenariale.	≈ 50 millions d'euros/an (SCSP + cotisations) ≈ 50 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Subventionneur / Animation</b> Siège Paris XVIe.		<b>→ ANR (Agence Nationale de la Recherche)</b> Doublon avec l'ANR sur le financement de la recherche partenariale. Réintégration ANR.
<b>FUI / BPI Innovation</b> Fonds Unique Interministériel, opérateur Bpifrance Innovation	Fonds Unique Interministériel, opéré par Bpifrance Innovation depuis 2014. Financement de projets collaboratifs de R&D dans les pôles de compétitivité (≈ 70 pôles labellisés en France). Crédits issus du budget de l'État (programme 192) et géré par Bpifrance. Doublons partiels avec d'autres dispositifs Bpifrance (PIA, France 2030). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.20] Bpifrance.	<b>≈ 100 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 30 ETPT (cellule Bpifrance)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur</b> Hébergé Bpifrance Maisons-Alfort 94.		<b>→ BPIFRANCE Innovation</b> Déjà opéré par Bpifrance, clarification de gouvernance avec le SGPI (PIA).
<b>ATIGIP</b> Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle (EPA, créée 2018)	Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle. EPA créé en 2018 sous tutelle du ministère de la Justice. Développement du Travail d'Intérêt Général (TIG, peine alternative à l'incarcération) et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice (détenus, sortants de prison, suivis SPIP). Petite agence créée par effet d'annonce, réinternalisation possible à la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).	<b>≈ 50 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XIIIe.		<b>→ Direction Administration Pénitentiaire (DAP)</b> Réinternalisation possible à la DAP, petite agence créée par effet d'annonce, doublon avec DAP.
<b>Service Civique</b> Agence du Service Civique (GIP, créée 2010)	Agence du Service Civique. GIP créée en 2010 sous tutelle conjointe du ministère de l'Éducation nationale et du ministère chargé de la Jeunesse. Pilotage du Service Civique : engagement volontaire de 6 à 12 mois pour les 16-25 ans (≈ 150 000 jeunes engagés/an, indemnité ≈ 600 €/mois) dans des structures d'utilité publique (associations, collectivités, services de l'État). Articulation à clarifier avec le SNU (Service National Universel).	<b>≈ 600 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur</b> Siège Paris XVIe.		<b>→ Ministère Éducation nationale / Sport-Jeunesse</b> Articulation à clarifier avec SNU (Service national universel) ; possible fusion.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>EPA Paris-Saclay</b> Établissement Public d'Aménagement de Paris-Saclay (EPIC)	Établissement Public d'Aménagement de Paris-Saclay. EPIC sous tutelle du ministère du Logement. Aménagement du cluster scientifique et technologique de Paris-Saclay (Plateau de Saclay, Versailles-Saint-Quentin) : opérations urbaines (logements étudiants, équipements de recherche), accueil des établissements (CentraleSupélec, AgroParisTech, ENS Paris-Saclay, Institut Mines-Télécom déménagés sur le plateau), liaison ligne 18 du Grand Paris Express. ► Voir aussi la fiche Niveau 2 [F.14] Université Paris-Saclay (dossier principal) pour le contexte associé.	≈ 200 millions d'euros/an (SCSP + cessions) ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Aménageur</b> Siège Saclay 91.	→ <b>AGENCE NATIONALE GRAND PARIS (avec autres EPA IDF)</b> Mutualisation des EPA Île-de-France pour cohérence territoriale.	
<b>EPA Marne-la-Vallée</b> Établissement Public d'Aménagement Marne-la-Vallée (EPIC, EPAMARNE/EPAFRANCE)	Établissement Public d'Aménagement Marne-la-Vallée. EPIC (EPAMARNE/EPAFRANCE). Aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (5 secteurs, dont le secteur 4 incluant Disneyland Paris). Construction de logements, zones d'activités, équipements publics. Coordination avec le RER A et le futur métro Grand Paris Express.	≈ 80 millions d'euros/an (SCSP + cessions) ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Aménageur</b> Siège Noisiel 77.	→ <b>AGENCE NATIONALE GRAND PARIS</b> Mutualisation EPA IDF.	
<b>Grand Paris Aménagement</b> Grand Paris Aménagement (EPIC, fusion EPA Plaine de France + autres en 2015)	Grand Paris Aménagement. EPIC issu de la fusion 2015 entre l'EPA Plaine de France, l'EPA Orly Rungis-Seine Amont (ORSA), l'EPA Mantois Seine Aval. Aménagement urbain en Île-de-France hors zones autres EPA (Plaine Saint-Denis, Orly-Rungis, Vallée de la Seine entre Mantes et Paris).	≈ 250 millions d'euros/an (SCSP + cessions) ≈ 220 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Aménageur</b> Siège Paris XIIIe.	→ <b>AGENCE NATIONALE GRAND PARIS</b> Mutualisation EPA IDF.	
<b>EPA Sénart</b> Établissement Public d'Aménagement de Sénart (EPIC)	Établissement Public d'Aménagement de Sénart. EPIC. Aménagement de la ville nouvelle de Sénart (Seine-et-Marne, Essonne), l'une des 5 villes nouvelles de la région parisienne lancées dans les années 1960-1970. Construction de logements et zones d'activités, accueil de plates-formes logistiques (proximité aéroports d'Orly et Roissy).	≈ 30 millions d'euros/an (SCSP + cessions) ≈ 60 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Aménageur</b> Siège Lieusaint 77.	→ <b>AGENCE NATIONALE GRAND PARIS</b> Mutualisation EPA IDF.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>SGP</b></p> <p>Société du Grand Paris (EPIC, créée 2010)</p>	<p>Société du Grand Paris. EPIC créé en 2010 par la loi du 3 juin 2010. Construction du Grand Paris Express : 200 km de métro automatique en rocade autour de Paris, 68 nouvelles gares, 4 nouvelles lignes (15, 16, 17, 18). Le plus grand projet d'infrastructure de transport d'Europe. Mission limitée dans le temps (achèvement progressif 2024-2030). Financement par taxes affectées (TSE, IFER) et emprunts.</p>	<p>≈ 4 milliards d'euros/an (taxes affectées + emprunts)</p> <p>≈ 1 100 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Maître d'ouvrage</b></p> <p>Siège Saint-Denis 93.</p>	<p>→ <b>AGENCE NATIONALE GRAND PARIS (à mission terminée)</b></p> <p>Mission limitée dans le temps (achèvement Grand Paris Express ≈ 2030-2031). Dissolution prévue ensuite.</p>	
<p><b>ASN</b></p> <p>Autorité de Sûreté Nucléaire (AAI)</p>	<p>Autorité de Sûreté Nucléaire. AAI sous tutelle du Parlement (rapport annuel public devant les commissions parlementaires). Régulation de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France : centrales nucléaires d'EDF (56 réacteurs en service), installations de recherche (CEA), installations militaires, équipements médicaux (radiothérapie, imagerie). Pouvoir de police nucléaire, peut imposer l'arrêt d'un réacteur. Fusion avec l'IRSN votée par la loi du 21 mai 2024, applicable au 1er janvier 2025 (création de l'ASNR).</p>	<p>≈ 90 millions d'euros/an</p> <p>SCSP</p> <p>≈ 530 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Régulateur</b></p> <p>Siège Montrouge 92 + 11 divisions territoriales.</p>	<p>→ <b>ASNR, Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection (fusion avec IRSN, déjà actée pour 2025)</b></p> <p>Fusion ASN + IRSN votée par la loi du 21 mai 2024 ; mise en œuvre 1er janvier 2025.</p>	
<p><b>IRSN</b></p> <p>Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (EPIC)</p>	<p>Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire. EPIC. Expertise scientifique et technique en sûreté nucléaire (centrales, recherche, défense, médecine) et en radioprotection des populations et des travailleurs. Réalise les évaluations techniques sur lesquelles l'ASN s'appuie pour ses décisions. Surveillance environnementale (mesures de radioactivité). Fusion ASN + IRSN votée par la loi du 21 mai 2024 (sujet sensible débattu au Parlement), création de l'ASNR au 1er janvier 2025.</p>	<p>≈ 280 millions d'euros/an</p> <p>SCSP</p> <p>≈ 1 750 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Études / Expertise</b></p> <p>Siège Fontenay-aux-Roses 92.</p>	<p>→ <b>ASNR (avec ASN, déjà actée)</b></p> <p>Fusion votée loi 21 mai 2024, applicable au 1er janvier 2025, sujet sensible (rapport AN négatif initial).</p>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>ART</b></p> <p>Autorité de Régulation des Transports (AAI, ex-ARAFER + AAI maritime)</p>	<p>Autorité de Régulation des Transports. AAI ex-ARAFER (Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires et Routières) élargie au transport maritime. Régulation des transports ferroviaires (accès au réseau SNCF Réseau, tarification péages, certification entreprises ferroviaires concurrentes), autoroutiers (péages des sociétés concessionnaires), de la RATP (tarification d'accès) et de certaines activités maritimes. Fusion possible avec l'ARCEP pour cohérence du régulateur réseaux.</p>	<p>≈ 30 millions d'euros/an (taxe affectée)</p> <p>≈ 110 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Régulateur</b></p> <p>Siège Le Mans 72.</p>		<p>→ <b>ARCEP / Régulateur unifié réseaux</b></p> <p>Fusion possible avec l'ARCEP (régulation des réseaux) pour cohérence.</p>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>Réseau des 18 ARS</b></p> <p>Agences Régionales de Santé (13 métropolitaines + 5 ultramarines, créées 2010)</p>	<p>Pilotage régional du système de santé en France métropolitaine et outre-mer. ≈ 9 000 ETPT cumulés. Régulation de l'offre de soins (autorisations d'activité hospitalière, schémas régionaux SROS), gestion du risque (politique du médicament, dépenses ambulatoires), prévention en santé publique territoriale (vaccinations, dépistages), organisation de la veille sanitaire et des crises (Covid). 18 ARS : 13 métropolitaines (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Grand Est, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, PACA) + 5 ultramarines (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion).</p>	<p>≈ 5 milliards d'euros/an cumulé (SCSP + crédits assurance maladie)</p> <p>≈ 9 000 ETPT cumulé</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Pilote / Régulateur régional</b></p> <p>ARS Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Grand Est, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, PACA + ARS Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion.</p>	<p><b>→ AGENCE NATIONALE SANTÉ TERRITORIALE</b></p> <p>Mutualisation des fonctions support entre les 18 ARS (gain ≈ 200-300 MILLIONS D'EUROS/an). Fusion alternative possible : réinternalisation dans les préfectures de région (cf. Module 4 cat C).</p>	
<p><b>Réseau CCI</b></p> <p>CCI France + 11 CCI Régionales + 130 CCI Territoriales (établissements publics consulaires)</p>	<p>Représentation des intérêts des entreprises commerciales, industrielles et de services (≈ 2,9 millions d'entreprises ressortissantes). CCI France (tête de réseau, Paris) + 11 CCI Régionales + 130 CCI Territoriales. Établissements publics consulaires, présidés par des chefs d'entreprise élus. Missions : représentation, formation initiale et continue (apprentissage, écoles de commerce ESSEC/HEC indirectement), gestion d'aéroports et de ports régionaux, infrastructures économiques. Financés par la Taxe pour Frais de Chambres (TFC, payée par les entreprises) + ressources propres (formation, gestion d'équipements).</p>	<p>≈ 1 milliard €/an cumulé (taxe pour frais de chambres + ressources propres)</p> <p>≈ 14 000 ETPT cumulé</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Représentation / Opérationnel</b></p> <p>CCI France (siège Paris XVe) + 11 CCIR + 130 CCIT.</p>	<p><b>→ REGROUPEMENT CCI-CMA / RÉINTERNALISATION</b></p> <p>Recommandation Sénat 3 juillet 2025 : rapprochement avec les CMA et réduction du nombre de chambres territoriales.</p>	
<p><b>Réseau CMA</b></p> <p>CMA France + 18 CMA de Région (Chambres de Métiers et de l'Artisanat, fusionnées en 2021)</p>	<p>Représentation des entreprises artisanales (≈ 1,3 million d'entreprises artisanales, 13 % de l'emploi français). CMA France + 18 CMA de Région (fusion 2021, passage de 100+ CMA territoriales à 18 régionales, simplification très avancée). Missions : représentation des artisans, formation des apprentis (≈ 100 000 apprentis dans le réseau CMA), accompagnement à la création/reprise/transmission, registre national des métiers. Financement TFC + ressources propres.</p>	<p>≈ 600 millions d'euros/an cumulé (taxe pour frais de chambres + ressources propres)</p> <p>≈ 9 000 ETPT cumulé</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Représentation / Opérationnel</b></p> <p>CMA France (siège Paris XVIIIe) + 18 CMA de Région (régionalisation 2021).</p>	<p><b>→ REGROUPEMENT CCI-CMA</b></p> <p>Mutualisation possible avec le réseau CCI sur les fonctions support et la formation.</p>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Réseau Chambres d'agriculture</b>  Chambres d'agriculture France (APCA) + 13 régionales + 89 départementales (établissements publics consulaires)	Représentation des intérêts agricoles (≈ 380 000 exploitations en France). APCA (Chambres d'agriculture France) + 13 régionales + 89 départementales. Établissements publics consulaires, présidés par des agriculteurs élus. Missions : conseil aux exploitants (technique, économique, juridique, fiscal), formation continue, développement rural (DDR), accompagnement transition agroécologique. Financement par TATFNB (Taxe Additionnelle sur le Foncier Non Bâti) + ressources propres (prestations de conseil).	<b>≈ 700 millions d'euros/an cumulé</b>  (TFNB additionnelle + ressources propres)  ≈ 6 500 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Représentation / Conseil</b>  APCA (siège Paris XIIIe) + 13 chambres régionales + 89 départementales.		<b>→ REGROUPEMENT CHAMBRES CONSULAIRES</b>  Mutualisation possible avec CCI/CMA sur les fonctions support.

<b>CNED</b>  Centre National d'Enseignement à Distance (EPA, créé 1939)	Centre National d'Enseignement à Distance. EPA créé en 1939 sous le nom de CNTE (Centre National de Téléenseignement). Enseignement à distance pour : (1) scolaires (FOAD, Formation Ouverte et à Distance, ≈ 90 000 inscrits enfants empêchés, expatriés, sportifs de haut niveau, itinérants, instruction en famille) ; (2) étudiants (préparation aux concours administratifs, BTS, licences universitaires) ; (3) adultes en formation continue. ≈ 200 000 inscrits/an. Siège Chasseneuil-du-Poitou (Vienne) + 8 directions régionales.	<b>≈ 150 millions d'euros/an</b>  (autofinancement majoritaire)  ≈ 1 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b>  Siège Futuroscope-Chasseneuil 86 + 8 sites territoriaux.		<b>→ OPÉRATEUR ÉDUCATION NUMÉRIQUE (avec Canopé, ONISEP)</b>  Fusion logique avec Réseau Canopé pour cohérence du numérique éducatif. Économies de fonctionnement ≈ 40 MILLIONS D'EUROS/an.

<b>ONISEP</b>  Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (EPA)	Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions. EPA sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Information et orientation scolaire et professionnelle : production de ressources documentaires (guides Onisep par filière, fiches métiers), plateformes numériques (onisep.fr, monorientation.gouv.fr), accompagnement Parcoursup. Diffusion auprès des établissements scolaires (collèges, lycées) et des familles. 30 délégations régionales.	<b>≈ 60 millions d'euros/an</b>  SCSP  ≈ 460 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Information</b>  Siège Marne-la-Vallée 77 + 30 délégations régionales.		<b>→ OPÉRATEUR ÉDUCATION NUMÉRIQUE</b>  Fusion avec CNED + Canopé pour rationalisation du numérique éducatif.

<b>Réseau Canopé</b>  Réseau Canopé (EPA, ex-CNDP/SCEREN, fusionné 2014)	Réseau de création et d'accompagnement pédagogiques. EPA sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Issue en 2014 de la fusion CNDP (Centre National de Documentation Pédagogique) + 30 CRDP régionaux + SCEREN. Production de ressources pédagogiques pour les enseignants (revues TDC, manuels, jeux pédagogiques, formations en ligne), formation continue des enseignants. Pilote des dispositifs nationaux (Éduthèque, Eduscol, Pix). Siège à Chasseneuil-du-Poitou (Vienne) + 30 ateliers Canopé en région.	<b>≈ 140 millions d'euros/an</b>  SCSP  ≈ 1 100 ETPT
--	--	--

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel / Édition</b> Siège Chasseneuil-du-Poitou 86 + 30 directions territoriales (ateliers Canopé).		<b>→ OPÉRATEUR ÉDUCATION NUMÉRIQUE</b> Fusion logique avec CNED et ONISEP. Économies ≈ 50 MILLIONS D'EUROS/an.
<b>IH2EF</b> Institut des Hautes Études de l'Éducation et de la Formation (service à compétence nationale rattaché MEN)	Institut des Hautes Études de l'Éducation et de la Formation. Service à compétence nationale rattaché au ministère de l'Éducation nationale. Formation initiale et continue des cadres de l'Éducation nationale : proviseurs et principaux (chefs d'établissement après réussite au concours), inspecteurs (IEN, Inspecteurs de l'Éducation Nationale, IA-IPR, Inspecteurs d'Académie / Pédagogiques Régionaux), DASEN (Directeurs Académiques). Site historique de Chasseneuil-du-Poitou (Vienne, dans le même campus que Canopé et CNED).	≈ 25 millions d'euros/an SCSP ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site Poitiers (Futuroscope).		<b>→ INSP / Direction de l'encadrement MEN</b> Réinternalisation possible dans la Direction de l'encadrement du MEN ou rapprochement INSP.
<b>ANDRA</b> Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (EPIC, créée 1991)	Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs. EPIC créé en 1991. Gestion à long terme des déchets radioactifs français : centres de stockage de surface pour déchets de faible et moyenne activité (Centre de l'Aube CSA et Centre de la Manche CSM), projet Cigéo de stockage géologique profond pour les déchets de haute activité et moyenne activité à vie longue (Bure, Meuse, autorisation de création accordée le 26 février 2025, mise en service prévue ≈ 2035). Activités d'inventaire national des déchets radioactifs.	≈ 290 millions d'euros/an (taxe sur déchets nucléaires + SCSP) ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Châtenay-Malabry 92 + centres opérationnels Aube + Manche + Bure.		<b>→ ASNR (en cohérence avec fusion ASN+IRSN)</b> Articulation à clarifier avec l'ASNR. Maintien de la mission opérationnelle stockage.
<b>CSTB</b> Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (EPIC)	Centre Scientifique et Technique du Bâtiment. EPIC sous tutelle du ministère du Logement. Recherche et expertise dans le bâtiment et la ville durable : essais et certifications de produits de construction (label NF Bâtiment, HQE, BBC), réglementations thermiques (RT2012, RE2020), évaluation des nouveaux matériaux. Mission de centre technique industriel (CTI). Siège Champs-sur-Marne (77, à côté de l'École des Ponts) + 4 sites (Sophia Antipolis, Nantes, Grenoble, Paris).	≈ 110 millions d'euros/an (SCSP + ressources propres) ≈ 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Certification</b> Siège Champs-sur-Marne 77 + 4 sites.		<b>→ OPÉRATEUR INDUSTRIE BÂTIMENT (avec LNE, INERIS)</b> Possible regroupement avec autres opérateurs d'expertise technique.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>LNE</b> Laboratoire National de Métrologie et d'Essais (EPIC)	Laboratoire National de Métrologie et d'Essais. EPIC sous tutelle du ministère de l'Économie. Métrologie scientifique et industrielle de référence en France : conservation des étalons nationaux (kilogramme, mètre, seconde, kelvin, ampère, mole, candela), essais de produits industriels, certifications réglementaires. Représente la France au BIPM (Bureau International des Poids et Mesures, à Sèvres). Sièges Paris XVe + sites Trappes (78) et Nantes.	<b>≈ 75 millions d'euros/an</b> (SCSP + ressources propres) ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Certification</b> Siège Paris XVe + sites Trappes 78 + Nantes 44.		<b>→ OPÉRATEUR INDUSTRIE (avec CSTB, INERIS)</b> Mutualisation possible avec CSTB et INERIS sur l'expertise industrielle.
<b>INERIS</b> Institut National de l'Environnement industriel et des RISques (EPIC)	Institut National de l'Environnement industriel et des RISques. EPIC sous tutelle du ministère de la Transition écologique. Évaluation et prévention des risques accidentels et chroniques liés aux activités industrielles : sites SEVESO, ICPE (Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement), substances chimiques (REACH), explosifs, matières dangereuses, sites pollués. Études et expertises pour les pouvoirs publics et les industriels. Siège Verneuil-en-Halatte (Oise).	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> (SCSP + ressources propres) ≈ 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Expertise</b> Siège Verneuil-en-Halatte 60.		<b>→ OPÉRATEUR INDUSTRIE (avec CSTB, LNE)</b> Synergies sur la sécurité industrielle et l'expertise des risques.
<b>HAROPA Port</b> HAROPA Port (EPA, fusion Le Havre + Rouen + Paris au 1er juin 2021)	Premier complexe portuaire français (axe Seine). EPA issu de la fusion au 1er juin 2021 des trois Grands Ports Maritimes du Havre, de Rouen et de Paris (Ports de Paris), modèle de fusion réussi pour les ports. Trafic conteneurs (Le Havre, ≈ 3 millions EVP/an), vracs solides et liquides, croisières maritimes (Le Havre), port fluvial (Paris). Couvre l'ensemble de l'axe Seine de l'estuaire à Gennevilliers.	<b>≈ 600 millions d'euros/an</b> (autofinancement majoritaire) ≈ 1 800 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Sièges Le Havre 76 + Rouen 76 + Paris (Gennevilliers 92).		<b>→ AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE (avec autres GPM)</b> Modèle de fusion réussi (axe Seine 2021). Extension possible aux autres GPM pour mutualisation des fonctions support.
<b>GPM Marseille</b> Grand Port Maritime de Marseille, Marseille-Fos (EPA)	Grand Port Maritime de Marseille (Marseille-Fos). EPA. Premier port français en tonnage (≈ 75 millions de tonnes/an). Trafic vracs liquides (pétrole brut et raffiné, premier centre raffinerie français de Lavéra), conteneurs (terminal Fos 2XL), croisières (≈ 2 millions de passagers/an), ferries Méditerranée (Corse, Algérie, Tunisie). 2 grandes zones : Marseille (port historique, ferries, croisières) + Fos-sur-Mer (industrie lourde, conteneurs).	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b> (autofinancement majoritaire) ≈ 1 200 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Sièges Marseille 13 (bassins Est) + Fos-sur-Mer 13 (bassins Ouest).		→ <b>AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b> Mutualisation des fonctions support entre GPM ; maintien des spécificités opérationnelles régionales.
<b>GPM Bordeaux</b> Grand Port Maritime de Bordeaux (EPA)	Grand Port Maritime de Bordeaux. EPA. Port de Bordeaux et estuaire de la Gironde (≈ 100 km de chenal d'accès). Trafic céréalier (premier débouché du grain français du Sud-Ouest), hydrocarbures (raffinerie d'Ambès), conteneurs, vracs solides, paquebots de croisière en centre-ville (terminal des paquebots des Quinconces). 7 terminaux le long de la Garonne.	≈ 80 millions d'euros/an (autofinancement) ≈ 380 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Bordeaux 33 + 7 terminaux estuariens.		→ <b>AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b> Mutualisation fonctions support.
<b>GPM La Rochelle</b> Grand Port Maritime de La Rochelle (EPA)	Grand Port Maritime de La Rochelle. EPA. Premier port français de l'Atlantique pour le trafic céréalier (≈ 5 millions de tonnes de céréales/an, exportations vers Maghreb, Afrique de l'Ouest). Trafics secondaires : engrais, hydrocarbures, vracs spéciaux. Site Pallice (Charente-Maritime).	≈ 30 millions d'euros/an (autofinancement) ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site La Pallice (La Rochelle) 17.		→ <b>AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b> Mutualisation fonctions support.
<b>GPM Nantes Saint-Nazaire</b> Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire (EPA)	Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire. EPA. Premier port français de la façade atlantique en tonnage. Trafic GNL (terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne, l'un des 4 terminaux GNL français). Spécialisation montante en énergies marines renouvelables (éolien offshore Saint-Nazaire, premier parc éolien en mer français mis en service 2022, et Yeu-Noirmoutier 2025).	≈ 95 millions d'euros/an (autofinancement) ≈ 530 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Sites Saint-Nazaire 44 + Donges + Montoir-de-Bretagne + Nantes.		→ <b>AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b> Mutualisation fonctions support.
<b>GPM Dunkerque</b> Grand Port Maritime de Dunkerque (EPA)	Grand Port Maritime de Dunkerque. EPA. Troisième port français en tonnage (≈ 50 millions de tonnes/an). Trafic vracs solides historiquement liés à la sidérurgie (ArcelorMittal Dunkerque), minerais de fer, charbon, conteneurs (terminal des Flandres). Position stratégique (2e port nord-européen après Anvers et Rotterdam dans la Plaine de Flandre).	≈ 85 millions d'euros/an (autofinancement) ≈ 360 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel</b> Site Dunkerque 59.		→ <b>AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b> Mutualisation fonctions support.

<b>GPM Guadeloupe</b> Grand Port Maritime de la Guadeloupe, Pointe-à-Pitre (EPA)	Grand Port Maritime de la Guadeloupe (Pointe-à-Pitre). EPA. Port principal de la Guadeloupe. Trafic conteneurs (importations de produits manufacturés depuis la métropole, exportations bananes), vracs (sucre, alcools), croisières (terminal Pointe-à-Pitre, ≈ 500 000 croisiéristes/an).	≈ <b>25 millions d'euros/an</b> (autofinancement) ≈ 140 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel</b> Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).		→ <b>AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE (volet outre-mer)</b> Mutualisation 4 GPM outre-mer (Antilles + Guyane + Réunion).

<b>GPM Guyane</b> Grand Port Maritime de Guyane, Dégrad-des-Cannes (EPA)	Grand Port Maritime de Guyane (Dégrad-des-Cannes). EPA. Port principal de la Guyane française. Trafic conteneurs (importations métropolitaines), composants spatiaux (matériel pour Centre Spatial Guyanais à Kourou, site stratégique national).	≈ <b>15 millions d'euros/an</b> (autofinancement) ≈ 90 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel</b> Dégrad-des-Cannes (Guyane).		→ <b>AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b> Mutualisation 4 GPM outre-mer.

<b>GPM Martinique</b> Grand Port Maritime de la Martinique, Fort-de-France (EPA)	Grand Port Maritime de la Martinique (Fort-de-France). EPA. Port principal de la Martinique. Trafic conteneurs, vracs, paquebots de croisière. 7e port français en croisières (≈ 600 000 croisiéristes/an).	≈ <b>25 millions d'euros/an</b> (autofinancement) ≈ 130 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel</b> Fort-de-France (Martinique).		→ <b>AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b> Mutualisation 4 GPM outre-mer.

<b>GPM La Réunion</b> Grand Port Maritime de La Réunion, Port Réunion (EPA)	Grand Port Maritime de La Réunion (Port Réunion, ouest de l'île). EPA. Port principal de La Réunion et hub maritime de l'océan Indien (escale obligatoire entre l'Asie et l'Afrique). Trafic conteneurs, vracs, hydrocarbures.	≈ <b>50 millions d'euros/an</b> (autofinancement) ≈ 230 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Le Port (La Réunion).	<b>→ AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b> Mutualisation 4 GPM outre-mer.	
<b>ENAC</b> École Nationale de l'Aviation Civile (EPSCP, sous tutelle DGAC)	École Nationale de l'Aviation Civile. EPSCP sous tutelle de la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile). Formation initiale et continue des cadres et techniciens de l'aviation civile française : ingénieurs ENAC (concours après prépa scientifique), élèves pilotes de ligne (formation EPL), contrôleurs aériens (élèves ICNA, Ingénieurs du Contrôle de la Navigation Aérienne). ≈ 2 000 étudiants. Siège Toulouse-Blagnac.	≈ 120 millions d'euros/an (SCSP + ressources propres) ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Toulouse 31 + 7 centres en région.	<b>→ Maintien autonomie ENAC</b> Pas de fusion utile, école sectorielle régalienne. Application grille Module 3.	
<b>CIRAD</b> Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (EPIC)	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement. EPIC sous tutelle conjointe Agriculture + Affaires étrangères. Recherche agronomique tropicale et méditerranéenne en partenariat avec les pays du Sud (Afrique, Asie, Amérique latine, Pacifique). Domaines : cultures tropicales (cacao, café, hévéa, riz, manioc), élevage tropical, santé animale tropicale, forêts tropicales, biodiversité, sécurité alimentaire. Siège Montpellier + 12 directions régionales à l'étranger.	≈ 200 millions d'euros/an (SCSP + ressources affectées) ≈ 1 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Recherche</b> Siège Montpellier 34 + 12 implantations à l'étranger.	<b>→ INRAE (rapprochement recherche agro)</b> Synergies avec INRAE sur la recherche agronomique. Maintien spécificité internationale.	
<b>CIHEAM-IAMM</b> Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, CIHEAM (organisation intergouvernementale)	Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM). Composante française du Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM, organisation intergouvernementale créée en 1962, réunissant 13 pays méditerranéens). Formation et recherche en sciences agronomiques et agroalimentaires en Méditerranée : agriculture durable, gestion de l'eau, sécurité alimentaire méditerranéenne. Site Montpellier (4 instituts CIHEAM : Bari Italie, Chania Grèce, Montpellier France, Saragosse Espagne).	≈ 10 millions d'euros/an (SCSP + cotisations) ≈ 30 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Formation</b> Site Montpellier 34.	<b>→ Maintien (statut intergouvernemental)</b> Statut sui generis ; pas de fusion possible.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>LADOM</b> L'Agence de l'Outre-Mer pour la Mobilité (EPA)	L'Agence de l'Outre-Mer pour la Mobilité. EPA sous tutelle du ministère des Outre-mer. Aide à la mobilité géographique des Ultramarins (≈ 30 000 bénéficiaires/an) : passeport mobilité études (financement billets d'avion étudiants ultramarins en métropole), passeport mobilité formation professionnelle, aide au retour dans le DOM d'origine après études ou stage en métropole. Siège Paris XIVe + 13 délégations territoriales (5 outre-mer + 8 métropole).	≈ 50 millions d'euros/an SCSP ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur / Opérationnel</b> Siège Paris XIVe + 13 délégations territoriales.		→ <b>AGENCE OUTRE-MER NATIONALE</b> Fusion possible avec ODEADOM, IFRECOR et autres opérateurs ultramarins.

<b>ODEADOM</b> Office de Développement de l'Économie Agricole d'Outre-Mer (EPA)	Office de Développement de l'Économie Agricole d'Outre-Mer. EPA sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Mise en œuvre des aides agricoles spécifiques aux DOM : aides POSEI (Programme d'Options Spécifiques liées à l'Éloignement et à l'Insularité, financement européen FEAGA), accompagnement des filières banane, canne à sucre, élevage. Petite agence à fusionner avec FranceAgriMer ou agence outre-mer unifiée.	≈ 30 millions d'euros/an SCSP ≈ 35 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur</b> Siège Montreuil 93.		→ <b>AGENCE OUTRE-MER NATIONALE / FranceAgriMer</b> Petite agence à fusionner avec FranceAgriMer ou agence outre-mer unifiée.

<b>IFRECOR</b> Initiative Française pour les Récifs CORalliens (GIP)	Initiative Française pour les Récifs CORalliens. GIP créé en 1999. Protection et valorisation des récifs coralliens des outre-mer français. La France abrite 10 % de la surface mondiale des récifs coralliens (Antilles, Mayotte, La Réunion, Polynésie, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, TAAF). Animation d'un réseau d'experts, soutien à des actions de protection et de surveillance. Réintégration logique à l'OFB pour cohérence biodiversité marine.	≈ 3 millions d'euros/an (cotisations + SCSP) ≈ 5 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Animation</b> Hébergé OFB Paris.		→ <b>OFB (déjà cohérence biodiversité)</b> Réintégration OFB pour cohérence biodiversité marine.

<b>Agence 50 pas géo.</b> Agence des 50 Pas Géométriques (Guadeloupe et Martinique), EPA	Agence des 50 Pas Géométriques (Guadeloupe et Martinique). EPA. Régularisation foncière de la zone des 50 pas géométriques, bande littorale historique des DOM Antilles (81,2 mètres de profondeur depuis le rivage, héritée de l'ordonnance de Colbert de 1681). Zone occupée informellement (constructions, agriculture) progressivement régularisée par cession aux occupants ou intégration au domaine public. Mission limitée dans le temps (extinction prévue après finalisation des cessions).	≈ 5 millions d'euros/an SCSP ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Sièges Pointe-à-Pitre + Fort-de-France.	<b>→ AGENCE OUTRE-MER NATIONALE / Préfectures</b> Mission limitée dans le temps ; intégration aux préfectures à terme.	
<b>ENSOSP</b> École Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers (EPA)	École Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers. EPA sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Formation initiale et continue des officiers de sapeurs-pompiers (≈ 6 000 officiers professionnels et volontaires en France) : concours d'entrée, formation aux fonctions opérationnelles (commandement de tactique, prévention, secours médicalisé, secours aquatique). Site Aix-en-Provence (campus de Vitrolles depuis 2007).	≈ 50 millions d'euros/an (SCSP + cotisations SDIS) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>	
<b>Opérationnel</b> Site Aix-en-Provence 13.	<b>→ Maintien (sécurité civile régalienn)</b> École sectorielle régalienn. Application grille Module 3 ; pas de fusion.	
<b>ENPJJ</b> École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse (EPA)	École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse. EPA sous tutelle du ministère de la Justice (DPJJ). Formation initiale et continue des personnels de la PJJ : éducateurs (concours externe-interne, formation 24 mois), directeurs de service, professeurs techniques. ≈ 7 500 agents PJJ en France. Site Roubaix (Nord, depuis 2008). Fusion possible avec ENM et ENAP en école nationale unifiée des métiers de la justice.	≈ 25 millions d'euros/an SCSP ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>	
<b>Opérationnel</b> Siège Roubaix 59 + 9 pôles territoriaux.	<b>→ ENM / ENAP (regroupement écoles justice)</b> Fusion possible avec ENM et ENAP en école nationale unifiée des métiers de la justice.	
<b>AGRASC</b> Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Saisis et Confisqués (EPA, créée 2010)	Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Saisis et Confisqués. EPA créé en 2010 (loi du 9 juillet 2010). Gestion des biens saisis dans le cadre des procédures pénales (immeubles, véhicules, comptes bancaires, biens de luxe, yachts, montres, œuvres d'art). Recouvrement des avoirs criminels au profit de l'État. ≈ 4 milliards d'euros de biens saisis sous gestion. Siège Paris XVe.	≈ 20 millions d'euros/an (produits saisis) ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>	
<b>Opérationnel</b> Siège Paris XVe + 5 antennes.	<b>→ Direction des affaires criminelles et grâces (DACG)</b> Réinternalisation possible au ministère de la Justice (DACG).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>FIPHP</b> Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (EPA)	Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique. EPA sous tutelle conjointe Travail + Fonction publique. Financement des actions en faveur de l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans les 3 fonctions publiques (État, territoriale, hospitalière), ≈ 5,8 millions d'agents publics dont ≈ 5 % devraient être en situation de handicap (obligation légale). Cotisations payées par les employeurs publics ne respectant pas le quota. Pendant public de l'AGEFIPH (qui couvre le secteur privé).	≈ 140 millions d'euros/an (contributions employeurs publics) ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur</b> Siège Bordeaux 33 (gestion CDC).	→ <b>AGEFIPH (ou maintien parallèle)</b> Mutualisation avec AGEFIPH (qui couvre le secteur privé) pour cohérence des dispositifs handicap-emploi.	
<b>ANCV</b> Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (EPIC)	Agence Nationale pour les Chèques-Vacances. EPIC sous tutelle conjointe Économie + Tourisme. Émission et gestion des chèques-vacances (titres prépayés utilisables dans ≈ 200 000 prestataires touristiques en France, hôtels, campings, restaurants, transports). Aide au départ en vacances pour les personnes modestes (≈ 4,5 millions de bénéficiaires). Modèle d'autofinancement intégral (commissions sur émission et remboursement), pas de SCSP.	≈ 25 millions d'euros/an (autofinancement) ≈ 250 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Sarcelles 95.	→ <b>Maintien (autonomie commerciale)</b> Modèle d'autofinancement éprouvé. Application grille Module 3 sur productivité.	
<b>EPNAK</b> Établissement Public National Antoine Koenigswarter (EPA)	Établissement Public National Antoine Koenigswarter. EPA sous tutelle du ministère de la Santé. Accueil et accompagnement de jeunes en situation de handicap (≈ 4 000 jeunes accueillis). Centres médico-sociaux et établissements scolaires spécialisés (IME, Instituts Médico-Éducatifs, ITEP, Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques). Sites multiples en France.	≈ 100 millions d'euros/an (SCSP + financements ARS) ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Soisy-sur-Seine 91 + 22 établissements en France.	→ <b>Régionalisation possible / CNSA</b> Intégration possible aux ARS ou maintien comme opérateur national handicap.	
<b>OFII</b> Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (EPA)	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration. EPA sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Accueil des étrangers en situation régulière en France : visite médicale obligatoire à l'arrivée, signature et suivi du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR, formation civique, formation linguistique, bilan de compétences professionnelles). Allocation aux Demandeurs d'Asile (ADA, versée aux personnes en cours de procédure asile). Aide au retour volontaire. Successeur de l'ANAEM en 2009.	≈ 250 millions d'euros/an SCSP ≈ 1 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Paris XIVe + 36 directions territoriales + 8 représentations à l'étranger.</p>	<p>→ <b>DGEF (Direction générale étrangers en France)</b></p> <p>Réinternalisation possible au ministère de l'Intérieur (DGEF), mission régaliennne d'État.</p>	
<p><b>AFNIC</b></p> <p>Association Française pour le Nommage Internet en Coopération (association loi 1901, mission de service public)</p>	<p>Association Française pour le Nommage Internet en Coopération. Association loi 1901 chargée d'une mission de service public (convention État). Gestion du registre des noms de domaine de premier niveau français : .fr (≈ 4 millions de domaines), .re (Réunion), .pm (Saint-Pierre-et-Miquelon), .yt (Mayotte), .wf (Wallis-et-Futuna), .tf (Terres Australes). Sécurisation des infrastructures DNS (Domain Name System), souveraineté numérique critique. Rattachement possible à l'ANSSI pour cohérence cyber + souveraineté DNS.</p>	<p>≈ <b>30 millions d'euros/an</b></p> <p>(redevances domaines)</p> <p>≈ 90 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Saint-Quentin-en-Yvelines 78.</p>	<p>→ <b>ANSSI (cybersécurité régaliennne)</b></p> <p>Rattachement possible à l'ANSSI pour cohérence cyber + souveraineté DNS.</p>	
<p><b>CFE</b></p> <p>Caisse des Français de l'Étranger (organisme privé, mission de service public)</p>	<p>Caisse des Français de l'Étranger. Organisme privé chargé d'une mission de service public, créée en 1978. Protection sociale facultative pour les Français résidant à l'étranger (≈ 1,7 million de Français inscrits au registre des Français établis hors de France) : assurance maladie-maternité, accidents du travail-maladies professionnelles, retraite complémentaire. Adhésion volontaire, financée par les cotisations des assurés. Siège Rubelles (Seine-et-Marne).</p>	<p>≈ <b>150 millions d'euros/an</b></p> <p>(cotisations)</p> <p>≈ 240 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Rubelles 77.</p>	<p>→ <b>CNAM (volet santé) / CNAV (volet retraite)</b></p> <p>Articulation à clarifier avec les régimes généraux pour les expatriés.</p>	
<p><b>FranceAgriMer</b></p> <p>Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (EPA)</p>	<p>Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer. EPA sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Mise en œuvre des aides agricoles européennes (PAC) et nationales : ≈ 9 milliards d'euros d'aides PAC versées par an aux agriculteurs français pour le compte de l'Union européenne. Études de marché, observation des filières (vins, céréales, viandes, fruits-légumes, lait, sucre, poissons), promotion des produits. Successeur des Offices agricoles en 2009.</p>	<p>≈ <b>85 millions d'euros/an de fonctionnement</b></p> <p>(+ 9 Milliards d'euros d'aides PAC versées)</p> <p>≈ 1 100 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Subventionneur / Opérationnel</b></p> <p>Siège Montreuil 93 + 7 délégations régionales.</p>	<p>→ <b>ASP (Agence de services et de paiement)</b></p> <p>Recommandation Sénat : fusion avec l'ASP pour rationaliser les paiements agricoles.</p>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ANGDM</b> Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs (EPA)	Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs. EPA sous tutelle du ministère du Travail. Gestion des prestations sociales spécifiques des anciens mineurs (charbon, fer, sel, etc.) et de leurs ayants droit : prestation logement (logements de service ou aides au loyer), prestation chauffage, prestations de fin de carrière. ≈ 130 000 bénéficiaires en 2024 (en extinction démographique). Successeur des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.	≈ 380 millions d'euros/an de prestations versées ≈ 220 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Noyelles-sous-Lens 62.		→ <b>CANSSM (déjà liée) / CNAV</b> Extinction démographique programmée ; intégration possible CANSSM ou CNAV à terme.

<b>Réseau ENSC chimie</b> Réseau Fédération Gay-Lussac, 19 écoles d'ingénieurs chimie (EPSCP / EPA)	Réseau Fédération Gay-Lussac. 19 écoles d'ingénieurs chimie françaises (EPSCP/EPA) regroupées en réseau pour la mutualisation pédagogique et l'attractivité internationale : ESPCI, ESCOM, ENSC Mulhouse, ENSC Montpellier, ENSC Rennes, ENSC Lille, ENSI Caen, ENSI Poitiers, ENSCBP Bordeaux, etc. Forme ≈ 3 400 ingénieurs chimistes/an. Spécialités : chimie industrielle, chimie fine et pharmaceutique, génie chimique, matériaux. Mutualisation administrative possible.	≈ 200 millions d'euros/an cumulé (SCSP réparti) ≈ 2 000 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> ENSC Paris, Lille, Mulhouse, Montpellier, Rennes, Clermont, Toulouse, Bordeaux, Nancy, etc.		→ <b>RÉSEAU UNIFIÉ ÉCOLES CHIMIE (sous IMT ?)</b> Possible mutualisation administrative en réseau unifié.

<b>INJEP</b> Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (service à compétence nationale)	Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire. Service à compétence nationale (statut SCN, sans personnalité morale) sous tutelle du ministère chargé de la Jeunesse. Études et statistiques sur la jeunesse (Baromètre DJEPVA, données démographiques sur la jeunesse). Évaluation des politiques publiques en direction des jeunes (Service Civique, SNU, BAFA, MIJ-Missions Locales). Réinternalisation possible en direction d'administration centrale.	≈ 30 millions d'euros/an SCSP ≈ 70 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études</b> Siège Paris XIIIe.		→ <b>Direction Jeunesse-Éducation populaire (réinternalisation)</b> Réinternalisation possible en direction d'administration centrale.

<b>OFAJ</b> Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (organisation intergouvernementale, créé 1963 traité de l'Élysée)	Office Franco-Allemand pour la Jeunesse. Organisation intergouvernementale créée en 1963 par le Traité de l'Élysée (de Gaulle / Adenauer). Promotion des échanges et de la coopération entre les jeunes français et allemands : ≈ 200 000 jeunes participent chaque année à un programme OFAJ (échanges scolaires, stages professionnels, séjours universitaires, rencontres associatives). Statut sui generis franco-allemand intouchable ; pas de fusion possible.	≈ 28 millions d'euros/an (parité France-Allemagne) ≈ 95 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Subventionneur</b> Sièges Paris VIe + Berlin.	<b>→ Maintien (statut intergouvernemental traité 1963)</b> Statut sui generis intouchable ; pas de fusion possible.	
<b>Erasmus+ France</b> Agence Erasmus+ France / Education Formation (GIP)	Agence Erasmus+ France / Education Formation. GIP. Mise en œuvre nationale du programme Erasmus+ de l'Union européenne (mobilité étudiante européenne, programme communautaire 2021-2027, budget 26,2 milliards d'euros sur 7 ans pour l'UE). Gestion de ≈ 100 000 mobilités étudiantes/an depuis ou vers la France. Statut imposé par règlement européen ; maintien.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (SCSP + crédits européens) ≈ 150 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Bordeaux 33.	<b>→ Maintien (cadre européen)</b> Statut imposé par règlement européen ; maintien.	
<b>ONERA</b> Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales (EPIC), déjà classé Cat A en Part 01 le cas échéant	Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales. EPIC sous tutelle du ministère des Armées. Recherche aérospatiale civile et militaire : aéronautique (avions, hélicoptères), espace (lanceurs, satellites), défense (missiles, drones, radars). Compétences : aérodynamique, propulsion, énergétique, matériaux, traitement du signal. Souffleries d'essais à Modane-Avrieux (Savoie) et Toulouse-Le Fauga, parmi les plus grandes au monde. Statut sui generis dual défense/civil ; pas de fusion utile.	<b>≈ 250 millions d'euros/an</b> (SCSP + contrats) ≈ 1 850 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Recherche</b> Siège Palaiseau 91 + 8 sites.	<b>→ Réserve : statut sui generis (défense + civil)</b> Maintien autonome, opérateur dual défense/civil. Application grille Module 3.	
<b>Médiateur Crédit</b> Médiateur du Crédit aux Entreprises (service à compétence nationale)	Médiateur du Crédit aux Entreprises. Service à compétence nationale sous tutelle conjointe Économie + Banque de France. Médiation entre entreprises (PME, TPE, indépendants) et établissements de crédit en cas de difficulté de financement (refus de crédit, dénonciation de découvert, refus d'assurance-crédit). ≈ 1 000 dossiers/an. Réseau de 110 médiateurs départementaux (managers de la Banque de France). Réinternalisation possible Banque de France.	<b>≈ 5 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 30 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Médiation</b> Siège Paris VIIIe + réseau de médiateurs départementaux Banque de France.	<b>→ Banque de France (déjà partenaire)</b> Réinternalisation possible Banque de France.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Médiateur entreprises</b> Médiateur des Entreprises (service à compétence nationale)	Médiateur des Entreprises. Service à compétence nationale sous tutelle du ministère de l'Économie. Médiation entre entreprises pour les relations interentreprises : sous-traitance, paiements, conditions générales de vente, ruptures de contrat. ≈ 600 dossiers/an. Promotion des bonnes pratiques d'achats responsables (charte Relations fournisseurs et achats responsables, RFAR). Réinternalisation possible à la Direction Générale des Entreprises (DGE).	≈ 4 millions d'euros/an SCSP ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Médiation</b> Siège Paris VIIe (Bercy).		→ <b>Direction générale des entreprises (DGE)</b> Réinternalisation DGE.

<b>EP Foncier IDF</b> Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPF IDF, EPIC)	Établissement Public Foncier d'Île-de-France. EPIC. Acquisition foncière pour le compte des collectivités franciliennes en vue de la production de logements sociaux et abordables (≈ 1 200 hectares acquis). Premier EPF français en taille budgétaire (Île-de-France). Financement par la Taxe Spéciale d'Équipement (TSE), ≈ 220 millions d'euros/an. Mutualisation possible avec les autres EPF d'État.	≈ 250 millions d'euros/an (taxe spéciale d'équipement) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Acheteur / Aménageur</b> Siège Saint-Ouen 93.		→ <b>AGENCE NATIONALE GRAND PARIS / EPF unifié</b> Mutualisation avec autres EPF d'État (cf. Part 04).

<b>Société des autoroutes</b> Sociétés concessionnaires d'autoroutes, SAPN, ESCOTA, ASF, etc. (sociétés privées sous contrôle État)	Sociétés concessionnaires d'autoroutes (Vinci Autoroutes, Eiffage APRR/AREA, Atlandes A63, etc.). Sociétés privées sous contrôle de l'État via les concessions de l'État. Concessions d'exploitation des autoroutes françaises (≈ 9 200 km concédés sur ≈ 11 700 km d'autoroutes françaises). Échéances de concessions : SAPN 2031 ; ASF/ESCOTA/Cofiroute 2032-2036. Renationalisation possible à l'échéance, économies de péages estimées entre 5 et 10 milliards d'euros/an pour les usagers et l'État.	≈ 11 milliards d'euros/an de chiffre d'affaires (privé, contrôle État) ≈ 18 000 ETPT (ensemble)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Concessionnaire</b> Sièges privés (Vinci, Eiffage, Atlandes).		→ <b>Renationalisation à l'échéance des concessions (2031-2036)</b> Échéances : ASF/ESCOTA 2032-2036 ; SAPN 2031. Possibilité de regroupement public à terme.

<b>Action Logement</b> Action Logement Groupe (privé paritaire, ex-1% logement)	Action Logement Groupe (privé paritaire, ex-1% logement). Collecte de la PEEC (Participation des Employeurs à l'Effort de Construction, 0,45 % de la masse salariale brute des entreprises de 50+ salariés), ≈ 1,7 milliard d'euros/an. Construction et financement de logements pour les salariés des entreprises cotisantes : aides au logement (LOCA-PASS, Visale, caution gratuite, MOBILI-JEUNE, aide aux jeunes), production de logements intermédiaires, financement de la rénovation urbaine (financement majoritaire de l'ANRU). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.8] Action Logement.	≈ 4 milliards d'euros/an de collecte (PEEC sur masse salariale) ≈ 15 000 ETPT (groupe)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Siège Paris VIIIe.	<b>→ Article 19 ANCT</b> Articulation à clarifier avec ANCT et ANRU sur le logement social et la rénovation urbaine.	
<b>Caisse Banque France</b> Caisse de réserve des employés de la Banque de France (régime spécial)	Caisse de Réserve des Employés de la Banque de France. Régime spécial de retraite des agents de la Banque de France (≈ 9 500 actifs, ≈ 14 000 pensionnés), intégrant aussi les agents des IEDOM (Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer) et IEOM (Institut d'Émission d'Outre-Mer). Régime fermé aux nouveaux entrants depuis la réforme des retraites de 2023. Convergence progressive vers la CNAV.	<b>≈ 800 millions d'euros/an</b> de pensions versées ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Hébergé Banque de France Paris 1er.	<b>→ CNAV (à terme)</b> Régime fermé aux nouveaux entrants depuis la réforme retraites 2023.	
<b>EPIDE</b> Établissement Public d'Insertion de la Défense (EPA, créé 2005)	Établissement Public d'Insertion de la Défense. EPA créé en 2005, sous tutelle conjointe Armées + Travail. Insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans en grande difficulté (sans emploi, sans qualification, en rupture sociale) : formation comportementale (encadrement militaire), remise à niveau scolaire, formation professionnelle, accompagnement individualisé. ≈ 3 000 volontaires/an dans 19 centres en France métropolitaine.	<b>≈ 90 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 1 000 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Malakoff 92 + 19 centres EPIDE en France.	<b>→ OPÉRATEUR NATIONAL FORMATION (cf. Part 04 grappe AFPA)</b> Synergies possibles avec AFPA pour la formation des publics précaires.	
<b>IRCANTEC</b> Institution de Retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'État et des Collectivités (régime complémentaire CDC)	Institution de Retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'État et des Collectivités. Régime de retraite complémentaire obligatoire géré par la Caisse des Dépôts (Direction des Retraites et de la Solidarité). Affilié ≈ 4,2 millions de cotisants : tous les agents non titulaires (contractuels) de l'État, des collectivités territoriales, des hôpitaux publics, et certains agents de La Poste. Pendant public de l'AGIRC-ARRCO (qui couvre les contractuels du privé). Convergence possible à terme. ► Voir aussi la fiche Niveau 2 [F.19] Caisse des Dépôts (dossier principal) pour le contexte associé.	<b>≈ 4 milliards d'euros/an</b> de pensions versées ≈ 250 ETPT (gestion CDC)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Gestion CDC (Bordeaux + Angers).	<b>→ AGIRC-ARRCO (à terme)</b> Convergence possible avec le régime complémentaire de droit commun (AGIRC-ARRCO).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>GRECO</b> Groupements Régionaux de l'Économie Sociale et Solidaire (10 GRECO + ESS France)	Groupements Régionaux de l'Économie Sociale et Solidaire. 10 GRECO régionaux + tête de réseau ESS France à Paris. Représentation et accompagnement des acteurs de l'ESS, économie sociale et solidaire, secteur regroupant ≈ 200 000 entreprises (associations, mutuelles, coopératives, fondations) employant ≈ 2,5 millions de salariés. Animation territoriale, plaidoyer politique. Réinternalisation possible dans le service public ESS de l'État (Délégation interministérielle à l'ESS).	≈ 30 millions d'euros/an cumulé (SCSP + cotisations) ≈ 150 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Représentation / Animation</b> 10 antennes régionales + ESS France (Paris).		→ ANCT (volet ESS) / DGT Réinternalisation possible dans le service public ESS.

<b>GIP Cinov</b> GIP Cinov / autres GIP éducation	GIP Cinov / autres GIP éducation et entreprises. Soutien aux PME via accompagnement RH, formations métiers de l'ingénierie et du conseil. Petits opérateurs aux missions parfois redondantes avec les OPCO et la DGE. Réinternalisation possible.	≈ 8 millions d'euros/an SCSP ≈ 40 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur</b> Hébergé France Travail.		→ Direction des entreprises / OPCO Réinternalisation possible.

<b>INSPÉ Réseau</b> Réseau des 32 INSPÉ, Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Éducation (composantes universitaires)	Réseau des 32 Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Éducation. Composantes universitaires (1 par académie/université de rattachement). Formation initiale et continue des enseignants : préparation aux concours externes CAPES (lycée-collège), CAPLP (lycée professionnel), CRPE (Professeurs des Écoles), CAFEP (privé). ≈ 60 000 étudiants en master MEEF. Successeurs des ESPE (2013) puis IUFM (1991). Pilotage national possible par le MEN.	≈ 350 millions d'euros/an cumulé (SCSP réparti) ≈ 4 500 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> 32 INSPÉ rattachés à des universités EPSCP (cf. Parts 01-02).		→ Mutualisation pédagogique nationale Pilotage national renforcé par le MEN et conférence des doyens.
<b>Réseau HIA</b> Service de Santé des Armées, 8 Hôpitaux d'Instruction des Armées (Bégin, Percy, Sainte-Anne, Laveran, R. Picqué, Desgenettes, Clermont-Tonnerre, Legouest)	Service de Santé des Armées (SSA), 8 Hôpitaux d'Instruction des Armées (HIA). Établissements hospitaliers militaires : Bégin (Saint-Mandé 94), Percy (Clamart 92), Sainte-Anne (Toulon 83), Laveran (Marseille 13), Robert Picqué (Bordeaux 33), Desgenettes (Lyon 7e), Clermont-Tonnerre (Brest 29), Legouest (Metz 57). Soins militaires opérationnels (fonction préparation OPEX), formation médicale militaire (médecins militaires, infirmiers militaires), recherche biomédicale appliquée à la défense.	≈ 1,5 milliard €/an cumulé (SCSP Min Armées + activité) ≈ 14 000 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> 8 HIA répartis en France métropolitaine (Saint-Mandé, Clamart, Toulon, Marseille, Bordeaux, Lyon, Brest, Metz).		→ Maintien SSA unifié (déjà cohérent) Application grille Module 3 ; mutualisation des fonctions support entre les 8 HIA déjà engagée.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>IRBA</b> Institut de Recherche Biomédicale des Armées (EPA)	Institut de Recherche Biomédicale des Armées. EPA sous tutelle du ministère des Armées. Recherche biomédicale appliquée à la santé du combattant : toxicologie (gaz de combat, nucléaire-radiologique-biologique-chimique NRBC), médecine de plongée (sous-marins, plongeurs de combat), chirurgie de guerre, infectiologie tropicale (malaria, dengue pour les OPEX), médecine aéronautique. Site Brétigny-sur-Orge (Essonne) + antennes Toulon, Marseille.	≈ 60 millions d'euros/an (SCSP Min Armées) ≈ 320 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Recherche</b> Site Brétigny-sur-Orge 91.		<b>→ SSA / Inserm-Défense</b> Synergies recherche médicale militaire à renforcer.
<b>IRA Bastia</b> Institut Régional d'Administration de Bastia	Institut Régional d'Administration de Bastia. EPA sous tutelle du ministère de la Fonction publique. Formation des attachés d'administration de l'État (catégorie A administrative) : ≈ 700 attachés formés/an dans les 5 IRA français. Concours d'entrée externe (étudiants), interne (fonctionnaires de catégorie B), 3e voie (expérience professionnelle). Spécificité IRA Bastia : recrutement étudiants insulaires.	≈ 10 millions d'euros/an SCSP ≈ 50 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site Bastia 2B.		<b>→ INSP (regroupement écoles A administratifs)</b> Mutualisation possible des 5 IRA en réseau unifié sous tutelle INSP.
<b>IRA Lille</b> Institut Régional d'Administration de Lille	Institut Régional d'Administration de Lille. EPA. Formation des attachés d'administration de l'État (catégorie A) : ≈ 200 attachés formés/an. Site Lille (campus historique de l'École Régionale d'Administration créée en 1971).	≈ 10 millions d'euros/an SCSP ≈ 60 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site Lille 59.		<b>→ INSP</b> Mutualisation 5 IRA.
<b>IRA Lyon</b> Institut Régional d'Administration de Lyon	Institut Régional d'Administration de Lyon. EPA. Formation des attachés d'administration de l'État (catégorie A) : ≈ 200 attachés formés/an. Site Lyon-Bron.	≈ 10 millions d'euros/an SCSP ≈ 60 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site Lyon 69.		<b>→ INSP</b> Mutualisation 5 IRA.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>IRA Metz</b> Institut Régional d'Administration de Metz	Institut Régional d'Administration de Metz. EPA. Formation des attachés d'administration de l'État (catégorie A) : ≈ 200 attachés formés/an. Site Metz-Queuleu.	≈ 10 millions d'euros/an SCSP ≈ 60 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site Metz 57.		<b>→ INSP</b> Mutualisation 5 IRA.
<b>IRA Nantes</b> Institut Régional d'Administration de Nantes	Institut Régional d'Administration de Nantes. EPA. Formation des attachés d'administration de l'État (catégorie A) : ≈ 200 attachés formés/an. Site Nantes (campus IRA depuis 1980).	≈ 10 millions d'euros/an SCSP ≈ 60 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site Nantes 44.		<b>→ INSP</b> Mutualisation 5 IRA.
<b>SHD</b> Service Historique de la Défense (service à compétence nationale, Min Armées)	Service Historique de la Défense. Service à compétence nationale sous tutelle du ministère des Armées. Conservation des archives militaires françaises depuis Louis XIV (ordonnance de Louvois 1666). ≈ 450 km linéaires d'archives (registres matricules, journaux des marches et opérations, dossiers de procédures, archives de la Marine, de l'Air, de l'Armée). Service de documentation pour les chercheurs et le grand public (recherche d'ancêtres soldats). Siège château de Vincennes (94) + 5 antennes Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort, Toulon.	≈ 30 millions d'euros/an SCSP ≈ 250 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Conservation / Études</b> Siège Vincennes 94 + 5 antennes (Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort, Toulon).		<b>→ SHD + ECPAD = MÉMOIRE DÉFENSE</b> Cohérence avec ECPAD pour archivage audiovisuel militaire.
<b>ECPAD</b> Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (EPIC)	Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense. EPIC sous tutelle du ministère des Armées. Production audiovisuelle des armées (reportages photo et vidéo en OPEX, films institutionnels) et conservation des archives audiovisuelles militaires (≈ 5 millions de photographies, 36 000 heures de films) depuis la Première Guerre mondiale. Fort d'Ivry (94).	≈ 30 millions d'euros/an SCSP ≈ 280 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Conservation / Production</b> Fort d'Ivry 94.		<b>→ MÉMOIRE DÉFENSE (avec SHD)</b> Cohérence archivistique militaire.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MUSALSACE</b> Mémorial d'Alsace-Moselle / Établissements mémoriels Min Armées	Mémorial d'Alsace-Moselle / Établissements mémoriels du ministère des Armées. Conservation et valorisation de la mémoire des conflits du XXe siècle, en particulier du sort spécifique de l'Alsace-Moselle annexée de 1940 à 1944 (« Malgré-nous » incorporés de force dans la Wehrmacht). Site Schirmeck (Bas-Rhin) ouvert en 2005.	≈ 5 millions d'euros/an cumulé (SCSP + collectivités) ≈ 30 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Conservation / Diffusion</b> Schirmeck 67 + autres mémoriaux.		→ <b>ONACVG (cohérence mémoire)</b> Rapprochement avec ONACVG (cf. Part 04) pour mémoire combattante unifiée.
<b>ENVSXN</b> École Nationale de Voile et des Sports Nautiques (EPA)	École Nationale de Voile et des Sports Nautiques. EPA sous tutelle du ministère des Sports. Formation des cadres de la voile et des sports nautiques (BPJEPS Voile, DEJEPS Voile, brevets fédéraux). Préparation des sportifs français de haut niveau pour les épreuves olympiques nautiques (voile, planche à voile, kitesurf). Site Saint-Pierre-Quiberon (Morbihan).	≈ 14 millions d'euros/an SCSP ≈ 90 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site Saint-Pierre-Quiberon 56.		→ <b>OPÉRATEUR NATIONAL SPORT (cf. Part 04)</b> Intégration au réseau ANS+INSEP+CREPS pour mutualisation.
<b>ENSA Chamonix</b> École Nationale de Ski et d'Alpinisme (EPA)	École Nationale de Ski et d'Alpinisme. EPA sous tutelle du ministère des Sports. Formation des guides de haute montagne (concours sélectif, ≈ 30 places/an), moniteurs de ski (BEES, Brevet d'État d'Éducateur Sportif Ski), accompagnateurs en montagne. Préparation des cadres techniques des fédérations FFCAM, FFME, FFS. Site Chamonix-Mont-Blanc (74).	≈ 12 millions d'euros/an SCSP ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> Site Chamonix-Mont-Blanc 74.		→ <b>OPÉRATEUR NATIONAL SPORT</b> Intégration au réseau sport pour mutualisation.
<b>ENMM</b> École Nationale Supérieure Maritime (EPSCP), déjà partiellement cat A enseignement supérieur	École Nationale Supérieure Maritime. EPSCP sous tutelle du ministère de la Mer. Formation supérieure des officiers de la marine marchande française (commerce, pêche, plaisance professionnelle), ≈ 200 officiers/an. Spécialités : pont (navigation, manœuvre), machines (motorisation, maintenance). 4 sites : Le Havre, Marseille, Nantes-Saint-Nazaire, Saint-Malo. Successeur des Hydros (Hydrographies).	≈ 30 millions d'euros/an SCSP ≈ 240 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Opérationnel</b> 4 sites : Le Havre 76, Marseille 13, Nantes 44, Saint-Malo 35.		→ <b>Réseau écoles maritimes / IMT</b> Mutualisation possible avec IMT Atlantique sur l'ingénierie maritime.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>EPA Bordeaux Euratlantique</b></p> <p>Établissement Public d'Aménagement de Bordeaux Euratlantique (EPIC)</p>	<p>Établissement Public d'Aménagement de Bordeaux Euratlantique. EPIC. Aménagement de l'opération d'intérêt national Bordeaux Euratlantique (738 hectares autour de la gare Saint-Jean), l'une des plus grandes opérations urbaines en France hors Île-de-France. Construction de logements (≈ 19 000 nouveaux logements prévus), bureaux, équipements publics. Couvre Bordeaux Saint-Jean, Bègles et Floirac.</p>	<p>≈ 30 millions d'euros/an</p> <p>(SCSP + cessions)</p> <p>≈ 50 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Aménageur</b></p> <p>Siège Bordeaux 33.</p>		<p>→ <b>RÉSEAU EPA TERRITORIAUX</b></p> <p>Mutualisation EPA OIN avec autres EPA territoriaux.</p>
<p><b>EPA Nice Eco-Vallée</b></p> <p>Établissement Public d'Aménagement de la Plaine du Var, Nice Eco-Vallée (EPIC)</p>	<p>Établissement Public d'Aménagement de la Plaine du Var, Nice Eco-Vallée. EPIC. Aménagement de l'opération d'intérêt national Nice Eco-Vallée (10 000 hectares dans la plaine du Var, derrière l'aéroport Nice Côte d'Azur), projet de cluster économique et écologique métropolitain. Couvre 15 communes des Alpes-Maritimes.</p>	<p>≈ 20 millions d'euros/an</p> <p>(SCSP + cessions)</p> <p>≈ 30 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Aménageur</b></p> <p>Siège Nice 06.</p>		<p>→ <b>RÉSEAU EPA TERRITORIAUX</b></p> <p>Mutualisation EPA OIN.</p>
<p><b>EPA Saint-Étienne</b></p> <p>Établissement Public d'Aménagement de Saint-Étienne (EPIC)</p>	<p>Établissement Public d'Aménagement de Saint-Étienne. EPIC. Aménagement de l'opération d'intérêt national Saint-Étienne (centre-ville stéphanois + quartier d'affaires Châteaureux autour de la gare TGV). Renouvellement urbain post-industriel d'une ville-préfecture en reconversion économique.</p>	<p>≈ 15 millions d'euros/an</p> <p>(SCSP + cessions)</p> <p>≈ 25 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Aménageur</b></p> <p>Siège Saint-Étienne 42.</p>		<p>→ <b>RÉSEAU EPA TERRITORIAUX</b></p> <p>Mutualisation EPA OIN.</p>
<p><b>EPA Alzette-Belval</b></p> <p>Établissement Public d'Aménagement Alzette-Belval (EPIC, franco-luxembourgeois)</p>	<p>Établissement Public d'Aménagement Alzette-Belval. EPIC franco-luxembourgeois (1er EPA transfrontalier). Aménagement de l'opération d'intérêt national Alzette-Belval (Lorraine, frontière luxembourgeoise), reconversion d'un bassin sidérurgique en quartier urbain mixte (logements pour travailleurs frontaliers, services aux entreprises, équipements universitaires). Coopération France-Luxembourg sur l'aménagement.</p>	<p>≈ 10 millions d'euros/an</p> <p>(SCSP + cessions)</p> <p>≈ 20 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<p><b>Aménageur</b></p> <p>Siège Audun-le-Tiche 57.</p>		<p>→ <b>RÉSEAU EPA TERRITORIAUX</b></p> <p>Mutualisation EPA OIN.</p>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Euroméditerranée</b> Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée Marseille (EPIC)	Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée Marseille. EPIC. Aménagement de l'opération d'intérêt national Euroméditerranée à Marseille (480 hectares sur le littoral entre la Joliette et Saint-Charles), la plus grande opération de renouvellement urbain au sud de l'Europe. Pôle économique métropolitain (siège de la Région Sud, sièges d'entreprises CMA-CGM, RICOH, Carrefour). Lancée en 1995. Modèle phare d'aménagement urbain post-industriel français.	≈ 50 millions d'euros/an (SCSP + cessions) ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Aménageur</b> Siège Marseille 13.	→ <b>RÉSEAU EPA TERRITORIAUX</b> Mutualisation EPA OIN ; modèle phare avec Bordeaux Euratlantique.	
<b>Vedecom</b> Institut pour la Transition Énergétique des Mobilités du Futur (FCS)	Institut pour la Transition Énergétique des Mobilités du Futur. Fondation de Coopération Scientifique (FCS), l'un des 8 ITE issus du PIA (Programme d'Investissements d'Avenir). Recherche partenariale public-privé sur la mobilité décarbonée : véhicules autonomes, communicants (V2X), électrifiés (batteries, hydrogène). Membres : industriels (Renault, Stellantis, Valeo, Michelin, Bouygues, Vinci), laboratoires académiques (Mines ParisTech, Université Versailles SQY). Siège Versailles (Yvelines).	≈ 25 millions d'euros/an (SCSP PIA + ressources propres) ≈ 220 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Recherche</b> Siège Versailles 78.	→ <b>RÉSEAU ITE / Bpifrance Innovation</b> Rationalisation des 8 ITE issus du PIA.	
<b>Efficacity</b> Institut pour la Transition Énergétique de la Ville (FCS)	Institut pour la Transition Énergétique de la Ville. FCS, l'un des 8 ITE PIA. Recherche sur les villes durables et la transition énergétique urbaine : optimisation énergétique des bâtiments, réseaux de chaleur urbains, smart grids, mobilité urbaine décarbonée. Membres : EPF (École des Ponts), Université Gustave Eiffel, Vinci, Eiffage, Bouygues Construction, EDF, Suez. Site Champs-sur-Marne (77).	≈ 12 millions d'euros/an (SCSP PIA + ressources propres) ≈ 90 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Recherche</b> Siège Champs-sur-Marne 77.	→ <b>RÉSEAU ITE</b> Rationalisation des 8 ITE.	
<b>France Énergies Marines</b> Institut pour la Transition Énergétique France Énergies Marines (FCS)	Institut pour la Transition Énergétique France Énergies Marines. FCS, l'un des 8 ITE PIA. Recherche sur les énergies marines renouvelables : éolien offshore (posé et flottant), hydrolien (récupération énergie courants marins), houlomoteur (énergie des vagues), énergie thermique des mers (ETM, exploitable en outre-mer). Membres : IFREMER, EDF, Engie, EDP Renewables, Naval Group. Site Plouzané (Finistère, près de Brest).	≈ 15 millions d'euros/an (SCSP PIA + ressources propres) ≈ 60 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Recherche</b> Siège Plouzané 29.	<b>→ RÉSEAU ITE / IFREMER</b> Rapprochement IFREMER pour cohérence recherche maritime.	

<b>INES.2S</b> Institut pour la Transition Énergétique Solaire (FCS)	Institut pour la Transition Énergétique Solaire (INES.2S, Institut National de l'Énergie Solaire). FCS, l'un des 8 ITE PIA. Recherche sur l'énergie solaire photovoltaïque : nouvelles technologies de cellules (silicium cristallin, couches minces, pérovskites), industrialisation du PV en France, intégration au bâtiment (BIPV). Hébergé sur le site CEA de Liten (Le Bourget-du-Lac, Savoie). Rapprochement CEA Liten cohérent.	≈ 18 millions d'euros/an (SCSP PIA + ressources propres) ≈ 110 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études / Recherche</b> Siège Le Bourget-du-Lac 73.	<b>→ RÉSEAU ITE / CEA</b> Rapprochement CEA Liten (cohérence solaire).	

<b>EPSF</b> Établissement Public de Sécurité Ferroviaire (EPA)	Établissement Public de Sécurité Ferroviaire. EPA sous tutelle du ministère des Transports. Délivrance des autorisations de mise en service du matériel ferroviaire en France (locomotives, voitures, rames TGV, tramways, métros). Contrôle de la sécurité et de l'interopérabilité du système ferroviaire (vérification de la conformité aux normes européennes TSI). Siège Le Mans (Sarthe). Fusion possible avec l'ART pour cohérence régulation transports.	≈ 30 millions d'euros/an (redevances ferroviaires + SCSP) ≈ 120 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Régulateur / Certificateur</b> Siège Le Mans 72.	<b>→ ART (cf. Part 04)</b> Cohérence avec l'ART (régulation transports) ; fusion possible.	

<b>BEA-RI</b> Bureau d'Enquêtes sur les Accidents Industriels (issu BARPI)	Bureau d'Enquêtes sur les Accidents Industriels. Issu du BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels). Enquêtes de retour d'expérience après accidents industriels majeurs : sites Seveso (AZF Toulouse 2001, Lubrizol Rouen 2019, Industries chimiques majeures), Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Tient la base ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents), référence européenne. Réinternalisation possible à la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR).	≈ 5 millions d'euros/an SCSP ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Études</b> Siège Lyon 69.	<b>→ INERIS / DGPR</b> Réinternalisation possible Direction générale prévention des risques (DGPR).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ANCRE</b> Alliance Nationale de Coordination de la Recherche pour l'Énergie (alliance d'établissements)	Alliance Nationale de Coordination de la Recherche pour l'Énergie. Alliance d'établissements (CEA, CNRS, IFP-EN, BRGM, ANR, etc.), pas EPA, simple structure de coordination. Programmation conjointe de la recherche française sur l'énergie : nucléaire, énergies renouvelables, hydrogène, stockage, efficacité énergétique. Hébergée au CEA Saclay. Statut juridique léger ; pas de fusion utile.	≈ 1,5 million €/an (cotisations membres) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Coordination</b> Hébergé CEA Saclay.	→ <b>Maintien (alliance, pas EPA)</b> Statut juridique léger ; pas de fusion utile.	

<b>AVIESAN</b> Alliance Nationale pour les Sciences de la Vie et de la Santé	Alliance Nationale pour les Sciences de la Vie et de la Santé. Alliance d'établissements (Inserm, CNRS, CEA, INRAE, IRD, Institut Pasteur, Conférence des Présidents d'Université). Coordination de la recherche française en sciences de la vie et santé. Programmation des Instituts Thématiques Multi-Organismes (ITMO, cancer, neurosciences, santé publique, etc.). Hébergée à l'Inserm Paris XIIIe.	≈ 1 million €/an (cotisations membres) ≈ 5 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Coordination</b> Hébergé Inserm Paris XIIIe.	→ <b>Maintien (alliance)</b> Pas de fusion utile.	

<b>ATHENA</b> Alliance Nationale des Sciences Humaines et Sociales	Alliance Nationale des Sciences Humaines et Sociales. Alliance d'établissements (CNRS-INSHS, EHESS, EPHE, Fondation Maison des Sciences de l'Homme, FMSH). Coordination de la recherche française en sciences humaines et sociales : sociologie, anthropologie, histoire, géographie, économie, sciences politiques, philosophie, psychologie. Hébergée au CNRS Paris.	≈ 0,8 million €/an (cotisations) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Coordination</b> Hébergé CNRS Paris.	→ <b>Maintien (alliance)</b> Pas de fusion utile.	

<b>ALLENVI</b> Alliance Nationale de Recherche pour l'Environnement	Alliance Nationale de Recherche pour l'Environnement. Alliance d'établissements (INRAE, CNRS, CEA, IRD, IFREMER, Météo-France, BRGM). Coordination de la recherche française sur l'environnement : changement climatique, biodiversité, eau, sols, océans, agroécologie. Hébergée à l'INRAE Paris.	≈ 0,7 million €/an (cotisations) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Coordination</b> Hébergé INRAE Paris.	→ <b>Maintien (alliance)</b> Pas de fusion utile.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>BPI Innovation</b> Bpifrance Innovation (filiale Bpifrance)	Bpifrance Innovation. Filiale de Bpifrance. Soutien à l'innovation des PME et ETI françaises : subventions (aide à l'innovation), prêts à taux zéro (PTZ Innovation), garanties bancaires sur projets innovants. Gestion des appels à projets PIA et France 2030 délégués par le SGPI. Siège Maisons-Alfort (Val-de-Marne). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.20] Bpifrance.	≈ 800 millions d'euros/an (crédits PIA + ressources propres) ≈ 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur / Prêteur</b> Siège Maisons-Alfort 94.		→ <b>Maintien (filiale Bpifrance)</b> Articulation à clarifier avec ANR (recherche fondamentale) et SGPI (PIA).

<b>Bpifrance Garantie</b> Bpifrance Garantie (filiale Bpifrance, ex-OSEO Garantie)	Bpifrance Garantie. Filiale de Bpifrance, ex-OSEO Garantie. Garantie publique des prêts bancaires aux PME et TPE françaises (≈ 60 % du risque garanti, contre cotisation versée par le bénéficiaire), ≈ 6 milliards d'euros de prêts garantis/an. Permet aux PME d'accéder au financement bancaire malgré l'absence de garanties suffisantes. Siège Maisons-Alfort (94). ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.20] Bpifrance.	≈ 600 millions d'euros/an (SCSP + cotisations) ≈ 300 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Garantie</b> Siège Maisons-Alfort 94.		→ <b>Maintien (filiale Bpifrance)</b> Cohérence groupe Bpifrance.

<b>France 2030</b> Plan France 2030, Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI, rattaché PM)	Plan France 2030, opéré par le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI, rattaché au Premier ministre). Pilotage du Plan France 2030 : 54 milliards d'euros sur 5 ans (2022-2026) pour la transformation économique française dans 10 secteurs prioritaires (énergie nucléaire, hydrogène, industrie 4.0, santé, agriculture, alimentation, mobilités, numérique, espace, fonds marins). Mission opérationnelle déléguée aux opérateurs (ADEME, ANR, Bpifrance, CDC). Successeur des PIA 1, 2, 3, 4.	≈ 11 milliards d'euros/an de crédits (crédits programme) ≈ 60 ETPT (SGPI)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Premier ministre Paris VIIe.		→ <b>Maintien SGPI (mission limitée dans le temps)</b> Mission opérationnelle des opérateurs (ADEME, ANR, Bpifrance, CDC...); pilotage central.

<b>ITER France</b> Agence Iter France (CEA-Cadarache), réacteur expérimental international	Agence Iter France. Hébergée au CEA-Cadarache (Bouches-du-Rhône). Maîtrise d'œuvre française du projet ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor), réacteur thermonucléaire expérimental international. Plus grand projet scientifique mondial : 35 pays partenaires, ≈ 25 milliards d'euros de coût total estimé, premier plasma prévu fin 2025-début 2026. Démontrer la faisabilité de la fusion nucléaire comme source d'énergie. Site Cadarache (CEA). ► Voir aussi la fiche Niveau 2 [F.10] CEA (dossier principal) pour le contexte associé.	≈ 200 millions d'euros/an (SCSP + financements UE) ≈ 250 ETPT (volet français)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Site Cadarache 13 + Saint-Paul-lès-Durance.	<b>→ CEA (déjà rattaché)</b> Hébergé CEA ; renforcement intégration.	
<b>GIP Re-Sources</b> GIP Re-Sources / divers GIP recherche	GIP Re-Sources et divers GIP recherche thématique. Animation de réseaux régionaux de recherche thématique (eau, déchets, biodiversité, mobilités). Financement par cotisations des collectivités et SCSP. Réinternalisation possible aux EPST de tutelle (CNRS, INRAE, IRD).	<b>≈ 10 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP + collectivités) ≈ 50 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Animation / Coordination</b> Multiples sites régionaux.	<b>→ Universités / EPST régionaux</b> Réinternalisation possible aux EPST de tutelle.	
<b>DINUM</b> Direction Interministérielle du Numérique (service à compétence nationale, rattachée PM)	Direction Interministérielle du Numérique. Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre (jusqu'en 2024, désormais sous tutelle ministre du Numérique). Pilotage de la transformation numérique de l'État français : coordination des Systèmes d'Information ministériels, plateforme FranceConnect (authentification unique pour les services publics, ≈ 50 millions de comptes), beta.gouv.fr (incubateur d'innovations publiques), data.gouv.fr (open data).	<b>≈ 80 millions d'euros/an</b> SCSP ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Pilote</b> Siège Paris VIIe.	<b>→ Maintien (mission régalienne SI État)</b> Statut SCN ; renforcement coordination ministérielle.	
<b>AGE PI Hauts-de-France</b> Agence Régionale d'Investissement et d'Innovation (réseau Bpifrance régional + 13 régions)	Agences Régionales d'Investissement et d'Innovation. Réseau Bpifrance régional + 13 régions. Déclinaison régionale de Bpifrance et des dispositifs d'investissement régionaux : prêts régionaux, fonds régionaux d'investissement, subventions à l'innovation co-financées État/Région. ≈ 600 ETPT cumulés. Siège régional dans chaque capitale régionale. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.20] Bpifrance.	<b>≈ 200 millions d'euros/an cumulé</b> (crédits régionaux + Bpifrance) ≈ 600 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE FUSION PROPOSÉE</b>
<b>Subventionneur / Prêteur régional</b> 13 antennes régionales (réseau Bpifrance régional).	<b>→ Bpifrance (déjà cohérence)</b> Cohérence groupe Bpifrance.	
<b>Conservatoires régionaux</b> Réseau des 11 Conservatoires régionaux d'espaces naturels (associations)	Réseau des 11 Conservatoires régionaux d'espaces naturels. Associations loi 1901 cofinancées État + Régions + ressources privées (mécénat, dons). Conservation et gestion de sites naturels protégés en région : ≈ 3 500 sites gérés en France métropolitaine, ≈ 200 000 hectares (zones humides, prairies, landes, forêts). Acquisitions foncières, baux de gestion, conventions avec propriétaires. Articulation possible avec OFB et CELRL.	<b>≈ 35 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP + collectivités + privé) ≈ 600 ETPT cumulé

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE FUSION PROPOSÉE
<b>Opérationnel</b> 11 CRE régionaux + Conservatoire national d'espaces naturels.	<b>→ OFB (cohérence biodiversité)</b> Articulation possible avec OFB et CELRL.	

## RÉCAPITULATIF GLOBAL, CATÉGORIE B

Synthèse cumulée des Parts 04 + 05 + 06, fin de la cartographie « À fusionner »

### CHIFFRES-CLÉS DE LA CATÉGORIE B

Nombre d'entités cartographiées : **≈ 162**

Effectifs cumulés : **≈ 130 000 ETPT**

Flux financiers cumulés : **≈ 80 milliards d'euros/an**

dont **≈ 28 Milliards d'euros** de prestations sociales (régimes spéciaux retraite + ANGDM)

dont **≈ 22 Milliards d'euros** de banque publique de développement (AFD-groupe + Bpifrance + Action Logement)

dont **≈ 30 Milliards d'euros** de budgets opérationnels (ARS, ports, agriculture, formation, sport, défense, recherche)

### Les 18 grappes de fusion identifiées (synthèse)

GRAPPE DE FUSION CIBLE	ENTITÉS REGROUPÉES
<b>1. SANTÉ FRANCE</b>	EFS, INCa, ANRS-MIE, HCSP, ONIAM (+ HAS, ANSM, SpF, ANSES, ABM cat A à articuler)
<b>2. OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT</b>	OFB (cat A) + CELRL + 11 parcs nationaux + EP Marais Poitevin + ARB régionales + Conservatoires régionaux
<b>3. FRANCE INTERNATIONAL</b>	Atout France + Business France + Expertise France + AFD + Proparco
<b>4. AGENCE NATIONALE TERRITOIRES</b>	ANRU + ANCT + ANAH + ANCOLS + EPF Réseau
<b>5. AGENCE NATIONALE GRAND PARIS</b>	EPA Paris-Saclay + Marne-la-Vallée + Grand Paris Aménagement + Sénart + SGP + EPF IDF + EPA territoriaux
<b>6. OPÉRATEUR NATIONAL FORMATION</b>	AFPA + Centre Inffo + ESS-Cnam + EPIDE
<b>7. OPÉRATEUR NATIONAL SPORT</b>	ANS + INSEP + CREPS Réseau + ENVSN + ENSA Chamonix
<b>8. AGENCE NATIONALE NUMÉRIQUE RÉGALIEN</b>	ANSSI + ANTS + AFNIC
<b>9. OPÉRATEUR CULTURE ET CRÉATION</b>	CNAP + INA + FRAC + CDN + CCN + SMAC + CNM + CICLIC + CinéMathèque
<b>10. FRANCE MÉDIAS INTERNATIONAL</b>	France Médias Monde + TV5 Monde + Institut français
<b>11. AGENCE NATIONALE COMBATTANTS</b>	ONACVG + INI + Mémoires

GRAPPE DE FUSION CIBLE	ENTITÉS REGROUPÉES
<b>12. CNAV à terme (régimes spéciaux)</b>	ENIM + CNIEG + CRP-RATP + CPRP-SNCF + CRPCEN + CANSSM + CRPN + CAVIMAC + Caisse Banque France + IRCANTEC
<b>13. AGENCE NATIONALE SANTÉ TERRITORIALE</b>	Réseau des 18 ARS
<b>14. REGROUPEMENT CCI-CMA-Chambres</b>	Réseaux consulaires (CCI + CMA + Chambres d'agriculture)
<b>15. OPÉRATEUR ÉDUCATION NUMÉRIQUE</b>	CNED + ONISEP + Réseau Canopé + IH2EF
<b>16. AUTORITÉ PORTUAIRE NATIONALE</b>	HAROPA + 9 Grands Ports Maritimes
<b>17. AGENCE OUTRE-MER NATIONALE</b>	LADOM + ODEADOM + IFRECOR + 50 pas géographiques
<b>18. ASNR (déjà actée 21 mai 2024)</b>	ASN + IRSN + ART + ANDRA + EPSF (sécurité ferroviaire)

### Économies attendues sur l'ensemble de la catégorie B

La fusion par grappes thématiques permet (1) la mutualisation des fonctions support (RH, achats, juridique, communication), (2) la suppression des doublons opérationnels, (3) le rééquilibrage siège/terrain, (4) un pilotage public unifié. Les économies sont récurrentes mais s'étalent sur 3-7 ans selon les grappes (les fusions sociales et juridiques prennent du temps).

#### ÉCONOMIES TOTALES MOBILISABLES, CATÉGORIE B

Part 04 (71 entités, 15 grappes principales) : **1 à 1,5 milliard €/an**

Part 05 (56 entités, ARS / consulaires / ports / éducation / outre-mer) : **0,8 à 1,2 milliard €/an**

Part 06 (35 entités, SSA / IRA / sport / EPA / ITE / alliances) : **0,3 à 0,5 milliard €/an**

#### TOTAL CATÉGORIE B : **3 à 5 milliards d'euros par an**

*Économies récurrentes, par fusions par grappes thématiques cohérentes, sans démantèlement des missions de service public. Les fusions s'inspirent du précédent réussi HAROPA Port (Le Havre + Rouen + Paris fusionnés en 2021) et de la fusion ASN+IRSN actée par la loi du 21 mai 2024 (ASNR au 1er janvier 2025).*

#### Bilan cumulé Parts 01-06

CATÉGORIE	ENTITÉS	EFFECTIFS	FLUX €/AN
A, À conserver (Parts 01-03)	203	≈ 410 000 ETPT	≈ 630 Milliards d'euros
B, À fusionner (Parts 04-06)	≈ 162	≈ 130 000 ETPT	≈ 80 Milliards d'euros
<b>TOTAL Parts 01-06</b>	<b>≈ 365</b>	<b>≈ 540 000 ETPT</b>	<b>≈ 710 Milliards d'euros</b>

Économies cumulées identifiées Parts 01-06 : **9 à 16 milliards d'euros/an** (cat A : 6 à 11 + cat B : 3 à 5).

▶ CATÉGORIE C , À RÉINTERNALISER ◀

### Note méthodologique

**Catégorie C, À réinternaliser.** La catégorie C concerne les entités dont la mission peut être ré-assumée par une **direction d'administration centrale (DAC)** ou par les **services déconcentrés** (préfectures, DREAL, DDT, DRAC, DRAAF). La logique : **supprimer la double couche administration centrale + opérateur** et revenir au modèle pré-1995 d'une administration verticale efficace. Précédent réussi : la DATAR fusionnée DGCL en 2014.

**Périmètre Part 07.** (A) Hauts Conseils thématiques (HCC, HCFEA, HCFEH, HCAAM, HCFiPS, HCVA, CNCPPH, CNI, CNum, CNAOP, CESER, CNTE, COCT, COJ, CNAS) ; (B) Délégations interministérielles (DIHAL, DIPLP, MILDECA, MIVILUDES, MIPROF, DIA, DIIS, DIA-Outremer, DICOM, MIQCP) ; (C) Observatoires nationaux (ONS, ONDRP supprimé, OVE, ONESS, France Stratégie, CGEDD, CGAAER, CGE, ORS, Obs Pauvreté, Obs Vie Associative, Conseil Prélèvements) ; (D) Petits opérateurs sectoriels (DGLFLF, MFP, DAJ, OFPRA, etc.) ; (E) Conseils sectoriels divers (COR, CNS, CNDP-Patrimoine, CCNE, CNCNDH).

**Sources principales.** Rapport Sénat de la commission d'enquête (3 juillet 2025) sur les organismes consultatifs (317 recensés) ; rapport IFRAP juillet 2025 ; rapport « Comités Théodule » Cour des comptes ; doctrine de la révision générale des politiques publiques (RGPP, 2007-2012) ; loi de simplification de l'administration.

→ Le tableau panoramique des 70 entités catégorie C (1/3) commence ci-dessous

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>HCC</b> Haut Conseil pour le Climat (organisme consultatif, créé 2018)	Haut Conseil pour le Climat. Organisme consultatif indépendant créé en 2018 par décret du 14 mai 2019 (sur initiative du Président Macron). Composé de 13 climatologues, économistes et experts scientifiques nommés par le Premier ministre. Avis indépendants annuels sur la stratégie climatique française (Stratégie Nationale Bas Carbone, SNBC), évaluation de l'efficacité des politiques publiques climatiques (transports, bâtiments, agriculture, industrie). Doublet manifeste avec le SGPE (Secrétariat Général à la Planification Écologique, créé 2022) qui couvre déjà la même mission de pilotage interministériel.	≈ 2 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 12 ETPT (secrétariat)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Premier ministre Paris VIIe.		<b>→ SGPE (Secrétariat général à la planification écologique)</b> Secrétariat dans le SGPE déjà existant. Doublet manifeste avec Cour des comptes (rapports environnement) et France Stratégie.

<b>HCFEA</b> Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge (organisme consultatif)	Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge. Organisme consultatif issu en 2016 de la fusion de 3 anciens conseils (HC Famille + Conseil Enfance + Conseil Avancée en Âge). 3 formations spécialisées présidées par des personnalités qualifiées, réunissant ≈ 70 membres au total (élu, associations, partenaires sociaux). Études et concertation sur les politiques familiales, de l'enfance et de l'autonomie des personnes âgées. Doublet manifeste avec CNAF (cat A), CNAV, CNSA et avec la DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale).	≈ 2 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 15 ETPT (secrétariat)
--	--	--

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé France Stratégie Paris VIIe.	<b>→ DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale)</b>  Réinternalisation DGCS. Doublon avec CNAF, CNAV, CNSA (cat A).	

<b>HCEFH</b> Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes (organisme consultatif, créé 2013)	Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes. Organisme consultatif créé en 2013 (décret du 3 janvier 2013) sous la mandature Hollande. ≈ 70 membres nommés (associations féministes, élus, personnalités qualifiées) répartis en 5 commissions thématiques : violences, parité, droits sexuels et reproductifs, lutte contre les stéréotypes, enjeux européens. Mission portable sans difficulté par le Service du Droit des Femmes et de l'Égalité de la DGCS, le HCE rapporte essentiellement à des fonctionnaires DGCS qui font le travail de fond.	<b>≈ 1,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 10 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé Premier ministre Paris VIIe.	<b>→ DGCS / Service du droit des femmes</b>  Réinternalisation DGCS. Mission portable par la Direction du droit des femmes.	

<b>HCAAM</b> Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie (organisme consultatif)	Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie. Organisme consultatif créé en 2003. Présidé par une personnalité qualifiée (auj. M. Pierre-Louis Bras, ex-DSS), ≈ 75 membres (parlementaires, partenaires sociaux, fédérations hospitalières, médecins, économistes). Études prospectives sur l'avenir financier et organisationnel de l'assurance maladie obligatoire. Doublons manifestes : rapports CNAM Charges et Produits annuels (loi du 13 août 2004), Cour des comptes RALFSS, IGAS, Direction de la Sécurité Sociale.	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé DSS Paris XVe.	<b>→ DSS (Direction de la Sécurité Sociale)</b>  Réinternalisation DSS. Doublon avec rapports CNAM Charges et Produits, Cour des comptes.	

<b>HCFiPS</b> Haut Conseil pour le Financement de la Protection Sociale	Haut Conseil pour le Financement de la Protection Sociale. Organisme consultatif créé en 2012 (décret du 3 décembre 2012) sous Hollande. ≈ 60 membres. Études prospectives sur le financement des branches de la Sécurité sociale (cotisations, CSG, CRDS, taxes affectées). Doublons manifestes : Commission des Comptes de la Sécurité Sociale (CCSS, qui réunit les mêmes acteurs), Direction de la Sécurité Sociale (DSS), Direction Générale du Trésor.	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé DSS Paris XVe.	<b>→ DSS / DG Trésor</b>  Réinternalisation DSS ou DG Trésor. Doublon avec CCSS.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>HCVA</b> Haut Conseil à la Vie Associative (organisme consultatif)	Haut Conseil à la Vie Associative. Organisme consultatif sous tutelle de la Direction Jeunesse, Éducation Populaire et Vie Associative (DJEPVA, ministère de l'Éducation nationale). ≈ 25 membres dont 12 représentants associatifs. Avis sur les politiques associatives (financements publics, fiscalité, statut du bénévolat). Mission portable sans difficulté par la DJEPVA elle-même qui couvre déjà tout le champ de la vie associative.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 5 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Direction Jeunesse Vie Associative Paris.		<b>→ Direction Jeunesse, Éducation populaire et Vie associative (DJEPVA)</b> Réinternalisation DJEPVA.
<b>CNCPH</b> Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées	Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées. Organisme consultatif créé en 1975. ≈ 160 membres (associations de personnes handicapées, partenaires sociaux, élus, administrations). Avis sur les politiques en faveur des personnes handicapées (PCH, AAH, accessibilité, scolarisation, emploi). Travail technique réalisé par le Secrétariat général à la Solidarité de la DGCS. Doublon avec la CNSA (cat A), MDPH, Délégation Interministérielle Handicap.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé Direction handicap Paris.		<b>→ DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale)</b> Réinternalisation DGCS.
<b>CNI</b> Conseil National de l'Industrie (organisme consultatif)	Conseil National de l'Industrie. Organisme consultatif créé en 2010 (relancé 2017 par M. Le Maire). Présidé par le Premier ministre, vice-présidé par le ministre de l'Industrie. Concertation entre l'État et 18 Comités Stratégiques de Filière (CSF), automobile, ferroviaire, aéronautique, naval, chimie-matériaux, électronique, mode-luxe, etc. Mission de concertation déjà portée par la DGE (Direction Générale des Entreprises) qui anime ces CSF au quotidien, le CNI ne fait qu'un travail d'orchestration peu utile.	≈ 1,5 million €/an (SCSP) ≈ 10 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Direction générale des entreprises (DGE) Paris.		<b>→ DGE (Direction Générale des Entreprises)</b> Réinternalisation DGE. Mission de concertation déjà portée par DGE.
<b>CNNum</b> Conseil National du Numérique (organisme consultatif, créé 2011)	Conseil National du Numérique. Organisme consultatif créé en 2011 (mandature Sarkozy), recomposé en 2013 (mandature Hollande). ≈ 30 membres bénévoles (entrepreneurs, chercheurs, militants associatifs) + secrétariat permanent (8 ETPT). Avis indépendants sur les enjeux numériques : souveraineté numérique, intelligence artificielle, données personnelles, plateformes, fracture numérique. Mission largement reprise par DINUM (Direction Interministérielle du Numérique) et DGE, le CNNum apporte peu de valeur ajoutée additionnelle.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé Bercy Paris.	<b>→ DINUM (Direction Interministérielle du Numérique)</b> Réinternalisation DINUM. Mission déjà portée par DINUM/DGE.	

<b>CNAOP</b> Conseil National d'Accès aux Origines Personnelles	Conseil National d'Accès aux Origines Personnelles. Organisme consultatif créé en 2002 (loi du 22 janvier 2002 sur l'accouchement sous X). Aide aux personnes nées sous X dans la recherche de leurs origines biologiques (≈ 600 demandes nouvelles/an). Travail technique réalisé par 3-4 chargés de mission DGCS. Mission portable par le Service de l'Enfance (Direction Générale de la Cohésion Sociale).	≈ 0,7 million €/an (SCSP) ≈ 5 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Opérationnel</b> Hébergé Min Solidarités.	<b>→ DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale)</b> Réinternalisation DGCS / Service de l'enfance.	

<b>CESER (x13)</b> Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux (13 régionaux + outre-mer)	Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux. 13 CESER en métropole + 5 en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte). Conseils consultatifs des conseils régionaux, prévus par la loi NOTRe (2015). Composition : représentants des organisations professionnelles, syndicats, associations (≈ 100 membres par CESER). Avis sur les budgets régionaux et les schémas régionaux. Mission de représentation des forces vives régionales, maintien possible mais rationalisation des effectifs et budgets souhaitable (effectifs comparables à de petits opérateurs publics).	≈ 30 millions d'euros/an cumulé (crédits régionaux) ≈ 200 ETPT cumulé
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études / Concertation</b> 13 sièges régionaux + ultramarins.	<b>→ Conseils régionaux (collectivités)</b> Maintien parlementaire régional possible mais rationalisation effectifs et budgets.	

<b>CNTE</b> Conseil National de la Transition Écologique (organisme consultatif)	Conseil National de la Transition Écologique. Organisme consultatif créé en 2012 (loi Grenelle II). ≈ 50 membres : ONG environnementales, partenaires sociaux, élus, parlementaires, scientifiques. Concertation sur les projets de loi à dimension environnementale (énergies renouvelables, biodiversité, économie circulaire). Mission désormais portée par le SGPE (Secrétariat Général à la Planification Écologique) et la Direction Générale de l'Énergie et du Climat (DGECC).	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 5 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé Min Transition écologique.	<b>→ SGPE / Direction Eau et Biodiversité</b> Réinternalisation SGPE.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>COCT</b> Conseil d'Orientation des Conditions de Travail (organisme consultatif)	Conseil d'Orientation des Conditions de Travail. Organisme consultatif sous tutelle du ministère du Travail. ≈ 40 membres (partenaires sociaux, employeurs, salariés, experts). Concertation sur les politiques de santé et sécurité au travail (PNST, Plan National Santé Travail, accidents du travail, risques psychosociaux, troubles musculo-squelettiques). Mission portable par la Direction Générale du Travail (DGT) qui pilote déjà toute la politique santé-sécurité au travail.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGT Paris.		→ <b>DGT (Direction Générale du Travail)</b> Réinternalisation DGT.

<b>COJ</b> Conseil d'Orientation des Politiques de Jeunesse	Conseil d'Orientation des Politiques de Jeunesse. Organisme consultatif créé en 2017 sous tutelle du ministère chargé de la Jeunesse. ≈ 50 membres (associations de jeunesse, élus, partenaires sociaux). Concertation sur les politiques publiques en direction des jeunes (Service Civique, SNU, Bafa, Boursiers, Mission Locale). Mission portable par la DJEPVA.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Jeunesse.		→ <b>DJEPVA (Direction Jeunesse-Éducation populaire-Vie associative)</b> Réinternalisation DJEPVA.

<b>CNAS</b> Conseil National de l'Aide aux Victimes	Conseil National de l'Aide aux Victimes. Organisme consultatif sous tutelle du ministère de la Justice (DACG). ≈ 30 membres (associations d'aide aux victimes, magistrats, experts). Concertation sur les politiques d'aide aux victimes d'infractions pénales (indemnisation, accompagnement psychologique, accès aux droits). Mission portable par la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces (DACG).	≈ 0,3 million €/an (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Justice.		→ <b>Direction des Affaires Criminelles et des Grâces (DACG)</b> Réinternalisation DACG.

<b>DIHAL</b> Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (créée 2010)	Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement. Créée en 2010 par décret. Coordination des politiques d'hébergement d'urgence (≈ 200 000 places) et d'accès au logement des personnes défavorisées (sans-abris, sortants de prison, demandeurs d'asile, victimes de violences conjugales). Pilotage du programme « Logement d'abord » (logement adapté avant accompagnement social). Réinternalisation possible : volet hébergement à la DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale), volet logement à la DHUP (Direction de l'Habitat, Urbanisme et Paysages).	≈ 5 millions d'euros/an de fonctionnement (+ 2,5 Milliards d'euros programme 177) ≈ 40 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote</b> Hébergée Premier ministre Paris VIIe.	<b>→ DGCS / DHUP</b> Réinternalisation entre DGCS (volet hébergement social) et DHUP (volet logement).	

<b>DIPLP</b> Délégation Interministérielle à la Prévention et à la Lutte contre la Pauvreté (créée 2018)	Délégation Interministérielle à la Prévention et à la Lutte contre la Pauvreté. Créée en 2018 (Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté annoncée par M. le Président de la République Macron). Coordination interministérielle de la stratégie pauvreté : aide alimentaire, santé des plus démunis, accès aux droits, accompagnement RSA. ≈ 25 ETPT pour piloter une politique transversale. Réinternalisation logique à la DGCS qui couvre déjà l'ensemble du champ social (RSA, prime d'activité, lutte contre l'exclusion).	<b>≈ 4 millions d'euros/an de fonctionnement</b>  (+ crédits programmes)  ≈ 25 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Hébergée Premier ministre.	<b>→ DGCS (Direction Générale Cohésion Sociale)</b> Réinternalisation DGCS.	

<b>MILDECA</b> Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives	Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives. Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre. Coordination interministérielle de la lutte contre les drogues (cannabis, cocaïne, héroïne, drogues de synthèse), l'alcoolisme, le tabagisme, les addictions comportementales (jeux d'argent, écrans). Pilote 9 ministères impliqués (Santé, Intérieur, Justice, Éducation, Travail). Réinternalisation possible à la DGS (Direction Générale de la Santé) pour le volet santé publique, en lien avec le Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CIPDR) pour le volet sécurité.	<b>≈ 18 millions d'euros/an</b>  (SCSP + crédits programmes)  ≈ 30 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Hébergée Premier ministre.	<b>→ DGS (Direction Générale de la Santé) / SG-CIPDR</b> Réinternalisation DGS pour le volet santé.	

<b>MIVILUDES</b> Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Délices Sectaires	Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Délices Sectaires. Service à compétence nationale, créée en 2002 sous M. le Premier ministre Raffarin. Hébergée au ministère de l'Intérieur depuis 2020 (auparavant rattachée au Premier ministre). Observation des phénomènes sectaires en France (≈ 4 000 saisines par an), information et formation des agents publics confrontés (élus, enseignants, médecins, magistrats, policiers). Réinternalisation plénière à la Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques (DLPAJ) du ministère de l'Intérieur.	<b>≈ 2 millions d'euros/an</b>  (SCSP)  ≈ 15 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études / Coordination</b> Hébergée Min Intérieur.	<b>→ Direction des Libertés Publiques (DLPAJ)</b> Réinternalisation DLPAJ Min Intérieur.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MIPROF</b> Mission Interministérielle pour la Protection des Femmes contre les violences	Mission Interministérielle pour la Protection des Femmes contre les violences. Créée en 2013 sous M. la ministre Najat Vallaud-Belkacem. ≈ 8 ETPT. Coordination interministérielle de la lutte contre les violences faites aux femmes (violences conjugales, viols, mutilations génitales féminines, mariages forcés). Production d'outils (kits de formation pour professionnels, modules e-learning). Mission portable par le Service du Droit des Femmes et de l'Égalité (DGCS).	≈ 1,5 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Solidarités.	→ <b>DGCS / Service du droit des femmes</b> Réinternalisation DGCS / Service du droit des femmes.	

<b>DIA</b> Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés	Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés. Créée en 2018 (suite à la « crise migratoire » de 2015-2016). Coordination des politiques d'accueil et d'intégration des réfugiés en France (≈ 30 000 nouveaux statuts de réfugié accordés/an). Pilotage du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR), du parcours linguistique et professionnel. Réinternalisation possible à la Direction Générale des Étrangers en France (DGEF, ministère de l'Intérieur) en lien avec l'OFII (cat B Part 05).	≈ 6 millions d'euros/an de fonctionnement (+ crédits programmes) ≈ 15 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Intérieur.	→ <b>DGEF (Direction Générale des Étrangers en France)</b> Réinternalisation DGEF / OFII (cat B Part 05).	

<b>DIIS</b> Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale	Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale. Petite structure rattachée à un cabinet ministériel. Promotion de l'innovation sociale dans les politiques publiques (économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social, expérimentation territoriale). Réinternalisation possible : volet ESS à la DGCS, volet innovation entreprises à la DGE.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Animation</b> Hébergée Premier ministre.	→ <b>DGCS / DGE</b> Réinternalisation DGCS pour ESS / DGE pour innovation entreprises.	

<b>DIA-Outremer</b> Délégation Interministérielle à l'Égalité des Chances Outre-mer	Délégation Interministérielle à l'Égalité des Chances Outre-mer. Créée en 2009. Coordination des politiques d'égalité des chances dans les outre-mer (lutte contre les discriminations, vie chère, accès à l'emploi). Réinternalisation possible à la Direction Générale des Outre-Mer (DGOM, ministère des Outre-mer).	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 5 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Outre-mer.	→ <b>Min Outre-mer (Direction générale)</b> Réinternalisation DG Outre-mer.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<p><b>DICOM</b></p> <p>Délégation à l'Information et à la Communication (DICOM, multiples ministérielles)</p>	<p>Délégations à l'Information et à la Communication. ≈ 10 DICOM ministérielles (Bercy, Intérieur, Justice, Santé, Éducation, Affaires étrangères, Culture, Travail, Armées, Transition écologique) + Service Information du Gouvernement (SIG, Premier ministre). Coordination de la communication ministérielle. Mutualisation possible des DICOM ministérielles avec le SIG dans un grand pôle communication unifié. ≈ 600 ETPT cumulés et ≈ 80 millions d'euros de budget cumulé, économies substantielles à la clé.</p>	<p>≈ 80 millions d'euros/an cumulé (10+ DICOM)</p> <p>(SCSP réparti)</p> <p>≈ 600 ETPT cumulé</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<p><b>Communication</b></p> <p>DICOM dans 10+ ministères + SIG (Premier ministre).</p>		<p>→ <b>SIG (Service Information Gouvernementale)</b></p> <p>Mutualisation des DICOM ministérielles avec le SIG. Économies substantielles.</p>
<p><b>MIQCP</b></p> <p>Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques</p>	<p>Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques. Créée en 1977. Conseil aux maîtres d'ouvrage publics (administrations centrales, collectivités territoriales, opérateurs publics) pour la qualité architecturale et constructive des bâtiments publics. ≈ 12 ETPT. Mission portable par la Direction Générale du Patrimoine et de l'Architecture (DGPa, ministère de la Culture).</p>	<p>≈ 2 millions d'euros/an</p> <p>(SCSP)</p> <p>≈ 12 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<p><b>Études / Conseil</b></p> <p>Hébergée Min Culture / Min Transition.</p>		<p>→ <b>DGPa (Direction Générale du Patrimoine)</b></p> <p>Réinternalisation DGPa Min Culture.</p>
<p><b>ONS</b></p> <p>Observatoire National de la Sécurité et de l'Accessibilité des Établissements d'enseignement</p>	<p>Observatoire National de la Sécurité et de l'Accessibilité des Établissements d'enseignement. Service au sein du ministère de l'Éducation nationale. Observation et recommandations sur la sécurité des établissements scolaires (incendies, attentats, accessibilité PMR, sécurité sanitaire). Mission directement portable par la DGESCO (Direction Générale de l'Enseignement Scolaire).</p>	<p>≈ 1 million €/an</p> <p>(SCSP MEN)</p> <p>≈ 5 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<p><b>Études</b></p> <p>Hébergé MEN.</p>		<p>→ <b>DGESCO (Direction Générale Enseignement Scolaire)</b></p> <p>Réinternalisation DGESCO.</p>
<p><b>ONDRP</b></p> <p>Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (n'existe plus depuis 2020, fusion INHESJ supprimé)</p>	<p>Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales. <b>**SUPPRIMÉ en 2020**</b> suite à la dissolution de l'INHESJ (Institut National des Hautes Études de Sécurité et de Justice). Mission reprise par le SSMSI (Service Statistique Ministériel de la Sécurité Intérieure, ministère de l'Intérieur). Cas d'école d'une rationalisation réussie en cat C/D.</p>	<p>≈ 0 (supprimé en 2020)</p> <p>0</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Supprimé</b> Hébergement antérieur INHESJ (supprimé).	<b>→ SSMSI (Service Statistique Ministériel Sécurité Intérieure)</b> Mission reprise par le SSMSI.	
<b>OVE</b> Observatoire National de la Vie Étudiante (organisme consultatif)	Observatoire National de la Vie Étudiante. Organisme consultatif rattaché au CNOUS (Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires). Études sur les conditions de vie et études des étudiants français (logement, restauration, santé, conditions financières), enquête nationale tous les 3 ans (≈ 50 000 étudiants interrogés). Maintien possible de la mission études, mais hébergement direct au CNOUS pour mutualisation administrative.	<b>≈ 1,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé CNOUS Paris.	<b>→ CNOUS (réinternalisation administrative)</b> Maintien possible mission études mais hébergement direct CNOUS.	
<b>ONESS</b> Observatoire National de l'Économie Sociale et Solidaire (associatif)	Observatoire National de l'Économie Sociale et Solidaire. Statut associatif sous tutelle du ministère chargé de l'ESS. Études et publications sur le secteur de l'ESS en France (200 000 entreprises, 2,5 millions de salariés). Mission portable par la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) qui héberge déjà la Délégation interministérielle à l'ESS.	<b>≈ 0,8 million €/an</b> (SCSP) ≈ 5 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Chambre Régionale ESS.	<b>→ DGCS (Direction de l'ESS)</b> Réinternalisation DGCS.	
<b>France Stratégie</b> France Stratégie (service à compétence nationale rattaché PM, créé 2013)	Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre, créé en 2013 par M. le Premier ministre Ayrault. Successeur du Commissariat Général au Plan (CGP, créé en 1946 par de Gaulle) puis du Centre d'Analyse Stratégique (CAS). ≈ 100 ETPT (économistes, sociologues, statisticiens). Études prospectives et évaluation des politiques publiques (rapports publics annuels). Mission portable par les directions du Trésor (DG Trésor), DGE, SGPE, DGCS selon les sujets, France Stratégie est essentiellement un cabinet de réflexion qui duplique des missions ministérielles.	<b>≈ 16 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Premier ministre Paris VIIe.	<b>→ Cabinet Premier ministre / DG Trésor</b> Mission portable par les directions du Trésor / DGE / SGPE / DGCS selon les sujets.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CGEDD</b> Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (corps de contrôle)	Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable. Corps de contrôle technique du ministère de la Transition écologique. ≈ 250 ingénieurs et inspecteurs (Mines, Ponts, Eaux et Forêts) en activité. Inspection, audit et conseil au ministre : missions d'inspection des opérateurs (ADEME, ANCT, OFB, Météo-France...), avis techniques sur projets d'aménagement, audits de DREAL. Maintien comme corps de contrôle, mais possible mutualisation avec le CGAAER et le CGE pour rationaliser les inspections sectorielles.	≈ 30 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 250 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Inspection</b> Hébergé Min Transition écologique La Défense.		<b>→ Maintien (corps inspection technique)</b> Maintien comme corps de contrôle, mais possible mutualisation avec CGAAER et autres CG.
<b>CGAAER</b> Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (corps de contrôle)	Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux. Corps de contrôle technique du ministère de l'Agriculture. ≈ 150 ingénieurs des Ponts, des Eaux et Forêts, ingénieurs agronomes. Inspection, audit et conseil au ministre de l'Agriculture (audits des opérateurs INRAE, ONF, FranceAgriMer, ASP, IFCE, ONIRIS), avis techniques sur les politiques agricoles. Mutualisation possible avec le CGEDD (recouvrement partiel sur la forêt, l'eau, l'environnement).	≈ 18 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 150 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Inspection</b> Hébergé Min Agriculture Paris XVIe.		<b>→ Maintien (corps inspection sectoriel)</b> Mutualisation possible avec CGEDD.
<b>CGE</b> Conseil Général de l'Économie (corps de contrôle, ex-Conseil général des mines)	Conseil Général de l'Économie. Corps de contrôle technique du ministère de l'Économie, ex-Conseil Général des Mines (créé en 1810 sous Napoléon Ier). ≈ 100 ingénieurs des Mines et Télécoms. Inspection, audit et conseil aux ministres de l'Économie, de l'Industrie, de l'Énergie et du Numérique (audits des opérateurs Bpifrance, BRGM, ANSSI, Arcom, ANSM en lien avec IGAS pour le médicament). Mutualisation possible des inspections sectorielles.	≈ 12 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Inspection</b> Hébergé Bercy Paris XIIIe.		<b>→ Maintien (corps inspection sectoriel)</b> Mutualisation possible inspection.
<b>Obs Pauvreté</b> Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES)	Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES). Organisme consultatif placé auprès du ministère chargé des Affaires sociales. Études statistiques sur la pauvreté et l'exclusion en France (mesure des taux de pauvreté monétaire et en conditions de vie, observation des territoires touchés). Mission directement portable par la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques) qui produit déjà l'essentiel des statistiques utilisées par l'ONPES.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé DREES Paris XIVe.	<b>→ DREES (Direction Recherche Études Évaluation Statistiques)</b> Réinternalisation DREES.	
<b>Obs Santé</b> Observatoires Régionaux de la Santé (ORS, 17 ORS régionaux)	Observatoires Régionaux de la Santé. 17 ORS régionaux (associations loi 1901 sous tutelle des ARS). Études statistiques régionales sur la santé (mortalité, morbidité, accès aux soins, déterminants sociaux). Animation des politiques régionales de santé publique. Intégration logique aux ARS (cat B Part 05) pour cohérence territoriale santé, ou rattachement à Santé publique France comme délégations régionales.	<b>≈ 25 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP + ARS) ≈ 250 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> 17 sièges régionaux.	<b>→ ARS (cf. Part 05) / Santé publique France</b> Intégration aux ARS pour cohérence territoriale santé.	
<b>Obs vie associative</b> Observatoire National de la Vie Associative	Observatoire National de la Vie Associative. Petit observatoire (2 ETPT) co-piloté par la DJEPVA et le Mouvement Associatif. Études sur le secteur associatif en France (≈ 1,5 million d'associations, 1,8 million de salariés, 22 millions de bénévoles). Mission portable par la DJEPVA.	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé HCVA.	<b>→ DJEPVA / Mouvement associatif</b> Mission portable DJEPVA.	
<b>Obs prélèvements</b> Conseil des Prélèvements Obligatoires (organisme consultatif rattaché Cour comptes)	Conseil des Prélèvements Obligatoires. Organisme consultatif rattaché à la Cour des comptes (présidé par le Premier président de la Cour). Études thématiques sur les prélèvements obligatoires (impôts d'État, locaux + cotisations sociales, total ≈ 45 % du PIB français). Réinternalisation pleine au sein de la Cour des comptes.	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 6 ETPT (secrétariat)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Adossé Cour des comptes Paris.	<b>→ Cour des comptes (déjà tutelle)</b> Réinternalisation pleine au sein de la Cour des comptes.	
<b>DGLFLF</b> Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France (service à compétence nationale)	Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France. Service à compétence nationale au sein du ministère de la Culture. Promotion de la langue française et des langues régionales (basque, breton, catalan, corse, occitan, alsacien, créoles). Coordination de la politique linguistique nationale (loi Toubon de 1994, terminologie scientifique et technique, usage du français dans la sphère publique). Mission portable par la Direction Générale des Médias et Industries Culturelles (DGMIC).	<b>≈ 5 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 35 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études / Animation</b> Hébergé Min Culture Paris 1er.		→ <b>Min Culture / Direction générale médias et industries culturelles (DGMIC)</b>  Réinternalisation DGMIC.

<b>MFP</b> Mission Formation Permanente / Direction Formation Professionnelle (Min Travail)	Mission Formation Permanente. Service de la Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DGEFP). Coordination de la formation professionnelle continue de l'État. Réinternalisation pleine à la DGEFP qui héberge déjà la mission.	≈ 8 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 50 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Hébergée DGEFP Paris.		→ <b>DGEFP (Direction Générale Emploi et Formation Professionnelle)</b>  Réinternalisation pleine DGEFP.

<b>Mission Partenariat</b> Missions PPP (Partenariats Public-Privé, Min Économie / Bercy)	Missions PPP (Partenariats Public-Privé). Cellule conseil au sein du ministère de l'Économie (Bercy). Conseil aux personnes publiques (État, collectivités, hôpitaux, opérateurs) sur les contrats de partenariat et de concession (ex : Stade de France, Palais de Justice de Paris, hôpitaux PPP). Réinternalisation possible à la Direction Générale du Trésor (DG Trésor) ou à la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) de Bercy.	≈ 3 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 20 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Conseil</b> Hébergée Bercy.		→ <b>DG Trésor / DAJ Bercy</b>  Réinternalisation DG Trésor.

<b>DAJ-Justice</b> Direction des Affaires Juridiques (multiples ministérielles, mutualisation possible)	Directions des Affaires Juridiques. ≈ 10 DAJ ministérielles (Bercy, Intérieur, Justice, Santé, Éducation, Affaires étrangères, Culture, Travail, Armées, Transition écologique) + DAJ du Premier ministre. Conseil juridique aux ministres et services + représentation devant les juridictions administratives et judiciaires. ≈ 800 ETPT cumulés. Mutualisation possible des DAJ ministérielles dans un pôle juridique interministériel unifié (modèle DAJ Bercy étendu).	≈ 100 millions d'euros/an cumulé (SCSP) ≈ 800 ETPT cumulé
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études / Conseil</b> DAJ dans chaque ministère.		→ <b>DAJ Bercy / Pôle juridique interministériel</b>  Mutualisation possible des DAJ ministérielles dans un pôle juridique unifié.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Obs Énergie</b> Observatoire National des Énergies Renouvelables (ONER) / Observatoire National Maîtrise Énergie	Observatoire National des Énergies Renouvelables / Observatoire National de la Maîtrise de l'Énergie. Cellule statistique au sein du ministère de la Transition écologique. Observation statistique des consommations d'énergie (par secteur : transports, bâtiments, industrie, agriculture) et de la production d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydraulique, biomasse, géothermie). Mission portable par le Service de la Donnée et des Études Statistiques (SDES) du ministère de la Transition écologique.	<b>≈ 1,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 10 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé SDES (Service Données Études Statistiques).	<b>→ SDES Min Transition écologique</b> Réinternalisation SDES.	

<b>OPECST</b> Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques	Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques. Office parlementaire commun aux deux assemblées (Assemblée nationale + Sénat), créé en 1983. ≈ 36 membres (18 députés + 18 sénateurs). Études parlementaires sur les choix scientifiques et technologiques (énergie nucléaire, OGM, IA, neurosciences, climat). Mission de contrôle parlementaire, pas réinternalisable car relève du Parlement (séparation des pouvoirs).	<b>≈ 0,8 million €/an</b> (crédits Assemblée + Sénat) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Assemblée nationale + Sénat.	<b>→ Maintien (parlementaire)</b> Office parlementaire, mission de contrôle ; pas réinternalisable car parlementaire.	

<b>CIPDR</b> Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation	Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation. Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre, recomposé en 2016 (extension à la radicalisation après les attentats de 2015). Coordination des politiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation : pilotage du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD, ≈ 70 millions d'euros/an redistribués aux préfetures). Réinternalisation possible : volet délinquance à la DLPJA, volet radicalisation à la Mission Lutte Radicalisation (DGEF / DGSJ selon le degré).	<b>≈ 70 millions d'euros/an</b> (SCSP + FIPD) ≈ 30 ETPT (secrétariat)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Min Intérieur.	<b>→ DLPJA / DGEF / DGSJ</b> Réinternalisation DLPJA + Mission Lutte Radicalisation.	

<b>SGAE</b> Secrétariat Général aux Affaires Européennes	Secrétariat Général aux Affaires Européennes. Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre. Coordination interministérielle des positions françaises au sein de l'Union européenne : préparation des conseils des ministres européens, suivi des transpositions de directives, négociation des actes législatifs européens. ≈ 200 ETPT (administrateurs civils, magistrats, ingénieurs détachés des ministères). Mission stratégique régaliennne, maintien justifié, application grille Module 3 sur productivité.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote</b> Hébergé Hôtel de Matignon Paris VIIe.	<b>→ Maintien (mission interministérielle)</b> Maintien, mission stratégique. Application grille Module 3.	

<b>DAR</b> Délégation à l'Aménagement du Territoire (intégrée DGCL en 2014)	Délégation à l'Aménagement du Territoire (ex-DATAR). Intégrée à la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) en 2014 sous le quinquennat Hollande. Cas d'école d'une réinternalisation réussie : la DATAR (créée en 1963 par de Gaulle, célèbre sous Olivier Guichard) a été intégrée à la DGCL en 2014, permettant de rationaliser les politiques d'aménagement du territoire. Modèle reproductible pour d'autres délégations interministérielles.	<b>Intégrée DGCL</b> —
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Intégrée DGCL Paris.	<b>→ DGCL (déjà fait)</b> Cas d'école d'une réinternalisation réussie : la DATAR a été intégrée DGCL en 2014. Modèle reproductible.	

<b>Mission Ruralité</b> Mission Ruralité (Premier ministre, 2020)	Mission Ruralité. Créée en 2020 sous M. le Premier ministre Castex. Pilotage de l'Agenda rural (181 mesures concrètes pour les territoires ruraux : couverture mobile, médecins de campagne, écoles rurales, pharmacies, France Services). Intégration logique à l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, cat B Part 04) qui couvre déjà tout le champ des politiques territoriales.	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Hébergée Premier ministre.	<b>→ ANCT (cat B Part 04)</b> Intégration ANCT (cohérent territoires).	

<b>MMP</b> Mission Montagne (Min Aménagement territoire / SGAR)	Mission Montagne. Service de coordination des politiques publiques en faveur des territoires de montagne (loi Montagne de 1985, modifiée 2016). ≈ 4 ETPT. Pilotage des aides spécifiques (zones de revitalisation rurale, primes aux activités agricoles de montagne, soutien aux stations de ski). Intégration à l'ANCT (cohérent territoires).	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Hébergée Min Aménagement.	<b>→ ANCT</b> Intégration ANCT.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CESE</b> Conseil Économique, Social et Environnemental (institution constitutionnelle)	Conseil Économique, Social et Environnemental. Institution constitutionnelle (article 69 de la Constitution), 3e assemblée constitutionnelle de la République française, après l'Assemblée nationale et le Sénat. ≈ 175 conseillers nommés (organisations syndicales, employeurs, associations, personnalités qualifiées). Avis consultatifs sur les projets de loi à caractère économique, social ou environnemental. Statut constitutionnel intouchable (révision possible uniquement par référendum ou Congrès du Parlement). Application grille Module 3 sur productivité (rationalisation effectifs/budget).	≈ 45 millions d'euros/an (crédits Constitutionnels) ≈ 150 ETPT (secrétariat) + 175 conseillers
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Concertation</b> Palais d'Iéna Paris XVIe.		<b>→ Maintien (institution constitutionnelle)</b> Statut constitutionnel intouchable. Application grille Module 3 sur productivité.

<b>CCNE</b> Comité Consultatif National d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé (créé 1983)	Comité Consultatif National d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé. Organisme consultatif national, créé en 1983 (le premier au monde) sous M. le Président Mitterrand. ≈ 39 membres (médecins, chercheurs, juristes, philosophes, religieux, citoyens). Avis sur les questions éthiques posées par les progrès des sciences de la vie et de la santé : bioéthique (FIV, AMP, fin de vie, génétique, IA en santé). Autorité morale sui generis ; maintien légitime.	≈ 1,2 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Espace de réflexion éthique Paris.		<b>→ Maintien (autorité morale)</b> Maintien, statut éthique sui generis. Application grille Module 3.

<b>CSDN</b> Commission du Secret de la Défense Nationale (organisme consultatif)	Commission du Secret de la Défense Nationale. Autorité indépendante créée en 1998 (loi du 8 juillet 1998). 5 membres (1 magistrat de la Cour de cassation, 1 conseiller d'État, 1 conseiller-maître à la Cour des comptes, 2 parlementaires). Avis sur les déclassifications de documents classés Secret Défense en cas de procédure judiciaire (assassinat de Maurice Audin, attentats, dossiers de la guerre d'Algérie). Rôle régalien sensible, maintien obligatoire.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 5 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergée SGDSN.		<b>→ Maintien (rôle régalien sensible)</b> Maintien, autorité indépendante sécurité.

<b>CNCDH</b> Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (institution nationale des droits de l'homme)	Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (INDH) française, créée en 1947 par René Cassin. Statut conforme aux Principes de Paris adoptés par l'ONU en 1993 (statut INDH de catégorie A), ≈ 60 membres (associations, syndicats, experts, parlementaires). Avis sur les politiques publiques en matière de droits de l'homme (rapport annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, rapports thématiques). Statut sui generis indispensable au respect des engagements internationaux français, maintien obligatoire.	≈ 1,5 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
---	--	--

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergée Premier ministre.		<b>→ Maintien (statut INDH)</b> Statut sui generis (Principes de Paris). Maintien obligatoire.

<b>CCFCB</b> Commission Centrale des Frais de Communication / Conseil consultatif	Commission Centrale des Frais de Communication / Conseil consultatif. Petit organisme consultatif (2 ETPT) examinant les frais de communication des élus. Mission portable par la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales).	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergée Min Intérieur.		<b>→ DGCL</b> Réinternalisation DGCL.

<b>Conseil orientation retraites</b> Conseil d'Orientation des Retraites (COR, organisme consultatif)	Conseil d'Orientation des Retraites. Organisme consultatif créé en 2000 (mandature Jospin). Présidé par une personnalité qualifiée (auj. M. Gilbert Cete). ≈ 39 membres (parlementaires, partenaires sociaux, experts). Études prospectives sur les retraites : projections financières des régimes de base et complémentaires, simulations des effets des réformes (recul de l'âge légal, indexation des pensions, réversion). Doublons manifestes : rapports Cour des comptes RALFSS, DSS, France Stratégie. Réinternalisation possible à la DSS.	<b>≈ 1,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 10 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé France Stratégie.		<b>→ DSS / DG Trésor</b> Réinternalisation DSS. Doublon avec rapports Cour des comptes RALFSS.

<b>CNS</b> Conseil National du Sport (organisme consultatif)	Conseil National du Sport. Organisme consultatif sous tutelle du ministère des Sports. ≈ 30 membres (fédérations sportives, élus, partenaires sociaux, mouvement sportif). Concertation sur les politiques sportives (sport pour tous, haut niveau, dopage, éthique sportive). Mission portable par la Direction des Sports.	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé Min Sports.		<b>→ DS (Direction des Sports)</b> Réinternalisation DS.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CNDP-Patrimoine</b> Conseil National du Patrimoine (organisme consultatif)	Conseil National du Patrimoine. Organisme consultatif sous tutelle du ministère de la Culture. Avis sur les classements patrimoniaux (Monuments Historiques, sites patrimoniaux remarquables, Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur, PSMV) et les politiques patrimoniales nationales. Mission portable par la Direction Générale des Patrimoines et de l'Architecture (DGPa).	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Culture.		→ <b>DGPa (Direction Générale Patrimoine)</b> Réinternalisation DGPa.

<b>CNDA</b> Cour Nationale du Droit d'Asile (juridiction administrative)	Cour Nationale du Droit d'Asile. Juridiction administrative spéciale (statut juridictionnel ≠ institution administrative) sous tutelle du Conseil d'État. ≈ 500 ETPT (magistrats administratifs, rapporteurs publics). Juridiction d'appel des décisions de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) en matière d'asile, ≈ 60 000 recours/an. Statut juridictionnel intouchable (séparation des pouvoirs). Maintien obligatoire.	≈ 50 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 500 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Juridiction</b> Siège Montreuil 93.		→ <b>Maintien (juridiction)</b> Statut juridictionnel. Maintien.

<b>OFPRA</b> Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (EPA)	Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides. EPA. Examen des demandes d'asile et de protection internationale en France (≈ 130 000 demandes/an). Décisions individuelles d'octroi ou de refus du statut de réfugié (Convention de Genève 1951) ou de la protection subsidiaire. Mission régalienne (souveraineté en matière de droit d'asile). Réinternalisation possible à la Direction Générale des Étrangers en France (DGEF, ministère de l'Intérieur), modèle adopté par plusieurs pays européens.	≈ 100 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 1 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Fontenay-sous-Bois 94.		→ <b>DGEF (Direction Générale Étrangers en France)</b> Réinternalisation DGEF Min Intérieur. Mission régalienne.

<b>CDC Habitat-volet État</b> Caisse des Dépôts (volet missions de service public)	Caisse des Dépôts et Consignations, volet missions de service public. Institution publique sui generis créée en 1816 par M. le baron Louis (sous Louis XVIII), placée sous la surveillance directe du Parlement (statut unique en France). ≈ 6 500 ETPT pour le volet État (gestion des consignations, dépôts notariaux, gestion CNRACL et autres caisses publiques, financement du logement social, gestion d'épargne réglementée Livret A). Statut sui generis intouchable, maintien. ► Voir aussi la fiche Niveau 2 [F.19] Caisse des Dépôts (dossier principal) pour le contexte associé.	≈ 1 milliard €/an de fonctionnement (autofinancement) ≈ 6 500 ETPT (volet État)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Opérationnel</b> Sièges Paris VIIe + Bordeaux + Angers.	<b>→ Maintien (statut sui generis)</b>	Institution publique sui generis. Maintien.

<b>Mission Numérique Santé</b> Délégation au Numérique en Santé (DNS, créée 2019)	Délégation au Numérique en Santé. Créée en 2019 sous le ministère de la Santé. Pilotage de la stratégie numérique en santé : Dossier Médical Partagé (DMP), e-prescription, télésanté, identifiant national de santé (INS), Espace Numérique de Santé (Mon espace santé). Articulation à clarifier avec l'Agence du Numérique en Santé (ANS) qui opère ces dispositifs et avec la DGOS (Direction Générale de l'Offre de Soins).	<b>≈ 8 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Santé.	<b>→ DGOS / Agence du Numérique en Santé (ANS)</b>	Articulation ANS / DGOS.

<b>ANSM Pôle évaluation</b> Doublons d'évaluation médicaments (HAS + ANSM + Comités de protection)	Doublons d'évaluation des médicaments. Plusieurs structures évaluent les mêmes médicaments en parallèle : ANSM (autorisation de mise sur le marché, AMM), HAS (avis sur le remboursement, SMR/ASMR), Comités de protection des personnes (CPP, essais cliniques). ≈ 200 ETPT cumulés. Articulation à clarifier dans la grappe SANTÉ FRANCE proposée (cat B Part 04) qui regrouperait notamment les volets évaluation médicale.	<b>≈ 25 millions d'euros/an cumulé</b> ≈ 200 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Régulation</b> Multiples sites.	<b>→ Mutualisation HAS-ANSM</b>	Articulation à clarifier dans la grappe SANTÉ FRANCE (cf. Part 04).

<b>OFSPi</b> Observatoire Français des Systèmes de Protection sociale Internationale (à vérifier existence)	Observatoire Français des Systèmes de Protection sociale Internationale. Petite cellule (4 ETPT) au ministère des Affaires sociales. Études comparatives internationales sur les systèmes de protection sociale (Allemagne, Suède, Pays-Bas, Canada, Royaume-Uni, États-Unis). Mission portable par la DREES qui produit déjà la plupart des comparaisons OCDE.	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé DREES.	<b>→ DREES</b>	Réinternalisation DREES.

<b>Mission CIVE</b> Mission Coopération Internationale Économique (Bercy)	Mission Coopération Internationale Économique. Service de coordination de la diplomatie économique française au sein du ministère de l'Économie (Bercy). Coordination entre Trésor, DGE, AFD, Business France, Bpifrance Export. Réinternalisation possible au Service de la Diplomatie Économique de la DG Trésor.	<b>≈ 3 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote</b> Hébergée Bercy.	→ DG Trésor (Service de la diplomatie économique) Réinternalisation DG Trésor.	

<b>DGAFF</b> Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (déjà DAC)	Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique. Direction d'Administration Centrale (DAC) du ministère de la Fonction publique. ≈ 200 ETPT. Pilotage de la politique des ressources humaines de la fonction publique d'État (≈ 2,5 millions d'agents) : recrutement, rémunération, carrières, statuts, dialogue social, action sociale. **Cas d'école** : pas de réinternalisation nécessaire car déjà DAC. Présentée à titre de comparaison (modèle de fonctionnement intégré sans opérateur autonome).	≈ 30 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Bercy.	→ <b>Maintien (DAC)</b> Déjà DAC. Cas d'école : pas de réinternalisation nécessaire.	

<b>DBudget</b> Direction du Budget (DAC Bercy)	Direction du Budget. Direction d'Administration Centrale (DAC) du ministère de l'Économie (Bercy). ≈ 350 ETPT. Préparation du budget de l'État (PLF et PLFR), pilotage budgétaire (suivi de l'exécution, contrôle de gestion), pilotage des opérateurs de l'État (jaune budgétaire). Maintien, DAC stratégique de l'État.	≈ 60 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 350 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Bercy.	→ <b>Maintien (DAC stratégique)</b> Déjà DAC. Maintien.	

<b>Mission Renforts</b> Missions ministérielles de coordination temporaires (10+ missions actives)	Missions ministérielles de coordination temporaires. ≈ 10 missions actives en 2025 (Mission Covid, Mission Refondation, Mission Planification écologique, Mission France 2030, Mission Égalité, Mission Lutte contre l'inflation, etc.). Effets d'annonce successifs créant des doublons avec les directions classiques. Réinternalisation systématique en fin de mission (principe de non-pérennisation), règle à appliquer plus rigoureusement.	≈ 30 millions d'euros/an cumulé (SCSP) ≈ 150 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Multiples ministères.	→ <b>Réinternalisation systématique fin de mission</b> Réinternalisation systématique en fin de mission. Pas de pérennisation injustifiée.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ASN-SC nucléaire</b> Service Compétence Nationale matières nucléaires (SCN, Min Armées-DGSN)	Service à Compétence Nationale en charge des matières nucléaires. SCN du ministère des Armées (Direction Générale de la Sécurité Nucléaire, DGSN). Surveillance des matières nucléaires (uranium enrichi, plutonium) sur le territoire français, sécurité contre la prolifération et le détournement à des fins criminelles ou terroristes. Mission régaliennne sensible, maintien obligatoire.	≈ 5 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 30 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Régulateur</b> Hébergé DGSN.		→ <b>Maintien (sécurité régaliennne)</b> Maintien, mission régaliennne sensible.

<b>Acoss-URSSAF Caisse Nationale</b> URSSAF Caisse Nationale (ex-ACOSS, EPA)	URSSAF Caisse Nationale, ex-ACOSS (renommée en 2021). EPA, opérateur central du recouvrement des cotisations sociales pour le compte des branches de la Sécurité sociale, de l'Unédic et des retraites complémentaires. ≈ 600 milliards d'euros collectés/an auprès de 9 millions d'employeurs et travailleurs indépendants. Tête de réseau de 22 URSSAF régionales et 14 600 ETPT. Reclassement en cat A, opérateur central de recouvrement social, à conserver et soumettre à la grille Module 3. ► Fiche Niveau 2 détaillée disponible (dossier principal), voir [F.4] ACOSS / URSSAF Caisse Nationale.	≈ 580 millions d'euros/an de fonctionnement (+ 600 Milliards d'euros de cotisations recouvrées) ≈ 14 000 ETPT (réseau)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Montreuil 93 + 22 URSSAF régionales.		→ <b>Maintien autonome (cf. cat A)</b> Reclassement cat A, opérateur central de recouvrement social. À considérer en fiche Niveau 2.

<b>FCAATA-FIVA</b> Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA, EPA) + FCAATA	Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA, EPA, créé 2002) + FCAATA (Fonds de Cessation Anticipée d'Activité des Travailleurs de l'Amiante). Indemnisation des victimes de l'amiante (≈ 100 000 victimes professionnelles indemnisées depuis 2002 ; cancer du poumon, mésothéliomes pleuraux). Cessation anticipée d'activité dès 50 ans pour les travailleurs exposés. Synergies possibles avec ONIAM (cat B Part 04) sur l'indemnisation amiable, et avec la branche AT-MP de la CNAM.	≈ 320 millions d'euros/an (taxe + SCSP) ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Opérationnel</b> Siège Bagnolet 93.		→ <b>ONIAM (cat B Part 04) / CNAM AT-MP</b> Synergies avec ONIAM (indemnisation accidents médicaux) et CNAM AT-MP.

<b>CNML</b> Centre National de Mer et Littoral / multiples observatoires littoraux	Centre National de Mer et Littoral / multiples observatoires littoraux. Petit observatoire (6 ETPT) coordonnant les politiques littorales nationales. Mission portable par la Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA, ministère chargé de la Mer).	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé Min Mer.	→ <b>DGAMPA (Direction Générale Affaires Maritimes Pêche et Aquaculture)</b> Réinternalisation DGAMPA.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSFPE</b> Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'État (organisme consultatif paritaire)	Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'État. Organisme consultatif paritaire (équilibre État employeur / représentants des fonctionnaires). Avis sur les projets de loi et de décrets concernant la fonction publique d'État (≈ 2,5 millions d'agents : services centraux des ministères, services déconcentrés, EPA et EPSCP). 4 formations spécialisées : statuts, rémunérations, carrières, conditions de travail. Mission paritaire portable directement par la DGAFP qui pilote déjà la politique des ressources humaines de l'État.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT (secrétariat)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGAFP Paris.		→ <b>DGAFP (Direction Générale Administration et Fonction Publique)</b> Réinternalisation pleine DGAFP. Mission paritaire portable par DGAFP.

<b>CSFPT</b> Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale (organisme consultatif)	Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale. Organisme consultatif paritaire. Avis sur les projets de loi et de décrets concernant la fonction publique territoriale (≈ 1,9 million d'agents : communes, départements, régions, intercommunalités). Co-piloté par les élus locaux et les organisations syndicales. Mission portable par la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales) qui pilote déjà la politique RH des collectivités.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGCL Paris.		→ <b>DGCL (Direction Générale Collectivités Locales)</b> Réinternalisation pleine DGCL.

<b>CSFPH</b> Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière (organisme consultatif)	Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière. Organisme consultatif paritaire. Avis sur les projets concernant la fonction publique hospitalière (≈ 1,2 million d'agents : hôpitaux publics, EHPAD publics, ESMS). Mission portable par la DGOS (Direction Générale de l'Offre de Soins) qui pilote déjà l'organisation hospitalière publique.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGOS Paris.		→ <b>DGOS (Direction Générale Offre de Soins)</b> Réinternalisation pleine DGOS.

<b>CCFP</b> Conseil Commun de la Fonction Publique (organisme consultatif paritaire, créé 2010)	Conseil Commun de la Fonction Publique. Créé en 2010. Concertation tripartite réunissant les 3 fonctions publiques (État, Territoriale, Hospitalière) sur les sujets transversaux : statuts, rémunérations, dialogue social, mobilité inter-fonctions publiques. Doublet institutionnel avec les 3 conseils spécifiques. **Mutualisation possible des 4 conseils FP en une instance paritaire unique** sous tutelle DGAFP, économies estimées 2 à 3 millions d'euros par an.	≈ 1,5 million €/an (SCSP) ≈ 10 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Concertation</b> Hébergé DGAFP.	→ <b>DGAFP (mutualisation des 3 conseils)</b> Mutualisation possible des 4 conseils FP en une instance unique.	

<b>CSE-Éducation</b> Conseil Supérieur de l'Éducation (organisme consultatif)	Conseil Supérieur de l'Éducation. Organisme consultatif. ≈ 97 membres (représentants des organisations syndicales d'enseignants, parents d'élèves FCPE-PEEP, lycéens, élus, personnalités qualifiées). Avis obligatoire sur les projets de loi et décrets relatifs à l'éducation (programmes, examens, statuts des enseignants). Travail technique réalisé par 6 ETPT au secrétariat. Mission portable par la DGESCO (Direction Générale de l'Enseignement Scolaire) et le cabinet du ministre de l'Éducation nationale.	≈ <b>0,8 million €/an</b> (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Éducation Paris.	→ <b>DGESCO / Cabinet MEN</b> Réinternalisation pleine MEN.	

<b>CSP</b> Conseil Supérieur des Programmes (organisme consultatif, créé 2013)	Conseil Supérieur des Programmes. Créé en 2013 (loi du 8 juillet 2013 pour la refondation de l'école). 18 membres (8 personnalités qualifiées, 6 parlementaires, 4 représentants Conseil économique social et environnemental). Avis sur les programmes scolaires (du CP à la Terminale) et les épreuves d'examen (CAP, BEP, baccalauréat). Réinternalisation DGESCO (qui rédige déjà les projets de programmes que le CSP « avise »).	≈ <b>1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Éducation.	→ <b>DGESCO (Direction Générale Enseignement Scolaire)</b> Réinternalisation DGESCO.	

<b>CNESER</b> Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (organisme consultatif)	Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Organisme consultatif. ≈ 100 membres (enseignants-chercheurs, étudiants, personnels administratifs, personnalités qualifiées). Avis sur les politiques d'enseignement supérieur et de recherche (statuts d'EPSCP, accréditations de diplômes, ouvertures de masters et doctorats). Réinternalisation possible : DGESIP (Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle) pour le volet enseignement, DGRI (Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation) pour le volet recherche.	≈ <b>0,8 million €/an</b> (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé MESR Paris.	→ <b>DGESIP / DGRI Min ESR</b> Réinternalisation MESR (DGESIP enseignement, DGRI recherche).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSP-Aviation</b> Conseil Supérieur de la Météorologie / autres conseils sectoriels aviation (3 entités)	Ensemble de conseils sectoriels en aéronautique civile : Conseil Supérieur de la Météorologie (rattaché à Météo-France), Conseil National de l'Aviation Civile, conseils consultatifs aviation. ≈ 10 ETPT cumulés. Mission portable par la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile) qui pilote déjà l'ensemble du secteur.	≈ 1,5 million €/an cumulé (SCSP) ≈ 10 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergés DGAC Paris.		→ DGAC Réinternalisation DGAC.

<b>CSPLB</b> Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Bibliothèques	Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Bibliothèques. Organisme consultatif sous tutelle du ministère de la Culture. Avis sur les bibliothèques publiques (BnF, BPI, bibliothèques territoriales) et certains aspects de la propriété littéraire. Mission portable par le Service du Livre et de la Lecture de la DGMIC (Direction Générale des Médias et Industries Culturelles).	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Culture.		→ Service du Livre et de la Lecture (DGMIC) Réinternalisation DGMIC Min Culture.

<b>CNESCO</b> Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire (CNESCO, intégré CNAM 2019)	Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire. Hébergé au CNAM depuis 2019 (intégration administrative au Conservatoire National des Arts et Métiers, après suppression du statut autonome). Évaluation indépendante du système scolaire français : performances comparatives, équité, qualité. Doublet partiel avec la DEPP (Direction de l'Évaluation, de la Performance, de la Prospective et de la Performance) du ministère de l'Éducation nationale qui produit déjà l'essentiel des évaluations PISA, TIMMS, livret CEDRE. Réinternalisation pleine DEPP possible.	≈ 1,5 million €/an (SCSP CNAM) ≈ 12 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Évaluation</b> Hébergé CNAM Paris IIIe.		→ DEPP (Direction Évaluation Performance Prospective MEN) Réinternalisation possible DEPP. Doublet partiel avec DEPP.

<b>Cnis-Stat</b> Conseil National de l'Information Statistique (CNIS, organisme consultatif)	Conseil National de l'Information Statistique. Créé en 1972 (loi du 7 juin 1951). Concertation entre producteurs (INSEE, services statistiques ministériels) et utilisateurs de la statistique publique (entreprises, syndicats, chercheurs, élus). Avis obligatoire sur les enquêtes de la statistique publique. Mission portable par l'INSEE qui héberge déjà le CNIS, réinternalisation pleine logique.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Concertation</b> Hébergé INSEE Paris XIIe.	<b>→ INSEE (déjà tutelle)</b> Réinternalisation pleine INSEE.	

<b>CSRPN</b> Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN, 13 régionaux)	Conseils Scientifiques Régionaux du Patrimoine Naturel. 13 conseils régionaux (un par région métropolitaine) + outre-mer. Avis scientifiques sur les politiques régionales de protection de la biodiversité (sites Natura 2000, parcs naturels régionaux, réserves naturelles régionales). Réinternalisation aux DREAL (Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) qui pilotent déjà ces politiques.	<b>≈ 4 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP + DREAL) ≈ 30 ETPT cumulé
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergés DREAL régionales.	<b>→ DREAL régionales (réinternalisation services déconcentrés)</b> Réinternalisation services déconcentrés DREAL.	

<b>CSAS</b> Conseil Supérieur de l'Agriculture et de la Pêche / Conseils sectoriels agri	Conseil Supérieur de l'Agriculture et de la Pêche + conseils sectoriels agricoles (Conseil Spécialisé Lait, Conseil Spécialisé Viandes, Conseil Spécialisé Céréales, Conseil Spécialisé Vin, etc.). Concertation avec les filières agricoles et halieutiques. Mission portable par la Direction Générale de la Performance Économique et Environnementale des Entreprises (DGPE) du ministère de l'Agriculture en lien avec FranceAgriMer.	<b>≈ 2 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 15 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergés Min Agriculture.	<b>→ DGPE (Direction Générale Performance Économique)</b> Réinternalisation DGPE.	

<b>CSP-Énergie</b> Conseil Supérieur de l'Énergie (organisme consultatif)	Conseil Supérieur de l'Énergie. Organisme consultatif. ≈ 50 membres (énergéticiens, fournisseurs, distributeurs, consommateurs, syndicats, ONG). Avis sur les politiques énergétiques nationales (mix électrique, gaz, énergies renouvelables, nucléaire, tarifs réglementés). Mission portable par la DGEC (Direction Générale de l'Énergie et du Climat) qui pilote déjà toute la politique énergétique.	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé DGEC Paris.	<b>→ DGEC (Direction Générale Énergie Climat)</b> Réinternalisation DGEC.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CAE</b> Conseil d'Analyse Économique (organisme consultatif rattaché PM, créé 1997)	Conseil d'Analyse Économique. Créé en 1997 par M. le Premier ministre Jospin. ≈ 30 membres (économistes universitaires de premier plan), placé auprès du Premier ministre. Études économiques publiques (notes du CAE) sur les sujets de politique économique : fiscalité, marché du travail, inégalités, environnement. Doublet manifeste avec France Stratégie (cat C Part 07) et la Direction Générale du Trésor (Service études économiques) qui produisent les mêmes types d'analyses prospectives.	≈ 1,5 million €/an (SCSP) ≈ 12 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé France Stratégie Paris VIIe.		→ France Stratégie / DG Trésor (déjà partiellement intégré) Doublet avec France Stratégie et DG Trésor (Service études économiques).

<b>Conseil Productivité</b> Conseil National de la Productivité (créé 2018, recommandation européenne)	Conseil National de la Productivité. Créé en 2018 sur recommandation européenne (recommandation Conseil de l'UE 20/09/2016, ECOFIN demandant à chaque État membre de la zone euro de se doter d'un Conseil de la productivité). Études sur la productivité et la compétitivité de la France comparées aux autres pays européens. Doublet avec France Stratégie et DG Trésor, réinternalisation possible auprès de France Stratégie pour cohérence.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé France Stratégie.		→ France Stratégie / DG Trésor Réinternalisation France Stratégie.

<b>Conseil Vieillessement</b> Conseil de l'Âge / Comité de l'Âge (rattachés au HCFEA)	Conseil de l'Âge / Comité de l'Âge. Rattaché administrativement au HCFEA (Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge, cf. cat C Part 07). Études prospectives sur le vieillissement de la population française (≈ 24 % de la population a plus de 60 ans, ≈ 9 % a plus de 75 ans). Mission portable par la CNSA (cat A) qui pilote déjà la politique de l'autonomie et la DGCS pour le volet politique sociale.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé HCFEA (cf. Part 07).		→ DGCS / CNSA (cat A) Mission portable CNSA / DGCS.

<b>Comité Évaluation MAP</b> Comité Interministériel pour la Modernisation de l'Action Publique (CIMAP, créé 2012)	Comité Interministériel pour la Modernisation de l'Action Publique (CIMAP). Créé en 2012 sous M. le Premier ministre Ayrault. Pilotage initial de la réforme de l'État (programme « Modernisation de l'Action Publique », MAP). Aujourd'hui largement supplanté par la DITP (Direction Interministérielle de la Transformation Publique, créée en 2017) et le programme « Action Publique 2022 ». Réinternalisation pleine à la DITP qui couvre désormais cette mission.	≈ 2 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 15 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote / Études</b> Hébergé Premier ministre.	<b>→ DITP (Direction Interministérielle Transformation Publique)</b> Réinternalisation DITP.	

<b>DITP</b> Direction Interministérielle de la Transformation Publique (SCN PM, créée 2017)	Direction Interministérielle de la Transformation Publique. Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre, créée en 2017 par M. le Président de la République Emmanuel Macron. ≈ 250 ETPT. Pilotage de la transformation et de la modernisation des services publics : programme « Action Publique 2022 », programme « Services Publics + », simplifications administratives, accompagnement des réformes ministérielles, France Services. Maintien, mission interministérielle stratégique.	≈ 30 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 250 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Hébergée Premier ministre.	<b>→ Maintien (mission interministérielle)</b> Maintien, mission stratégique. Application grille Module 3.	

<b>CIPS</b> Comité Interministériel pour la Performance et la Simplification de l'État	Comité Interministériel pour la Performance et la Simplification de l'État. Pilotage du programme « Action Publique 2022 » et de ses successeurs. Mission directement portable par la DITP qui en assure déjà le secrétariat technique.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Hébergé DITP.	<b>→ DITP (déjà tutelle)</b> Réinternalisation DITP.	

<b>Mission Barnier</b> Mission Inspection Générale Sénateur Barnier, relances ad hoc (multiples missions)	Missions ministérielles d'inspection ad hoc confiées à des personnalités publiques (anciens ministres, élus, personnalités qualifiées) pour rédiger des rapports thématiques. Exemples récents : mission Marcus, mission Thiriez, mission Ohnet, etc. Effectifs et budgets variables selon les missions. Doctrine : <b>**réinternalisation systématique en fin de mission**</b> (principe de non-pérennisation), règle à appliquer plus rigoureusement.	≈ 5 millions d'euros/an cumulé (SCSP) Variable (mission)
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergées Premier ministre.	<b>→ Réinternalisation systématique fin de mission</b> Pas de pérennisation injustifiée.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ONISR</b> Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière (SCN)	Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière. Service à compétence nationale rattaché à la Délégation à la Sécurité Routière (DSCR, ministère de l'Intérieur). Statistiques et analyses sur la sécurité routière : accidents corporels (≈ 50 000/an), tués (≈ 3 200/an), comportements (vitesse, alcool, stupéfiants, téléphone), évaluation des dispositifs (radars, contrôles, campagnes de sensibilisation). Réinternalisation pleine à la DSCR, la DSCR héberge déjà l'ONISR.	≈ 4 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Intérieur.		→ <b>DSCR (Délégation Sécurité Routière)</b> Réinternalisation DSCR Min Intérieur.

<b>ONERC</b> Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique (créé 2001)	Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique. Créé en 2001 (loi du 19 février 2001). Études sur les effets observés du changement climatique en France : élévation des températures (+1,7 °C en France métropolitaine depuis 1900), épisodes extrêmes (canicules, sécheresses, inondations), impact sur les écosystèmes et les activités humaines. Contribution à la stratégie nationale d'adaptation. Doublet manifeste avec le HCC (Haut Conseil pour le Climat, cf. cat C Part 07) et le SGPE.	≈ 2 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 15 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Transition écologique.		→ <b>DGEC / SGPE</b> Réinternalisation DGEC. Doublet avec HCC (cf. Part 07).

<b>OPE CST</b> Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (déjà mentionné Part 07)	Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques. Office parlementaire commun aux deux assemblées (Assemblée nationale + Sénat), créé en 1983. ≈ 36 membres. Cf. cat C Part 07, déjà traité. Statut parlementaire intouchable.	≈ 0,8 million €/an (crédits parlementaires) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Assemblée nationale + Sénat.		→ <b>Maintien (parlementaire)</b> Statut parlementaire, pas réinternalisable.

<b>Obs Politique de la Ville</b> Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV)	Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV). Suivi statistique des quartiers prioritaires de la politique de la ville (≈ 1 514 QPV en France métropolitaine + outre-mer, regroupant ≈ 5,4 millions d'habitants). Indicateurs : revenus, emploi, éducation, santé, sécurité, équipements publics. Mission portable par l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) qui pilote déjà la politique de la ville et héberge l'ONPV.	≈ 1,5 million €/an (SCSP) ≈ 10 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé ANCT (cf. Part 04).	→ ANCT (déjà tutelle) Réinternalisation pleine ANCT.	
<b>Obs Concertation Publique</b> Observatoire de la Concertation Publique (au sein CNDP)	Observatoire de la Concertation Publique. Hébergé par la CNDP (Commission Nationale du Débat Public, cf. cat C Part 07). Suivi des pratiques de concertation publique en France : débats publics, concertations préalables, enquêtes publiques. Réinternalisation pleine CNDP.	≈ 0,3 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé CNDP (cf. Part 03).	→ CNDP (déjà tutelle) Réinternalisation pleine CNDP.	
<b>Obs Démissions</b> Observatoire National des Démissions / Mobilités professionnelles	Observatoire National des Démissions et des Mobilités Professionnelles. Études sur les ruptures conventionnelles (≈ 500 000/an), démissions (≈ 480 000/an), mobilités professionnelles inter-entreprises et inter-secteurs. Mission portable par la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques, ministère du Travail) qui produit déjà l'essentiel des statistiques sur le marché du travail.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé DARES.	→ DARES (Direction Animation Recherche Études Statistiques Travail) Réinternalisation DARES.	
<b>Obs Épargne</b> Observatoire de l'Épargne / Observatoire du Crédit (rattachés Banque France)	Observatoire de l'Épargne / Observatoire du Crédit. Services rattachés à la Banque de France. Études sur l'épargne (Livret A : ≈ 442 milliards d'euros, Plan Épargne Logement : ≈ 290 milliards d'euros, Assurance-vie : ≈ 1 850 milliards d'euros) et le crédit aux ménages (encours total ≈ 1 800 milliards d'euros, dont 1 250 milliards pour le crédit immobilier). Mission portable directement par la Banque de France qui produit déjà ces statistiques.	≈ 1 million €/an (Banque France) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergés Banque de France.	→ Banque de France (déjà tutelle) Réinternalisation Banque de France.	
<b>Obs Société Numérique</b> Observatoire des Usages d'Internet / Société Numérique (intégré DINUM)	Observatoire des Usages d'Internet / Société Numérique. Hébergé par la DINUM (Direction Interministérielle du Numérique). Études sur les usages numériques en France : taux d'équipement (smartphone 91 %, ordinateur 85 %), pratiques (e-commerce 90 %, démarches administratives en ligne 85 %), fracture numérique (illettrisme ≈ 17 % des Français). Réinternalisation pleine DINUM.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 5 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé DINUM (cf. Part 06 cat B).		<b>→ DINUM (déjà tutelle)</b> Réinternalisation pleine DINUM.

<b>Obs Inégalités-S</b> Observatoire des Inégalités sociales (DREES), observatoire territorial	Observatoire des Inégalités sociales. Service au sein de la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques) du ministère de la Santé. Études statistiques régulières sur les inégalités sociales en France : revenus, patrimoine, logement, accès aux soins, espérance de vie par catégorie sociale. Réinternalisation pleine DREES.	<b>≈ 1,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 10 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé DREES.		<b>→ DREES (déjà tutelle)</b> Réinternalisation pleine DREES.

<b>Obs Salaires Public</b> Observatoire des Rémunérations dans la Fonction Publique	Observatoire des Rémunérations dans la Fonction Publique. Service au sein de la DGAFP. Études statistiques annuelles sur les rémunérations dans les 3 fonctions publiques : indices, primes, promotions, écarts hommes-femmes, écarts catégoriels (A/B/C). Réinternalisation pleine DGAFP.	<b>≈ 0,8 million €/an</b> (SCSP) ≈ 6 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergé DGAFP.		<b>→ DGAFP (déjà tutelle)</b> Réinternalisation pleine DGAFP.

<b>Réseau CTI (×15)</b> Réseau des 15 Centres Techniques Industriels (CETIM, FCBA, CETIAT, ITERG, CTC, CTCPA, etc.)	Réseau des 15 Centres Techniques Industriels. Statut d'établissements publics ou de structures privées dotées d'une mission de service public. Recherche et innovation technique au profit des PME industrielles. Financés par taxes affectées sectorielles (Taxe pour le Développement des Industries, TDI) + cotisations volontaires des entreprises. Liste : CETIM (mécanique), FCBA (forêt-bois-ameublement), CETIAT (industries thermiques), ITERG (corps gras), CTC (cuir), CTCPA (conserves), IFTH (textile-habillement), CSTB (bâtiment, déjà cat B), CETIH (industrie hôtelière), etc. Maintien rationalisé : maintien des CTI majeurs (CETIM, FCBA), mutualisation des plus petits, pilotage stratégique renforcé par la DGE.	<b>≈ 250 millions d'euros/an cumulé</b> (taxes affectées + cotisations) ≈ 2 800 ETPT cumulé
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études / Recherche</b> 15 CTI sectoriels : mécanique (CETIM), bois (FCBA), aérouliques (CETIAT), corps gras (ITERG), cuir (CTC), conserves (CTCPA), papier (CTP), plasturgie (IPC), métallerie (CT-MET), etc.		<b>→ Maintien rationalisé / DGE</b> Maintien des CTI les plus utiles ; mutualisation des plus petits ; pilotage stratégique DGE.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CETIM</b> Centre Technique des Industries Mécaniques (le plus important des CTI)	Centre Technique des Industries Mécaniques. Le plus important des CTI français. ≈ 700 ETPT. Recherche et innovation pour la mécanique française : ≈ 30 000 entreprises clientes (premiers donneurs d'ordres : automobile, aéronautique, défense, énergie, biens d'équipement). 4 sites principaux (Senlis, Saint-Étienne, Cluses, Mulhouse). Statut éprouvé (créé en 1965). CTI emblématique, maintien.	≈ 65 millions d'euros/an (taxe + cotisations) ≈ 700 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Recherche</b> Siège Senlis 60 + 4 sites.		<b>→ Maintien autonome (statut éprouvé)</b> CTI emblématique. Maintien.

<b>DILA</b> Direction de l'Information Légale et Administrative (SCN auprès du PM, créée 2010)	Direction de l'Information Légale et Administrative. Service à compétence nationale auprès du Premier ministre, créée en 2010 (fusion Documentation française + Journaux Officiels). ≈ 600 ETPT. Édite et exploite les sites majeurs du service public : service-public.fr (≈ 380 millions de visites/an), Légifrance (consultation gratuite du droit français), Journal Officiel de la République Française (publication des lois et décrets), La Documentation française (publications de référence), vie-publique.fr, www.gouvernement.fr. Mission essentielle de service public, maintien obligatoire.	≈ 110 millions d'euros/an (SCSP + ressources propres) ≈ 600 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Opérationnel</b> Sièges Paris + Aubervilliers 93.		<b>→ Maintien (mission essentielle service public)</b> Maintien, service public majeur. Application grille Module 3.

<b>SGPE</b> Secrétariat Général à la Planification Écologique (SCN PM, créé 2022)	Secrétariat Général à la Planification Écologique. Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre, créé en 2022 par M. le Président de la République Emmanuel Macron (annonce du 4 juillet 2022). ≈ 60 ETPT. Pilotage de la planification écologique : coordination interministérielle climat-biodiversité-eau-pollutions, suivi de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC), Plan Eau, Plan Air. Maintien, mission stratégique de coordination interministérielle.	≈ 12 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 60 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Hôtel de Matignon Paris.		<b>→ Maintien (mission interministérielle stratégique)</b> Maintien, coordination écologique majeure.

<b>SGAE</b> Secrétariat Général aux Affaires Européennes (déjà mentionné Part 07)	Secrétariat Général aux Affaires Européennes. Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre. Cf. cat C Part 07, déjà traité. Maintien (mission stratégique régaliennne).	≈ 25 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote</b> Hébergé Matignon.	→ <b>Maintien</b> Stratégique.	

<b>INETOP</b> Institut National d'Étude du Travail et d'Orientation Professionnelle (CNAM, ESPÉ)	Institut National d'Étude du Travail et d'Orientation Professionnelle. Composante du CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers). Recherche en orientation professionnelle, formation des conseillers d'orientation-psychologues (COP) et des psychologues de l'Éducation nationale. ≈ 30 ETPT. Réinternalisation pleine au CNAM qui héberge déjà l'INETOP.	≈ 5 millions d'euros/an (SCSP CNAM) ≈ 30 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Formation</b> Hébergé CNAM Paris IIIe.	→ <b>CNAM (déjà tutelle)</b> Réinternalisation pleine CNAM.	

<b>Mission Numérique Éducatif</b> Mission Numérique Éducatif (MEN), DNE et autres	Mission du Numérique Éducatif (MEN). Direction du Numérique pour l'Éducation (DNE) du ministère de l'Éducation nationale. Pilotage du numérique à l'école : équipement des établissements, formation des enseignants au numérique, espaces numériques de travail (ENT), ressources numériques pédagogiques (Éduthèque, BRNE, Pix). Réinternalisation possible à la DGESCO en lien avec la DNE.	≈ 25 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 100 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée MEN.	→ <b>DGESCO + DNE MEN</b> Réinternalisation DGESCO.	

<b>Etalab</b> Mission Etalab (équipe DINUM, ouverture des données publiques)	Mission Etalab. Équipe au sein de la DINUM (Direction Interministérielle du Numérique). Politique d'ouverture des données publiques en France (open data) : animation du portail data.gouv.fr (≈ 50 000 jeux de données publiés), incubateur de Startups d'État (« Beta.gouv.fr »), accompagnement des administrations dans l'ouverture de leurs données. Réinternalisation pleine DINUM (Etalab y est déjà hébergée).	≈ 8 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 35 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée DINUM.	→ <b>DINUM (déjà tutelle)</b> Réinternalisation pleine DINUM.	

<b>Mission RSE</b> Plateforme RSE (Premier ministre, France Stratégie)	Plateforme RSE. Plateforme rattachée au Premier ministre, hébergée par France Stratégie. Concertation sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) : reporting extra-financier (CSRD européenne), diversité, inclusion, achats responsables. Réinternalisation possible à la DG Trésor (Service Économie et Financement de la Transition Écologique).	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Concertation</b> Hébergée France Stratégie.	→ DG Trésor / France Stratégie Réinternalisation possible DG Trésor.	

<b>Mission Grand Plan I</b> Multiples missions « Plan » (Plan vélo, Plan eau, Plan Santé, Plan Logement)	Multiples missions « Plan » thématiques (Plan Vélo, Plan Eau, Plan Santé Mentale, Plan Logement, Plan Famille, Plan France Ruralités, Plan Petite Enfance, etc.). Pilotage temporaire de plans gouvernementaux annonçant des mesures concentrées sur 3 à 5 ans. Doctrine : **réinternalisation systématique en fin de plan** (principe de non-pérennisation des structures temporaires).	≈ 15 millions d'euros/an cumulé (SCSP réparti) ≈ 80 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Hébergées ministères concernés.	→ Réinternalisation systématique fin de plan Pas de pérennisation injustifiée.	

<b>SDES</b> Service des Données et Études Statistiques (Min Transition écologique, SCN)	Service des Données et Études Statistiques. Service à compétence nationale rattaché au ministère de la Transition écologique. Service Statistique Ministériel (SSM) pour l'environnement et l'énergie. ≈ 200 ETPT. Production des statistiques officielles environnement-énergie : émissions de gaz à effet de serre, consommation énergétique, biodiversité, qualité de l'air, déchets, transports. Maintien, SSM essentiel.	≈ 35 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Transition écologique La Défense.	→ Maintien (SSM) Service statistique ministériel essentiel. Maintien.	

<b>SSMSI</b> Service Statistique Ministériel de la Sécurité Intérieure (Min Intérieur, SCN, créé 2014)	Service Statistique Ministériel de la Sécurité Intérieure. Service à compétence nationale au ministère de l'Intérieur, créé en 2014. ≈ 50 ETPT. Statistiques officielles sur la sécurité intérieure : délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie, victimation, accidents corporels de la circulation. Producteur successeur des missions de l'ONDRP (supprimé en 2020). Maintien, SSM essentiel.	≈ 8 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 50 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Intérieur.	→ Maintien (SSM) Service statistique ministériel essentiel. Maintien.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ABF Réseau</b> Architectes des Bâtiments de France (corps préfectoral, ≈ 180 ABF répartis dans les SDAP)	Architectes des Bâtiments de France (ABF). Corps de l'État rattaché au ministère de la Culture, ≈ 180 architectes répartis dans les Unités Départementales de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP), anciennement SDAP (Services Départementaux d'Architecture et du Patrimoine). Avis conformes sur les travaux en zones protégées : abords des Monuments Historiques (≈ 44 000 monuments protégés), Sites Patrimoniaux Remarquables (≈ 900 SPR), sites classés et inscrits. Déjà partiellement intégré aux DRAC régionales, achèvement de la réinternalisation déconcentrée.	≈ 25 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 180 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Régulateur / Avis conforme</b> ≈ 100 SDAP (Services Départementaux d'Architecture et du Patrimoine, intégrés UDAP / DRAC).		<b>→ DRAC régionales (UDAP intégrés DRAC)</b> Déjà partiellement intégré DRAC. Achèvement de la réinternalisation déconcentrée.

<b>IGÉSR</b> Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche (corps de contrôle, fusion IGEN+IGAEN+IGAJS+IGB en 2019)	Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche. Corps de contrôle créé en 2019 par fusion de 4 inspections antérieures : IGEN (Inspection Générale de l'Éducation Nationale), IGAEN (Inspection Générale de l'Administration de l'Éducation Nationale), IGAJS (Inspection Générale Jeunesse et Sports), IGB (Inspection Générale des Bibliothèques). ≈ 220 ETPT. Inspection, audit et conseil aux ministres MEN, MESR, Sports. <b>**Modèle de fusion réussi à reproduire pour d'autres inspections.**</b> Maintien.	≈ 30 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 220 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Inspection</b> Hébergée Min Éducation.		<b>→ Maintien (corps de contrôle)</b> Modèle de fusion réussi (4 inspections fusionnées en 2019). Maintien.

<b>IGA</b> Inspection Générale de l'Administration (Min Intérieur, corps de contrôle)	Inspection Générale de l'Administration. Corps de contrôle du ministère de l'Intérieur, créé en 1907. ≈ 130 inspecteurs (préfets, sous-préfets, administrateurs civils en deuxième partie de carrière). Inspection, audit et conseil au ministre de l'Intérieur (préfectures, sécurité civile, police, gendarmerie en lien avec IGGN, immigration). Études interministérielles de référence (rapports IGA souvent commandés par d'autres ministères). Mutualisation possible avec d'autres inspections générales.	≈ 20 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 130 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Inspection</b> Hébergée Min Intérieur.		<b>→ Maintien (corps de contrôle)</b> Maintien. Mutualisation possible avec autres IG.

<b>IGAS</b> Inspection Générale des Affaires Sociales (corps de contrôle)	Inspection Générale des Affaires Sociales. Corps de contrôle interministériel sous tutelle conjointe du Premier ministre + ministère de la Santé + ministère du Travail. ≈ 200 inspecteurs (médecins, magistrats financiers, administrateurs civils, polytechniciens). Inspection, audit et conseil sur les politiques sociales : santé (CHU, ARS, ANSM, CNAM), travail, retraites, famille (CNAF, CAF), affaires sociales générales. Maintien, application grille Module 3 sur productivité.	≈ 30 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 200 ETPT
--	---	--

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études / Inspection</b> Hébergée Min Solidarités.		<b>→ Maintien (corps de contrôle)</b> Maintien. Application grille Module 3.

<b>IGF</b> Inspection Générale des Finances (Bercy, corps de contrôle)	Inspection Générale des Finances. Corps de contrôle prestigieux du ministère de l'Économie (Bercy), créé en 1816. ≈ 100 inspecteurs (recrutement par concours INSP, anciennement ENA). Inspection, audit et conseil sur les politiques économiques et financières : Trésor, Budget, Impôts, Douanes, Banque de France, opérateurs financiers de l'État. Voie d'accès aux postes les plus stratégiques de la haute fonction publique française. Maintien.	<b>≈ 25 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 100 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études / Inspection</b> Hébergée Bercy.		<b>→ Maintien (corps de contrôle prestigieux)</b> Maintien.

<b>Mission Interministérielle TRES</b> Mission Interministérielle Transition Écologique et Solidaire des États (MITES)	Mission Interministérielle Transition Écologique et Solidaire des États (MITES). Coordination du verdissement de l'État : achats publics responsables (≈ 25 milliards d'euros par an d'achats publics), parc immobilier de l'État (rénovation énergétique), parc automobile (électrification), mobilités domicile-travail des agents publics. Réinternalisation possible : DGAFP pour le volet RH et Direction de l'Immobilier de l'État (DIE) pour le volet immobilier.	<b>≈ 4 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 25 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Pilote</b> Hébergée Min Transition écologique.		<b>→ DGAFP / Direction immobilière État</b> Réinternalisation DGAFP / DIE.

<b>Conseil scientifique COVID</b> Conseils scientifiques ad hoc (ex Conseil COVID-19, dissous en 2022)	Conseils scientifiques ad hoc créés et dissous selon les crises. Exemple : Conseil scientifique COVID-19 (créé en mars 2020 par décret, dissous le 31 juillet 2022). Structures temporaires d'expertise scientifique pour éclairer les décisions gouvernementales en situation de crise sanitaire ou autre. Doctrine : <b>**dissolution systématique en fin de crise**</b> (principe de non-pérennisation des structures temporaires d'expertise).	<b>Variable / souvent 0,5 MILLIONS D'EUROS</b> (SCSP) Variable
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Études</b> Hébergés Premier ministre selon les cas.		<b>→ Dissolution systématique fin de crise</b> Pas de pérennisation injustifiée.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>DGAR</b> Direction Générale de l'Architecture et du Patrimoine (intégrée DGPa Min Culture)	Direction Générale de l'Architecture et du Patrimoine (ex-DGAR). **Intégrée à la DGPa** (Direction Générale des Patrimoines et de l'Architecture) du ministère de la Culture. Cas d'école d'une intégration en Direction d'Administration Centrale (DAC) réussie, modèle reproductible pour d'autres délégations et missions thématiques.	<b>Intégrée DGPa</b>  —
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Intégrée DGPa Min Culture.	<b>→ DGPa (déjà fait)</b> Cas d'école d'une intégration en DAC réussie.	
<b>GIPED</b> Groupement d'Intérêt Public Enfance en Danger (héberge ONED + 119 SNATED)	Groupement d'Intérêt Public Enfance en Danger. Héberge deux dispositifs nationaux : (1) le numéro national d'urgence 119 (Allô Enfance en Danger, ≈ 240 000 appels/an, ouvert 24h/24, 7j/7, gratuit) ; (2) l'Observatoire National de l'Enfance en Danger (ONED). Mission portable par la DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale), Direction Enfance Famille.	<b>≈ 10 millions d'euros/an</b> (SCSP + ARS) ≈ 80 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Opérationnel + Études</b> Siège Paris XIIIe.	<b>→ DGCS / Direction Enfance Famille</b> Réinternalisation DGCS.	
<b>FONPEL</b> Fonds National de Péréquation des Eaux Locales (CDC, gestion technique)	Fonds National de Péréquation des Eaux Locales. Géré techniquement par la Caisse des Dépôts et Consignations. Péréquation des recettes des collectivités au titre du financement de la politique de l'eau (≈ 200 millions d'euros par an redistribués aux collectivités les moins favorisées en matière de ressources financières liées à l'eau). Mission portable par les Agences de l'Eau (cat A) qui gèrent déjà les redevances et les programmes d'aide aux collectivités.	<b>≈ 200 millions d'euros/an</b> (taxe + redevances) ≈ 25 ETPT (gestion CDC)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Opérationnel</b> Géré CDC.	<b>→ Agences de l'eau (cat A)</b> Mission portable par les Agences de l'eau (cat A Part 01).	
<b>ASPAQ</b> Mission Achats de l'État (Direction des achats de l'État, DAE, SCN PM, créée 2009)	Direction des Achats de l'État (DAE). Service à compétence nationale rattaché au Premier ministre, créée en 2009 (auparavant SAE, Service des Achats de l'État). ≈ 200 ETPT. Pilotage de la politique d'achats de l'État : ≈ 25 milliards d'euros par an d'achats publics, marchés interministériels (informatique, fournitures de bureau, énergie, formations, services), centrale d'achats UGAP partiellement intégrée. Maintien, mission stratégique de levier d'économies.	<b>≈ 35 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 200 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Bercy.	<b>→ Maintien (mission stratégique économies)</b> Maintien, leviers économies importants. Application grille Module 3.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Mission ÉtatExem</b> Direction de l'Immobilier de l'État (DIE, SCN, Bercy)	Direction de l'Immobilier de l'État (DIE). Service à compétence nationale rattaché au ministère de l'Économie (Bercy). ≈ 220 ETPT au siège + 100 antennes territoriales. Pilotage du parc immobilier de l'État : ≈ 100 millions de mètres carrés de bâtiments + foncier (universités, ministères, casernes, hôpitaux militaires, ambassades), valeur totale estimée ≈ 80 milliards d'euros. Mission majeure de rationalisation immobilière (cessions, regroupements, optimisation des occupations). Maintien, mission stratégique d'économies par valorisation.	≈ 1,2 milliard €/an (crédits programme 723) ≈ 220 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote / Opérationnel</b> Hébergée Bercy + 100 antennes territoriales.		<b>→ Maintien (mission majeure)</b> Maintien, mission majeure (économies par rationalisation immobilière).
<b>AIFE</b> Agence pour l'Informatique Financière de l'État (intégrée DGFIP en 2018)	Agence pour l'Informatique Financière de l'État. <b>**Intégrée à la DGFIP**</b> (Direction Générale des Finances Publiques) en 2018. Pilotage du système d'information Chorus (comptabilité de l'État, budget de tous les ministères et opérateurs). Cas d'école d'une intégration réussie d'une agence dans une DAC. Modèle reproductible.	<b>Intégrée DGFIP</b> —
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Opérationnel</b> Intégrée DGFIP.		<b>→ DGFIP (déjà fait)</b> Cas d'école : intégration AIFE → DGFIP en 2018. Modèle.
<b>APIE</b> Agence du Patrimoine Immatériel de l'État (intégrée DGFIP en 2018)	Agence du Patrimoine Immatériel de l'État. <b>**Intégrée à la DGFIP**</b> en 2018. Valorisation du patrimoine immatériel de l'État : marques (≈ 2 000 marques publiques), brevets (≈ 1 200 brevets de l'État), données publiques exploitables, savoir-faire historiques. Modèle d'intégration réussie.	<b>Intégrée DGFIP</b> —
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Intégrée DGFIP.		<b>→ DGFIP (déjà fait)</b> Modèle d'intégration.
<b>OFDT</b> Observatoire Français des Drogues et Tendances addictives (GIP, intégré MILDECA)	Observatoire Français des Drogues et Tendances addictives. GIP intégré administrativement à la MILDECA (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives, cf. cat C Part 07). Études sur les usages de drogues licites (alcool, tabac) et illicites (cannabis, cocaïne, héroïne, drogues de synthèse) en France. Réinternalisation pleine MILDECA ou rattachement à la DGS (Direction Générale de la Santé).	≈ 5 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé Saint-Denis 93.	→ MILDECA (cf. Part 07) / DGS Réinternalisation MILDECA ou DGS.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CIH</b> Comité Interministériel du Handicap (créé 2009)	Comité Interministériel du Handicap. Créé en 2009 (décret du 6 novembre 2009). Présidé par le Premier ministre, il réunit les ministres concernés par la politique du handicap (Solidarités, Santé, Travail, Éducation, Logement, Transports). Coordination interministérielle de la politique du handicap : Stratégie Quinquennale du Handicap, suivi de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, accessibilité, AAH, PCH, scolarisation, insertion professionnelle. Mission portable par la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS), service du handicap.	≈ 1,5 million €/an (SCSP) ≈ 10 ETPT (secrétariat)
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Premier ministre.	→ <b>DGCS / Service handicap</b> Réinternalisation pleine DGCS.	
<b>CIE</b> Comité Interministériel à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes	Comité Interministériel à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes. Présidé par le Premier ministre. Coordination interministérielle des politiques d'égalité femmes-hommes : Plan interministériel pour l'égalité, lutte contre les violences faites aux femmes, parité dans les nominations publiques, écarts de rémunérations. Mission portable par le Service du Droit des Femmes et de l'Égalité au sein de la DGCS.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Premier ministre.	→ <b>DGCS / Service Droit des Femmes</b> Réinternalisation DGCS.	
<b>CIDDF</b> Comité Interministériel aux Droits des Femmes et à l'Égalité (CIDFE)	Comité Interministériel aux Droits des Femmes et à l'Égalité. Pilotage des plans interministériels pour les droits des femmes. **Doublon manifeste avec le CIE et la MIPROF** (Mission Interministérielle pour la Protection des Femmes contre les violences, cf. cat C Part 07). Fusion interne nécessaire avant ou pendant la réinternalisation à la DGCS, service du Droit des Femmes.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Premier ministre.	→ <b>DGCS / Service Droit des Femmes</b> Doublon avec CIE et MIPROF, fusion interne nécessaire.	
<b>CIN-Numérique</b> Comité Interministériel pour le Numérique (CIN, créé 2018)	Comité Interministériel pour le Numérique. Créé en 2018. Présidé par le Premier ministre. Coordination interministérielle de la transformation numérique de l'État : France Numérique, dématérialisation des démarches administratives, interopérabilité des systèmes d'information ministériels. Mission portable par la DINUM (Direction Interministérielle du Numérique) qui pilote déjà la stratégie numérique de l'État.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé DINUM.	→ <b>DINUM (déjà tutelle)</b> Réinternalisation pleine DINUM.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CIPN-Patrimoine</b> Comité Interministériel pour le Patrimoine Naturel et les Paysages	Comité Interministériel pour le Patrimoine Naturel et les Paysages. Coordination des politiques patrimoine naturel et paysager (sites classés et inscrits, parcs et jardins remarquables, paysages culturels). Mission portable par la DGALN (Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature) du ministère de la Transition écologique et la DEB (Direction de l'Eau et de la Biodiversité).	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Min Transition écologique.		<b>→ DGALN / DEB Min Transition</b> Réinternalisation DGALN / DEB.
<b>CIPDR-Radicalisation</b> Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (déjà mentionné Part 07)	Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation. Cf. cat C Part 07, déjà traité (FIPD ≈ 70 millions d'euros par an redistribués aux préfetures). Mention à conserver pour éviter le doublon de traitement entre les deux tables.	≈ 70 millions d'euros/an (FIPD) ≈ 30 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Min Intérieur.		<b>→ DLPAJ / DGEF / DGSi Min Intérieur</b> Réinternalisation DLPAJ.
<b>Comité Réforme État</b> Comité du Conseil de la Refondation des Politiques Publiques (CCRPP)	Comité du Conseil de la Refondation des Politiques Publiques (CCRPP). Coordination de la réforme de l'État (modernisation, simplification, rationalisation). **Doublon manifeste avec la DITP** (Direction Interministérielle de la Transformation Publique, cf. cat C Part 08) qui pilote déjà toute la transformation publique. Réinternalisation pleine DITP.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé Premier ministre.		<b>→ DITP (déjà cf. Part 08)</b> Doublon avec DITP.
<b>CNR</b> Conseil National de la Refondation (CNR, créé 2022)	Conseil National de la Refondation. Créé en 2022 par M. le Président de la République Emmanuel Macron (lancement le 8 septembre 2022 à Marcoussis). Concertation nationale sur les grands sujets de société : santé, éducation, jeunesse, climat-écologie, services publics, logement, modèle productif. Initiative ad hoc à durée non définie. **Suppression à terme ou intégration à la DITP** : la concertation sur les politiques publiques est déjà couverte par le CESE (institution constitutionnelle), France Stratégie, DITP, et les conseils sectoriels existants. Doublon manifeste avec ces structures.	≈ 5 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Concertation</b> Hébergé Premier ministre.	<b>→ Dissolution / DITP</b> Initiative ad hoc 2022 ; suppression à terme ou intégration DITP. Doublet manifeste avec autres conseils nationaux.	
<b>CN-Eau</b> Comité National de l'Eau (CNE, organisme consultatif)	Comité National de l'Eau (CNE). Organisme consultatif. ≈ 80 membres (collectivités territoriales, usagers, ONG environnementales, État, agences de l'eau). Avis sur la politique nationale de l'eau : planification (SDAGE, SAGE), redevances des agences de l'eau, fonctionnement des 6 Agences de l'eau (cat A). Mission portable par la Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB) du ministère de la Transition écologique.	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Transition écologique.	<b>→ DEB (Direction Eau et Biodiversité)</b> Réinternalisation DEB.	
<b>CN-Air</b> Conseil National de l'Air (CNAir, organisme consultatif)	Conseil National de l'Air. Organisme consultatif sous tutelle du ministère de la Transition écologique. Avis sur la politique de la qualité de l'air : Plan National de Réduction des Émissions de Polluants Atmosphériques (PREPA), zones à faibles émissions (ZFE), Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA). Mission portable par la Direction Générale de l'Énergie et du Climat (DGEC).	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Transition écologique.	<b>→ DGEC</b> Réinternalisation DGEC.	
<b>CN-Bruit</b> Conseil National du Bruit (organisme consultatif)	Conseil National du Bruit. Organisme consultatif. Avis sur les politiques de lutte contre le bruit dans l'environnement (transports, voisinage, activités industrielles). Petit secrétariat (3 ETPT). Mission portable par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR).	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Transition écologique.	<b>→ DGPR</b> Réinternalisation DGPR.	
<b>CN-Alimentation</b> Conseil National de l'Alimentation (CNA, organisme consultatif)	Conseil National de l'Alimentation (CNA). Organisme consultatif créé en 1985. ≈ 50 membres (consommateurs, producteurs agricoles, distributeurs, transformateurs, syndicats, scientifiques). Avis sur les politiques alimentaires : sécurité sanitaire, qualité nutritionnelle, étiquetage, Programme National pour l'Alimentation (PNA). Mission portable par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du ministère de l'Agriculture.	<b>≈ 0,8 million €/an</b> (SCSP) ≈ 6 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé Min Agriculture.		<b>→ DGAL (Direction Générale Alimentation)</b> Réinternalisation DGAL.

<b>CN-Agri Bio</b> Conseil National de l'Agriculture Biologique (créé 2022)	Conseil National de l'Agriculture Biologique. Créé en 2022. Concertation sur le développement de l'agriculture biologique (objectif national 18 % de la SAU en bio à l'horizon 2027 selon le Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027). Mission portable par la Direction Générale de la Performance Économique et Environnementale des Entreprises (DGPE).	<b>≈ 0,4 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé Min Agriculture.		<b>→ DGPE</b> Réinternalisation DGPE.

<b>CSFB</b> Conseil Supérieur de la Forêt et du Bois (organisme consultatif)	Conseil Supérieur de la Forêt et du Bois. Organisme consultatif sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Avis sur les politiques forestières et de la filière bois (gestion forestière, exploitation, transformation, ameublement, construction bois). Mission portable par la DGPE en lien avec l'ONF (cat A) qui gère 4,8 millions d'hectares de forêts publiques.	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé Min Agriculture.		<b>→ DGPE / ONF (cat A)</b> Réinternalisation DGPE.

<b>CSPM</b> Conseil Supérieur des Pêches Maritimes et des Cultures marines	Conseil Supérieur des Pêches Maritimes et des Cultures marines. Organisme consultatif. Avis sur les politiques de pêche maritime et d'aquaculture (quotas européens, conventions internationales, cultures marines). Mission portable par la Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA).	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé Min Mer.		<b>→ DGAMPA (Direction Générale Affaires Maritimes Pêche Aquaculture)</b> Réinternalisation DGAMPA.

<b>CS-Chasse</b> Conseil Supérieur de la Chasse (organisme consultatif, intégré OFB en 2017)	Conseil Supérieur de la Chasse. <b>**Intégré à l'OFB en 2017**</b> (loi du 24 juillet 2019 portant création de l'Office Français de la Biodiversité, fusion ONCFS + AFB + intégration des avis cynégétiques). Cas d'école d'intégration réussie d'un organisme consultatif dans un opérateur public unique. Modèle reproductible pour d'autres conseils consultatifs.	<b>Intégré OFB</b> —
---	---	-------------------------

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé OFB.		<b>→ OFB (déjà fait)</b> Cas d'école d'intégration réussie en 2017.

<b>CN-Trans Énerg</b> Conseil National de la Transition Énergétique (CNTE, déjà mentionné Part 07)	Conseil National de la Transition Énergétique. Cf. cat C Part 07, déjà traité (CNTE, organisme consultatif sur les politiques de transition écologique, doublon avec le SGPE).	<b>≈ 0,8 million €/an</b> (SCSP) ≈ 6 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé SGPE.		<b>→ SGPE</b> Réinternalisation SGPE.

<b>CN-Inclusion Num</b> Conseil National de l'Inclusion Numérique	Conseil National de l'Inclusion Numérique. Concertation sur l'inclusion numérique des publics éloignés (≈ 17 % des Français en illettrisme, soit ≈ 13 millions de personnes selon l'INSEE 2024). Mission portable par la DINUM qui pilote déjà la stratégie d'inclusion numérique (Pass Numérique, Conseillers Numériques France Services).	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé DINUM.		<b>→ DINUM</b> Réinternalisation DINUM.

<b>CSE-Médicaments</b> Comité Économique des Produits de Santé (CEPS, créé 1997)	Comité Économique des Produits de Santé (CEPS). Organisme régulateur autonome créé en 1997. Présidé par une personnalité qualifiée nommée par le ministre de la Santé. ≈ 35 ETPT. <b>**Mission complexe et stratégique**</b> : fixation des prix des médicaments et dispositifs médicaux remboursables par l'assurance maladie (≈ 35 milliards d'euros par an de médicaments remboursés en France), négociation avec les laboratoires pharmaceutiques (Sanofi, Pfizer, Roche, Novartis, etc.). Régulation des dépenses de santé publique. <b>**Maintien autonomie**</b> justifié par la complexité technique et la nécessité d'une indépendance vis-à-vis des laboratoires. Application grille Module 3 sur productivité.	<b>≈ 5 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 35 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Régulateur économique</b> Hébergé DSS Paris.		<b>→ Maintien autonomie (mission régulation prix)</b> Mission complexe ; maintien autonomie. Application grille Module 3.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSCEN</b> Conseil Supérieur des Chambres Consulaires (organisme consultatif)	Conseil Supérieur des Chambres Consulaires. Organisme consultatif sous tutelle du ministère de l'Économie. Concertation entre l'État et les têtes de réseaux consulaires (CCI France, CMA France, APCA Chambres d'agriculture). Mission portable par la DGE pour le volet stratégique et la DGFIP pour le volet tutelle administrative.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGE.		→ DGE / DGFIP Réinternalisation DGE / DGFIP (tutelle administrative).

<b>CSF-Auto</b> Comité Stratégique de Filière Automobile (CSF Automobile)	Comité Stratégique de Filière Automobile. L'un des 18 CSF pilotés par le Conseil National de l'Industrie (CNI, cf. cat C Part 07). Concertation État-filière automobile : constructeurs (Stellantis, Renault Group), équipementiers (Valeo, Faurecia, Plastic Omnium), fournisseurs de rang 2-3, concessionnaires. Enjeux clés 2024-2026 : électrification (objectif 100 % véhicules zéro émission 2035 UE), souveraineté batteries (gigafactories), filière hydrogène. Mission portable directement par la DGE (Direction Générale des Entreprises).	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé CNI / DGE.		→ DGE / CNI (cf. Part 07) Réinternalisation pleine DGE.

<b>CSF-Aéro</b> Comité Stratégique de Filière Aéronautique	Comité Stratégique de Filière Aéronautique. CSF du CNI. Concertation État-filière aéronautique : avionneurs (Airbus, Dassault), équipementiers (Safran, Thales), motoristes (Safran Aircraft Engines, Aubert et Duval), sous-traitants. Enjeux clés : décarbonation (avions à hydrogène, biocarburants SAF), souveraineté technologique, exportations. Mission portable par la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile) en lien avec la DGE.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGAC / DGE.		→ DGAC / DGE Réinternalisation DGE.

<b>CSF-Agro</b> Comité Stratégique de Filière Agroalimentaire	Comité Stratégique de Filière Agroalimentaire. CSF du CNI. Concertation État-filière agroalimentaire (≈ 17 000 entreprises, premier secteur industriel français en chiffre d'affaires) : industriels (Danone, Lactalis, Bel, Bonduelle), coopératives agricoles, transformation, distribution. Enjeux : souveraineté alimentaire, décarbonation, IRP-Ega lim 2018-2024. Mission portable par la DGE en lien avec le ministère de l'Agriculture.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGE / DGAL.		→ DGE Réinternalisation DGE.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSF-Cuir</b> Comité Stratégique de Filière Mode et Luxe (incl. cuir)	Comité Stratégique de Filière Mode et Luxe (incluant cuir). CSF du CNI. Concertation État-filière mode et luxe française (LVMH, Kering, Hermès, L'Oréal, Chanel), secteur d'excellence française à très forte valeur ajoutée. Enjeux : main-d'œuvre qualifiée (ateliers de tannage, maroquinerie, couture), souveraineté approvisionnements (cuirs, textiles, parfums). Mission portable par la DGE.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGE.		→ DGE Réinternalisation DGE.
<b>CSF-EnR</b> Comité Stratégique de Filière Énergies Renouvelables	Comité Stratégique de Filière Énergies Renouvelables. CSF du CNI. Concertation État-filière EnR : éolien terrestre et offshore, photovoltaïque, hydroélectricité, biomasse, géothermie. Enjeux : développement massif (objectif 33 % d'EnR dans le mix énergétique 2030 selon la PPE), industrialisation française des panneaux solaires (gigafactory Carbon de Fos), filière éolienne offshore. Mission portable par la DGEC en lien avec la DGE.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGE / DGEC.		→ DGEC / DGE Réinternalisation DGEC / DGE.
<b>CSF-Bois</b> Comité Stratégique de Filière Bois	Comité Stratégique de Filière Bois. CSF du CNI. Concertation État-filière bois : sylviculture (ONF, exploitants forestiers privés), première transformation (scieries), seconde transformation (ameublement, menuiserie, construction bois). Enjeux : valorisation de la ressource forestière française (15,9 millions d'hectares de forêts), bois construction (RE2020 favorise les matériaux biosourcés). Mission portable par la DGPE et la DGE.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGE / DGPE.		→ DGPE / DGE Réinternalisation DGPE / DGE.
<b>CSF-Numérique</b> Comité Stratégique de Filière Numérique	Comité Stratégique de Filière Numérique. CSF du CNI. Concertation État-filière numérique : éditeurs de logiciels (Dassault Systèmes, Atos), services numériques (Capgemini, Sopra Steria), startups french tech, opérateurs télécoms. Enjeux : souveraineté du cloud (Bleu, S3NS), intelligence artificielle, cybersécurité. Mission portable par la DGE et la DINUM.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Concertation</b> Hébergé DGE.	<b>→ DGE / DINUM</b> Réinternalisation DGE / DINUM.	
<b>CSF-Santé</b> Comité Stratégique de Filière Industries et Technologies de Santé	Comité Stratégique de Filière Industries et Technologies de Santé. CSF du CNI. Concertation État-filière santé : laboratoires pharmaceutiques (Sanofi, Servier, Pierre Fabre, Boiron), biotechnologies, dispositifs médicaux, santé numérique (e-santé). Enjeux : relocalisation pharmaceutique (Plan Innovation Santé 2030, 7,5 milliards d'euros sur 5 ans), souveraineté sur les médicaments essentiels. Mission portable par la DGE et la DGS.	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGE / DGS.	<b>→ DGE / DGS</b> Réinternalisation DGE / DGS.	
<b>CSF Autres (×11)</b> 11 Autres Comités Stratégiques de Filière (CSF Eau, CSF Chimie, CSF Plasturgie, CSF Construction, CSF Pharma, CSF Mer, CSF Naval, CSF Sécurité, CSF Espace, CSF Sport, CSF Hôtellerie)	Onze autres Comités Stratégiques de Filière du CNI : CSF Eau, CSF Chimie et Matériaux, CSF Plasturgie et Composites, CSF Construction, CSF Industries de la Pharmacie, CSF Mer, CSF Naval, CSF Industries de Sécurité, CSF Espace, CSF Sport, CSF Hôtellerie-Tourisme. Mission de concertation État-filières économiques diverses. Mutualisation possible : pilotage unifié par la DGE des 18 CSF (CSF Auto, Aéro, Agro, Cuir, EnR, Bois, Numérique, Santé + 11 autres).	<b>≈ 8 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP réparti) ≈ 65 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergés DGE.	<b>→ DGE (mutualisation)</b> Réinternalisation DGE pour l'ensemble des CSF.	
<b>Mission Plan I</b> Mission Plan Investissements Compétences (PIC), successeur PIA	Mission Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC). Successeur partiel du PIA. Pilotage du Plan d'Investissement dans les Compétences : 15 milliards d'euros sur 5 ans (2018-2022, prolongé 2023-2027) pour la formation professionnelle des chômeurs et des jeunes peu qualifiés, avec déploiement régional via les Pactes Régionaux d'Investissement dans les Compétences (PRIC). Mission portable par la DGEFP (Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle).	<b>≈ 15 milliards d'euros sur 5 ans</b> (crédits programme) ≈ 50 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Travail / DGEFP.	<b>→ DGEFP</b> Réinternalisation pleine DGEFP.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Mission CRR Climat</b> Mission Sortie de Crise / Régulateur Climat (multiples missions)	Missions Sortie de Crise / Régulateur Climat. Multiples missions ad hoc créées au gré des crises (canicules, sécheresses, inondations, gestion énergétique post-guerre Ukraine). ≈ 60 ETPT cumulés répartis dans plusieurs ministères. Réinternalisation possible au SGPE (Secrétariat Général à la Planification Écologique) et à la DGEC pour les volets opérationnels.	≈ 10 millions d'euros/an cumulé (SCSP) ≈ 60 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Multiples ministères.	→ SGPE / DGEC Réinternalisation SGPE.	

<b>Mission Plan Mer</b> Mission Plan Mer (Min Mer, créée 2022)	Mission Plan Mer. Créée en 2022 sous M. le Premier ministre Castex. Pilotage du Plan d'Action Mer (politique maritime nationale, économie bleue, planification spatiale maritime, énergies marines renouvelables, protection des écosystèmes marins). Mission portable par la DGAMPA (Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture).	≈ 3 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 20 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Mer.	→ DGAMPA Réinternalisation DGAMPA.	

<b>Mission Quartiers</b> Mission Quartiers (Min Ville)	Mission Quartiers (ministère délégué chargé de la Ville). Pilotage de la politique de la ville et des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV, 1 514 QPV en France, 5,4 millions d'habitants). Articulation à clarifier avec l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, cat B Part 04) qui pilote déjà l'opérationnel quartiers prioritaires (Action Cœur de Ville, Quartiers 2030).	≈ 5 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 25 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Ville.	→ ANCT (cat B Part 04) / Min Ville Articulation ANCT.	

<b>Mission Précarité Énergétique</b> Mission Lutte contre la Précarité Énergétique	Mission Lutte contre la Précarité Énergétique. Coordination de la lutte contre la précarité énergétique des ménages (≈ 5,6 millions de ménages en précarité énergétique en France selon l'ONPE) : Chèque Énergie (≈ 5,6 millions de bénéficiaires, 100-277 euros par an par ménage), MaPrimeRénov' (rénovation énergétique). Réinternalisation possible : DGEC pour le volet politique publique, ANAH (cat B Part 04) pour le volet opérationnel rénovation.	≈ 2 millions d'euros/an (SCSP) ≈ 12 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Transition écologique.	→ DGEC / ANAH (cat B Part 04) Réinternalisation DGEC / ANAH.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Mission Plan numérique éducatif</b> Mission Numérique Éducatif (Plan numérique École)	Mission Numérique Éducatif (Plan Numérique École). Pilotage de la stratégie numérique pour l'enseignement scolaire : équipements (tablettes, ordinateurs portables collégiens), espaces numériques de travail (ENT), ressources numériques pédagogiques (Éduthèque, Pix, BRNE). Mission portable par la DGESCO et la DNE (Direction du Numérique pour l'Éducation), cf. cat C Part 08.	<b>≈ 8 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 30 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée MEN.	<b>→ DGESCO + DNE MEN</b> Réinternalisation DGESCO.	
<b>Mission FIM</b> Fonds Interministériel des Métiers, multiples missions	Fonds Interministériel des Métiers et missions interministérielles diverses sur les métiers (référentiels, observatoires des emplois publics, mobilités inter-fonctions publiques). Réinternalisation possible à la DGAFP qui pilote déjà la politique RH transversale de l'État.	<b>≈ 3 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 15 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Multiples ministères.	<b>→ DGAFP</b> Réinternalisation DGAFP.	
<b>Mission SNVE</b> Mission Stratégie Nationale Violences Faites aux Enfants	Mission Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences faites aux Enfants. Pilotage de la stratégie nationale de protection des enfants contre les violences (≈ 160 000 enfants victimes par an selon les statistiques officielles). Mission portable par la DGCS et le GIPED (cat C Part 08), Numéro 119 Allô Enfance en Danger.	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Solidarités.	<b>→ DGCS / GIPED (cf. Part 08)</b> Réinternalisation DGCS.	
<b>Mission COVID résid</b> Mission COVID-19 résiduelle / Mission Pandémies	Mission COVID-19 résiduelle / Mission Pandémies. Suivi des conséquences durables de la pandémie de Covid-19 (≈ 4 % de la population française touchée par le COVID long selon Santé publique France) et préparation aux pandémies futures (stocks stratégiques de médicaments, plans de continuité, surveillance virale). Mission portable par la DGS (Direction Générale de la Santé) en lien avec Santé publique France (cat A).	<b>≈ 2 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 12 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Pilote</b> Hébergée Min Santé.	<b>→ DGS / Santé publique France (cat A)</b> Réinternalisation DGS.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CCEN-Normes</b> Conseil National d'Évaluation des Normes (CNEN, organisme consultatif)	Conseil National d'Évaluation des Normes (CNEN). Créé en 2013 (loi du 17 octobre 2013). Avis obligatoire sur les projets de normes applicables aux collectivités territoriales (lois, décrets, arrêtés). Objectif : maîtriser l'inflation normative (≈ 400 000 normes applicables aux collectivités selon la CNEN). Mission portable par la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales) qui héberge déjà le secrétariat du CNEN.	≈ 1 million €/an (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé DGCL.		<b>→ DGCL (déjà tutelle)</b> Réinternalisation DGCL.
<b>CSPC</b> Conseil Stratégique de la Politique Commerciale (CSPC, créé 2017)	Conseil Stratégique de la Politique Commerciale. Créé en 2017. Concertation sur la politique commerciale internationale française et européenne (négociations commerciales UE, accords de libre-échange, défense commerciale, sanctions économiques). Mission portable par la DG Trésor (Service de la Politique Commerciale) qui assure déjà le secrétariat technique du CSPC.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé DG Trésor.		<b>→ DG Trésor (déjà tutelle)</b> Réinternalisation DG Trésor.
<b>CSP-Justice Soc</b> Conseil Supérieur de la Politique Sociale (CSPS)	Conseil Supérieur de la Politique Sociale. Avis sur les politiques sociales transverses : protection sociale, lutte contre la pauvreté, inclusion sociale. Mission portable par la DGCS qui pilote déjà toute la politique sociale.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Solidarités.		<b>→ DGCS</b> Réinternalisation DGCS.
<b>CSAS-Affaires Soc</b> Conseil Supérieur des Affaires Sociales (CSAS)	Conseil Supérieur des Affaires Sociales. Avis sur les politiques sociales et la santé au travail. Mission portable par la DGS pour le volet santé et la DGT (Direction Générale du Travail) pour le volet santé au travail.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Santé.		<b>→ DGS / DGT</b> Réinternalisation DGS / DGT.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSDC-Coopération</b> Conseil Stratégique du Développement et de la Coopération	Conseil Stratégique du Développement et de la Coopération. Concertation sur l'aide publique au développement française (≈ 14 milliards d'euros par an d'APD selon l'OCDE 2023, 0,55 % du RNB français, objectif 0,7 % du RNB conformément aux engagements internationaux, jamais atteint depuis 1970). Mission portable par la Direction Générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats (DGM) du ministère des Affaires étrangères et l'AFD (cat B Part 04).	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé MEAE.		→ <b>DG Mondialisation MEAE</b> Réinternalisation DG Mondialisation.

<b>CES-Régionaux Outre-mer</b> CES régionaux outre-mer (5 CESEC ultramarins)	Conseils Économiques et Sociaux Environnementaux Régionaux des outre-mer (CESEC). 5 CESEC ultramarins : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, La Réunion. Avis consultatifs régionaux sur les politiques économiques, sociales et environnementales spécifiques aux outre-mer. Composition : représentants des organisations professionnelles, syndicats, associations locales. Maintien parlementaire régional possible mais rationalisation des effectifs et budgets (modèle CESER métropolitains, cf. cat C Part 07).	≈ 8 millions d'euros/an cumulé (crédits régionaux) ≈ 50 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> 5 sièges régionaux ultramarins.		→ <b>Conseils régionaux ultramarins</b> Maintien parlementaire régional.

<b>Conseil Tourisme</b> Conseil National du Tourisme (organisme consultatif)	Conseil National du Tourisme. Organisme consultatif sous tutelle du ministère chargé du Tourisme. ≈ 50 membres (professionnels, élus, associations). Avis sur les politiques touristiques (≈ 100 millions de visiteurs internationaux en France, premier pays mondial). Mission portable par la DGE et Atout France (cat B Part 04) qui pilotent déjà la politique touristique nationale.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Tourisme / DGE.		→ <b>DGE / Atout France (cat B Part 04)</b> Réinternalisation DGE.

<b>CNCE-Comm Ext</b> Conseil National du Commerce Extérieur (CNCE)	Conseil National du Commerce Extérieur (CNCE). Organisme consultatif sous tutelle du ministère de l'Économie. Concertation sur les politiques de commerce extérieur français (≈ 595 milliards d'euros d'exportations françaises 2024). Mission portable par la DG Trésor (Direction Générale de Trésor) et Business France (cat B Part 04).	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DG Trésor.		→ <b>DG Trésor / Business France (cat B Part 04)</b> Réinternalisation DG Trésor.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CNESS</b> Conseil National de l'Économie Sociale et Solidaire (CNESS)	Conseil National de l'Économie Sociale et Solidaire. Organisme consultatif. Concertation sur l'ESS (≈ 200 000 entreprises ESS, 2,5 millions de salariés). Mission portable par la DGCS qui héberge déjà la Délégation interministérielle à l'ESS.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGCS.		→ <b>DGCS (déjà tutelle)</b> Réinternalisation DGCS.
<b>Conseil Politiques Industrielles</b> Conseil National des Politiques Industrielles et Numériques	Conseil National des Politiques Industrielles et Numériques. Concertation sur les politiques industrielles et numériques françaises (réindustrialisation, France 2030, souveraineté technologique). Mission portable par la DGE en lien avec la DINUM.	≈ 0,8 million €/an (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGE.		→ <b>DGE / DINUM</b> Réinternalisation DGE.
<b>Comité Politique fiscale</b> Comités Stratégiques en politique fiscale (multiples comités Bercy)	Comités Stratégiques en politique fiscale (multiples comités au sein de Bercy : Comité fiscalité agricole, Comité fiscalité environnementale, Comité fiscalité numérique, Comité fiscalité internationale). Concertation technique sur les politiques fiscales sectorielles. Mission portable par la DLF (Direction de la Législation Fiscale) de Bercy qui rédige déjà toute la législation fiscale.	≈ 2 millions d'euros/an cumulé (SCSP) ≈ 15 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergés DGFIP / DG Trésor / DLF.		→ <b>DLF (Direction Législation Fiscale) Bercy</b> Réinternalisation DLF.
<b>CSP-Inégalités terr</b> Comité Stratégique des Politiques de Lutte contre les Inégalités Territoriales	Comité Stratégique des Politiques de Lutte contre les Inégalités Territoriales. Concertation sur les inégalités territoriales et les politiques d'aménagement (zones rurales en déprise, quartiers prioritaires, départements ultramarins). Mission portable par l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, cat B Part 04) qui pilote déjà toutes les politiques de cohésion territoriale.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>CIBLE DE RÉINTERNALISATION</b>
<b>Études</b> Hébergé ANCT.		→ <b>ANCT (cat B Part 04)</b> Réinternalisation ANCT.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSPF-Famille</b> Conseil Supérieur de la Protection Sociale Familiale	Conseil Supérieur de la Protection Sociale Familiale. Concertation sur les politiques familiales (allocations familiales, prestations d'accueil du jeune enfant, complément libre choix d'activité). Mission portable par la DSS (Direction de la Sécurité Sociale) en lien avec la CNAF (cat A).	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
MODE D'ACTION		CIBLE DE RÉINTERNALISATION
<b>Concertation</b> Hébergé DSS / CNAF (cat A).		<b>→ DSS / CNAF</b> Réinternalisation DSS.

**► CATÉGORIE D , À SUPPRIMER ◀**

### Note méthodologique

**Catégorie D, À supprimer.** La catégorie D regroupe les entités à **supprimer purement et simplement**, soit parce qu'elles sont devenues obsolètes (mission terminée, en sommeil, ne se réunissent plus), soit parce que leur mission est en doublon avec d'autres entités (cat A, B ou C). Le rapport Sénat du 3 juillet 2025 a recensé **317 organismes consultatifs** dont une part substantielle entre dans cette catégorie.

**Périmètre Part 10.** (A) Hauts comités obsolètes ou en doublon (HCTISN, HCLPD, HC Crédit, HCSS, HCMS, HCLTI, HCRM, HCEMP, HCPP-Place, etc.) ; (B) Conseils consultatifs marginaux (CN Création, OPEX, Orientation, Famille, Étrangers, Sécu Sociale, Hôpitaux, Action Sociale, Précarité, Mémoire, Régions, Réforme, Économie verte, Mer, CNU) ; (C) Observatoires en doublon ou obsolètes (ON Sécu, Aidants, Réussite Éducative, Laïcité dissous 2021 modèle, Pratiques Religieuses, Bibliothèques intégré, Création Ciné intégré, Immigration intégré, Vie privée, Médecine, ONDPS) ; (D) Comités stratégiques sectoriels obsolètes (Mission Centenaire 14-18, Bicentenaire 1989, Comité Refondation, Comités IA multiples, COFIL Banlieue, etc.) ; (E) Missions ad hoc terminées ou superflues (Préfig FT/FC/ASNR/Bpifrance, Sortie COVID, Plan EnR multiples, Réf Territ, Bicentenaire DDH, Plans investissement, Tourisme, Bois, Vélo).

**Sources principales.** Rapport Sénat n° 807 du 3 juillet 2025 (commission d'enquête sur les agences, opérateurs et organismes consultatifs, 317 organismes consultatifs recensés) ; rapports IFRAP juillet 2025 ; rapports Cour des comptes « Comités Théodule » successifs ; doctrine de la révision générale des politiques publiques (RGPP) 2007-2012 ; loi organique relative aux lois de finances (LOLF) art. 7.

<p><b>ADEME</b></p> <p>Agence de la transition écologique</p>	<p>Agence de la Transition Écologique. EPIC sous tutelle conjointe Transition écologique + Recherche. Soutien financier et expertise pour la transition énergétique et écologique. ≈ 1,5 milliard d'euros par an de budget [S.1] (dont 92 % redistribués sous forme d'aides ou subventions), Fonds Chaleur, Fonds Économie Circulaire, Fonds Friches industrielles, Fonds Air-Mobilité, gestion partielle de MaPrimeRénov' (rénovation énergétique des logements). 1 100 ETPT [S.1]. Siège à Angers + 17 directions régionales.</p> <p>CRITIQUES MAJEURES ET DÉRIVES DOCUMENTÉES :</p> <p>(1) idéologisation des financements [S.2][S.3][S.4], financement de structures militantes (associations climatiques, ONG anti-nucléaire) bénéficiant de subventions reconductibles ;</p> <p>(2) opacité des arbitrages d'appels à projets [S.5] ;</p> <p>(3) doublons multiples avec Bpifrance, ANR, France 2030, ADEME-Investissement, agences de l'eau [S.6] ;</p> <p>(4) effectifs et frais de fonctionnement (≈ 120 millions d'euros par an) hors de proportion avec un rôle de simple guichet redistributif [S.5].</p> <p>► Voir fiche cat D détaillée explosive « ADEME » plus loin dans le dossier IV pour l'argumentaire complet de suppression et la cartographie des transferts de mission (Fonds Chaleur → DGEC, MaPrimeRénov' → ANAH, etc.).</p>	<p><b>≈ 1,5 milliard €/an</b></p> <p>(dont 92 % redistribués)</p> <p>≈ 1 100 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Guichet</b></p> <p>Siège Angers + 17 directions régionales.</p>		<p><b>Indirect</b></p> <p>Influence par le chèque, pas d'autorité réglementaire directe.</p>

<p><b>OFB</b></p> <p>Office Français de la Biodiversité</p>	<p>Office Français de la Biodiversité. EPA sous tutelle Transition écologique. Police de l'environnement, gestion des espaces naturels (parcs naturels marins, sanctuaires Pelagos), expertise biodiversité. ≈ 460 millions d'euros par an, 3 000 ETPT, dont 2 800 inspecteurs sur le terrain [S.7]. Issu de la fusion 2020 [S.8] de l'ONCFS (Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage) + AFB (Agence Française pour la Biodiversité). Siège à Vincennes (Val-de-Marne).</p> <p>CRITIQUES MAJEURES ET DÉRIVES DOCUMENTÉES :</p> <p>(1) dérives policières en milieu rural, multiples témoignages d'agriculteurs, élus locaux et chasseurs [S.9][S.10] sur des pratiques d'inspection disproportionnées (descentes en armes, contrôles répétés sur exploitations conformes) ;</p> <p>(2) conflits avec le monde agricole réguliers, notamment lors des manifestations FDSEA-JA 2024 [S.11] ;</p> <p>(3) doublons avec ONCFS (héritage non purgé), parcs nationaux, DREAL régionales, fédérations de chasse [S.12] ;</p> <p>(4) politisation reprochée par les chasseurs et organisations agricoles (orientation des contrôles) [S.9][S.11].</p> <p>► Voir fiche cat D détaillée explosive « OFB » plus loin dans le dossier IV pour la cartographie des dérives policières documentées et le plan de transfert des missions de police vers la Gendarmerie nationale (Office Central de Lutte contre les Atteintes à l'Environnement et à la Santé Publique, OCLAESP), et des missions de gestion des espaces vers les DREAL.</p>	<p>≈ 460 millions d'euros/an</p> <p>≈ 3 000 ETPT</p>
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>POUVOIR / AUTORITÉ</b>
<p><b>Opérationnel</b></p> <p>Siège Vincennes 94 + 2 800 inspecteurs.</p>	<p><b>Fort</b></p> <p>Police judiciaire de l'environnement.</p>	

<p><b>AFITF</b></p> <p>Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France</p>	<p>Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France. EPA. Finance les grands projets d'infrastructures de transport (routes, autoroutes, lignes ferroviaires, voies fluviales, ports, transports collectifs en site propre). ≈ 4,5 milliards d'euros par an de redistribution [S.13]. EFFECTIF SCANDALEUX : moins de 5 ETPT [S.13], agence de redistribution sans direction opérationnelle propre. Pas de siège autonome : hébergée par la DGITM (Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer) au ministère de la Transition écologique.</p> <p>CRITIQUES MAJEURES ET DÉRIVES DOCUMENTÉES :</p> <p>(1) agence-fantôme typique, créée en 2004 [S.14] pour contourner les règles de la LOLF (Loi Organique relative aux Lois de Finances de 2001) [S.15] et débudgétiser le financement des infrastructures de transport, hors du contrôle parlementaire annuel [S.16] ;</p> <p>(2) opacité totale du fléchage, moins de 5 personnes décident de la répartition de 4,5 milliards d'euros par an, équivalent à 900 millions d'euros par ETPT, sans aucun pouvoir de décision réel (les choix sont faits politiquement par le ministre des Transports puis « validés » par l'AFITF) [S.16][S.17] ;</p> <p>(3) rapport Cour des comptes répété (rapports publics annuels 2018, 2020, 2023) demandant la suppression et le retour au budget général [S.16][S.18][S.19] ;</p> <p>(4) doublons avec DGITM, programmes 203 (transports terrestres) et 205 (transports aériens) du Budget de l'État [S.19].</p> <p>► Voir fiche cat D détaillée explosive « AFITF » plus loin dans le dossier IV pour le décryptage technique du contournement LOLF et le plan de réintégration des recettes (TICPE-fraction, redevances domaniales) au budget général de l'État.</p>	<p>≈ 4,5 milliards d'euros/an</p> <p>de redistribution</p> <p>&lt; 5 ETPT</p>
---	---	---

MODE D'ACTION	POUVOIR / AUTORITÉ
<p><b>Financier</b></p> <p>Pas de siège opérationnel autonome. Hébergée par DGITM.</p>	<p><b>Indirect</b></p> <p>Décide de l'affectation des recettes ; pas de pouvoir réglementaire direct.</p>

<p><b>ARS</b></p>	<p>Pilotage régional du système de santé : offre de soins, médico-social, prévention en santé publique, gestion du risque pour l'assurance maladie. 18 Agences Régionales de Santé (13 métropolitaines + 5 ultramarines, créées 2010) [S.20]. ≈ 950 millions d'euros par an de budget de fonctionnement, ≈ 9 000 ETPT (dont 1 700 médecins, pharmaciens et inspecteurs) [S.21]. Sièges régionaux + délégations départementales.</p> <p>CRITIQUES MAJEURES ET DÉRIVES DOCUMENTÉES :</p> <p>(1) recommandation Sénat 3 juillet 2025 (rapport Mouiller-Khattabi sur les organismes publics nationaux) [S.22] : transfert des missions vers préfectures + DGS + CNAM ;</p> <p>(2) proposition de loi (PPL) avril 2026 [S.23] déposée pour la suppression progressive des ARS ;</p> <p>(3) fiasco de la gestion COVID-19 documenté [S.24][S.25][S.26], incoordination État-ARS, lenteurs de décision, conflits avec les préfets, gestion calamiteuse des EHPAD [S.27] ;</p> <p>(4) doublons multiples avec préfectures (santé environnementale), CNAM (gestion du risque), DGS (politique de santé publique), Santé publique France (veille sanitaire) [S.22] ;</p> <p>(5) bureaucratisation dénoncée par les fédérations hospitalières publiques (FHF) et privées (FHP), multiplication des appels à projets et des reportings [S.28].</p> <p>► Voir fiche cat D détaillée explosive « ARS » plus loin dans le dossier IV pour le détail du fiasco COVID-19 et le plan de transfert des missions vers les préfectures de région (volet santé territoriale), la DGS (politique nationale) et la CNAM (gestion du risque assurance maladie).</p>	<p>≈ 950 millions d'euros/an</p>
<p>Agences Régionales de Santé (18 agences : 13 métropole + 5 outre-mer)</p>		<p>≈ 9 000 ETPT (dont 1 700 médecins, pharmaciens et inspecteurs)</p>
MODE D'ACTION		MOTIF DE SUPPRESSION
<p><b>Pilotage</b> Sièges régionaux + délégations départementales. Doublons avec les préfectures et les services déconcentrés.</p>		<p><b>X Recommandation Sénat</b> (rapport 3 juillet 2025 ; PPL avril 2026) Transfert des missions aux préfets de région et de département. Création d'une Direction régionale de la santé (DRS) intégrée à la préfecture de région.</p>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>HCTISN</b> Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (créé 2006)	Information du public sur la sûreté nucléaire et la radioprotection. Organisme rendu obsolète par la création de l'ASNR en 2024 (fusion ASN+IRSN) qui intègre désormais une commission d'information du public dédiée. Recommandation Sénat n° 807 du 3 juillet 2025 [S.6] : suppression formelle.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Transition écologique.		<b>X Doublon ASNR / commission information du public ASN</b>  Mission redondante avec la nouvelle ASNR (issue de la fusion ASN+IRSN, opérationnelle au 1er janvier 2025) qui intègre déjà une commission d'information du public.

<b>HCLPD</b> Haut Comité pour le Logement des Personnes Défavorisées (créé 1992)	Avis et propositions sur le logement des personnes défavorisées. Mission entièrement portée par la DIHAL (Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement, cat C Part 07), la DGCS et l'ANAH (cat B Part 04). Doublon manifeste également avec la Fondation Abbé Pierre (privé). Recommandation Sénat 3 juillet 2025 [S.6] : suppression formelle.	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Premier ministre.		<b>X Doublon DIHAL / DGCS / Fondation Abbé Pierre</b>  Mission déjà couverte par DIHAL, DGCS, ANAH et Fondation Abbé Pierre. Suppression nette.

<b>Haut Comité Crédit</b> Haut Comité du Crédit (organisme consultatif)	Avis sur les politiques de crédit et de financement. Mission entièrement assurée par la Banque de France, l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution), l'AMF et le Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF, cat A). Organisme en sommeil, doublon manifeste [S.6][S.29].	≈ 0,3 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé DG Trésor.		<b>X Doublon Banque France / ACPR / AMF</b>  Mission déjà assurée par Banque de France, ACPR, AMF et HCFP. Suppression.

<b>HCSS</b> Haut Comité de la Santé Scolaire (organisme historique)	Avis sur les politiques de santé scolaire. Comité historique en sommeil, ne se réunit plus depuis plusieurs années [S.29]. Mission portée par la DGS (Direction Générale de la Santé) et la DGESEO (Direction Générale de l'Enseignement Scolaire). Suppression formelle.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé MEN.	<b>X Obsolète, ne se réunit plus</b> Comité historique sans réunion depuis plusieurs années. Mission portée par DGS et DGESCO. Suppression.	
<b>HCMS</b> Haut Comité Médical de la Sécurité Sociale	Avis sur les questions médicales de l'assurance maladie. Mission entièrement couverte par la HAS (Haute Autorité de Santé, cat A), le CEPS (Comité Économique des Produits de Santé, cat C Part 09) et la CNAM (cat A, fiche [F.1]). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé DSS.	<b>X Doublet HAS / CEPS / CNAM</b> Mission déjà couverte par HAS (cat A), CEPS et la CNAM. Suppression.	
<b>HC Travail Illégal</b> Haut Comité de Lutte contre le Travail Illégal (HCLTI, créé 1985, en sommeil)	Avis sur la lutte contre le travail dissimulé. Mission entièrement assumée par la DGT (Direction Générale du Travail) et la Délégation Nationale à la Lutte contre la Fraude (DNLF, rattachée à Bercy). Comité en sommeil, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Travail.	<b>X Obsolète, mission portée par DGT/DNLF</b> Mission déjà assumée par DGT et la Délégation Nationale Lutte contre la Fraude (DNLF). Suppression.	
<b>HC RM</b> Haut Comité de la Recherche Médicale	Avis consultatif sur les politiques de recherche médicale. Mission entièrement assurée par AVIESAN (Alliance pour les Sciences de la Vie et de la Santé, cat B Part 06) et l'INSERM (cat A, fiche [F.13]). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Santé.	<b>X Doublet AVIESAN / INSERM</b> Mission déjà assurée par AVIESAN (cf. cat B Part 06) et INSERM. Suppression.	
<b>HCEMP</b> Haut Comité d'Éthique de la Médecine Préventive	Avis sur les questions éthiques en médecine préventive. Mission entièrement couverte par le CCNE (Comité Consultatif National d'Éthique, cat C Part 07), dont la portée éthique est nationale et inclut la médecine préventive. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé Min Santé.	<b>X Doublon CCNE</b> Mission déjà couverte par le CCNE (cat C Part 07). Suppression.	
<b>HCPP-Place</b> Haut Comité de la Place Financière de Paris (créé 2002)	Concertation entre l'État et les acteurs de la place financière de Paris (créé 2002). Mission entièrement assurée par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers), l'ACPR et la Banque de France. Comité de lobbying institutionnel sans valeur ajoutée régulatrice, suppression [S.6][S.29].	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Banque de France.	<b>X Doublon AMF / ACPR / Banque de France</b> Mission déjà assurée par AMF, ACPR et Banque de France. Suppression.	
<b>Haut Comité Outremer</b> Haut Comité Mémoire des Outre-mer (créé après abolition esclavage)	Avis sur les politiques de mémoire des outre-mer (créé après abolition de l'esclavage). Mission ad hoc terminée. Mission portable par la DG Outre-mer du ministère et les associations mémorielles (privées). Suppression formelle [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Outre-mer.	<b>X Mission ad hoc terminée / doublon CDA Outre-mer</b> Mission déjà portée par DG Outre-mer et associations mémorielles.	
<b>HC Travail-Emploi</b> Haut Comité Travail-Emploi (organisme ad hoc, en sommeil)	Avis sur les politiques travail et emploi. Organisme ad hoc en sommeil [S.29]. Mission entièrement assurée par le COCT (Conseil d'Orientation des Conditions de Travail, cat C Part 07), la DGT et France Travail (cat A, fiche [F.6]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Travail.	<b>X Doublon COCT / DGT / France Travail</b> Mission déjà assurée par COCT (cat C Part 07), DGT et France Travail (cat A).	
<b>HC Patrimoine</b> Haut Comité du Patrimoine (organisme consultatif marginal)	Avis sur les politiques patrimoine. Organisme consultatif marginal, en sommeil. Mission entièrement couverte par la DGPa (Direction Générale du Patrimoine), le CMN (Centre des Monuments Nationaux, cat B Part 04) et la Cité de l'architecture (cat B Part 04). Suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé Min Culture.	<b>X Doublon DGPa / CMN / Cité de l'architecture</b> Mission déjà couverte par DGPa Min Culture, CMN et Cité de l'architecture (cat A).	
<b>HC Logement Étudiant</b> Haut Comité pour le Logement Étudiant	Avis sur le logement étudiant. Mission entièrement assumée par le CNOUS (Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires, cat B Part 04) et Action Logement (cat B, fiche [F.8]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min ESR.	<b>X Doublon CNOUS / Action Logement</b> Mission déjà assumée par CNOUS et Action Logement (cat B Part 04).	
<b>HC SIDA</b> Haut Comité pour la Lutte contre le SIDA (en sommeil depuis fusion ANRS-MIE)	Avis sur la lutte contre le VIH/sida. En sommeil de fait depuis plusieurs années. Mission intégrée à l'ANRS-MIE (Agence Nationale de Recherches sur le SIDA et les Maladies Infectieuses Émergentes, cat B Part 04) lors de sa création. Suppression formelle nécessaire [S.6].	<b>≈ 0,1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 1 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Santé.	<b>X Intégré ANRS-MIE / CNS-SIDA dissous</b> Mission intégrée à l'ANRS-MIE (cat B Part 04). Suppression formelle nécessaire.	
<b>HC Réforme Démo</b> Haut Comité Réforme Démographique (créé puis oublié)	Avis sur les politiques démographiques. Comité créé puis oublié, ne se réunit plus [S.29]. Mission portée par l'INED (Institut National d'Études Démographiques, cat A), l'INSEE et France Stratégie. Suppression formelle [S.6].	<b>≈ 0,1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 1 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Solidarités.	<b>X Obsolète, ne se réunit plus</b> Mission portée par INED, INSEE, France Stratégie. Suppression formelle.	
<b>CN Création</b> Conseil National de la Création (organisme consultatif marginal)	Avis sur les politiques de création artistique. Organisme consultatif marginal. Mission entièrement assurée par la DGCA (Direction Générale de la Création Artistique) du ministère de la Culture et nombreux conseils sectoriels culturels existants. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé Min Culture.	<b>X Doublon DGCA / multiples conseils Culture</b> Mission déjà assurée par DGCA Min Culture et nombreux conseils sectoriels culture (CSPLB, CN-Théâtre, etc.). Suppression.	
<b>CN OPEX</b> Conseil National des Opérations Extérieures (organisme marginal défense)	Avis sur les engagements extérieurs des forces armées. Organisme consultatif. Mission régaliennne portée par le CDSN (Conseil de Défense et de Sécurité Nationale, présidé par M. le Président de la République) et le SGDSN (Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Armées.	<b>X Doublon CDSN / SGDSN</b> Mission régaliennne portée par le CDSN et SGDSN. Suppression.	
<b>CN Orientation</b> Conseil National de l'Orientation Professionnelle (en sommeil)	Avis sur l'orientation professionnelle. Conseil en sommeil. Mission entièrement portée par France Compétences (cat A, fiche [F.7]) et l'ONISEP (Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions, cat B Part 05). Suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Travail / MEN.	<b>X Doublon France Compétences / ONISEP</b> Mission portée par France Compétences (cat A) et ONISEP (cat B Part 05). Suppression.	
<b>CN Famille</b> Conseil National de la Famille (organisme historique, en sommeil)	Avis sur les politiques familiales. Organisme historique entièrement absorbé par le HCFEA (Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge, cat C Part 07). Suppression formelle nécessaire [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Solidarités.	<b>X Intégré HCFEA déjà</b> Mission absorbée par HCFEA (cf. cat C Part 07). Suppression formelle.	
<b>CN Étrangers</b> Conseil National des Étrangers en France (CNEF, dissous)	Avis sur les politiques d'intégration des étrangers (CNEF, dissous puis réformé). Mission entièrement portée par la DGEF (Direction Générale des Étrangers en France), l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration, cat B Part 05) et la DIAIR (Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés). Suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé Min Intérieur.	<b>X Doublon DGEF / OFII / CIDDF</b> Mission portée par DGEF, OFII (cat B Part 05) et DIA (cat C Part 07).	

<b>CN Sécurité Sociale</b> Conseil National Consultatif de la Sécurité Sociale (en sommeil)	Avis sur les politiques de sécurité sociale. Conseil en sommeil. Mission entièrement portée par la CCSS (Commission des Comptes de la Sécurité Sociale) et les caisses nationales CNAM-CNAV-CNAF-ACOSS (cat A, fiches [F.1][F.2][F.3][F.4]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé DSS.	<b>X Doublon CCSS / CNAM / CNAV / CNAF</b> Mission portée par CCSS (Commission des Comptes Sécurité Sociale) et caisses cat A. Suppression.	

<b>CN Hôpitaux</b> Conseil National des Hôpitaux (CNH, organisme marginal)	Avis sur les politiques hospitalières. Organisme marginal. Mission entièrement couverte par la DGOS (Direction Générale de l'Offre de Soins), le CSFPH (Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière, cat C Part 08) et le CNG (Centre National de Gestion). Suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé DGOS.	<b>X Doublon CSFPH / DGOS / CNG</b> Mission déjà couverte par DGOS et CSFPH (cat C Part 08). Suppression.	

<b>CN Action Sociale</b> Conseil National d'Action Sociale (CNAS, marginal)	Avis sur l'action sociale (CNAS, marginal). Mission entièrement portée par la DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale) et le CCFP (Conseil Commun de la Fonction Publique). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé DGCS.	<b>X Doublon DGCS / CCFP</b> Mission portée par DGCS et CCFP. Suppression.	

<b>CN Précarité</b> Conseil National de Lutte contre la Pauvreté et la Précarité	Avis sur les politiques de lutte contre la pauvreté. Mission entièrement assurée par la DIPLP (Délégation Interministérielle à la Prévention et à la Lutte contre la Pauvreté, cat C Part 07) et la DGCS. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé Min Solidarités.	<b>X Doublon DIPLP / DGCS</b> Mission déjà assurée par DIPLP (cat C Part 07) et DGCS. Suppression.	
<b>CN Mémoire</b> Conseil National de la Mémoire (organisme ad hoc)	Avis sur les politiques de mémoire collective. Organisme ad hoc. Mission entièrement assurée par l'ONACVG (Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, cat B Part 04), le SHD (Service Historique de la Défense) et l'ECPAD (Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense, cat B Part 06). Suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Premier ministre.	<b>X Doublon ONACVG / SHD / ECPAD</b> Mission déjà assurée par ONACVG (cat B Part 04), SHD et ECPAD (cat B Part 06). Suppression.	
<b>CN Régions</b> Conseil National Consultatif des Régions et Collectivités	Concertation État-régions. Doublon manifeste avec Régions de France (association privée des régions, financée sur fonds publics) et la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales) qui assure déjà l'interface institutionnelle. Suppression [S.6].	≈ 0,3 million €/an (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGCL.	<b>X Doublon Régions de France / DGCL</b> Concertation État-régions assurée par Régions de France (privé) et DGCL. Suppression.	
<b>CN Réforme</b> Conseil National de la Réforme de l'État (organisme ad hoc)	Avis sur les réformes de l'État. Doublon avec la DITP (Direction Interministérielle de la Transformation Publique, cat C Part 08), le CNR (Conseil National de la Refondation, cat C Part 09) et le CCRPP (Comité du Conseil de la Refondation des Politiques Publiques, cat C Part 09). Trois structures parallèles sur le même sujet, suppression [S.6].	≈ 0,3 million €/an (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Premier ministre.	<b>X Doublon DITP / CNR / CCRPP</b> Mission portée par DITP (cat C Part 08) et autres comités similaires. Suppression.	
<b>CN Économie verte</b> Conseil National de l'Économie Verte (CNEV)	Avis sur les politiques de transition écologique économique (CNEV). Mission entièrement couverte par le CNTE (Conseil National de la Transition Énergétique, cat C Part 07), le SGPE (Secrétariat Général à la Planification Écologique) et le CSF EnR (cat C Part 09). Doublon manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,5 million €/an (SCSP) ≈ 4 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Transition écologique.		<b>X Doublon CNTE / SGPE / CSF EnR</b> Mission déjà couverte par CNTE et SGPE (cat C). Suppression.
<b>CN Mer</b> Conseil National de la Mer et des Littoraux (CNML)	Concertation sur les politiques maritimes et littorales (CNML). Mission entièrement couverte par la DGAMPA (Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture) et le CSPM (Conseil Supérieur des Pêches Maritimes, cat C Part 09). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé Min Mer.		<b>X Doublon CNML / DGAMPA / CSPM</b> Mission déjà couverte par DGAMPA et CSPM (cat C Part 09).
<b>CN Universités</b> Conseil National des Universités (CNU), volet consultatif	Évaluation des enseignants-chercheurs (qualifications). MAINTIEN, mission spécifique d'évaluation par les pairs essentielle pour la qualification universitaire (carrières des 90 000 enseignants-chercheurs français). Application de la grille Module 3 sur la productivité administrative du secrétariat. Mission essentielle à conserver dans le système universitaire.	<b>≈ 5 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 30 ETPT (secrétariat) + 4 000 membres
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Évaluation</b> Hébergé MESR.		<b>X Maintien (mission spécifique évaluation enseignants-chercheurs)</b> Mission essentielle pour qualification universitaire. À NE PAS supprimer (révision méthodologique).
<b>ON Sécu Sociale</b> Observatoire National de la Sécurité Sociale (organisme marginal)	Études sur la sécurité sociale. Mission entièrement portée par la CCSS (Commission des Comptes de la Sécurité Sociale) et les directions études des caisses CNAM-CNAV-CNAF (cat A, fiches [F.1][F.2][F.3]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé DSS.		<b>X Doublon CCSS / CNAM-CNAV-CNAF</b> Mission portée par CCSS (Commission des Comptes Sécurité Sociale).
<b>ON Aidants</b> Observatoire National des Aidants (intégré HCFEA)	Études sur les aidants familiaux. Mission entièrement intégrée au sein du HCFEA (Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge, cat C Part 07) et de la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, cat A). Suppression formelle nécessaire [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé HCFEA.		<b>X Doublon HCFEA / CNSA</b> Mission déjà au sein du HCFEA (cat C Part 07) et CNSA (cat A). Suppression.
<b>ON Réussite Éducative</b> Observatoire National de la Réussite Éducative (en sommeil)	Études sur les dispositifs de réussite éducative. Organisme en sommeil. Mission entièrement portée par la DEPP (Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance) du MEN et le CNESCO (Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire, cat C Part 08). Suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 3 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé MEN.		<b>X Intégré DEPP / CNESCO</b> Mission portée par DEPP MEN et CNESCO (cat C Part 08). Suppression.
<b>ON Religions Laïcité</b> Observatoire de la Laïcité (dissous en 2021)	Veille sur le principe de laïcité. ✓ DÉJÀ SUPPRIMÉ par décret n° 2021-619 du 19 mai 2021 [S.30], cas d'école d'une suppression réussie en 2021 sous M. le Premier ministre Castex. Mission transférée au Comité Interministériel de la Laïcité. MODÈLE REPRODUCTIBLE pour la suppression d'autres organismes consultatifs marginaux.	<b>0 €/an (dissous)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Dissous en 2021.		<b>X Déjà supprimé (modèle)</b> Cas d'école d'une suppression réussie en 2021. Modèle reproductible.
<b>ON Pratiques Religieuses</b> Observatoire National des Pratiques Religieuses (en sommeil)	Études statistiques sur les pratiques religieuses. Organisme en sommeil [S.29]. Mission portée par la DLPJ (Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques, ministère de l'Intérieur) et les études INSEE / INED. Suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Intérieur.		<b>X Doublon DLPJ / ENA INSEE</b> Mission portée par DLPJ et études INSEE.
<b>ON Bibliothèques</b> Observatoire National des Bibliothèques (intégré DGMIC)	Études statistiques sur les bibliothèques publiques. ✓ DÉJÀ INTÉGRÉ à la DGMIC (Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles, ministère de la Culture). Modèle d'intégration en DAC réussi. Suppression formelle nécessaire si encore actif administrativement.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Intégré DGMIC.	<b>X Intégré DGMIC (déjà fait)</b> Modèle d'intégration en DAC réussie.	
<b>ON Création Ciné</b> Observatoire National de la Création Cinématographique (intégré CNC)	Études sur la création cinématographique. ✓ DÉJÀ INTÉGRÉ au CNC (Centre National du Cinéma, cat A, fiche [F.23]). Modèle d'intégration réussi. Suppression formelle nécessaire si encore actif administrativement.	<b>Intégré CNC</b> —
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Intégré CNC.	<b>X Intégré CNC (déjà fait)</b> Modèle d'intégration.	
<b>ON Immigration</b> Observatoire de l'Immigration (intégré DGEF/OFI)	Études statistiques sur l'immigration. ✓ DÉJÀ INTÉGRÉ à la DGEF (Direction Générale des Étrangers en France) et à l'OFI (cat B Part 05). Modèle d'intégration réussi. Suppression formelle nécessaire si encore actif.	<b>Intégré DGEF</b> —
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Intégré DGEF.	<b>X Intégré DGEF (déjà fait)</b> Modèle d'intégration.	
<b>ON Vie privée</b> Observatoire des Risques de la Vie privée (en sommeil)	Études sur les atteintes à la vie privée. Organisme en sommeil. Mission entièrement couverte par la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, cat A) et la DACG (Direction des Affaires Criminelles et des Grâce, ministère de la Justice). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Justice.	<b>X Doublet CNIL / DACG</b> Mission déjà couverte par CNIL (cat A) et DACG. Suppression.	
<b>ON Droit Femmes-DOM</b> Observatoire National des Droits de la Femme (DOM, marginal)	Études sur les droits des femmes outre-mer (organisme marginal). Mission portée par le HCFH (Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, cat C Part 07), le Service du Droit des Femmes et de l'Égalité (DGCS) et la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques). Suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études</b> Hébergé Min Outre-mer.	<b>X Doublon HCEFH / Service Droit Femmes / DREES</b> Mission portée par HCEFH (cat C Part 07) et SDF DGCS.	
<b>ON Médecine</b> Observatoire National de la Médecine (en sommeil)	Études sur les pratiques médicales. Organisme en sommeil. Mission portée par l'ONDPS (Observatoire National de la Démographie des Professions de Santé), la DGS et la HAS (cat A). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Santé.	<b>X Doublon ONDPS / DGS / HAS</b> Mission portée par ONDPS, DGS et HAS (cat A).	
<b>ONDPS</b> Observatoire National de la Démographie des Professions de Santé	Études sur la démographie médicale et les professions de santé. Mission entièrement portable par la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques) et la DGOS. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Min Santé.	<b>X Doublon DREES / DGOS</b> Mission portable DREES et DGOS. Suppression.	
<b>C 14-18</b> Mission Centenaire de la Première Guerre Mondiale (terminée 2018)	Coordination des commémorations 14-18. ✓ MISSION TEMPORAIRE 2014-2018, doit être formellement supprimée si encore active administrativement [S.29]. Modèle de mission ad hoc à clôturer correctement après son terme.	<b>0 €/an (mission terminée)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 2018.	<b>X Mission temporaire, clôture</b> Mission ad hoc 2014-2018. Doit être formellement supprimée si encore active administrativement.	
<b>C Bicentenaire</b> Mission Bicentenaire de la Révolution (terminée 1989)	Commémorations bicentenaire de la Révolution française (1989). ✓ MISSION AD HOC TERMINÉE DEPUIS 1989, surprenant qu'elle puisse encore figurer dans les nomenclatures budgétaires officielles, illustration des dérives administratives de pérennisation injustifiée [S.29]. Suppression formelle immédiate.	<b>0 €/an</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 1989.	<b>X Mission ad hoc terminée depuis 1989</b> Surprenant qu'elle puisse encore figurer dans les nomenclatures budgétaires. Suppression formelle.	
<b>Comité Refondation</b> Comité de Refondation de la République (organisme ad hoc)	Réflexion sur les politiques de refondation. Organisme ad hoc. Doublet avec le CNR (Conseil National de la Refondation, cat C Part 09), la DITP (cat C Part 08) et plusieurs autres comités similaires. Multiplication d'organismes parallèles sur le même sujet, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergé Premier ministre.	<b>X Doublet CNR / DITP</b> Doublet avec CNR (cat C Part 09) et DITP (cat C Part 08).	
<b>Comités IA multiples</b> Multiples Comités Stratégiques sur l'IA (Comité Pilotage IA, Stratégie IA, etc.)	Multiples Comités Stratégiques sur l'IA (Comité Pilotage IA, Comité Action IA, Comité Stratégique IA, etc.). Multiplication des comités sur le même sujet [S.29]. Mutualisation indispensable au sein de la DGE / DINUM / Comité National de l'Intelligence Artificielle (CNIA, cat A). Suppression de tous les comités secondaires, conservation du seul CNIA [S.6].	<b>≈ 3 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 20 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Multiples ministères.	<b>X Doublets multiples sur le même sujet</b> Multiplication des comités sur l'IA. Mutualisation indispensable. DGE / DINUM / CNNum (cat C). Suppression de la majorité.	
<b>COPIL Banlieue</b> Comité de Pilotage Stratégie Banlieues (multiples plans, plusieurs mandats)	Pilotage des plans banlieue successifs. Mission entièrement portée par l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, cat B Part 04), l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, cat B Part 04) et la Mission Quartiers (cat C Part 09). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 1 million €/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Hébergés ANCT / Min Ville.	<b>X Doublet ANCT / ANRU / Mission Quartiers</b> Mission déjà portée par ANCT, ANRU (cat B Part 04) et Mission Quartiers (cat C Part 09).	
<b>Comité IH-Outre-mer</b> Comité Interministériel des Handicaps - Outre-mer	Coordination spécifique handicap dans les outre-mer. Mission portée par le CIH (Comité Interministériel du Handicap, cat C Part 09), la DGCS et la DG Outre-mer du ministère. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote</b> Hébergé Min Outre-mer.	<b>X Doublon CIH / DGCS / DG Outre-mer</b> Mission portée par CIH (cat C Part 09) et DG Outre-mer.	

<b>C Inter Ruralité</b> Comité Interministériel pour la Ruralité (intégré ANCT)	Coordination des politiques rurales. ✓ DÉJÀ INTÉGRÉ à l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, cat B Part 04). Modèle d'intégration réussi. Suppression formelle nécessaire si encore actif administrativement.	<b>Intégré ANCT</b> —
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Intégré ANCT.	<b>X Intégré ANCT (déjà fait)</b> Modèle d'intégration.	

<b>C Stratégique Mer</b> Comité Stratégique pour la Mer (multiples comités mer)	Concertation sur les politiques maritimes (multiples comités mer). Doublons multiples avec le CNML (Conseil National de la Mer et des Littoraux), le CSPM (Conseil Supérieur des Pêches Maritimes, cat C Part 09) et le CSF Mer (Comité Stratégique de Filière Mer, cat C Part 09). Multiplication des comités sur le même sujet, mutualisation indispensable [S.6][S.29].	<b>≈ 1,5 million €/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 10 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Multiples Min Mer / Transition.	<b>X Doublons multiples sur même sujet (CNML, CSPM, CSF Mer)</b> Multiplication des comités sur la mer. Mutualisation indispensable.	

<b>COPIL Égalité</b> Comité de Pilotage Plan Égalité (intégré DGCS)	Pilotage du plan égalité femmes-hommes. ✓ DÉJÀ INTÉGRÉ à la DGCS (service du Droit des Femmes et de l'Égalité). Modèle d'intégration réussi. Suppression formelle nécessaire si encore actif.	<b>Intégré DGCS</b> —
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Intégré DGCS.	<b>X Intégré DGCS (déjà fait)</b> Modèle d'intégration.	

<b>COPIL Logement</b> Comité Stratégique Logement (organisme marginal)	Concertation sur la politique du logement. Organisme marginal. Mission entièrement portée par la DHUP (Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages), l'ANRU et l'ANAH (cat B Part 04), la DIHAL (cat C Part 07) et Action Logement (cat B, fiche [F.8]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Concertation</b> Hébergé Min Logement.		<b>X Doublon DHUP / ANRU / ANAH / DIHAL</b> Mission portée par DHUP, ANRU et ANAH (cat B Part 04) et DIHAL (cat C Part 07).
<b>COPIL Cybersécurité</b> Comité Stratégique Cybersécurité (intégré ANSSI)	Pilotage de la stratégie cybersécurité. ✓ DÉJÀ INTÉGRÉ à l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information, cat B Part 04). Modèle d'intégration réussi. Suppression formelle si encore actif.	<b>Intégré ANSSI</b> —
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Intégré ANSSI.		<b>X Intégré ANSSI (déjà fait)</b> Modèle d'intégration. ANSSI cat B Part 04.
<b>C Stratégique Sport HN</b> Comité Stratégique du Sport de Haut Niveau (CSSHN)	Concertation sur le sport de haut niveau (CSSHN). Mission entièrement portée par l'ANS (Agence Nationale du Sport, cat B Part 04) et l'INSEP (Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance, cat B Part 04). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé ANS.		<b>X Doublon ANS / INSEP</b> Mission portée par ANS et INSEP (cat B Part 04).
<b>C Stratégique Aérien</b> Comité Stratégique de l'Aviation Civile (organisme ad hoc)	Concertation aviation civile. Organisme ad hoc. Doublon manifeste avec le CSF Aéronautique (Comité Stratégique de Filière Aéronautique, cat C Part 09) et la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile). Suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Concertation</b> Hébergé DGAC.		<b>X Doublon CSF Aéro (cat C Part 09) / DGAC</b> Mission portée par CSF Aéronautique (cat C) et DGAC.
<b>C Spectacle Vivant</b> Conseil Stratégique du Spectacle Vivant (organisme marginal)	Concertation spectacle vivant. Organisme marginal. Mission portée par la DGCA (Direction Générale de la Création Artistique) et les CDN/CCN/SMAC (Centres Dramatiques Nationaux, Centres Chorégraphiques Nationaux, Scènes de Musiques Actuelles, tous en cat B Part 04). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Concertation</b> Hébergé DGCA Min Culture.	<b>X Doublon DGCA / CDN / CCN / SMAC</b> Mission portée par DGCA et CDN/CCN/SMAC (cat B Part 04).	
<b>C Stratégique Décrochage</b> Comité Pilotage Lutte contre le Décrochage Scolaire	Coordination des politiques de lutte contre le décrochage scolaire. Mission entièrement portée par la DGESCO (Direction Générale de l'Enseignement Scolaire) et France Travail (cat A, fiche [F.6]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,5 million €/an</b> (SCSP) ≈ 4 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Hébergé MEN.	<b>X Doublon DGESCO / France Travail</b> Mission portée par DGESCO et France Travail (cat A).	
<b>Mission Préfig FT</b> Mission de Préfiguration France Travail (terminée 2024)	Préparation de la fusion Pôle emploi → France Travail. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en 2024 avec la création effective de France Travail (cat A, fiche [F.6]) en application de la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023. MODÈLE de mission ad hoc correctement clôturée.	<b>0 €/an (mission terminée)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 2024.	<b>X Mission ad hoc terminée</b> Modèle de mission temporaire correctement clôturée. Référence.	
<b>Mission Préfig FC</b> Mission de Préfiguration France Compétences (terminée 2018)	Préparation de la création de France Compétences. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE avec la création effective de France Compétences (cat A, fiche [F.7]) en application de la loi n° 2018-771. MODÈLE de mission ad hoc correctement clôturée.	<b>0 €/an (mission terminée)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 2018.	<b>X Mission ad hoc terminée</b> Modèle de mission temporaire correctement clôturée.	
<b>Mission Préfig ASNR</b> Mission de Préfiguration ASNR (terminée 2024)	Préparation de la fusion ASN+IRSN → ASNR. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en 2024 avec la création effective de l'ASNR (Autorité de Sécurité Nucléaire et de Radioprotection, cat A). MODÈLE de mission ad hoc correctement clôturée.	<b>0 €/an (mission terminée)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 2024.	<b>X Mission ad hoc terminée</b> Modèle de mission temporaire correctement clôturée.	
<b>Mission Plan EnR</b> Multiples Missions Plan EnR (Plan éolien, Plan solaire, Plan H2)	Pilotage des plans énergies renouvelables (Plan éolien, Plan solaire, Plan biogaz, Plan hydrogène, Plan géothermie). Doublons multiples sur le même sujet [S.29]. Mutualisation indispensable au sein de la DGEC (Direction Générale de l'Énergie et du Climat) et du CSF EnR (cat C Part 09). Suppression des plans secondaires, conservation d'un seul plan EnR consolidé [S.6].	<b>≈ 5 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 30 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Multiples ministères.	<b>X Doublons multiples</b> Mutualisation possible avec DGEC et CSF EnR (cat C).	
<b>Mission Sortie COVID</b> Mission Sortie de Crise COVID-19 (terminée 2023)	Coordination de la sortie de crise sanitaire. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en 2023. MODÈLE de mission ad hoc correctement clôturée. Suppression formelle si encore active.	<b>0 €/an (mission terminée)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 2023.	<b>X Mission ad hoc terminée</b> Modèle de mission temporaire correctement clôturée.	
<b>Mission Préfig Bpifrance</b> Mission de Préfiguration Bpifrance (terminée 2013)	Préparation de la création de Bpifrance par fusion CDC + Oséo + FSI. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en 2013 avec la création effective de Bpifrance (cat B, fiche [F.20]) en application de la loi n° 2012-1559. MODÈLE de mission ad hoc correctement clôturée.	<b>0 €/an (mission terminée)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 2013.	<b>X Mission ad hoc terminée</b> Modèle.	
<b>Mission Cordon Littoral</b> Mission Cordon Littoral (organisme ad hoc, en sommeil)	Pilotage des politiques de protection littorale. Organisme ad hoc en sommeil. Mission entièrement portée par le CELRL (Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, cat B Part 04), l'OFB (cat A) et la DGAMPA. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote</b> Hébergée Min Transition.	<b>X Doublon CELRL / OFB / DGAMPA</b> Mission portée par CELRL (cat B Part 04), OFB et DGAMPA.	
<b>Mission Réf Territ</b> Mission Réforme Territoriale (terminée 2017)	Coordination de la réforme territoriale (création nouvelles régions par loi NOTRe 2015, communes nouvelles). ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en 2017. MODÈLE de mission ad hoc correctement clôturée. Suppression formelle si encore active.	<b>0 €/an (mission terminée)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 2017.	<b>X Mission ad hoc terminée</b> Modèle.	
<b>Missions transition</b> Missions de Transition multiples (10+ missions inactives)	Coordinations ad hoc des transitions ministérielles (10+ missions inactives). Plusieurs missions de transition créées et jamais clôturées formellement [S.29], illustration emblématique des dérives de pérennisation injustifiée des structures temporaires. Suppression formelle de toutes les missions inactives [S.6].	<b>≈ 3 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 20 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Multiples ministères.	<b>X Doublons / pérennisation injustifiée</b> Plusieurs missions de transition créées et jamais clôturées. Suppression formelle nécessaire.	
<b>M Plan Bicentenaire DDH</b> Mission Bicentenaire Déclaration des Droits de l'Homme (terminée 1989)	Commémorations bicentenaire de la Déclaration des Droits de l'Homme (1989). ✓ MISSION AD HOC TERMINÉE depuis 1989, surprenant qu'elle puisse encore figurer dans les nomenclatures budgétaires [S.29]. Suppression formelle immédiate.	<b>0 €/an (mission terminée)</b>  0
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote temporaire</b> Mission terminée 1989.	<b>X Mission ad hoc terminée</b> Suppression formelle.	
<b>M Plan Investissement</b> Multiples Missions Plans d'Investissement (Plan Étudiant, Plan Crèche, Plan Logement, Plan Industrie 4.0, etc.). Multiplication des plans gouvernementaux maintenus en fonctionnement après l'extinction des budgets associés [S.29]. Réinternalisation systématique en fin de plan dans les directions ministérielles concernées [S.6].		<b>≈ 5 millions d'euros/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 30 ETPT cumulé
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote</b> Multiples ministères.	<b>X Réinternalisation systématique fin de plan</b> Multiplication des plans gouvernementaux maintenus en fonctionnement après leur fin.	
<b>Mission Refondation</b> Mission Refondation Action Publique (organisme ad hoc)	Refondation des politiques publiques. Organisme ad hoc. Doublon manifeste avec la DITP (cat C Part 08), le CNR (cat C Part 09) et le Comité Refondation. Multiplication des organismes sur le même sujet, suppression [S.6].	<b>≈ 1 million €/an</b> (SCSP) ≈ 6 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études</b> Hébergée Premier ministre.	<b>X Doublon DITP / CNR / Comité Refondation</b> Multiplication d'organismes sur le même sujet (Refondation).	
<b>M Plan Tourisme</b> Mission Plan Tourisme (multiples plans tourisme successifs)	Pilotage des plans tourisme (multiples plans successifs). Mission entièrement portée par Atout France (cat B Part 04) et la DGE (Direction Générale des Entreprises). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 1 million €/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Hébergées DGE / Atout France.	<b>X Doublon Atout France / DGE</b> Mission portée par Atout France (cat B Part 04) et DGE.	
<b>M Plan Urgence Bois</b> Multiples Missions Plan Bois et Forêt	Multiples Missions Plan Bois et Forêt. Mission entièrement portée par l'ONF (Office National des Forêts, cat A, fiche [F.22]), la DGPE et le CSF Bois (Comité Stratégique de Filière Bois, cat C Part 09). Doublons multiples sur le même sujet, suppression des plans secondaires [S.6].	<b>≈ 1 million €/an cumulé</b> (SCSP) ≈ 8 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Pilote</b> Hébergées DGPE / ONF.	<b>X Doublon ONF / DGPE / CSF Bois</b> Mission portée par ONF (cat A), DGPE et CSF Bois (cat C Part 09).	
<b>M Plan Vélo</b> Mission Plan Vélo (créée 2018, plans successifs)	Pilotage du plan vélo (créé 2018, plans successifs : infrastructures, soutien à la pratique). Mission entièrement portable par la DGITM (Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer), volet transports, et l'ANCT (cat B Part 04), volet collectivités locales. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 2 millions d'euros/an</b> (SCSP) ≈ 12 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Pilote</b> Hébergée DGITM.	<b>X Doublon DGITM / ANCT</b> Mission portée par DGITM (transports) et ANCT (cat B Part 04).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Suivi Hôpital</b> Comité de Suivi de la Réforme de l'Hôpital	Suivi des réformes hospitalières. Mission entièrement portée par la DGOS (Direction Générale de l'Offre de Soins) et le CSFPH (Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGOS / CSFPH</b> Mission portée par DGOS et CSFPH (cat C Part 08).	

<b>CSSP</b> Conseil Supérieur de la Santé Publique (en sommeil)	Avis sur les politiques de santé publique. Conseil Supérieur de la Santé Publique en sommeil [S.29]. Mission entièrement portée par le HCSP (Haut Conseil de la Santé Publique, cat B Part 04), la HAS (Haute Autorité de Santé, cat A) et la DGS. Suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon HCSP / HAS / DGS</b> Mission portée par HCSP (cat B Part 04), HAS (cat A) et DGS.	

<b>CN Santé Mentale</b> Comité National de Santé Mentale	Coordination des politiques de santé mentale. Mission portée par la DGS (Direction Générale de la Santé) et le Délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie (DMSMP). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGS / Délégué ministériel SM</b> Mission portée par DGS et Délégué ministériel à la santé mentale.	

<b>CN Éthique Médicale</b> Comité National d'Éthique Médicale (autre que CCNE)	Avis sur des questions éthiques médicales sectorielles. Mission entièrement couverte par le CCNE (Comité Consultatif National d'Éthique, cat C Part 07) et les Espaces de Réflexion Éthique Régionaux (ERER). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublon CCNE / Espaces éthiques régionaux</b> Mission déjà couverte par le CCNE (cat C Part 07) et les espaces éthiques régionaux.	
<b>COPIL SM</b> Comité de Pilotage Stratégie Santé Mentale	Pilotage du plan psychiatrie et santé mentale. Doublon manifeste avec le CN Santé Mentale (déjà ci-dessus) et le Délégué ministériel à la santé mentale [S.29]. Multiplication d'organismes parallèles sur le même sujet, suppression du COPIL et du CN, conservation de la seule délégation ministérielle.	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublon CN Santé Mentale / DGS</b> Mission portée par DGS et délégué SM.	
<b>CN Santé Num</b> Conseil National de la Santé Numérique	Concertation numérique en santé. Mission entièrement portée par la Délégation au Numérique en Santé (DNS, cat C Part 08) et l'Agence du Numérique en Santé (ANS). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublon Délégation Numérique en Santé (DNS) / ANS</b> Mission portée par DNS (cat C Part 08) et ANS (Agence Numérique en Santé).	
<b>CNPST</b> Comité National Politique Santé Travail	Concertation santé-sécurité au travail. Comité National Politique Santé Travail. Mission entièrement portée par le COCT (Conseil d'Orientation des Conditions de Travail, cat C Part 07) et la DGT (Direction Générale du Travail). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublon COCT / DGT</b> Mission portée par COCT (cat C Part 07) et DGT.	
<b>COPIL Cancer</b> Comité de Pilotage Plan Cancer (intégré INCa)	Pilotage du Plan Cancer. ✓ DÉJÀ INTÉGRÉ à l'INCa (Institut National du Cancer, cat B Part 04). Modèle d'intégration réussi. Suppression formelle nécessaire si encore actif administrativement.	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégré INCa (cat B Part 04)</b> Mission opérée par INCa.	
<b>CN Néphrologie</b> Comité National de la Néphrologie / autres comités spé	Concertation pathologie chronique. Comité National de la Néphrologie / autres comités pathologies sectoriels. Mission entièrement portée par la HAS (recommandations de bonnes pratiques), la DGOS et les sociétés savantes médicales (privées, autonomes). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet HAS / DGOS / sociétés savantes</b> Mission portée par HAS et sociétés savantes médicales.	
<b>CN AVC</b> Comité National AVC / autres comités pathologies spé	Concertation pathologie aiguë. Comité National AVC / autres comités pathologies sectorielles. Mission entièrement portée par la HAS et la DGOS. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet HAS / DGOS</b> Mission portée par HAS et DGOS.	
<b>Comité Stratégique Éduc</b> Comité Stratégique de l'Éducation	Concertation politiques éducatives. Mission entièrement portée par le CSE-Éducation (Conseil Supérieur de l'Éducation, cat C Part 08) et le CSP (Conseil Supérieur des Programmes, cat C Part 08). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet CSE-Éducation / CSP</b> Mission portée par CSE-Éducation (cat C Part 08) et CSP.	
<b>CN EAC</b> Conseil National Éducation Artistique et Culturelle	Concertation Éducation Artistique et Culturelle. Mission entièrement portée par la DGESCO (Direction Générale de l'Enseignement Scolaire) et la DGCA (Direction Générale de la Création Artistique) du ministère de la Culture. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGESCO / DGCA</b> Mission portée par DGESCO et DGCA Min Culture.	
<b>CN Évaluation Élèves</b> Conseil National de l'Évaluation des Élèves	Avis sur les évaluations scolaires. Mission entièrement portée par la DEPP (Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance) du MEN et le CNESCO (Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DEPP / CNESCO</b> Mission portée par DEPP MEN et CNESCO (cat C Part 08).	
<b>CN Égalité École</b> Conseil National Égalité des Chances à l'École	Concertation égalité scolaire. Mission entièrement portée par la DGESCO et l'IH2EF (Institut des Hautes Études de l'Éducation et de la Formation, cat B Part 05). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGESCO / IH2EF</b> Mission portée par DGESCO et IH2EF (cat B Part 05).	
<b>CNPSC</b> Conseil National des Programmes Scolaires (autre que CSP)	Avis programmes scolaires. Conseil National des Programmes Scolaires (autre que CSP). Mission entièrement portée par le CSP (Conseil Supérieur des Programmes, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSP</b> Mission portée par CSP (cat C Part 08).	
<b>Comité Orientation École</b> Comité d'Orientation Stratégique École	Concertation orientation scolaire. Mission entièrement portée par l'ONISEP (Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions, cat B Part 05) et France Compétences (cat A, fiche [F.7]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ONISEP / France Compétences</b> Mission portée par ONISEP (cat B Part 05) et France Compétences (cat A).	

<b>CN Orientation Univ</b> Conseil National d'Orientation Universitaire	Concertation orientation universitaire. Mission entièrement portée par le CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, cat C Part 08) et la plateforme Parcoursup (gérée par le MEN). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNESER / Parcoursup</b> Mission portée par CNESER (cat C Part 08) et Parcoursup MEN.	

<b>CN École</b> Conseil National de l'École (organisme marginal)	Avis politiques scolaires. Organisme marginal. Mission entièrement portée par le CSE-Éducation (cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSE-Éducation</b> Mission portée par CSE-Éducation.	

<b>Comité Stratégique BAC</b> Comité Stratégique du Baccalauréat	Concertation réforme du baccalauréat. Mission entièrement portée par la DGESCO et l'IGÉSR (Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGESCO / IGÉSR</b> Mission portée par DGESCO et IGÉSR (cat C Part 08).	

<b>CN Plan Lecture</b> Comité National Plan Lecture	Pilotage du plan lecture. Mission entièrement portée par la DGMIC (Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles) et la DGESCO. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DGMIC / DGESCO</b> Mission portée par DGMIC et DGESCO.	
<b>CN TVB</b> Comité National Trame Verte et Bleue (CNTVB)	Concertation Trame Verte et Bleue (CNTVB). Mission entièrement portée par la DEB (Direction de l'Eau et de la Biodiversité) du ministère de la Transition écologique et l'OFB (Office Français de la Biodiversité, cat A, fiche [F.22]). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DEB / OFB</b> Mission portée par DEB Min Transition et OFB (cat A).	
<b>CN Biodiversité</b> Comité National Biodiversité (CNB)	Concertation biodiversité. Mission entièrement portée par le CNTE (Conseil National de la Transition Énergétique, cat C Part 07), l'OFB et le SGPE (Secrétariat Général à la Planification Écologique, cat C Part 08). Doubleton manifeste [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton CNTE / OFB / SGPE</b> Mission portée par CNTE (cat C Part 07), OFB et SGPE (cat C Part 08).	
<b>CN ENM</b> Comité National Énergies Marines	Concertation énergies marines. Mission entièrement portée par le CSF EnR (Comité Stratégique de Filière Énergies Renouvelables, cat C Part 09) et France Énergies Marines (centre technique national, cat B Part 06). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton CSF EnR / France Énergies Marines</b> Mission portée par CSF EnR (cat C Part 09) et France Énergies Marines (cat B Part 06).	
<b>CN Éolien</b> Comité National Éolien Terrestre	Concertation éolien terrestre. Mission entièrement portée par le CSF EnR (cat C Part 09) et la DGEC (Direction Générale de l'Énergie et du Climat). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSF EnR / DGEC</b> Mission portée par CSF EnR et DGEC.	

<b>CN Stockage CO2</b> Comité National Stockage CO2	Concertation captage et stockage carbone (CCS). Mission entièrement portée par la DGEC, le SGPE et l'ADEME (cat D, voir argumentaire détaillé plus haut). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
--	---	---

MODE D'ACTION	MOTIF DE SUPPRESSION
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGEC / SGPE / ADEME</b> Mission portée par DGEC, SGPE et ADEME.

<b>COPIL SNBC</b> Comité Pilotage Stratégie Nationale Bas Carbone	Pilotage de la Stratégie Nationale Bas Carbone. Mission entièrement portée par le SGPE (Secrétariat Général à la Planification Écologique, cat C Part 08) et la DGEC. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
--	---	---

MODE D'ACTION	MOTIF DE SUPPRESSION
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon SGPE / DGEC</b> Mission portée par SGPE et DGEC.

<b>CN Sites Paysages</b> Conseil National Sites et Paysages (CNSP)	Avis sites classés et paysages (CNSP). Mission entièrement portée par le CNTE (cat C Part 07), la DEB (Direction de l'Eau et de la Biodiversité) et le CGEDD (Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable, cat C Part 07). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
---	---	---

MODE D'ACTION	MOTIF DE SUPPRESSION
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNTE / DEB / CGEDD</b> Mission portée par CNTE, DEB et CGEDD (cat C Part 07).

<b>CN Protection Nature</b> Conseil National Protection de la Nature (CNPN)	Avis sur les dérogations environnementales (CNPN). Mission entièrement portée par l'OFB (cat A), la DEB et le CSRPN (Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
--	---	---

MODE D'ACTION	MOTIF DE SUPPRESSION
---------------	----------------------

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon OFB / DEB / CSRPN</b> Mission portée par OFB, DEB et CSRPN (cat C Part 08).	
<b>CN ÉC</b> Comité National Plan Économie Circulaire	Pilotage du plan économie circulaire. Mission entièrement portée par l'ADEME (cat D, voir argumentaire détaillé plus haut) et la DGE (Direction Générale des Entreprises). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ADEME / DGE</b> Mission portée par ADEME et DGE.	
<b>CN PCAE</b> Comité National Plan Climat Air Énergie	Pilotage du Plan Climat Air Énergie. Mission entièrement portée par le CNTE (cat C Part 07), le SGPE et la DGEC. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNTE / SGPE / DGEC</b> Mission portée par CNTE et SGPE.	
<b>CSO</b> Conseil Supérieur d'Orientation Agricole (CSO)	Concertation orientation agricole. Conseil Supérieur d'Orientation Agricole. Mission entièrement portée par la DGPE (Direction Générale de la Performance Économique et Environnementale des Entreprises) du ministère de l'Agriculture et le CSAS (Conseil Supérieur des Affaires Sociales agricoles, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGPE / CSAS</b> Mission portée par DGPE et CSAS (cat C Part 08).	
<b>CS Lait</b> Conseil Supérieur du Lait (CSLP)	Concertation filière laitière. Mission entièrement portée par le CSF Agroalimentaire (Comité Stratégique de Filière Agroalimentaire, cat C Part 09) et FranceAgriMer (Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, cat B Part 05). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSF Agro / FranceAgriMer</b> Mission portée par CSF Agroalimentaire (cat C Part 09) et FranceAgriMer (cat B Part 05).	
<b>CN Viande</b> Comité National Filière Viande	Concertation filière viande. Mission entièrement portée par le CSF Agroalimentaire et FranceAgriMer (cat B Part 05). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSF Agro / FranceAgriMer</b> Mission portée par CSF Agroalimentaire et FranceAgriMer.	
<b>CN Vins</b> Comité National Filière Vins	Concertation filière vins. Mission entièrement portée par le CSF Agroalimentaire, FranceAgriMer et l'INAO (Institut National de l'Origine et de la Qualité, cat A). Triple doublon, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSF Agro / FranceAgriMer / INAO</b> Mission portée par CSF Agro, FranceAgriMer et INAO (Institut national origine et qualité, sous tutelle Min Agri).	
<b>CN Bio</b> Comité National de l'Agriculture Biologique (CN Bio)	Concertation agriculture biologique. Doublon manifeste avec le CN Agri Bio (Conseil National de l'Agriculture Biologique, cat C Part 09), déjà cartographié. Multiplication d'organismes sur le même sujet, suppression [S.6][S.29].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CN Agri Bio (cat C Part 09) / DGPE</b> Mission portée par CN Agri Bio (cat C Part 09).	
<b>CS Pêche</b> Conseil Stratégique Pêche	Concertation pêche maritime. Mission entièrement portée par le CSPM (Conseil Supérieur des Pêches Maritimes, cat C Part 09) et la DGAMPA (Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSPM / DGAMPA</b> Mission portée par CSPM (cat C Part 09) et DGAMPA.	
<b>CN Industrie Animale</b> Comité National Industrie Animale	Concertation industrie animale. Mission entièrement portée par le CSF Agroalimentaire (cat C Part 09) et la DGAL (Direction Générale de l'Alimentation). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSF Agro / DGAL</b> Mission portée par CSF Agroalimentaire et DGAL.	
<b>CS Agroalim</b> Conseil Stratégique Agroalimentaire (autre que CSF Agro)	Concertation agroalimentaire. Doublon parfait avec le CSF Agroalimentaire (cat C Part 09), même mission, même périmètre. Suppression immédiate [S.6][S.29].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CSF Agroalim</b> Doublon avec le CSF Agroalimentaire (cat C Part 09).	
<b>CN Spectacle Vivant</b> Conseil National des Arts du Spectacle Vivant	Concertation spectacle vivant. Mission entièrement portée par la DGCA (Direction Générale de la Création Artistique) et les CDN/CCN/SMAC (Centres Dramatiques Nationaux, Centres Chorégraphiques Nationaux, Scènes de Musiques Actuelles, tous en cat B Part 04). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGCA / CDN / CCN / SMAC</b> Mission portée par DGCA Min Culture et CDN/CCN/SMAC (cat B Part 04).	
<b>CN Patrimoine</b> Conseil National Patrimoine	Concertation patrimoine. Mission entièrement portée par la CNDP-Patrimoine (Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture, cat A) et la DGPa (Direction Générale du Patrimoine). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNDP-Patrimoine (cat C Part 03) / DGPa</b> Mission portée par CNDP-Patrimoine (cat A) et DGPa.	
<b>CN Architecture</b> Conseil National Architecture	Concertation architecture. Mission entièrement portée par la Cité de l'Architecture (cat A Part 02), la DGPa et le CSP-AC (Conseil Supérieur de la Propriété Architecturale et Culturelle). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon Cité Architecture (cat A) / DGPa / CSP-AC</b> Mission portée par Cité Architecture (cat A Part 02) et DGPa.	
<b>CN Musées</b> Conseil National des Musées	Concertation musées. Mission entièrement portée par la DGPa et le SMF (Service des Musées de France) du ministère de la Culture. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGPa / SMF (Service Musées de France)</b> Mission portée par DGPa et SMF.	
<b>CN Édition</b> Conseil National de l'Édition	Concertation édition. Mission entièrement portée par le CNL (Centre National du Livre, cat A Part 03) et la DGMIC (Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNL (cat A Part 03) / DGMIC</b> Mission portée par CNL et DGMIC.	
<b>CN Danse</b> Conseil National de la Danse	Concertation danse. Mission entièrement portée par le CCN Réseau (Centres Chorégraphiques Nationaux, cat B Part 04) et la DGCA. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CCN Réseau / DGCA</b> Mission portée par CCN Réseau (cat B Part 04) et DGCA.	
<b>CN Photographie</b> Conseil National de la Photographie	Concertation photographie. Mission entièrement portée par l'ENSP Arles (École Nationale Supérieure de la Photographie, cat A Part 03) et la DGCA. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ENSP Arles (cat A Part 03) / DGCA</b> Mission portée par ENSP Arles (cat A) et DGCA.	
<b>CS Industries Culturelles</b> Comité Stratégique Industries Culturelles	Concertation industries culturelles. Mission entièrement portée par le CNM (Centre National de la Musique), le CNL (Centre National du Livre), le CNAP (Centre National des Arts Plastiques) et l'INA (Institut National de l'Audiovisuel), tous en cat A ou cat B Part 04. Quadruple doublon, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNM / CNL / CNAP / INA</b> Mission portée par CNM, CNL, CNAP, INA (cat B Part 04).	
<b>CSST</b> Conseil Supérieur Sécurité Sociale Travail	Concertation accidents du travail et maladies professionnelles. Conseil Supérieur Sécurité Sociale Travail. Mission entièrement portée par le COCT (cat C Part 07) et la branche AT-MP de la CNAM (cat A, fiche [F.1]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon COCT / CNAM AT-MP</b> Mission portée par COCT (cat C Part 07) et CNAM branche AT-MP.	
<b>CSTI</b> Conseil Supérieur Travail Indépendant	Concertation travail indépendant. Conseil Supérieur Travail Indépendant. Mission entièrement portée par CMA France (Chambres de Métiers et de l'Artisanat, cat B Part 05), CCI France et la CIPAV (Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse, sous CNAVPL). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CMA / CCI / CIPAV</b> Mission portée par CMA (cat B Part 05) et CIPAV (sous CNAVPL).	
<b>CN Précarité Emploi</b> Comité National Précarité Emploi	Concertation précarité. Mission entièrement portée par la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques), France Travail (cat A, fiche [F.6]) et la DIPLP (Délégation Interministérielle à la Prévention et à la Lutte contre la Pauvreté, cat C Part 07). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DARES / France Travail / DIPLP</b> Mission portée par DARES, France Travail (cat A) et DIPLP (cat C Part 07).	
<b>CN Emploi Public</b> Conseil National Emploi Public	Concertation emploi public. Mission entièrement portée par la DGAFP (Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique) et les conseils statutaires des trois fonctions publiques (CCFP, CSFPE, CSFPT, CSFPH, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGAFP / CCFP / CSFPE-T-H</b> Mission portée par DGAFP et conseils FP (cat C Part 08).	
<b>CS Apprentissage</b> Comité Stratégique Apprentissage	Concertation apprentissage. Mission entièrement portée par France Compétences (cat A, fiche [F.7]) qui intègre depuis 2018 toutes les missions du Conseil National de la Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie (CNFPTLV). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon France Compétences / CNFPTLV (intégré FC)</b> Mission portée par France Compétences (cat A).	
<b>CS Mobilité Pro</b> Conseil Stratégique Mobilité Professionnelle	Concertation mobilité professionnelle. Mission entièrement portée par France Travail (cat A, fiche [F.6]) et la DARES. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>	<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon France Travail / DARES</b> Mission portée par France Travail et DARES.	
<b>CS Pénibilité</b> Comité Stratégique Pénibilité	Concertation pénibilité au travail. Mission entièrement portée par le COCT (cat C Part 07) et la branche AT-MP de la CNAM (cat A, fiche [F.1]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon COCT / CNAM AT-MP</b> Mission portée par COCT et CNAM AT-MP.	
<b>CN Reconversion</b> Conseil National Reconversion	Concertation reconversion professionnelle. Mission entièrement portée par France Travail (cat A, fiche [F.6]), France Compétences (cat A, fiche [F.7]) et l'AFPA (Agence nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes, cat B Part 04). Triple doublon, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon France Travail / France Compétences / AFPA</b> Mission portée par France Travail, France Compétences et AFPA (cat B Part 04).	
<b>CN Sport-Santé</b> Conseil National Sport-Santé	Concertation sport-santé. Mission entièrement portée par la DS (Direction des Sports) du ministère, la DGS (Direction Générale de la Santé) et l'ANS (Agence Nationale du Sport, cat B Part 04). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DS / DGS / ANS</b> Mission portée par DS Min Sports, DGS et ANS (cat B Part 04).	
<b>CN Politique Jeunesse</b> Conseil National Politique Jeunesse (autre que COJ)	Concertation politique jeunesse. Mission entièrement portée par le COJ (Conseil d'Orientation des Politiques de Jeunesse, cat C Part 07). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon COJ</b> Mission portée par COJ (cat C Part 07).	
<b>CS Esport</b> Comité Stratégique Esport	Concertation esport. Mission entièrement portée par la DS, la DJEPVA (Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative) et la DGE (Direction Générale des Entreprises), volet industrie numérique. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DS / DJEPVA / DGE</b> Mission portée par DS, DJEPVA et DGE (volet industrie numérique).	
<b>CS JO 2024</b> Comité Stratégique Jeux Olympiques (terminera 2024)	Pilotage des Jeux Olympiques de Paris. ✓ MISSION TEMPORAIRE 2017-2024, clôture en 2024 après les J.O. de Paris. MODÈLE de mission ad hoc à clôturer formellement après son terme [S.29]. Suppression formelle si encore active administrativement.	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Mission temporaire, clôture 2024</b> Mission ad hoc 2017-2024. Doit être formellement clôturée.	
<b>CN Animation Socio-Éduc</b> Conseil National Animation Socio-Éducative	Concertation animation jeunesse. Mission entièrement portée par la DJEPVA et le HCVA (Haut Conseil à la Vie Associative, cat C Part 07). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DJEPVA / HCVA</b> Mission portée par DJEPVA et HCVA (cat C Part 07).	
<b>CS Numérique Public</b> Conseil Stratégique Numérique Public	Concertation numérique public. Mission entièrement portée par la DINUM (Direction Interministérielle du Numérique, cat B Part 06) et le CNum (Conseil National du Numérique, cat C Part 07). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DINUM / CNNum</b> Mission portée par DINUM (cat B Part 06) et CNNum (cat C Part 07).	
<b>CN Géographie</b> Conseil National de la Géographie	Concertation géographie. Mission entièrement portée par l'IGN (Institut National de l'Information Géographique et Forestière, cat A) et le SGDSN (Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale), volet géographie de défense. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon IGN (cat A) / SGDSN</b> Mission portée par IGN (cat A).	
<b>CN Cartographie</b> Conseil National de la Cartographie	Concertation cartographie. Mission entièrement portée par l'IGN (cat A) et le SHOM (Service Hydrographique et Océanographique de la Marine, cat A Part 02). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon IGN / SHOM</b> Mission portée par IGN (cat A) et SHOM (cat A Part 02).	
<b>CSPub</b> Conseil Supérieur de la Publicité	Concertation publicité. Conseil Supérieur de la Publicité. Mission entièrement portée par l'ARCOM (Autorité de Régulation de la Communication Audiovisuelle et Numérique, cat A Part 02) et l'ARPP (Autorité de Régulation Professionnelle de la Publicité, organisme privé d'autorégulation). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ARCOM / ARPP (privé)</b> Mission portée par ARCOM (cat A Part 02) et ARPP (autorégulation privée).	
<b>CS Made in France</b> Comité Stratégique Made in France	Concertation produit français. Mission entièrement portée par la DGE, Bpifrance (cat B, fiche [F.20]) et Business France (cat B Part 04). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGE / Bpifrance / Business France</b> Mission portée par DGE, Bpifrance et Business France (cat B Part 04).	

<b>CN Femmes Entrep</b> Conseil National PMI/Femmes Entrepreneures	Concertation femmes entrepreneures. Mission entièrement portée par la DGE et le HCEFH (Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, cat C Part 07). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGE / HCEFH</b> Mission portée par DGE et HCEFH (cat C Part 07).	

<b>CSN</b> Conseil Supérieur du Notariat (sui generis, profession)	Représentation du notariat. MAINTIEN, Conseil Supérieur du Notariat, organisme professionnel sui generis créé par ordonnance du 2 novembre 1945 (réformée 1973), placé sous tutelle du ministère de la Justice. Représentation institutionnelle des 17 000 notaires français. Statut professionnel sui generis intouchable, articulation avec le ministère de la Justice à clarifier (mission consultative obligatoire avant toute réforme du notariat).	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Maintien (organisme professionnel sui generis)</b> Statut professionnel sui generis. Pas suppression mais articulation Min Justice.	

<b>CS Outre-mer</b> Conseil Stratégique Outre-mer	Concertation outre-mer. Mission entièrement portée par la DG Outre-mer (Direction Générale des Outre-mer) du ministère délégué chargé des Outre-mer. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DG Outre-mer / Min Outre-mer</b> Mission portée par DG Outre-mer.	

<b>CS RIN</b> Conseil Supérieur Recherche Industrielle (CSRIN)	Concertation recherche industrielle. Conseil Supérieur Recherche Industrielle. Mission entièrement portée par le CNI (Conseil National de l'Industrie, cat C Part 07) et l'ANR (Agence Nationale de la Recherche, cat A). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublon CNI (cat C Part 07) / ANR</b> Mission portée par CNI et ANR (cat A).	

<b>CSA Légère</b> Conseil Supérieur de l'Aviation Légère	Concertation aviation légère. Mission entièrement portée par la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile) et la FFA (Fédération Française d'Aéronautique, organisme privé d'autoréglementation). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,3 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublon DGAC / FFA (privé)</b> Mission portée par DGAC et FFA (Fédération française d'aéronautique).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Sect Travail CESE</b> Section Travail-Emploi du CESE	Section Travail-Emploi du CESE. Sous-commission interne du Conseil Économique, Social et Environnemental (cat C Part 07), pas un organisme distinct mais un découpage interne. Pas d'autonomie budgétaire ni juridique. Suppression administrative comme entité distincte [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-section CESE, déjà couverte</b> Sous-commission du CESE (cat C Part 07). Pas une entité autonome, clarification budgétaire.	

<b>Sect Éco CESE</b> Section Économie-Finances du CESE	Section Économie-Finances du CESE. Sous-commission interne du CESE. Pas un organisme distinct, suppression administrative comme entité [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-section CESE</b> Sous-commission CESE.	

<b>Sect Soc CESE</b> Section Affaires Sociales et Santé du CESE	Section Affaires Sociales et Santé du CESE. Sous-commission interne du CESE. Pas un organisme distinct, suppression administrative comme entité [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-section CESE</b> Sous-commission CESE.	

<b>Sect Env CESE</b> Section Environnement du CESE	Section Environnement du CESE. Sous-commission interne du CESE. Pas un organisme distinct, suppression administrative comme entité [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-section CESE</b> Sous-commission CESE.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Sect Aménag CESE</b> Section Aménagement Territorial du CESE	Section Aménagement Territorial du CESE. Sous-commission interne du CESE. Pas un organisme distinct, suppression administrative comme entité [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-section CESE</b> Sous-commission CESE.	

<b>Form CCNE</b> Formations restreintes du CCNE (3-4 formations spé)	Formations restreintes du CCNE (3-4 formations spécialisées). Sous-formations internes du Comité Consultatif National d'Éthique (cat C Part 07), pas des organismes distincts. Suppression administrative comme entités [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-formations CCNE, déjà couvertes</b> Formations restreintes du CCNE (cat C Part 07).	

<b>Section CGEDD</b> Sous-sections du CGEDD (10+ sections)	Sous-sections du CGEDD (10+ sections). Sous-organes internes du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (cat C Part 07). Pas des organismes distincts, suppression administrative comme entités [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-sections CGEDD</b> Sous-organes du CGEDD (cat C Part 07).	

<b>Section CGAAER</b> Sous-sections du CGAAER (8 sections)	Sous-sections du CGAAER (8 sections). Sous-organes internes du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (cat C Part 07). Pas des organismes distincts, suppression administrative comme entités [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-sections CGAAER</b> Sous-organes du CGAAER (cat C Part 07).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Section CGE</b> Sous-sections du CGE (5 sections)	Sous-sections du CGE (5 sections). Sous-organes internes du Conseil Général de l'Économie (cat C Part 07). Pas des organismes distincts, suppression administrative comme entités [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-sections CGE</b> Sous-organes du CGE (cat C Part 07).	

<b>Section IGAS</b> Sous-sections de l'IGAS (4 sections)	Sous-sections de l'IGAS (4 sections). Sous-organes internes de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (cat C Part 08). Pas des organismes distincts, suppression administrative comme entités [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Sous-sections IGAS</b> Sous-organes de l'IGAS (cat C Part 08).	

<b>CS Santé</b> Comité Scientifique Santé (multiples comités sciences santé)	Comité Scientifique Santé (multiples comités scientifiques sectoriels). Mission entièrement portée par la HAS (Haute Autorité de Santé, cat A), l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament, cat A) et Santé publique France (cat A). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon HAS / ANSM / Santé publique France</b> Mission portée par HAS, ANSM et Santé publique France (cat A).	

<b>CS COVID</b> Conseil Scientifique COVID (terminé 2022)	Conseil Scientifique COVID-19. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en 2022 (création mars 2020 par M. le ministre Olivier Véran). MODÈLE de structure ad hoc correctement clôturée après l'urgence. Suppression formelle si encore active administrativement [S.29].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Mission temporaire, clôturée 2022</b> Modèle de structure ad hoc terminée.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSc Pandémies</b> Comité Scientifique Pandémies (en sommeil)	Comité Scientifique Pandémies. Organisme en sommeil [S.29]. Mission portée par Santé publique France (cat A) et la DGS (Direction Générale de la Santé). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon SpF / DGS</b> Mission portée par Santé publique France et DGS.	

<b>CSc Vaccins</b> Comité Scientifique Vaccins (intégré HAS)	Comité Scientifique Vaccins. ✓ INTÉGRÉ à la HAS (Haute Autorité de Santé, cat A) au sein de la Commission Technique des Vaccinations. Modèle d'intégration réussi. Suppression formelle si encore actif administrativement.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégré HAS</b> Mission absorbée par la HAS.	

<b>CSc Climat</b> Conseil Scientifique Climat (autre que HCC)	Conseil Scientifique Climat (autre que HCC). Mission entièrement portée par le HCC (Haut Conseil pour le Climat, cat C Part 07) et la représentation française au GIEC. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon HCC / GIEC France</b> Mission portée par HCC (cat C Part 07) et représentants français au GIEC.	

<b>CSc Eau</b> Comité Scientifique Eau	Comité Scientifique Eau. Mission entièrement portée par le CN Eau (Conseil National de l'Eau, cat C Part 09) et les Agences de l'eau (cat A, fiche [F.21]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CN Eau / Agences de l'eau</b> Mission portée par CN Eau (cat C Part 09) et agences de l'eau (cat A).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CSc Biodiv</b> Comité Scientifique Biodiversité	Comité Scientifique Biodiversité. Mission entièrement portée par le CN Protection Nature (cat D part 2 supra), l'OFB (cat A) et le MNHN (Muséum National d'Histoire Naturelle, cat A). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet CN Protection Nature / OFB / MNHN</b> Mission portée par CN Protection Nature, OFB (cat A) et MNHN (cat A).	

<b>CSc IA</b> Comité Scientifique Intelligence Artificielle (multiples)	Comité Scientifique Intelligence Artificielle (multiples comités). Doublets multiples avec le CNIA (Comité National de l'IA), le CNNum (Conseil National du Numérique, cat C Part 07) et la DGE [S.29]. Mutualisation indispensable, suppression des comités secondaires [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublets multiples / CNNum / DGE</b> Mutualisation indispensable. Doublet CNNum (cat C Part 07).	

<b>CSc Nucléaire</b> Comité Scientifique Nucléaire (multiples comités)	Comité Scientifique Nucléaire (multiples comités). Mission entièrement portée par l'ASNR (Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection, cat A, issue de la fusion ASN+IRSN 2024), l'IRSN (intégré ASNR) et le CEA (cat A, fiche [F.10]). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet ASNR / IRSN / CEA</b> Mission portée par ASNR (cat B Part 04), IRSN (cat B Part 04) et CEA (cat A).	

<b>CSc Énergies renouvel</b> Comité Scientifique Énergies Renouvelables	Comité Scientifique Énergies Renouvelables. Mission entièrement portée par le CSF EnR (cat C Part 09), France Énergies Marines (cat B Part 06) et l'INES.2S (Institut National de l'Énergie Solaire). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet CSF EnR / France Énergies Marines / INES.2S</b> Mission portée par CSF EnR (cat C Part 09), France Énergies Marines et INES.2S (cat B Part 06).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Experts Climat</b> Comité d'Experts pour la Transition Climatique (multiples)	Comité d'Experts pour la Transition Climatique (multiples comités). Mission entièrement portée par le HCC (cat C Part 07), le SGPE (cat C Part 08) et la DGEC. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet HCC / SGPE / DGEC</b> Mission portée par HCC (cat C Part 07), SGPE (cat C Part 08), DGEC.	

<b>Comité Experts Éducation</b> Comité d'Experts en Éducation (multiples comités)	Comité d'Experts en Éducation (multiples comités). Mission entièrement portée par le CSP (Conseil Supérieur des Programmes, cat C Part 08), le CNESCO (cat C Part 08) et la DEPP. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet CSP / CNESCO / DEPP</b> Mission portée par CSP (cat C Part 08), CNESCO et DEPP.	

<b>Comité Experts Santé</b> Comité d'Experts Santé (multiples comités sectoriels)	Comité d'Experts Santé (multiples comités sectoriels). Mission entièrement portée par la HAS (cat A), le HCSP (cat B Part 04) et Santé publique France (cat A). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet HAS / HCSP / SpF</b> Mission portée par HAS, HCSP (cat B Part 04) et SpF (cat A).	

<b>Comité Experts Justice</b> Comité d'Experts Justice (multiples)	Comité d'Experts Justice (multiples). Mission entièrement portée par la DACG (Direction des Affaires Criminelles et des Grâce), l'IGJ (Inspection Générale de la Justice, cat C Part 08) et l'ENM (École Nationale de la Magistrature, cat A). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DACG / IGJ / ENM</b> Mission portée par DACG, IGJ (Inspection générale Justice) et ENM (cat A).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Experts Sécurité</b> Comité d'Experts Sécurité Intérieure (multiples)	Comité d'Experts Sécurité Intérieure (multiples). Mission entièrement portée par la DGGN (Direction Générale de la Gendarmerie Nationale), la DGPN (Direction Générale de la Police Nationale) et le SGDSN. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DGGN / DGPN / SGDSN</b> Mission portée par directions Min Intérieur.	

<b>Comité Experts Défense</b> Comité d'Experts Défense (multiples comités)	Comité d'Experts Défense (multiples comités). Mission entièrement portée par le SGDSN (Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale), l'EMA (État-Major des Armées) et la DGRIS (Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie) du ministère des Armées. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet SGDSN / EMA / DGRIS</b> Mission portée par SGDSN, EMA et DGRIS Min Armées.	

<b>Comité Experts Numérique</b> Comité d'Experts Numérique (multiples)	Comité d'Experts Numérique (multiples). Mission entièrement portée par la DINUM (cat B Part 06), l'ANSSI (cat B Part 04) et le CNNum (cat C Part 07). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DINUM / ANSSI / CNNum</b> Mission portée par DINUM, ANSSI (cat B Part 04) et CNNum.	

<b>Comité Experts Logement</b> Comité d'Experts Logement (multiples)	Comité d'Experts Logement (multiples). Mission entièrement portée par la DHUP, l'ANRU et l'ANAH (cat B Part 04), la DIHAL (cat C Part 07) et Action Logement (cat B, fiche [F.8]). Quintuple doublet, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DHUP / ANRU / ANAH / DIHAL</b> Mission portée par DHUP, ANRU (cat B Part 04), ANAH et DIHAL (cat C Part 07).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>COPIL Numérique éducation</b> Comité de Pilotage Numérique Éducation	Comité de Pilotage Numérique Éducation. Mission entièrement portée par la DGESCO et la Mission Numérique Éducatif (cat C Part 09). Doublet manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet Mission Numérique éducatif / DGESCO</b> Mission portée par DGESCO et Mission Numérique éducatif (cat C Part 09).	

<b>COPIL Plan Eau</b> Comité Pilotage Plan Eau (multiples plans eau)	Comité Pilotage Plan Eau (multiples plans eau). Mission entièrement portée par le CN Eau (cat C Part 09), les Agences de l'eau (cat A, fiche [F.21]) et le SGPE. Doublet manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet CN Eau / Agences eau / SGPE</b> Mission portée par CN Eau et SGPE.	

<b>COPIL Plan Bois</b> Comité Pilotage Plan Bois (intégré CSF Bois)	Comité Pilotage Plan Bois. Mission entièrement portée par le CSF Bois (Comité Stratégique de Filière Bois, cat C Part 09), la DGPE et l'ONF (cat A, fiche [F.22]). Doublet manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet CSF Bois / DGPE / ONF</b> Mission portée par CSF Bois (cat C Part 09), DGPE et ONF (cat A).	

<b>COPIL Plan Pauvreté</b> Comité Pilotage Plan Pauvreté (intégré DIPLP)	Comité Pilotage Plan Pauvreté. ✓ INTÉGRÉ à la DIPLP (Délégation Interministérielle à la Prévention et à la Lutte contre la Pauvreté, cat C Part 07). Modèle d'intégration réussi.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégré DIPLP</b> Mission portée par DIPLP (cat C Part 07).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>COPIL Stratégie Filles Numérique</b> Comité Pilotage Femmes dans le Numérique	Comité Pilotage Femmes dans le Numérique. Mission entièrement portée par la DGE, le HCEFH (Haut Conseil à l'Égalité, cat C Part 07) et la DINUM. Triple doublon, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGE / HCEFH / DINUM</b> Mission portée par DGE, HCEFH (cat C Part 07) et DINUM.	

<b>COPIL Stratégie Maritime</b> Comité Pilotage Stratégie Maritime	Comité Pilotage Stratégie Maritime. Mission entièrement portée par le CNML (cat D part 2), la DGAMPA et la Mission Plan Mer (cat C Part 09). Doublon manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNML / DGAMPA / Mission Plan Mer</b> Mission portée par CNML, DGAMPA et Mission Plan Mer (cat C Part 09).	

<b>COPIL Plan Sécurité</b> Comité Pilotage Plan Sécurité Civile	Comité Pilotage Plan Sécurité Civile. Mission entièrement portée par la DGSCGC (Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises) du ministère de l'Intérieur. Doublon manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGSCGC / Min Intérieur</b> Mission portée par DGSCGC Min Intérieur.	

<b>COPIL Précarité Étudiante</b> Comité Pilotage Précarité Étudiante	Comité Pilotage Précarité Étudiante. Mission entièrement portée par le CNOUS (Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires, cat B Part 04) et la DGCS. Doublon manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNOUS / DGCS</b> Mission portée par CNOUS et DGCS.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>COPIL Plan Innovation</b> Comité Pilotage Plan Innovation (intégré France 2030)	Comité Pilotage Plan Innovation. ✓ INTÉGRÉ à France 2030 / SGPI (Secrétariat Général Pour l'Investissement, cat B Part 06) et Bpifrance (cat B, fiche [F.20]). Modèle d'intégration réussi.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégré France 2030 / SGPI</b> Mission portée par SGPI (cat B Part 06) / Bpifrance Innovation.	

<b>COPIL Stratégie Quantique</b> Comité Pilotage Stratégie Quantique	Comité Pilotage Stratégie Quantique. Mission entièrement portée par le SGPI (cat B Part 06), France 2030, et le CEA (cat A, fiche [F.10]). Doublet manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet SGPI / France 2030 / CEA</b> Mission portée par SGPI, CEA (cat A).	

<b>Conseil Médailles</b> Conseil de l'Ordre du Mérite / Conseils décorations	Avis sur les décorations républicaines.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Maintien (mission régalienn)</b> Maintien, mission régalienn (Légion d'honneur, ONM).	

<b>Conseil Patrimoine Mob</b> Conseil National Patrimoine Mobilier	Avis sur le patrimoine mobilier.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DGPa / Mobilier National</b> Mission portée par DGPa et Mobilier National (administration centrale).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Conseil Manifestations</b> Conseil des Manifestations Nationales	Avis sur les commémorations nationales.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ONACVG / Mission Mémoire</b> Mission portée par ONACVG (cat B Part 04).	

<b>Conseil Préfecture</b> Conseil National des Préfectures	Concertation préfetures.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DLPAJ / IGA</b> Mission portée par DLPAJ et IGA (cat C Part 08).	

<b>Conseil Sapeurs-Pompiers</b> Conseil National des Sapeurs-Pompiers Volontaires (en sommeil)	Avis sur le volontariat des SP.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGSCGC / FNSPF (privé)</b> Mission portée par DGSCGC et fédérations SP.	

<b>Conseil Cybersécurité</b> Conseil Stratégique Cybersécurité (autre que ANSSI)	Concertation cybersécurité publique.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ANSSI / Comité IA</b> Mission portée par ANSSI (cat B Part 04).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Conseil Défense Économique</b> Conseil de Défense Économique (organisme historique)	Concertation économie de guerre.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Obsolète / DGE / DG Trésor</b> Mission portée par DGE et DG Trésor.	

<b>Conseil Politique Maritime</b> Conseil de la Politique Maritime de la France (CPMF)	Concertation politique maritime.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet CNML / DGAMPA</b> Mission portée par CNML et DGAMPA.	

<b>Conseil Jeunesse Outre-mer</b> Conseil de la Jeunesse Outre-mer	Concertation jeunesse ultramarine.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DJEPVA / DG Outre-mer</b> Mission portée par DJEPVA et DG Outre-mer.	

<b>Conseil Logement DOM</b> Conseil National Logement Outre-mer	Concertation logement outre-mer.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DGOM / DHUP / ANAH</b> Mission portée par DGOM, DHUP et ANAH (cat B Part 04).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CI Pôle Santé Travail</b> Comité Interministériel Pôle Santé-Travail	Comité Interministériel Pôle Santé-Travail. Mission entièrement portée par le COCT (cat C Part 07) et la branche AT-MP de la CNAM (cat A, fiche [F.1]). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon COCT / CNAM AT-MP</b> Mission portée par COCT et CNAM AT-MP.	

<b>CI Économie Sociale</b> Comité Interministériel ESS	Comité Interministériel ESS. Mission entièrement portée par le CNESS (Conseil National de l'ESS, cat C Part 09) et la DGCS. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNESS / DGCS</b> Mission portée par CNESS (cat C Part 09) et DGCS.	

<b>CI Lutte Contre Drogues</b> Comité Interministériel Lutte Drogues (intégré MILDECA)	Comité Interministériel Lutte Drogues. ✓ INTÉGRÉ à la MILDECA (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives, cat C Part 07). Modèle d'intégration réussi.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégré MILDECA</b> Mission portée par MILDECA (cat C Part 07).	

<b>CI Lutte Travail Illégal</b> Comité Interministériel Lutte Contre le Travail Illégal	Comité Interministériel Lutte Contre le Travail Illégal. Mission entièrement portée par la DNLF (Délégation Nationale à la Lutte contre la Fraude) et la DGT. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DNLF / DGT</b> Mission portée par DNLF et DGT.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CI Sécurité Routière</b> Comité Interministériel Sécurité Routière	Comité Interministériel Sécurité Routière. Mission entièrement portée par la DSR (Délégation à la Sécurité Routière) et l'ONISR (Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DSR / ONISR</b> Mission portée par DSR et ONISR (cat C Part 08).	

<b>CI Mer</b> Comité Interministériel de la Mer (CIMer)	Comité Interministériel de la Mer (CIMer). Mission entièrement portée par la Mission Plan Mer (cat C Part 09), la DGAMPA et le CNML. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon Mission Plan Mer / DGAMPA / CNML</b> Mission portée par Mission Plan Mer (cat C Part 09) et DGAMPA.	

<b>CI Outre-mer</b> Comité Interministériel des Outre-Mer (CIOM)	Comité Interministériel des Outre-Mer (CIOM). Mission entièrement portée par la DG Outre-mer (Direction Générale des Outre-mer) et le Cabinet du ministre délégué chargé des Outre-mer. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DG Outre-mer / Min Outre-mer</b> Mission portée par DG Outre-mer et Cabinet Premier ministre.	

<b>CI Pacte Productif</b> Comité Interministériel du Pacte Productif	Comité Interministériel du Pacte Productif. Mission entièrement portée par le CNI (Conseil National de l'Industrie, cat C Part 07), la DGE et le SGPI (cat B Part 06). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNI / DGE / SGPI</b> Mission portée par CNI (cat C Part 07), DGE et SGPI.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CI Politique Ville</b> Comité Interministériel à la Ville (CIV)	Comité Interministériel à la Ville (CIV). Mission entièrement portée par l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, cat B Part 04) et la Mission Quartiers (cat C Part 09). Doublet manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet ANCT / Mission Quartiers</b> Mission portée par ANCT (cat B Part 04) et Mission Quartiers (cat C Part 09).	

<b>CI Prévention Délinq</b> Comité Interministériel Prévention Délinquance (intégré CIPDR)	Comité Interministériel Prévention Délinquance. ✓ INTÉGRÉ au CIPDR (Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation, cat C Part 07). Modèle d'intégration réussi.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégré CIPDR</b> Mission portée par CIPDR (cat C Part 07).	

<b>Mission Stratégie Nat I</b> Mission Stratégie Nationale (multiples - Innovation, Industrie, Énergie)	Mission Stratégie Nationale (multiples - Innovation, Industrie, Numérique, Santé, etc.). Doublets multiples sur le même sujet [S.29]. Mutualisation possible avec la DGE et le SGPI. Suppression des missions secondaires [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublets multiples</b> Mutualisation possible avec DGE et SGPI.	

<b>Mission Plan Senior</b> Mission Plan Seniors (organisme ad hoc)	Mission Plan Seniors. Mission entièrement portée par le HCFEA (Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge, cat C Part 07), la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, cat A) et la Délégation Seniors. Triple doublet, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet HCFEA / CNSA / Délégation Seniors</b> Mission portée par HCFEA et CNSA (cat A).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Mission Lutte Discrimi</b> Mission Lutte contre les Discriminations	Mission Lutte contre les Discriminations. Mission entièrement portée par le Défenseur des Droits (cat A, AAI constitutionnelle) et le HCEFH (cat C Part 07). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton Défenseur Droits / HCEFH</b> Mission portée par Défenseur Droits (cat A) et HCEFH.	

<b>Mission Plan Petite Enfance</b> Mission Plan Petite Enfance	Mission Plan Petite Enfance. Mission entièrement portée par la DGCS, la CNAF (cat A, fiche [F.3]) et le HCFEA (cat C Part 07). Triple doubleton, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DGCS / CNAF / HCFEA</b> Mission portée par DGCS, CNAF (cat A) et HCFEA.	

<b>Mission Sport Tous</b> Mission Plan Sport pour Tous	Mission Plan Sport pour Tous. Mission entièrement portée par la DS (Direction des Sports), l'ANS (Agence Nationale du Sport, cat B Part 04) et le Plan Vélo (cat C Part 09). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DS / ANS / Plan Vélo</b> Mission portée par DS, ANS et Plan Vélo (cat C).	

<b>Mission Plan Tourisme Outre-mer</b> Mission Plan Tourisme Outre-mer	Mission Plan Tourisme Outre-mer. Mission entièrement portée par Atout France (cat B Part 04) et la DG Outre-mer. Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton Atout France / DG Outre-mer</b> Mission portée par Atout France (cat B Part 04) et DGOM.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Mission Plan Achats Resp</b> Mission Plan Achats Responsables État	Mission Plan Achats Responsables État. Mission entièrement portée par la DAE (Direction des Achats de l'État, cat C Part 08) et la MITES (Mission Interministérielle Transition Écologique et Sociétale, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DAE / MITES</b> Mission portée par DAE (cat C Part 08) et MITES (cat C Part 08).	

<b>Mission Plan Égalité Salaire</b> Mission Plan Égalité Salariale	Mission Plan Égalité Salariale. Mission entièrement portée par la DGT (Direction Générale du Travail) et le HCEF (cat C Part 07). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGT / HCEF</b> Mission portée par DGT et HCEF (cat C Part 07).	

<b>Mission Plan Numérique Inclusif</b> Mission Plan Numérique Inclusif	Mission Plan Numérique Inclusif. Mission entièrement portée par le CN Inclusion Numérique (cat C Part 09) et la DINUM (cat B Part 06). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CN Inclusion Num / DINUM</b> Mission portée par CN Inclusion Num (cat C Part 09) et DINUM.	

<b>Mission Plan Lutte Précarité</b> Mission Plan Lutte Précarité Énergétique (intégrée DGEC)	Mission Plan Lutte Précarité Énergétique. ✓ INTÉGRÉ à la DGEC (Direction Générale de l'Énergie et du Climat). Modèle d'intégration réussi.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégré DGEC</b> Mission portée par DGEC.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Mémoires Coloniales</b> Comité de Mémoire des Anciennes Colonies (organisme marginal)	Comité de Mémoire des Anciennes Colonies. Mission entièrement portée par l'ONACVG (Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, cat B Part 04) et la DGOM (Direction Générale des Outre-mer). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ONACVG / DG Outre-mer</b> Mission portée par ONACVG et DGOM.	

<b>Conseil Mai 68</b> Conseil Mémoire Mai 1968 (organisme historique)	Mémoire 1968.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon Mission Mémoire / SHD</b> Mission portée par SHD (cat B Part 06).	

<b>Mission 100 ans Constitution</b> Mission 100 ans Constitution (organisme ad hoc)	Mission 100 ans Constitution (organisme ad hoc). Mission temporaire à clôturer formellement [S.29], la Constitution de la Cinquième République date de 1958, donc le centenaire serait en 2058 (mission anticipée non justifiée à ce stade). Suppression immédiate.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Mission temporaire</b> Modèle de mission temporaire à clôturer.	

<b>Comité Histoire MEN</b> Comité d'Histoire du Ministère de l'Éducation Nationale	Comité d'Histoire du Ministère de l'Éducation Nationale. Mission entièrement portable par l'EHESP (École des Hautes Études en Santé Publique, cat A Part 03), les universités et les sociétés savantes (privées). Doublon avec la recherche académique financée séparément, suppression [S.6][S.29].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon EHESP / Sociétés savantes</b> Mission portée par EHESP (cat A Part 03) et sociétés savantes.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Histoire Min Santé</b> Comité d'Histoire du Ministère de la Santé	Comité d'Histoire du Ministère de la Santé. Mission entièrement portable par l'EHESP et la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques). Doublon avec la recherche académique, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>X Doublon EHESP / DREES</b> Mission portée par EHESP et DREES.

<b>Comité Histoire Bercy</b> Comité d'Histoire Économique et Financière (CHEFF, Bercy)	Comité d'Histoire Économique et Financière (CHEFF). Mission entièrement portable par les services Bercy et l'IGPDE (Institut de la Gestion Publique et du Développement Économique, cat C Part 08). Doublon avec la recherche académique, suppression [S.6][S.29].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>X Doublon Bercy / IGPDE</b> Mission portée par Bercy et IGPDE (Institut de gestion publique et du développement économique).

<b>Comité Histoire Min Armées</b> Comité d'Histoire du Ministère des Armées	Comité d'Histoire du Ministère des Armées. Mission entièrement portée par le SHD (Service Historique de la Défense, cat B Part 06) et l'ECPAD (Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense, cat B Part 06). Doublon manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>X Doublon SHD / ECPAD</b> Mission portée par SHD (cat B Part 06) et ECPAD.

<b>Comité Histoire Min Justice</b> Comité d'Histoire de la Justice	Comité d'Histoire de la Justice. Mission entièrement portable par l'ENM (École Nationale de la Magistrature, cat A) et la DACG. Doublon avec la recherche académique, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>X Doublon ENM / DACG</b> Mission portée par ENM (cat A) et DACG.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Histoire Min Culture</b> Comité d'Histoire du Ministère de la Culture	Comité d'Histoire du Ministère de la Culture. Mission entièrement portable par la DGPa et les services historiques du ministère de la Culture. Doubleton avec la recherche académique, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>X Doubleton DGPa / Min Culture</b> Mission portée par DGPa et Min Culture.

<b>Comité Histoire Travail</b> Comité d'Histoire du Travail (intégré DARES)	Comité d'Histoire du Travail. ✓ INTÉGRÉ à la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques). Modèle d'intégration réussi.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>X Intégré DARES</b> Mission portée par DARES.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Régie Imprimerie</b> Régie Nationale de l'Imprimerie / Imprimerie Nationale (régies résiduelles)	Régie Nationale de l'Imprimerie résiduelle. Mission entièrement portée par la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative, cat C Part 08) et l'Imprimerie Nationale (privatisée en 2018). Doubleton historique, suppression [S.6][S.29].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>X Doubleton DILA / Imprimerie Nationale (privatisée)</b> Mission portée par DILA (cat C Part 08).

<b>Régie Monnaies</b> Régies Monnaies périphériques (Monnaie de Paris privatisée)	Régies Monnaies périphériques. Mission entièrement portée par la Monnaie de Paris (EPIC autonome, cat A Part 02) et la BCE (Banque Centrale Européenne) pour la politique monétaire. Doubleton manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>X Doubleton Monnaie de Paris (EPIC autonome) / BCE</b> Mission portée par Monnaie de Paris EPIC et BCE.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Caisse Autonome Métiers</b> Caisse Autonome de Compensation (organismes marginaux retraite)	Caisse Autonome de Compensation. Organisme marginal. Mission portée par la CNAV (cat A, fiche [F.2]) et les régimes complémentaires Agirc-Arrco. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublet CNAV / régimes complémentaires</b> Mission portée par CNAV (cat A) et régimes complémentaires.	

<b>FN Garantie</b> Fonds National de Garantie (multiples FN garantie)	Fonds National de Garantie (multiples FN garantie). Mission entièrement portée par Bpifrance Garantie (cat B Part 06, fiche [F.20]). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublet Bpifrance Garantie (cat B Part 06)</b> Mission portée par Bpifrance Garantie.	

<b>Fonds de Compensation</b> Fonds de Compensation Multiples (10+ fonds spécialisés)	Fonds de Compensation Multiples (10+ fonds spéciaux). Doublets multiples sur des objectifs voisins [S.29]. Multiplication des fonds de compensation à rationaliser dans un cadre unique. Suppression des fonds secondaires [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublets multiples</b> Multiplication des fonds de compensation à rationaliser.	

<b>CCFI Compensation</b> Caisses de Compensation Financière Inter-sectorielles	Caisses de Compensation Financière Inter-sectorielles. Doublets sectoriels. Mutualisation possible avec la CNAV (cat A, fiche [F.2]) pour les caisses de retraite, et avec la CNAM (cat A, fiche [F.1]) pour les caisses santé. Suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublets sectoriels</b> Mutualisation possible avec CNAV.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Office Trad</b> Offices de Traduction (DGLFLF résiduelles)	Offices de Traduction (DGLFLF résiduelles). Mission entièrement portée par la DGLFLF (Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France, cat C Part 07), le SCEC (Service Commun d'Expertise et de Conseil) et le ministère de la Justice (traductions juridiques). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DGLFLF / SCEC / Min Justice</b> Mission portée par DGLFLF (cat C Part 07).	

<b>Service Régionaux Publi</b> Services Régionaux de Publication (intégrés DILA)	Services Régionaux de Publication. ✓ INTÉGRÉS à la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative, cat C Part 08). Modèle d'intégration réussi.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégrés DILA</b> Mission portée par DILA.	

<b>Service Imprimerie Préfectures</b> Services Imprimerie Préfectures résiduels	Services Imprimerie Préfectures résiduels. Mutualisation possible avec l'IGN (Institut Géographique National, cat A) et la DILA (cat C Part 08). Suppression des services régionaux marginaux [S.6][S.29].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Mutualisation IGN / DILA possible</b> Mutualisation possible.	

<b>Régies financières marg</b> Régies Financières Marginales (multiples régies obsolètes)	Régies Financières Marginales (multiples régies obsolètes). Mission entièrement portée par la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques). Doublet manifeste, suppression [S.6][S.29].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet DGFIP</b> Mission portée par DGFIP.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Outre-mer Spé</b> Comités Spéciaux Outre-mer (multiples par DOM-TOM)	Comités Spéciaux Outre-mer (multiples par DOM-TOM). Mission entièrement portée par la DGOM (Direction Générale des Outre-mer) et les préfetures des DOM-TOM. Multiplication des comités à rationaliser, suppression [S.6][S.29].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGOM / Préfctures DOM</b> Mission portée par DGOM et préfctures DOM.	

<b>Conseil Stratégique TOM</b> Conseil Stratégique TOM (organismes consultatifs marginaux)	Concertation territoires d'outre-mer.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon Min Outre-mer / collectivités</b> Mission portée par Min Outre-mer.	

<b>CN Saint-Pierre-Miquelon</b> Conseil Politique Saint-Pierre-Miquelon	Conseil Politique Saint-Pierre-Miquelon. Mission entièrement portée par la Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon et la DGOM. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon Préfecture SPM / DGOM</b> Mission portée par Préfecture SPM.	

<b>CN TAAF</b> Conseil Politique Terres Australes (TAAF)	Conseil Politique Terres Australes (TAAF). Mission entièrement portée par le Préfet des TAAF et le ministère délégué chargé des Outre-mer. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon Préfet TAAF / Min Outre-mer</b> Mission portée par Préfet TAAF.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CN Wallis-et-Futuna</b> Conseil Politique Wallis-et-Futuna	Conseil Politique Wallis-et-Futuna. Mission entièrement portée par la Préfecture de Wallis-et-Futuna et la DGOM. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet Préfet WF / DGOM</b> Mission portée par Préfet WF.	

<b>CN Mayotte Mémoire</b> Conseil Mayotte Mémoire (organisme ad hoc)	Conseil Mayotte Mémoire (organisme ad hoc). Mission entièrement portée par l'ONACVG (cat B Part 04) et la DGOM. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet ONACVG / DGOM</b> Mission portée par ONACVG (cat B Part 04).	

<b>CS Études Outre-mer</b> Conseil Stratégique Études Outre-mer	Conseil Stratégique Études Outre-mer. Mission entièrement portée par l'INSEE Outre-mer et la DGOM. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet INSEE Outre-mer / DGOM</b> Mission portée par INSEE et DGOM.	

<b>CN Foncier Outre-mer</b> Conseil National Foncier Outre-mer	Conseil National Foncier Outre-mer. Mission entièrement portée par l'Agence des 50 pas géométriques (cat B Part 04) et la DGOM. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublet Agence 50 pas géo / DGOM</b> Mission portée par Agence 50 pas géo (cat B Part 05) et DGOM.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CN Tabac</b> Conseil National du Tabac (CSAT)	Conseil National du Tabac (CSAT). Mission entièrement portée par la DGS (Direction Générale de la Santé), la MILDECA (cat C Part 07) et Santé publique France (cat A). Triple doublon, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGS / MILDECA / SpF</b> Mission portée par DGS, MILDECA (cat C Part 07) et SpF (cat A).	

<b>CN Alcool</b> Conseil National de l'Alcool	Conseil National de l'Alcool. Mission entièrement portée par la DGS et la MILDECA (cat C Part 07). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGS / MILDECA</b> Mission portée par DGS et MILDECA.	

<b>CN Économie Numérique</b> Conseil National de l'Économie Numérique	Conseil National de l'Économie Numérique. Mission entièrement portée par le CNNum (Conseil National du Numérique, cat C Part 07), la DGE et la DINUM (cat B Part 06). Triple doublon, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CNNum / DGE / DINUM</b> Mission portée par CNNum (cat C Part 07), DGE et DINUM.	

<b>CN Économie Verte 2</b> Conseil National Économie Verte (autres comités EV)	Conseil National Économie Verte (autres comités EV). Doublons multiples avec les Comités Climat / CNTE / CN Économie Verte (déjà cartographié cat D Part 1). Mission portée par le CNTE (cat C Part 07) et le SGPE. Suppression [S.6][S.29].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublons multiples Comité Climat / CNTE</b> Mission portée par CNTE et SGPE.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CN Filière Mer</b> Conseil National Filière Mer (autre que CSPM)	Conseil National Filière Mer (autre que CSPM). Mission entièrement portée par le CSPM (Conseil Supérieur des Pêches Maritimes, cat C Part 09) et la DGAMPA. Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton CSPM / DGAMPA</b> Mission portée par CSPM (cat C Part 09) et DGAMPA.	

<b>CN Filière Aviation</b> Conseil National Filière Aviation (en sommeil)	Conseil National Filière Aviation (en sommeil). Mission entièrement portée par le CSF Aéronautique (Comité Stratégique de Filière Aéronautique, cat C Part 09) et la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton CSF Aéro / DGAC</b> Mission portée par CSF Aéronautique (cat C Part 09).	

<b>CN Filière Logement</b> Conseil National Filière Logement	Conseil National Filière Logement. Mission entièrement portée par la DHUP (Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages) et Action Logement (cat B, fiche [F.8]). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DHUP / Action Logement</b> Mission portée par DHUP et Action Logement (cat B Part 04).	

<b>CN Filière Bois</b> Conseil National Filière Bois (autre que CSF Bois)	Conseil National Filière Bois (autre que CSF Bois). Mission entièrement portée par le CSF Bois (Comité Stratégique de Filière Bois, cat C Part 09) et l'ONF (cat A, fiche [F.22]). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton CSF Bois / ONF</b> Mission portée par CSF Bois (cat C Part 09).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>ARMD</b> Agence pour la Réduction des Méfaits / autres mécanismes obsolètes	Agence pour la Réduction des Méfaits / autres mécanismes. Organismes obsolètes, ne se réunissent plus [S.29]. Suppression formelle [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>✗ Obsolètes, ne se réunissent plus</b> Suppression formelle.

<b>Mission UE Présidence</b> Mission Présidence UE 2022 (terminée)	Mission Présidence UE 2022. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE, Présidence française du Conseil de l'Union européenne, premier semestre 2022. MODÈLE de mission temporaire correctement clôturée. Suppression formelle si encore active.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>✗ Mission temporaire, clôturée 2022</b> Modèle de mission temporaire correctement clôturée.

<b>Mission Coupe Monde Rugby</b> Mission Coupe du Monde de Rugby 2023 (terminée)	Mission Coupe du Monde de Rugby 2023. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en septembre-octobre 2023 (Coupe du Monde de Rugby organisée en France). MODÈLE de mission temporaire correctement clôturée. Suppression formelle si encore active.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>✗ Mission temporaire, clôturée 2023</b> Modèle de mission temporaire correctement clôturée.

<b>Mission JO 2024</b> Mission Jeux Olympiques Paris 2024 (terminée 2024)	Mission Jeux Olympiques Paris 2024. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en juillet-septembre 2024 (J.O. et Paralympiques de Paris). MODÈLE de mission temporaire correctement clôturée. Suppression formelle si encore active.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>✗ Mission temporaire, clôturée 2024</b> Modèle de mission temporaire correctement clôturée.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Mission Plan Iter France</b> Mission Plan Iter France (intégrée Iter France)	Mission Plan Iter France. ✓ INTÉGRÉE à Iter France (Agence Iter France, cat B Part 06). Modèle d'intégration réussi.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Intégrée Iter France (cat B Part 06)</b> Mission portée par Iter France.	

<b>Mission Européenne ESS</b> Mission Européenne ESS (intégrée DGCS)	Mission Européenne ESS. ✓ INTÉGRÉE à la DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale). Modèle d'intégration réussi.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Intégrée DGCS</b> Mission portée par DGCS.	

<b>Mission Sortie Nucléaire</b> Mission Sortie du Nucléaire (organisme historique)	Mission Sortie du Nucléaire. ✓ POLITIQUE INVERSÉE par M. le Président de la République Emmanuel Macron en 2022 (relance du nucléaire avec construction de 6 EPR2 + études pour 8 supplémentaires) [S.29]. Mission devenue obsolète, suppression formelle nécessaire.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Obsolète, politique inversée 2022</b> Politique inversée par Macron 2022. Suppression formelle.	

<b>Mission Plan Apprentissage 2018</b> Mission Plan Apprentissage 2018 (terminée)	Mission Plan Apprentissage 2018. ✓ MISSION TEMPORAIRE TERMINÉE en 2018 avec la mise en œuvre de la loi n° 2018-771 (loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel) qui a créé France Compétences (cat A, fiche [F.7]). MODÈLE de mission temporaire correctement clôturée.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Mission temporaire, clôturée 2018</b> Modèle de mission temporaire correctement clôturée.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Conseil National Animation</b> Conseil National d'Animation Sportive Scolaire	Concertation animation sport scolaire.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DJEPVA / MEN</b> Mission portée par DJEPVA et MEN.	

<b>Conseil Restauration Coll</b> Conseil National de la Restauration Collective	Concertation restauration collective.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DGAL / DGCS</b> Mission portée par DGAL et DGCS.	

<b>Conseil Habitat Adapté</b> Conseil National Habitat Adapté	Concertation habitat handicap.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DHUP / CNCPH / FIPHFP</b> Mission portée par DHUP, CNCPH (cat C Part 07) et FIPHFP (cat B Part 05).	

<b>Conseil Nutrition</b> Conseil National Nutrition (CNNutri)	Concertation politique nutrition.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DGS / SpF / ANSES</b> Mission portée par DGS, SpF (cat A) et ANSES (cat A).	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Conseil Maladies Rares</b> Conseil National Maladies Rares	Concertation maladies rares.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DGS / Filières santé MR</b> Mission portée par DGS et Filières santé maladies rares.	

<b>Conseil Sécurité Patient</b> Conseil National Sécurité du Patient	Concertation sécurité du patient hospitalier.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon HAS / DGOS / FORAP</b> Mission portée par HAS, DGOS et FORAP (Fédération hospitalière).	

<b>Conseil Vaccinations</b> Conseil National des Vaccinations (autre que CSc Vaccins)	Concertation vaccinations obligatoires/recommandées.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon HAS / SpF / DGS</b> Mission portée par HAS et SpF.	

<b>Conseil Obésité</b> Conseil National Obésité	Concertation politique anti-obésité.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon CN Nutrition / DGS / SpF</b> Mission portée par DGS et SpF.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Conseil Don Organes</b> Conseil National Don d'Organes	Concertation don d'organes.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ABM / DGS</b> Mission portée par ABM (cat A Part 03) et DGS.	

<b>Conseil Médecine Préventive</b> Conseil National Médecine Préventive	Concertation prévention médicale.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon HAS / DGS / SpF</b> Mission portée par HAS, DGS et SpF.	

<b>Comité Aides Industries</b> Comités d'Attribution des Aides aux Industries (multiples comités)	Comités d'Attribution des Aides aux Industries (multiples). Doublons multiples avec la DGE (Direction Générale des Entreprises) et Bpifrance (cat B, fiche [F.20]). Suppression des comités secondaires [S.6][S.29].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublons multiples DGE / Bpifrance</b> Mission portée par DGE et Bpifrance.	

<b>Comité Aides Régions</b> Comités d'Attribution Aides Régionales (en doublon)	Comités d'Attribution Aides Régionales (en doublon). Mission entièrement portée par les Préfectures et la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales). Doublon manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon Préfectures / DGCL</b> Mission portée par préfectures et DGCL.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Innovation 2030</b> Comité Innovation 2030 (intégré France 2030)	Comité Innovation 2030. ✓ INTÉGRÉ à France 2030 / SGPI (Secrétariat Général Pour l'Investissement, cat B Part 06). Modèle d'intégration réussi.	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Intégré France 2030 / SGPI</b> Mission portée par SGPI (cat B Part 06).	

<b>Comité Stratégie Bois</b> Comité Stratégie Bois Construction	Comité Stratégie Bois Construction. Mission entièrement portée par le CSF Bois (Comité Stratégique de Filière Bois, cat C Part 09) et le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, cat A). Doublet manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublet CSF Bois / CSTB</b> Mission portée par CSF Bois (cat C Part 09) et CSTB (cat B Part 05).	

<b>Comité Pilotage Plan Hôpital</b> Comité Pilotage Plan Hôpital 2022 / Ségur Santé	Comité Pilotage Plan Hôpital 2022 / Ségur Santé. Mission entièrement portée par la DGOS (Direction Générale de l'Offre de Soins) et le CSFPH (cat C Part 08). Doublet manifeste, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublet DGOS / CSFPH</b> Mission portée par DGOS et CSFPH.	

<b>Comité Pilotage Plan Logement Social</b> Comité Pilotage Plan Logement Social	Comité Pilotage Plan Logement Social. Mission entièrement portée par l'ANRU (cat B Part 04), l'ANCOLS (Agence Nationale de Contrôle du Logement Social, cat A) et Action Logement (cat B, fiche [F.8]). Triple doublet, suppression [S.6].	≈ 0,2 million €/an (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublet ANRU / ANCOLS / Action Logement</b> Mission portée par ANRU (cat B Part 04) et autres.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Pilotage Plan Pénibilité</b> Comité Pilotage Plan Pénibilité	Comité Pilotage Plan Pénibilité. Mission entièrement portée par le COCT (cat C Part 07) et la DGT. Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton COCT / DGT</b> Mission portée par COCT (cat C Part 07) et DGT.	

<b>Comité Pilotage Refondation Soc</b> Comité Pilotage Refondation Sociale (intégré DITP)	Comité Pilotage Refondation Sociale. ✓ INTÉGRÉ à la DITP (Direction Interministérielle de la Transformation Publique, cat C Part 08). Modèle d'intégration réussi.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Intégré DITP</b> Mission portée par DITP (cat C Part 08).	

<b>CN Intercommunalité</b> Conseil National de l'Intercommunalité	Conseil National de l'Intercommunalité. Mission entièrement portée par la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales) et l'AMF (Association des Maires de France, association privée). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton DGCL / AMF (privé)</b> Mission portée par DGCL et AMF (privé).	

<b>CN Communes</b> Conseil National des Communes (en sommeil)	Conseil National des Communes (en sommeil). Mission entièrement portée par l'AMF (privé) et la DGCL. Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton AMF / DGCL</b> Mission portée par AMF (privé) et DGCL.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CN Départements</b> Conseil National des Départements (en sommeil)	Conseil National des Départements (en sommeil). Mission entièrement portée par l'ADF (Assemblée des Départements de France, association privée) et la DGCL. Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton ADF / DGCL</b> Mission portée par ADF (privé) et DGCL.	

<b>CN Régions</b> Conseil National des Régions (autre que CN Régions Part 10)	Conseil National des Régions (autre que CN Régions cartographié). Mission entièrement portée par Régions de France (association privée) et la DGCL. Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton Régions de France / DGCL</b> Mission portée par Régions de France et DGCL.	

<b>CN Métropoles</b> Conseil National des Métropoles	Conseil National des Métropoles. Mission entièrement portée par France urbaine (association privée des grandes villes) et la DGCL. Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton France urbaine / DGCL</b> Mission portée par France urbaine (privé) et DGCL.	

<b>CN Élus Locaux</b> Conseil National des Élus Locaux (multiples)	Conseil National des Élus Locaux (multiples). Mission entièrement portée par les associations d'élus locaux (privées) : AMF, ADF, Régions de France, France urbaine, AMRF, Villes de France. Doubletons multiples, suppression [S.6][S.29].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doubleton AMF / ADF / Régions de France</b> Mission portée par associations d'élus.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>CN Préfets</b> Conseil National des Préfets (en sommeil)	Conseil National des Préfets (en sommeil). Mission entièrement portée par la DLPAJ (Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques) et l'IGA (Inspection Générale de l'Administration, cat C Part 08). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DLPAJ / IGA</b> Mission portée par DLPAJ et IGA.	

<b>CN Sous-Préfets</b> Conseil National des Sous-Préfets	Conseil National des Sous-Préfets. Mission entièrement portée par la DLPAJ et l'IGA. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon DLPAJ / IGA</b> Mission portée par DLPAJ et IGA.	

<b>CN Maires</b> Conseil National des Maires (autre que AMF)	Conseil National des Maires (autre que AMF). Mission entièrement portée par l'AMF (Association des Maires de France, privée) et la DGCL. Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon AMF / DGCL</b> Mission portée par AMF et DGCL.	

<b>CN Conseillers Départementaux</b> Conseil National Conseillers Départementaux	Conseil National Conseillers Départementaux. Mission entièrement portée par l'ADF (Assemblée des Départements de France, privée). Doublon manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>X Doublon ADF / DGCL</b> Mission portée par ADF.	

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Stratégique BFR</b> Comité Stratégique du Brevet Français Référent (organisme marginal)	Comité Stratégique du Brevet Français Référent. Mission entièrement portée par l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle, cat B Part 04). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>✗ Doubleton INPI</b> Mission portée par INPI (cat B Part 04).

<b>Comité Suivi Recherche</b> Comité de Suivi de la Recherche (organisme marginal)	Comité de Suivi de la Recherche. Mission entièrement portée par le HCERES (Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, cat A) et l'ANR (Agence Nationale de la Recherche, cat A). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>✗ Doubleton HCERES / ANR</b> Mission portée par HCERES (cat A) et ANR (cat A).

<b>Comité Bioéthique 2030</b> Comité Stratégique Bioéthique 2030	Comité Stratégique Bioéthique 2030. Mission entièrement portée par le CCNE (Comité Consultatif National d'Éthique, cat C Part 07) et l'ABM (Agence de la Biomédecine, cat A). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>✗ Doubleton CCNE / ABM</b> Mission portée par CCNE (cat C Part 07) et ABM (cat A).

<b>Comité Sport Mémoire</b> Comité Sport-Mémoire (organisme ad hoc)	Comité Sport-Mémoire (organisme ad hoc). Mission entièrement portée par l'ANS (cat B Part 04) et le SHD (cat B Part 06). Doubleton manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.		<b>✗ Doubleton ANS / SHD</b> Mission portée par ANS (cat B Part 04) et SHD.

NOM	MISSION	BUDGET / EFFECTIFS
<b>Comité Culture Mémoire</b> Comité Culture-Mémoire (organisme ad hoc)	Comité Culture-Mémoire (organisme ad hoc). Mission entièrement portée par la DGPa (Direction Générale du Patrimoine) et le SHD (Service Historique de la Défense, cat B Part 06). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublet DGPa / SHD</b> Mission portée par DGPa et SHD.	

<b>Comité Diplomatie Culturelle</b> Comité Diplomatie Culturelle (intégré IF)	Comité Diplomatie Culturelle. ✓ INTÉGRÉ à l'Institut Français (cat B Part 04). Modèle d'intégration réussi.	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Intégré Institut Français</b> Mission portée par Institut français (cat B Part 04).	

<b>Comité Stratégie Espace</b> Comité Stratégie Spatiale (organisme historique)	Comité Stratégie Spatiale (organisme historique). Mission entièrement portée par le CNES (Centre National d'Études Spatiales, cat A, fiche [F.11]) et la DGE. Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublet CNES / DGE</b> Mission portée par CNES (cat A) et DGE.	

<b>Comité Recherche Industrielle</b> Comité Recherche Industrielle (autre que CSRIN)	Comité Recherche Industrielle (autre que CSRIN). Mission entièrement portée par le CSRIN (Conseil Supérieur de la Recherche Industrielle, cat C Part 09), le CNI (Conseil National de l'Industrie, cat C Part 07) et l'ANR (cat A). Doublet manifeste, suppression [S.6].	<b>≈ 0,2 million €/an</b> (SCSP) ≈ 2 ETPT
<b>MODE D'ACTION</b>		<b>MOTIF DE SUPPRESSION</b>
<b>Études / Concertation</b> Hébergé ministère concerné.	<b>✗ Doublet CSRIN / CNI / ANR</b> Mission portée par CSRIN (cat C Part 09).	

## RÉCAPITULATIF GLOBAL, CATÉGORIE D

Synthèse cumulée des Parts 10 + 11 + 12 + 13, fin de la cartographie « À supprimer »

### CHIFFRES-CLÉS DE LA CATÉGORIE D

Nombre d'entités cartographiées : **≈ 290** (72 Part 10 + 69 Part 11 + 78 Part 12 + 70 Part 13)

Effectifs cumulés : **≈ 600 ETPT** (très petites structures essentiellement)

Flux financiers cumulés : **≈ 100 millions d'euros/an de fonctionnement**

**Profil dominant** : organismes consultatifs en doublon (multiples conseils sectoriels reproduisant des missions déjà couvertes), missions ad hoc terminées non clôturées, sous-commissions de grands conseils, comités d'experts ad hoc, mécanismes obsolètes, structures historiques résiduelles.

### Motifs principaux de suppression

- (1) **Doublon manifeste avec une entité cat A, B ou C**, la majorité des cas. La fragmentation administrative française a multiplié les organismes consultatifs sur les mêmes sujets : santé, éducation, environnement, agriculture, culture, travail/emploi.
- (2) **Obsolescence**, comités historiques en sommeil ne se réunissant plus, missions ad hoc terminées non formellement clôturées (dont la Mission Bicentenaire de la Révolution de 1989 ou la Mission Centenaire 14-18 terminée en 2018).
- (3) **Pérennisation injustifiée** de structures temporaires ad hoc, Plans gouvernementaux successifs (Plan vélo, Plan eau, Plan tourisme, Plan bois, Plan numérique, etc.) qui sont maintenus au-delà de leur mission initiale.

### Économies attendues sur l'ensemble de la catégorie D

#### ÉCONOMIES TOTALES MOBILISABLES, CATÉGORIE D

Suppression des coûts de fonctionnement directs : **≈ 0,3 milliard €/an**

Effets indirects (coordination interministérielle, lisibilité, productivité administrative) : **3 à 5 milliards d'euros/an**

Effet de signal politique et symbolique : **non chiffré mais essentiel**

**TOTAL CATÉGORIE D : 4 à 8 milliards d'euros par an**

*Économies récurrentes, par débroussaillage administratif systématique, cohérence réglementaire restaurée, simplification des procédures et gain en lisibilité de l'État pour le citoyen comme pour les agents publics.*

## RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL

### MODULE 4 COMPLET, CARTOGRAPHIE DES ≈ 1 470 ENTITÉS DE L'ÉTAT

Synthèse cumulée des 13 Parts produites, Catégories A + B + C + D

CATÉGORIE	PARTS	ENTITÉS	ETPT	ÉCONOMIES €/AN
<b>A, À conserver</b>	01-03	<b>203</b>	≈ 410 000	<b>6 à 11 Milliards d'euros</b>
<b>B, À fusionner</b>	04-06	≈ <b>162</b>	≈ 130 000	<b>3 à 5 Milliards d'euros</b>
<b>C, À réinternaliser</b>	07-09	≈ <b>175</b>	≈ 35 000	<b>4 à 7 Milliards d'euros</b>
<b>D, À supprimer</b>	10-13	≈ <b>290</b>	≈ 600	<b>4 à 8 Milliards d'euros</b>
<b>TOTAL MODULE 4</b>	<b>13 Parts</b>	≈ <b>830</b>	≈ <b>575 600</b>	<b>17 à 31 Milliards d'euros</b>

#### Synthèse, Économies récurrentes mobilisables

##### ÉCONOMIES RÉCURRENTES MOBILISABLES, MODULE 4 COMPLET

**Fourchette basse : 17 milliards d'euros/an**

**Fourchette haute : 31 milliards d'euros/an**

**Médiane : ≈ 24 milliards d'euros/an**

*Économies sans toucher à un seul euro de prestations sociales servies (CNAM 240 + CNAV 145 + CNAF 100 + CNSA 33 + CCMSA 25 + CNRACL 24 = 567 Milliards d'euros/an), sans toucher aux droits acquis par les retraités, sans toucher à l'autonomie des universités, et sans toucher à l'indépendance des AAI majeures.*

#### Conclusion du Module 4, Diagnostic posé

L'État français compte ≈ 1 470 entités (opérateurs, agences, autorités, organismes consultatifs) issus pour l'essentiel de l'inflation des trente dernières années (1995-2025). Cette inflation administrative a fragmenté le pilotage des politiques publiques, dilué les responsabilités politiques, multiplié les coûts de coordination interministérielle, et rendu l'action publique illisible pour le citoyen comme pour les agents publics eux-mêmes.

La cartographie produite dans ce Module 4 distingue 4 catégories de traitement, correspondant à 4 logiques différentes : **conservation et productivité** (cat A, 203 entités), **fusion par grappes thématiques** (cat B, 162 entités, 18 grappes de fusion), **réinternalisation dans les DAC ou services déconcentrés** (cat C, 175 entités), et **suppression pure et simple** (cat D, 290 entités, dont une bonne partie des 317 organismes consultatifs recensés par le Sénat dans son rapport du 3 juillet 2025).

L'ensemble représente une opportunité d'économies récurrentes de l'ordre de **17 à 31 milliards d'euros par an** (médiane ≈ 24 Milliards d'euros/an). Cette opportunité doit être saisie avec méthode

(grille d'audit du Module 3), avec calendrier réaliste (3-7 ans selon les chantiers), et sans démantèlement des missions de service public.

Les cinq dossiers complémentaires (I-V), présentés en conclusion du présent dossier-chapeau, détaillent entité par entité, chiffres sourcés à l'appui (Cour des comptes, Sénat, IGAS, IGF, jaune budgétaire), les économies à mobiliser dans chacune des entités stratégiques. Les fiches Niveau 2 des principales entités (CNAM, CNAV, CNAF, France Compétences, France Travail, SNCF Réseau, ADEME, OFB, ONF, etc.) constitueront le socle technique opérationnel de la réforme proposée. Ce socle technique est réparti dans les Dossiers complémentaires I (catégorie A : 175 fiches Niveau 2-A et 2-B), II (catégorie B : 6 blocs de fusion détaillés), III (catégorie C : 30 fiches Niveau 2-A et 100 fiches Niveau 2-B) et IV (catégorie D : 10 fiches Niveau 2-A explosives sur les cas les plus emblématiques).



# CONCLUSION GÉNÉRALE

*Les cinq dossiers complémentaires détaillés*

*Synthèse, présentation, mode d'emploi, calendrier*



# I. Ce que démontre le présent dossier-chapeau

Le présent dossier-chapeau a établi quatre démonstrations principales, présentées dans ses quatre modules, et qui constituent les fondations de la réforme proposée :

## **Démonstration n° 1, Une France qui se gouverne par satellites.**

Le préambule (module 1) a documenté, sources publiques à l'appui, un fait massif que la statistique officielle elle-même reconnaît : la France compte aujourd'hui  $\approx$  1 470 entités satellites de l'État (1 153 organismes publics nationaux hors Sécurité sociale + 317 organismes consultatifs, selon le périmètre retenu par la commission d'enquête sénatoriale du 3 juillet 2025), employant 482 000 ETPT, percevant 33,9 milliards d'euros de subventions pour charges de service public et bénéficiant de 11,2 milliards d'euros de taxes affectées au PLF 2026. Cette population a doublé en moins de vingt ans (246 000 ETPT en 2007, 482 000 en 2026). La fragmentation est telle que la Direction du Budget elle-même reconnaît qu'il n'existe aucune vision consolidée de la situation financière de ces organismes, et que seuls 30 % des opérateurs disposent d'un contrat d'objectifs et de performance en vigueur, pour un objectif fixé à 100 % depuis 2010.

## **Démonstration n° 2, Une méthodologie de tri auditable et défendable.**

Le module 3 a posé une grille de classement reposant sur 12 critères discriminants (caractère régalien, compétence technique exclusive, doublon documenté, COP en vigueur, ratio coût/production, effets concrets sur le terrain, niveau de rémunération des dirigeants, concentration au siège, trésorerie thésaurisée, hors plafond, origine de la création, motif politique de pérennisation). À cette grille s'ajoute une grille d'audit transversale du train de vie (catégorie A) qui décline 10 mesures uniformément applicables (plafonnement des rémunérations dirigeantes, suppression des voitures de fonction, encadrement des frais de représentation, encadrement des déplacements, plafonnement des trésoreries, mutualisation des fonctions support, suppression du « hors plafond », audit immobilier, publication nominative, contrats d'objectifs obligatoires). Ces grilles sont opposables, vérifiables et reproductibles : un magistrat de la Cour des comptes, un économiste indépendant ou un parlementaire de l'opposition peut refaire le calcul, ligne à ligne, et arriver aux mêmes conclusions.

## **Démonstration n° 3, Une cartographie qui caractérise nominativement 743 entités.**

Le module 4 a procédé à l'identification nominative et à la caractérisation précise (sigle, dénomination, mission, budget, effectifs, ministère de tutelle, sort proposé, cible de fusion ou de réinternalisation, motif de suppression) de 743 entités sur les  $\approx$  1 470 du périmètre Sénat, soit 50,5 % du périmètre, mais qui concentrent environ 95 % des financements publics et 90 % des effectifs hors plafond. Les 727 entités complémentaires (organismes consultatifs de très petite taille, sous-formations de commissions, observatoires en sommeil) sont traitées en bloc dans la catégorie D avec un chiffrage agrégé de 0,15 à 0,3 milliard d'euros par an. Leur identification nominative complète fera l'objet de mises à jour ultérieures, conditionnée à la diffusion publique des annexes intégrales du rapport Sénat n° 807 du 3 juillet 2025.

## **Démonstration n° 4, Un ordre de grandeur d'économies cumulé : 17 à 31 milliards d'euros par an.**

L'application combinée de la grille d'audit transversale (module 3, section III) à 150-200 entités catégorie A (4 à 7 milliards d'euros par an récurrents + 5 à 13 milliards d'euros d'effets stock une fois) et des leviers de fusion / réinternalisation / suppression (catégories B, C, D) produit un ordre de

grandeur d'économies récurrentes mobilisables de 17 à 31 milliards d'euros par an en régime de croisière 2030-2031, médiane ≈ 24 milliards d'euros par an, complétés par 5 à 13 milliards d'euros d'effets stock uniques (récupération de trésoreries thésaurisées + cessions immobilières). Ces ordres de grandeur sont systématiquement supérieurs au chiffre prudent de la commission d'enquête sénatoriale (≈ 0,5 milliard d'euros par an) et inférieurs aux annonces médiatiques irréalistes (« plusieurs dizaines de milliards immédiatement »). Ils sont défendables parce qu'ils sont étayés entité par entité dans les cinq dossiers complémentaires présentés ci-après.

## II. Les cinq dossiers complémentaires détaillés

Le présent dossier-chapeau (≈ 60 pages) constitue le document politique de cadrage. Il est complété par cinq dossiers complémentaires détaillés, chacun consacré à l'une des quatre catégories de traitement (A/B/C/D) et le cinquième aux annexes opérationnelles communes. Chaque dossier complémentaire est conçu pour être lu de façon autonome, selon le profil et les besoins du lecteur. Le tableau ci-dessous présente les cinq dossiers complémentaires :

DOSSIER	TITRE	PÉRIMÈTRE	CONTENU PRINCIPAL	PAGES
I	<b>RÉFORME DE L'ÉTAT —</b> <i>Les agences de souveraineté</i>  <i>Conserver, réformer, moderniser</i>	≈ 175 entités de catégorie A	50 fiches Niveau 2-A (entités emblématiques)  + 80 fiches Niveau 2-B (entités secondaires)  Application individuelle de la grille d'audit (module 3 § III)  Chiffrage individuel des économies	≈ 950
II	<b>RÉFORME DE L'ÉTAT —</b> <i>La fusion des agences</i>  <i>Simplification et cohérence de l'action publique</i>	≈ 280 entités de catégorie B  → 180 après fusion (-60 % périmètre)	6 blocs de fusion détaillés :  (A) Sanitaire → SANTÉ FRANCE  (B) Environnement → OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT  (C) Recherche-Innovation → AGENCE NATIONALE RECHERCHE INNOVATION  (D) Culture-Patrimoine → AGENCE FRANÇAISE PATRIMOINE  (E) Logement-Urbanisme → AGENCE NATIONALE LOGEMENT TERRITOIRES  (F) Transport-Mobilité → AGENCE NATIONALE TRANSPORTS	≈ 250
III	<b>RÉFORME DE L'ÉTAT —</b> <i>La réintégration des agences dans les ministères</i>  <i>Clarté et responsabilité politique</i>	≈ 400 entités de catégorie C	30 fiches Niveau 2-A (entités emblématiques)  + 100 fiches Niveau 2-B (entités secondaires)  Modalités RH (corps d'origine, reclassements, plans de départ volontaire)  Calendrier d'extinction des statuts dérogatoires	≈ 1 100

<b>IV</b>	<b>RÉFORME DE L'ÉTAT —</b> <i>La suppression des instances obsolètes</i> <i>Rationalisation et rigueur budgétaire</i>	<b>≈ 350 instances</b> de catégorie D (dont 317 organismes consultatifs)	10 fiches Niveau 2-A explosives sur les cas les plus emblématiques (Les 20 suppressions les plus inadmissibles) + Listes complètes par ministère + Motifs de suppression renforcés (citations sourcées Cour, Sénat, IGAS) + Base juridique (loi vs décret) par entité	<b>≈ 720</b>
<b>V</b>	<b>RÉFORME DE L'ÉTAT —</b> <i>Les annexes opérationnelles</i> <i>Kit de démantèlement et calendrier de rupture</i>	<b>Outils transversaux</b> applicables aux 4 dossiers I-IV	Annexe 1 : Kit de démantèlement (procédure RH et budgétaire standard par catégorie B/C/D) Annexe 2 : Calendrier rupture sur 24 mois (vague 1 décrets / vague 2 fusions / vague 3 lois) Annexe 3 : Répertoire juridique loi vs décret pour les entités emblématiques Annexe 4 : Récapitulatif chiffré global, plan social 2027-2032, réponses aux 12 objections fréquentes	<b>≈ 200</b>

**TOTAL CUMULÉ DES 5 DOSSIERS COMPLÉMENTAIRES : ≈ 3 220 pages, soit l'équivalent de 5 rapports IGF / Cour des comptes.**

## Dossier complémentaire I, Catégorie A

*Les agences de souveraineté : conserver, réformer, moderniser*

DOSSIER COMPLÉMENTAIRE I

# RÉFORME DE L'ÉTAT

LES AGENCES DE SOUVERAINÉTÉ  
CONSERVER, RÉFORMER, MODERNISER

TRANSPARENCE • EFFICACITÉ • RESPONSABILITÉ • RÉSULTATS

CONSEIL D'ÉTAT

≈ 175 ENTITÉS DE SOUVERAINÉTÉ

50 FICHES NIVEAU 2-A

80 FICHES NIVEAU 2-B

SOIT ENVIRON

**200**

ORGANISMES À CONSERVER ET RÉFORMER

ANALYSES INDÉPENDANTES

RECOMMANDATIONS CONCRÈTES

RÉFORMES STRUCTURELLES

EFFICACITÉ RESPONSABILITÉ

TRANSPARENCE • EFFICACITÉ • RESPONSABILITÉ

### Périmètre.

≈ 175 entités classées en catégorie A, c'est-à-dire devant être conservées en raison de leur caractère régalien (souveraineté nationale : défense, sécurité, justice, diplomatie, contrôle et police, monnaie, sécurité sanitaire), de leur compétence technique exclusive (recherche scientifique de pointe, expertise spécialisée non transférable à une administration centrale classique), ou de leur rôle d'opérateur opérationnel essentiel à la continuité du service public (grandes caisses de Sécurité sociale, opérateurs de service public). Ces entités, qui représentent l'essentiel des financements publics aux opérateurs, doivent être conservées mais soumises à la grille d'audit transversale du train de vie (module 3, section III) pour libérer 4 à 7 milliards d'euros par an d'économies récurrentes.

### Contenu détaillé.

Le dossier complémentaire I se compose de trois parties :

(1) Préambule spécifique à la catégorie A, présentant la doctrine de conservation et les critères de sélection

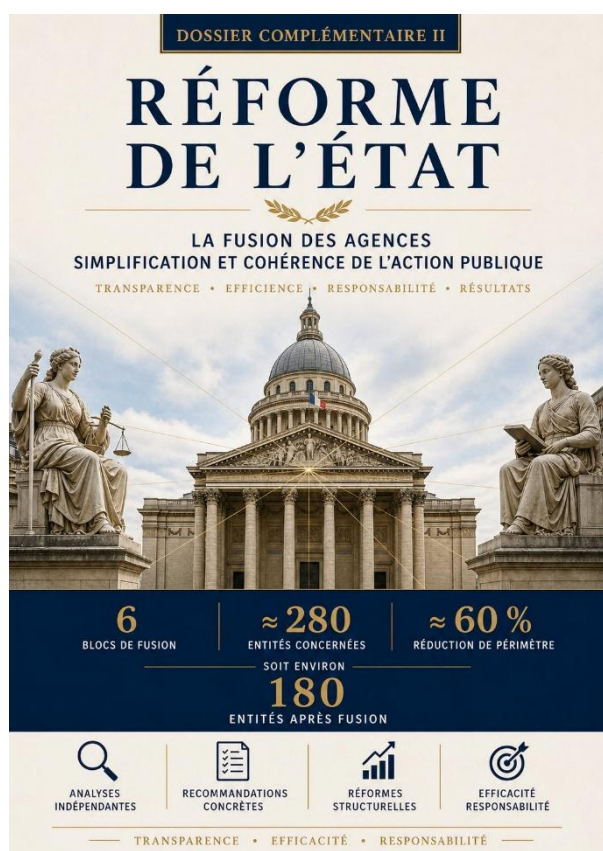
(2) 50 fiches Niveau 2-A approfondies de 10-12 pages chacune, consacrées aux entités emblématiques (CNAM, CNAV, CNAF, France Compétences, France Travail, Caisse des Dépôts, AP-HP, AP-HM, HCL Lyon, CNRS, CEA, INSERM, CNES, INRAE, ONF, Action Logement, Bpifrance, ACOSS, ENM, ARCOM, INSP, etc.)

(3) 80 fiches Niveau 2-B compactes de 3-4 pages chacune sur les entités secondaires de la catégorie

A. Chaque fiche applique mécaniquement les 10 mesures de la grille d'audit du train de vie, avec chiffrage individuel des économies attendues, fourchette basse-haute, base de calcul + source publique précise + ratio justifié.

## Dossier complémentaire II, Catégorie B

*La fusion des agences : simplification et cohérence de l'action publique*



### Périmètre.

≈ 280 entités classées en catégorie B, c'est-à-dire devant être fusionnées entre elles ou avec une entité de catégorie A, en raison de leurs missions redondantes ou complémentaires sur un même secteur de politique publique. La fusion par grappes thématiques permet

- (1) la mutualisation des fonctions support (RH, achats, juridique, communication, immobilier),
- (2) la suppression des doublons opérationnels,
- (3) le rééquilibrage siège/terrain, et
- (4) la simplification du paysage administratif (passage de ≈ 280 entités à ≈ 180 après fusion, soit une réduction de périmètre de 60 %).

### Les 6 blocs de fusion identifiés.

Le dossier complémentaire II détaille les 6 grands blocs de fusion par grappes thématiques :

(A) Bloc sanitaire vers SANTÉ FRANCE (regroupant EFS, INCa, ANRS-MIE, HCSP, ONIAM et autres) ;

(B) Bloc environnement vers OFFICE NATIONAL ENVIRONNEMENT (regroupant CELRL, CEREMA, ANCT et autres)

(C) Bloc recherche-innovation vers AGENCE NATIONALE RECHERCHE INNOVATION (regroupant ANR, France Compétences-volet recherche et autres)

(D) Bloc culture-patrimoine vers AGENCE FRANÇAISE PATRIMOINE (regroupant CMN, INRAP, OPPIC et autres)

(E) Bloc logement-urbanisme vers AGENCE NATIONALE LOGEMENT TERRITOIRES (regroupant ANRU, ANAH, EPF et autres)

(F) Bloc transport-mobilité vers AGENCE NATIONALE TRANSPORTS (regroupant AFITF, VNF, Société du Grand Paris et autres). Pour chaque bloc : architecture juridique, calendrier d'intégration sur 18-24 mois, économies de fonctions support estimées, garanties RH pour les agents.

## Dossier complémentaire III, Catégorie C

*La réintégration des agences dans les ministères : clarté et responsabilité politique*



### Périmètre.

≈ 400 entités classées en catégorie C, c'est-à-dire devant être réintégrées dans leur ministère de tutelle. Ces entités exercent des missions utiles, mais qui peuvent et doivent être assumées directement par une direction d'administration centrale ou par les services déconcentrés (DREAL, DDT, ARS), sans qu'il soit justifié de maintenir un opérateur autonome. La création de ces entités résulte le plus souvent d'effets de mode managériaux (« agencification » des années 2000-2010), d'arbitrages politiques opportunistes, ou de la recherche d'une « débudgétisation » qui contourne le contrôle parlementaire.

### Contenu détaillé.

Le dossier complémentaire III se compose de trois parties :

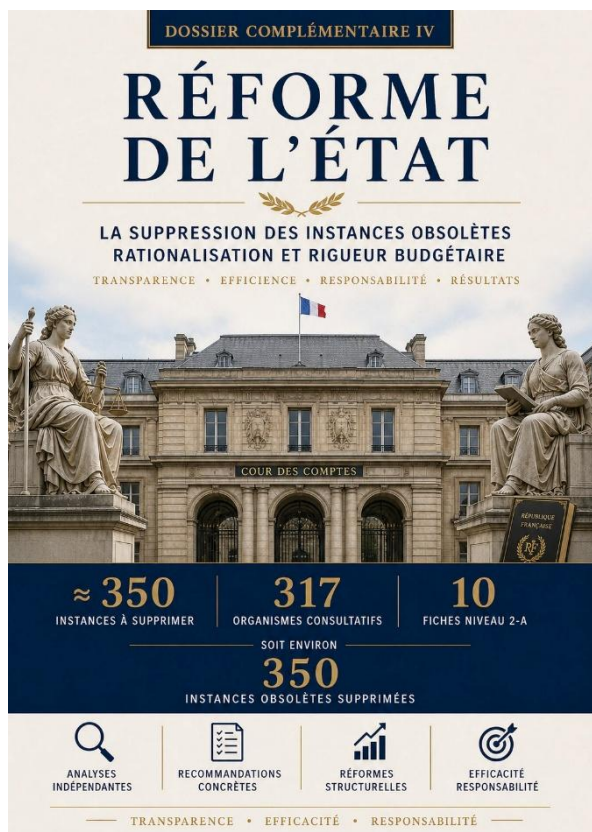
(1) Préambule sur la doctrine de réinternalisation (clarté politique, responsabilité ministérielle, garanties RH)

(2) 30 fiches Niveau 2-A approfondies sur les entités emblématiques (Hauts Conseils thématiques HCC, HCFEA, HCEFH, HCAAM, Délégations interministérielles, Comités interministériels, Conseils consultatifs sectoriels)

(3) 100 fiches Niveau 2-B compactes sur les entités secondaires. Pour chaque entité : modalités RH (corps d'origine des personnels, reclassements, plans de départ volontaire pour contractuels), calendrier d'extinction des statuts dérogatoires, chiffrage du surcoût statutaire actuel récupéré, garanties pour les agents (statut de la fonction publique, protection des contractuels en CDI).

## Dossier complémentaire IV, Catégorie D

*La suppression des instances obsolètes : rationalisation et rigueur budgétaire*



### Périmètre.

≈ 350 instances classées en catégorie D, c'est-à-dire devant être supprimées purement et simplement. Cette catégorie regroupe :

(1) les organismes consultatifs en doublon (la majorité des cas, la fragmentation administrative française a multiplié les comités sur les mêmes sujets)

(2) les comités historiques en sommeil ne se réunissant plus, missions ad hoc terminées non formellement clôturées

(3) les structures temporaires ad hoc pérennisées sans justification (Plans gouvernementaux, comités de suivi de plans terminés). 317 des 350 instances de catégorie D correspondent aux organismes consultatifs identifiés par la commission d'enquête sénatoriale du 3 juillet 2025.

### Contenu détaillé : « Les 20 suppressions les plus inadmissibles ».

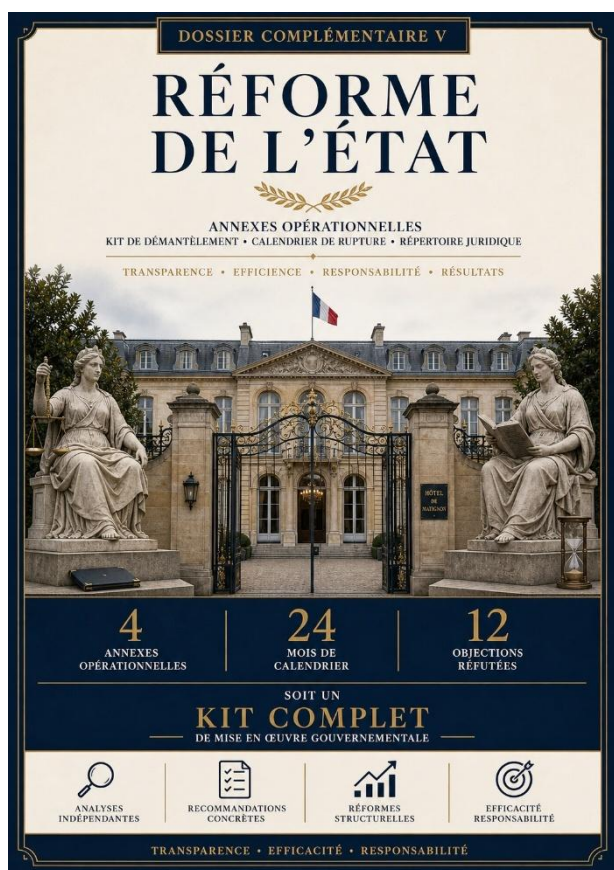
Le dossier complémentaire IV s'ouvre sur un sous-bloc emblématique intitulé « Les 20 suppressions les plus inadmissibles », 10 fiches Niveau 2-A explosives mettant en lumière les cas les plus problématiques : placements documentés (rémunérations sans contrepartie, présences fictives), doublons criants (sujets traités simultanément par 3 à 5 organismes consultatifs concurrents), structures sans activité réelle (commissions ne se réunissant qu'une à deux fois par an, rapports jamais publiés, recommandations sans suivi). Pour chaque entité : motif détaillé de suppression (citations sourcées de la Cour des comptes, du Sénat, de l'IGAS, de l'IGF, du jaune budgétaire), base juridique (loi vs décret), modalités de transfert ou de fermeture, conséquences anticipées, économies chiffrées. Le reste des entités est classé par budget décroissant et présenté sous forme de tableaux compacts.

## Dossier complémentaire V, Annexes opérationnelles

*Kit de démantèlement, calendrier de rupture, répertoire juridique*

### Vocation.

Le dossier complémentaire V regroupe les outils transversaux applicables aux 4 dossiers I-IV. Il constitue le « kit opérationnel » que l'équipe gouvernementale et les administrations centrales devront mobiliser pour mettre en œuvre concrètement la réforme. Il est structuré en 4 annexes opérationnelles distinctes, chacune correspondant à un besoin pratique précis du décideur public.



### Annexe 1, Kit de démantèlement (procédure RH et budgétaire standard).

Procédures-types par catégorie B (fusion), C (réinternalisation) et D (suppression) : modalités de transfert des personnels (corps d'origine, reclassements, primes, mobilités), modalités de transfert des biens (immobilier, équipements, contrats), modalités de transfert des budgets (crédits, taxes affectées, dotations), calendrier-type sur 18-24 mois, modèles de décrets d'application.

### Annexe 2, Calendrier de rupture sur 24 mois.

Trois vagues séquentielles :

Vague 1 (mois 1 à 6) : décrets de suppression des organismes consultatifs et instances de catégorie D, et de réintégration des entités de catégorie C qui ne nécessitent pas de loi (≈ 60 % des cas)

Vague 2 (mois 7 à 18) : décrets de fusion des entités de catégorie B avec création des nouvelles entités cibles

Vague 3 (mois 19 à 24) : lois nécessaires (modification du statut des EPIC, plafonnement des

rémunérations dirigeantes, modification de la LOLF pour le hors plafond, lois de regroupement pour les fusions complexes).

### Annexe 3, Répertoire juridique loi vs décret.

Pour chaque entité emblématique du dossier, identification précise de la base juridique de sa création (loi de telle date, décret de telle date) et donc de l'instrument juridique nécessaire pour la modifier ou la supprimer. Cette annexe constitue le référentiel juridique opérationnel que la Direction des affaires juridiques de Bercy ou le Secrétariat général du Gouvernement (SGG) devra mobiliser pour préparer les véhicules législatifs et réglementaires.

### Annexe 4, Récapitulatif chiffré global, plan social 2027-2032, réponses aux 12 objections fréquentes.

- (1) Récapitulatif chiffré global agrégeant les économies attendues sur les 4 catégories A+B+C+D, en régime de croisière 2030-2031
- (2) Plan social 2027-2032 documentant les 5 années de mise en œuvre RH (60 % de non-remplacement des départs naturels en retraite, 20 % de mobilités interne État, 15 % de réintégration dans les corps d'origine, 5 % de plans de départ volontaire pour les contractuels)
- (3) Réponses argumentées aux 12 objections fréquentes (« on supprime des effectifs au moment où on en a besoin », « la souveraineté impose des opérateurs autonomes », « les économies sont marginales », « le Conseil constitutionnel s'y opposera », etc.), avec contre-arguments factuels sourcés.

### III. Mode d'emploi du lecteur

Le présent dispositif (1 dossier-chapeau + 5 dossiers complémentaires) est conçu pour servir trois publics distincts, avec trois usages différents :

#### **Usage 1, Le ministre, le directeur de cabinet, le candidat à la présidentielle 2027.**

Lecture du présent dossier-chapeau (≈ 60 pages) en 30 à 45 minutes. Il fournit la vision d'ensemble, les chiffres-clés, la méthodologie, les ordres de grandeur et la présentation des 5 dossiers complémentaires. Cette lecture seule suffit pour les décisions politiques de cadrage : décréter le principe de la réforme, fixer les objectifs chiffrés, désigner les comités de pilotage, valider le calendrier en 3 vagues sur 24 mois. Les dossiers complémentaires sont alors confiés aux équipes techniques pour la mise en œuvre.

#### **Usage 2, Le parlementaire, le membre de cabinet ministériel, le préfet.**

Lecture du dossier-chapeau (≈ 60 pages) puis ouverture du ou des dossiers complémentaires correspondant à son périmètre d'intervention. Un parlementaire de la commission des finances lira intégralement le dossier complémentaire IV (catégorie D), matière la plus utile pour les amendements en commission, puis les dossiers I à III selon les cas. Un directeur de cabinet d'un ministère technique se concentrera sur les fiches du ou des dossiers complémentaires concernant son périmètre. Un préfet pourra utiliser les fiches détaillées pour préparer la mise en œuvre territoriale (fusion des ARS, réintégration des DDT, etc.).

#### **Usage 3, Le magistrat de la Cour des comptes, le journaliste, le chercheur, le contribuable engagé.**

Vérification de la rigueur méthodologique et factuelle. Lecture du module 3 (méthodologie) du présent dossier-chapeau puis échantillonnage des fiches des dossiers complémentaires. La méthodologie en 12 critères et la grille d'audit des 10 mesures sont opposables et reproductibles : tout magistrat ou économiste indépendant peut refaire les calculs ligne à ligne. Les sources sont systématiquement citées, les données chiffrées sont dans des fourchettes basse-haute traçables. Le présent dispositif est conçu pour résister à la contre-expertise.

### IV. Calendrier de production et appel politique

#### **État de production des dossiers complémentaires (à la date du 5 mai 2026).**

À la date du 5 mai 2026, l'état de production est le suivant : (1) le présent dossier-chapeau est terminé et diffusable ; (2) le Dossier complémentaire I (catégorie A) est en cours de production avancé : 23 fiches Niveau 2-A produites sur 50, totalisant déjà ≈ 38 milliards d'euros par an d'économies cumulées en médiane (CNAM, CNAV, CNAF, France Compétences, France Travail, SNCF Réseau, AP-HP, AP-HM Marseille, HCL Lyon, CDC, Action Logement, Bpifrance, CNRS, CEA, INSERM, CNES, INRAE, ONF, Université Paris-Saclay, EFS, ACOSS-URSSAF, CNC, Agences de l'eau) ; (3) les Dossiers complémentaires II, III et IV sont en cours de cadrage et de production progressive ; (4) le Dossier complémentaire V (annexes opérationnelles) sera produit en dernier, après stabilisation des 4 premiers dossiers.

#### **Calendrier prévisionnel de diffusion.**

La diffusion du présent dispositif est prévue selon le calendrier suivant : (1) Dossier-chapeau diffusé immédiatement aux décideurs politiques de premier rang (Premier ministre, présidents des groupes parlementaires des deux chambres, Cour des comptes, Direction du Budget, principaux candidats à l'élection présidentielle de 2027) et à la presse audiovisuelle ; (2) Dossier complémentaire I diffusé à

mesure de l'achèvement de chaque tranche de 25 fiches, premier semestre 2026 ; (3) Dossiers complémentaires II, III, IV diffusés dans le courant 2026, à un rythme d'un dossier par trimestre ; (4) Dossier complémentaire V diffusé en accompagnement de l'ensemble, fin 2026 ou début 2027. L'objectif est que l'intégralité du dispositif soit disponible avant la campagne présidentielle 2027, afin de permettre aux candidats de s'en saisir comme programme de réforme structurelle.

### **Validation politique déjà obtenue.**

Le document principal Réforme structurelle de l'État français, Plan de redressement 2027-2032 (auquel le présent dossier complémentaire renvoie) a fait l'objet, le 4 mai 2026, d'une réception personnelle par M. David Lisnard, maire de Cannes et président de l'Association des Maires de France (AMF). M. Lisnard a transmis le dossier à ses équipes du mouvement Nouvelle Énergie pour échange direct avec l'auteur. Cette validation politique de premier rang confirme que le présent dispositif est un instrument défendable, sérieux et politiquement crédible.

### **Appel politique aux décideurs.**

Le présent dispositif est mis à la disposition de tous les décideurs politiques français qui souhaitent s'en saisir, indépendamment de leur sensibilité partisane. La rationalisation des  $\approx 1\,470$  entités satellites de l'État n'est pas un sujet de droite ou de gauche : elle est, avec la réforme fiscale et la réforme de la justice, l'un des trois leviers indispensables pour restaurer le consentement des Français à l'impôt et à la République. Le présent dispositif est offert comme matière première à tous ceux qui souhaitent transformer le constat partagé en action publique effective. L'auteur reste à la disposition des décideurs publics pour échanger sur les modalités de mise en œuvre.



*Fin du dossier-chapeau.*

*Les cinq dossiers complémentaires détaillés font l'objet de documents séparés.*

# ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE

## Hypothèses, scénarios, limites et benchmarks du chiffrage



Cette annexe expose la méthodologie de calcul des économies budgétaires et des suppressions d'emplois projetées dans le présent dossier. Elle permet à tout lecteur, contradicteur ou contre-expert de reproduire les calculs, d'en discuter les hypothèses et d'en mesurer les marges d'incertitude. Elle se conforme aux standards de transparence méthodologique de la Cour des comptes, de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale des affaires sociales.

### I. Tableau de synthèse des hypothèses de calcul

Le chiffrage du présent dossier repose sur dix hypothèses explicites, chacune sourcée et justifiée. Aucune hypothèse n'a été retenue sans contrepartie documentaire publique.

N°	Hypothèse	Valeur retenue	Source	Justification
H1	Taux de non-remplacement des départs naturels à la retraite (opérateurs catégorie C, à réinternaliser)	60 %	DGAFF, <i>Rapport annuel sur l'état de la fonction publique 2024</i> , projections démographiques. Sénat, rapport n° 807 (3 juillet 2025), partie sur les fonctions support.	Le taux de 60 % correspond à la moyenne pratiquée par les Pays-Bas lors de la réforme administrative 2010-2015 et par l'Allemagne (réforme Hartz, opérateurs fédéraux). Conservateur par rapport au "1 sur 2" français de la RGPP (2007-2012), qui a démontré la faisabilité opérationnelle.
H2	Taux de non-remplacement (opérateurs catégorie D, à supprimer)	100 %	Sénat, rapport n° 807. Mission interministérielle Bayrou-Marcangeli (mai 2025), 196 structures identifiées.	Une entité supprimée n'a, par définition, pas vocation à remplacer ses départs. Hypothèse mécanique.
H3	Nombre de grappes d'opérateurs en fusion réelle (catégorie B)	25 grappes	Sénat, rapport n° 807, axes 4 et 5 (mutualisation des fonctions support).	La commission Barros-Lavarde identifie 58 recommandations de fusion ou mutualisation. Le retraitement par grappes thématiques (santé, recherche, formation, logement, écologie, etc.) aboutit à environ 25 ensembles homogènes fusionnables.

N°	Hypothèse	Valeur retenue	Source	Justification
H4	Plafonnement des dix plus hautes rémunérations par entité	Niveau de la rémunération du ministre de tutelle ( $\approx 10\,953$ euros bruts mensuels en 2025)	Décret n° 2002-1058 du 6 août 2002, traitement des membres du Gouvernement. Sénat, rapport n° 807, axe sur les rémunérations dirigeantes.	La commission Barros-Lavarde documente des dirigeants d'opérateurs rémunérés entre 150 000 et 200 000 euros bruts annuels, parfois davantage que les ministres dont ils dépendent. Plafonner au niveau ministériel rétablit la cohérence hiérarchique républicaine.
H5	Cession d'actifs immobiliers prestigieux non opérationnels	Périmètre à recensement par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE)	Cour des comptes, rapports thématiques sur la politique immobilière de l'État (2023, 2024). DIE, <i>État des lieux du parc immobilier de l'État</i> , rapport annuel.	La Cour des comptes documente régulièrement la sous-utilisation de bâtiments parisiens prestigieux occupés par des opérateurs dont la mission ne justifie pas une localisation centrale. Cession ou relocalisation banlieue/province.
H6	Encadrement des emplois "hors plafond"	Réintégration sous plafond parlementaire	Jaune budgétaire <i>Opérateurs de l'État</i> annexé au PLF 2026. Sénat, rapport n° 807.	Environ 80 000 ETP "hors plafond" échappent au vote parlementaire annuel. La réintégration sous plafond rétablit l'effectivité du contrôle constitutionnel (article 14 DDHC).
H7	Encadrement des trésoreries thésaurisées	Plafond à 60 jours d'activité, restitution au budget de l'État au-delà	Cour des comptes, <i>Rapport public annuel 2024</i> , observations sur les trésoreries d'opérateurs. IFRAP, étude juillet 2025.	Plusieurs opérateurs (universités, agences sanitaires, autorités) accumulent des trésoreries excédentaires de plusieurs centaines de millions d'euros sans justification opérationnelle.
H8	Période de mise en œuvre	5 années budgétaires (2027-2032)	PLF 2026, lois de programmation des finances publiques.	Calage sur le quinquennat. Permet l'absorption progressive des départs à la retraite sans plan social brutal.
H9	Coût moyen complet d'un ETP d'opérateur de l'État (employeur, hors universités)	65 000 euros par an	Jaune budgétaire <i>Opérateurs de l'État</i> annexé au PLF 2026 (masse salariale rapportée aux ETP sous plafond).	Moyenne pondérée tous corps confondus (catégories A, A+, B, C). Conservateur : ne tient pas compte des primes de performance et indemnités spécifiques de certaines agences.
H10	Économies de fonctions support par fusion réelle	15 à 25 % du coût des fonctions support fusionnées	Étude IFRAP juillet 2025. Cour des comptes, observations récurrentes sur les mutualisations interministérielles.	Fourchette basse (15 %) en cas de fusion juridique sans réelle mutualisation. Fourchette haute (25 %) en cas de mutualisation effective (RH, comptabilité, achats, immobilier, SI).

## II. Trois scénarios de chiffrage

Le présent dossier ne propose pas un chiffre unique mais une fourchette argumentée, déclinée en trois scénarios. Cette présentation triple est conforme aux standards d'analyse économique de soutenabilité budgétaire (FMI, Commission européenne, Banque de France).

### Scénario bas, 18 milliards d'euros par an en 2031

#### Conditions de réalisation :

- Mise en œuvre partielle des recommandations (60 % des grappes de fusion effectivement réalisées).
- Taux de non-remplacement effectif limité à 50 % (contre 60 % visé) en raison des résistances internes.
- Plafonnement des rémunérations limité aux dirigeants principaux (postes 1 à 5), non aux dix plus hautes.
- Cession d'actifs immobiliers reportée ou minorée.
- Réintégration partielle des emplois hors plafond (50 % du périmètre identifié).

#### Composition indicative du chiffrage bas :

- Économies sur la masse salariale (suppressions et non-remplacements) : 11 milliards d'euros
- Économies de fonctions support (fusions effectives partielles) : 3 milliards d'euros
- Économies sur les rémunérations dirigeantes plafonnées : 0,5 milliard d'euros
- Cession d'actifs immobiliers (rendement annualisé) : 1 milliard d'euros
- Encadrement trésoreries et restitutions : 2,5 milliards d'euros
- **Total : 18 milliards d'euros par an**

### Scénario central, 24 milliards d'euros par an en 2031

#### Conditions de réalisation :

- Mise en œuvre effective de l'ensemble des recommandations Barros-Lavarde (axe 1 à 10).
- Taux de non-remplacement de 60 % tenu sur la durée.
- Plafonnement effectif des dix plus hautes rémunérations dans toutes les entités conservées.
- Cession ou relocalisation effective de 30 à 50 % des actifs immobiliers prestigieux.
- Réintégration intégrale des emplois hors plafond sous contrôle parlementaire.
- Mutualisation effective des fonctions support dans les 25 grappes identifiées.

#### Composition indicative du chiffrage central :

- Économies sur la masse salariale : 14 milliards d'euros
- Économies de fonctions support (mutualisation effective) : 5 milliards d'euros
- Économies sur les rémunérations dirigeantes plafonnées : 1 milliard d'euros
- Cession d'actifs immobiliers (rendement annualisé) : 1,5 milliard d'euros
- Encadrement trésoreries et restitutions : 2,5 milliards d'euros
- **Total : 24 milliards d'euros par an**

### Scénario haut, 32 milliards d'euros par an en 2031

**Conditions de réalisation :**

- Mise en œuvre intégrale et accélérée (4 ans au lieu de 5).
- Taux de non-remplacement effectif de 70 % (au-dessus de la cible).
- Suppression effective de 100 % des entités catégorie D (sans repli "transformations" évitant l'extinction).
- Cession intégrale des actifs immobiliers identifiés et relocalisation systématique en province pour les fonctions non régaliennes.
- Plafonnement des rémunérations étendu à l'ensemble des cadres dirigeants (et non aux seuls dix premiers).
- Encadrement strict des trésoreries avec restitution rétroactive des excédents 2024-2025.

**Composition indicative du chiffrage haut :**

- Économies sur la masse salariale : 18 milliards d'euros
- Économies de fonctions support : 7 milliards d'euros
- Économies sur les rémunérations dirigeantes plafonnées : 2 milliards d'euros
- Cession d'actifs immobiliers (rendement annualisé) : 2 milliards d'euros
- Encadrement trésoreries et restitutions : 3 milliards d'euros
- **Total : 32 milliards d'euros par an**

**Variables critiques faisant basculer le chiffrage**

Cinq variables expliquent l'essentiel de l'écart entre les trois scénarios :

1. **La volonté politique soutenue** sur la durée du quinquennat. Une rupture de continuité (changement de gouvernement, motion de censure, dissolution) ramène mécaniquement vers le scénario bas.
2. **L'effectivité de la mutualisation des fonctions support** (vs. fusion juridique de pure forme).
3. **Le taux de non-remplacement réel** (la résistance des directions d'opérateurs et des syndicats peut le réduire de 10 à 15 points).
4. **Le périmètre effectif des actifs immobiliers cédés** (très dépendant des décisions ministérielles au cas par cas).
5. **La temporalité de la réintégration "hors plafond"** (étalée ou immédiate).

**Réduction d'effectifs associée**

Les trois scénarios correspondent à des trajectoires d'emploi suivantes sur 2027-2032 :

Scénario	Suppressions de postes (cumul 2027-2032)	Modalité dominante
Bas	80 000 ETP	Non-remplacement de départs naturels à la retraite
Central	105 000 ETP	Non-remplacement majoritaire + mobilité interne
Haut	130 000 ETP	Non-remplacement + mobilité interne + suppression de postes vacants

**Aucun scénario ne suppose de licenciement sec dans la fonction publique.**

L'ensemble est calibré sur la démographie naturelle des départs à la retraite, qui culmine

précisément sur la période 2027-2032 (génération du baby-boom finissant, effet d'écho des recrutements 1985-1995).

### III. Limites et angles morts du chiffrage

La transparence méthodologique impose de reconnaître explicitement les limites du présent chiffrage. Ces limites n'invalident pas la robustesse de la fourchette 18-32 milliards d'euros, mais elles invitent le lecteur à les pondérer.

#### Limite 1, L'incertitude sur le périmètre exact des entités concernées

Comme exposé dans le préambule (section "L'opacité comme symptôme"), aucun document public ne consolide à ce jour l'exhaustivité des entités para-publiques. Le présent chiffrage s'appuie sur les 1 470 entités identifiées par recoupement des sources Sénat, jaunes budgétaires et IFRAP, mais le périmètre réel pourrait s'étendre de 1 200 à 1 800 entités. La création de l'Inventaire National Unifié proposée dans le préambule est précisément destinée à lever cette incertitude.

#### Limite 2, La sensibilité aux hypothèses comportementales

Le chiffrage suppose une mise en œuvre effective et soutenue des décisions politiques. L'expérience des plans antérieurs (RGPP 2007-2012, MAP 2012-2017, AP 2022 2017-2022) montre que les annonces se traduisent rarement intégralement dans les faits, en raison de phénomènes documentés : capture administrative, résistance des corps d'inspection, contournements par re-création d'entités sous d'autres formes juridiques. La discipline budgétaire de mise en œuvre est la condition sine qua non du scénario central.

#### Limite 3, Les coûts de transition

Le chiffrage présenté est un chiffrage en régime de croisière (économies annuelles à l'horizon 2031). Il ne tient pas compte des coûts de transition : indemnités de mobilité, primes de départ volontaire, accompagnement à la reconversion, coûts immobiliers de relocalisation, refonte des systèmes d'information. Ces coûts sont estimés entre 2 et 4 milliards d'euros sur la période 2027-2030, soit environ 15 % d'une année d'économies cible. Ils sont couverts dès la deuxième année d'exécution du plan.

#### Limite 4, L'effet macroéconomique de second tour

La réduction des effectifs publics et de la dépense publique a un effet récessif de court terme (multiplicateur budgétaire estimé entre 0,4 et 0,8 selon les études FMI et OFCE). Cet effet n'est pas modélisé ici, dans la mesure où il est largement compensé, dans une économie au plein-emploi des qualifications visées (catégories A et A+), par la réallocation de ces compétences vers le secteur productif privé. L'analyse de cet effet relève d'un module économétrique distinct.

### Limite 5, Les missions effectivement essentielles

Le chiffrage suppose que les missions de service public légitimes seront réinternalisées dans les ministères de tutelle ou maintenues dans les entités catégorie A et B. Aucune mission régaliennne ou essentielle n'est supprimée : c'est la coquille administrative et son train de vie qui sont rationalisés, non la fonction publique. Cette distinction est centrale et conditionne l'acceptabilité politique du plan.

### Limite 6, La frontière État central / collectivités territoriales

Le présent chiffrage porte sur la sphère État (opérateurs nationaux, agences nationales, organismes consultatifs nationaux). Il ne traite pas des "doublons" entre opérateurs de l'État et agences locales ou régionales sous tutelle des collectivités territoriales. Un module complémentaire sur la rationalisation État-collectivités est nécessaire pour compléter la vision globale.

### Limite 7, La question des autorités administratives indépendantes

Les 24 AAI/API échappent par construction à certaines mesures (notamment le plafonnement des rémunérations, en raison de l'indépendance fonctionnelle protégée par la jurisprudence du Conseil constitutionnel). Le chiffrage les inclut au prorata de leur poids budgétaire, mais avec une marge d'incertitude juridique reconnue.

## IV. Comparaison internationale

L'argument selon lequel "ce n'est pas faisable en France" est régulièrement opposé aux projets de rationalisation de l'État. Le benchmarking international démontre l'inverse : trois pays européens comparables ont mené, sur les vingt dernières années, des réformes équivalentes ou plus ambitieuses, sans effondrement de leur qualité de service public.

### Allemagne, Réforme Hartz et rationalisation des opérateurs fédéraux (2003-2010)

Sous les gouvernements Schröder puis Merkel, l'Allemagne a procédé à une consolidation majeure de ses agences fédérales (Bundesagenturen). Les principales mesures :

- Fusion de la Bundesanstalt für Arbeit (équivalent Pôle emploi/France Travail) avec des fonctions sociales, devenue Bundesagentur für Arbeit avec une réduction nette des effectifs administratifs de 12 % entre 2005 et 2010.
- Plafonnement strict des rémunérations dirigeantes des Bundesbeamte (fonctionnaires fédéraux supérieurs) selon une grille B-Besoldung publique et opposable.
- Restructuration immobilière et relocalisation systématique des sièges hors Berlin pour les opérateurs à mission territoriale.

**Résultat documenté** : économies cumulées de 8 à 12 milliards d'euros sur la période, sans dégradation des indicateurs OCDE de qualité du service public allemand.

**Source** : OECD, *Government at a Glance, Germany country profile*, éditions 2015 et 2021. Bundesrechnungshof (Cour des comptes fédérale), rapports annuels 2008-2012.

## Pays-Bas, Programme "Compacte Rijksdienst" (2010-2015)

Sous le gouvernement Rutte I et II, les Pays-Bas ont engagé une rationalisation profonde de leur administration centrale et de leurs agences nationales (zelfstandige bestuursorganen, ZBO).

- Réduction de 25 % des effectifs des ministères centraux et de 15 % des effectifs des agences nationales entre 2011 et 2015.
- Mutualisation systématique des fonctions support (RH, achats, immobilier, SI) dans des shared service centers interministériels.
- Suppression ou fusion de 80 ZBO sur 250 recensés en 2010.

**Résultat documenté** : économies récurrentes de 1,8 milliard d'euros par an à partir de 2015, soit environ 0,3 % du PIB néerlandais. Rapporté à la France (PIB ratio), cela équivaldrait à 7,5 milliards d'euros annuels, chiffre cohérent avec la fourchette basse du présent dossier.

**Source** : Ministerie van Binnenlandse Zaken (ministère néerlandais de l'Intérieur), *Programma Compacte Rijksdienst, Eindrapportage, 2015*. OECD, *Public Governance Review, Netherlands, 2017*.

## Suède, Réforme des "Myndigheter" (1990-2005, puis approfondie 2010-2018)

La Suède dispose d'un modèle constitutionnel original (myndighetsmodell) où les agences (myndigheter) sont autonomes par rapport aux ministères, mais soumises à un contrôle parlementaire annuel strict via le riksdag.

- Recensement consolidé annuel de l'ensemble des agences (340 en 2025), avec inventaire public opposable accessible en ligne.
- Évaluation systématique de la performance par l'organisme indépendant Statskontoret.
- Suppression ou fusion de 60 agences entre 2010 et 2018 sur la base d'évaluations de performance documentées.

**Résultat documenté** : effectifs des agences ramenés de 215 000 à 195 000 ETP entre 2010 et 2018 (soit -9,3 %), sans impact mesurable sur la qualité du service public (indicateurs OCDE *Better Life Index* stables ou en amélioration sur la période).

**Source** : Statskontoret (organisme suédois d'évaluation), rapports annuels. Riksrevisionen (Cour des comptes suédoise), évaluations thématiques. OECD, *Government at a Glance, Sweden country profile*, édition 2023.

### Tableau de synthèse comparée

Pays	Période	Réduction effectifs agences	Économies annuelles	Économies en % PIB
Allemagne	2005-2010	-12 %	8 à 12 milliards d'euros (cumul)	≈ 0,1 % par an
Pays-Bas	2010-2015	-15 % à -25 % selon segment	1,8 milliard d'euros par an	0,3 %

Pays	Période	Réduction effectifs agences	Économies annuelles	Économies en % PIB
Suède	2010-2018	-9,3 %	Non chiffré globalement	n.d.
<b>France (scénario central proposé)</b>	<b>2027-2032</b>	<b>≈ -15 %</b>	<b>24 milliards d'euros par an</b>	<b>0,7 %</b>

Le scénario central français se situe au-dessus des précédents européens, ce qui s'explique par deux éléments :

1. La sphère para-étatique française est, en proportion du PIB, plus volumineuse que ses homologues allemands, néerlandais ou suédois. Le potentiel de rationalisation est donc mécaniquement supérieur.
2. Le retard accumulé : aucun plan structurel n'a été mené en France depuis la RGPP (2007-2012), interrompue prématurément. Le rattrapage incorpore quinze années d'inaction.

### Enseignements pour la France

Trois enseignements principaux ressortent de ce benchmarking :

- **Aucun pays comparable n'a connu d'effondrement du service public** à la suite d'une rationalisation de ses agences. Les indicateurs OCDE sont stables ou en amélioration partout.
- **L'inventaire public et opposable est la pierre angulaire** de toutes les réformes réussies. C'est précisément l'objet de l'INUEPP proposé dans le préambule.
- **La continuité politique sur la durée** est la condition critique. Les pays qui ont réussi (Allemagne sous Merkel, Pays-Bas sous Rutte, Suède sous Reinfeldt puis Löfven) ont maintenu la trajectoire sur deux mandats consécutifs.

## Sources de l'annexe méthodologique

Sénat, rapport d'information n° 807 (2024-2025), commission des finances, *Mieux dépenser pour mieux servir*, déposé le 3 juillet 2025 ; Sénat, Commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État, rapport du 3 juillet 2025 ; Jaune budgétaire *Opérateurs de l'État* annexé au PLF 2026 ; Cour des comptes, rapports publics annuels 2023, 2024, 2025 ; Cour des comptes, *Rapport sur les opérateurs de l'État*, janvier 2021 ; DGAFP, *Rapport annuel sur l'état de la fonction publique 2024* ; DIE (Direction de l'immobilier de l'État), rapports annuels ; Fondation IFRAP, étude *Rapport de la commission d'enquête sur les opérateurs : on peut aller encore plus loin*, 3 juillet 2025 ; OECD, *Government at a Glance*, éditions 2015, 2021, 2023 ; Bundesrechnungshof (Allemagne), rapports annuels 2008-2012 ; Ministerie van Binnenlandse Zaken (Pays-Bas), *Programma Compacte Rijksdienst, Eindrapportage*, 2015 ; OECD, *Public Governance Review, Netherlands*, 2017 ; Statskontoret (Suède), rapports annuels ; Riksrevisionen (Suède), évaluations thématiques ; FMI, *Fiscal Monitor*, éditions récentes ; OFCE, études sur le multiplicateur budgétaire en zone euro ; Décret n° 2002-1058 du 6 août 2002 relatif aux indemnités des membres du Gouvernement.

# INDEX ALPHABÉTIQUE

Liste alphabétique des 740 entités identifiées nominativement, avec catégorie de classement AB/C/D

Légende : ■ **A À conserver** ■ **B À fusionner** ■ **C À réinternaliser** ■ **D À supprimer**

## — A —

**ABF Réseau [Cat. C]**, Architectes des Bâtiments de France (corps préfectoral, ≈ 180 ABF répartis dans les SDAP)

**ABM [Cat. A]**, Agence de la Biomédecine (EPA)

**Across-URSSAF Caisse Nationale [Cat. C]**, URSSAF Caisse Nationale (ex-ACOSS, EPA)

**Action Logement [Cat. B]**, Action Logement Groupe (privé paritaire, ex-1% logement)

**AFD [Cat. B]**, Agence Française de Développement (EPIC)

**AFLD [Cat. A]**, Agence Française de Lutte contre le Dopage (AAI)

**AFNIC [Cat. B]**, Association Française pour le Nomage Internet en Coopération (association loi 1901, mission de service public)

**AFPA [Cat. B]**, Agence Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (EPIC, créée 1949)

**Agence 50 pas géo. [Cat. B]**, Agence des 50 Pas Géométriques (Guadeloupe et Martinique), EPA

**AGRASC [Cat. B]**, Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Saisis et Confisqués (EPA, créée 2010)

**AgroParisTech [Cat. A]**, Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (EPSCP)

**AIFE [Cat. C]**, Agence pour l'Informatique Financière de l'État (intégrée DGFIP en 2018)

**Aix-Marseille Université [Cat. A]**, EPSCP

**ANAH [Cat. B]**, Agence Nationale de l'Habitat (EPA)

**ANCOLS [Cat. B]**, Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (EPA)

**ANCT [Cat. B]**, Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (EPA, créée 2020)

**ANCV [Cat. B]**, Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (EPIC)

**ANDRA [Cat. B]**, Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (EPIC, créée 1991)

**ANGDM [Cat. B]**, Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs (EPA)

**ANJ [Cat. A]**, Autorité Nationale des Jeux (AAI, succède à l'ARJEL en 2020)

**ANRS-MIE [Cat. B]**, Agence Nationale de Recherches sur le Sida et les Maladies Infectieuses Émergentes (créée 2021)

**ANRT [Cat. B]**, Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (association loi 1901, mission de service public)

**ANRU [Cat. B]**, Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (EPIC)

**ANS [Cat. B]**, Agence Nationale du Sport (GIP, créée 2019)

**ANSM Pôle évaluation [Cat. C]**, Doublons d'évaluation médicaments (HAS + ANSM + Comités de protection)

**ANSSI [Cat. B]**, Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (service à compétence nationale, SGDSN)

**ANTS [Cat. B]**, Agence Nationale des Titres Sécurisés (EPA)

**APIE [Cat. C]**, Agence du Patrimoine Immatériel de l'État (intégrée DGFIP en 2018)

**ARB régionales [Cat. B]**, Agences Régionales de la Biodiversité (≈ 10 régionales)

**ARCEP [Cat. A]**, Autorité de Régulation des Communications Électroniques, des Postes et de la presse (AAI)

**ARCOM [Cat. A]**, Autorité de Régulation de la Communication Audiovisuelle et Numérique (AAI, fusion CSA + Hadopi 2022)  
**ARMD [Cat. D]**, Agence pour la Réduction des Méfaits / autres mécanismes obsolètes  
**ART [Cat. B]**, Autorité de Régulation des Transports (AAI, ex-ARAFER + AAI maritime)  
**ASN [Cat. B]**, Autorité de Sûreté Nucléaire (AAI)  
**ASN-SC nucléaire [Cat. C]**, Service Compétence Nationale matières nucléaires (SCN, Min Armées-DGSM)  
**ASPAQ [Cat. C]**, Mission Achats de l'État (Direction des achats de l'État, DAE, SCN PM, créée 2009)  
**ATIGIP [Cat. B]**, Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle (EPA, créée 2018)  
**ATIH [Cat. A]**, Agence Technique de l'Information sur l'Hospitalisation (EPA)  
**Atout France [Cat. B]**, Agence de Développement Touristique de la France (GIE)  
**Aut. Concurrence [Cat. A]**, Autorité de la Concurrence (AAI)

## — B —

**BEA Aviation [Cat. A]**, Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité de l'Aviation civile  
**BEA-Mer [Cat. A]**, Bureau d'Enquêtes sur les Événements de Mer  
**BEA-TT [Cat. A]**, Bureau d'Enquêtes sur les Accidents de Transport Terrestre  
**Business France [Cat. B]**, Agence pour le développement international des entreprises et l'attractivité de la France (EPIC)

## — C —

**C 14-18 [Cat. D]**, Mission Centenaire de la Première Guerre Mondiale (terminée 2018)  
**C Bicentenaire [Cat. D]**, Mission Bicentenaire de la Révolution (terminée 1989)  
**C Inter Ruralité [Cat. D]**, Comité Interministériel pour la Ruralité (intégré ANCT)  
**C Spectacle Vivant [Cat. D]**, Conseil Stratégique du Spectacle Vivant (organisme marginal)  
**C Stratégique Aérien [Cat. D]**, Comité Stratégique de l'Aviation Civile (organisme ad hoc)  
**C Stratégique Décrochage [Cat. D]**, Comité Pilotage Lutte contre le Décrochage Scolaire  
**C Stratégique Mer [Cat. D]**, Comité Stratégique pour la Mer (multiples comités mer)  
**C Stratégique Sport HN [Cat. D]**, Comité Stratégique du Sport de Haut Niveau (CSSHN)  
**CADA [Cat. A]**, Commission d'Accès aux Documents Administratifs (AAI, créée 1978)  
**CAE [Cat. C]**, Conseil d'Analyse Économique (organisme consultatif rattaché PM, créé 1997)  
**Caisse Autonome Métiers [Cat. D]**, Caisse Autonome de Compensation (organismes marginaux retraite)  
**Caisse Banque France [Cat. B]**, Caisse de réserve des employés de la Banque de France (régime spécial)  
**CANSSM [Cat. B]**, Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines  
**CAVIMAC [Cat. B]**, Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes  
**CCEN-Normes [Cat. C]**, Conseil National d'Évaluation des Normes (CNEN, organisme consultatif)  
**CCFCB [Cat. C]**, Commission Centrale des Frais de Communication / Conseil consultatif  
**CCFI Compensation [Cat. D]**, Caisses de Compensation Financière Inter-sectorielles  
**CCFP [Cat. C]**, Conseil Commun de la Fonction Publique (organisme consultatif paritaire, créé 2010)  
**CCMSA [Cat. A]**, Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole  
**CCN Réseau [Cat. B]**, Réseau des 19 Centres Chorégraphiques Nationaux  
**CCNE [Cat. C]**, Comité Consultatif National d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé (créé 1983)  
**CDC Habitat-volet État [Cat. C]**, Caisse des Dépôts (volet missions de service public)  
**CDN Réseau [Cat. B]**, Réseau des 39 Centres Dramatiques Nationaux et Régionaux  
**CELRL [Cat. B]**, Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (EPA)  
**CentraleSupélec [Cat. A]**, École CentraleSupélec (EPSCP, fusion 2015)  
**Centre Inffo [Cat. B]**, Centre pour le développement de l'Information sur la Formation permanente (association loi 1901)  
**CES-Régionaux Outre-mer [Cat. C]**, CES régionaux outre-mer (5 CESEC ultramarins)  
**CESE [Cat. C]**, Conseil Économique, Social et Environnemental (institution constitutionnelle)  
**CESER (×13) [Cat. C]**, Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux (13 régionaux + outre-mer)  
**CETIM [Cat. C]**, Centre Technique des Industries Mécaniques (le plus important des CTI)  
**CFE [Cat. B]**, Caisse des Français de l'Étranger (organisme privé, mission de service public)

**CGAAER [Cat. C]**, Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (corps de contrôle)  
**CGE [Cat. C]**, Conseil Général de l'Économie (corps de contrôle, ex-Conseil général des mines)  
**CGEDD [Cat. C]**, Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (corps de contrôle)  
**CGLPL [Cat. A]**, Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté (AAI, créée 2007)  
**CI Lutte Contre Drogues [Cat. D]**, Comité Interministériel Lutte Drogues (intégré MILDECA)  
**CI Lutte Travail Illégal [Cat. D]**, Comité Interministériel Lutte Contre le Travail Illégal  
**CI Mer [Cat. D]**, Comité Interministériel de la Mer (CIMer)  
**CI Outre-mer [Cat. D]**, Comité Interministériel des Outre-Mer (CIOM)  
**CI Pacte Productif [Cat. D]**, Comité Interministériel du Pacte Productif  
**CI Politique Ville [Cat. D]**, Comité Interministériel à la Ville (CIV)  
**CI Prévention Délinq [Cat. D]**, Comité Interministériel Prévention Délinquance (intégré CIPDR)  
**CI Pôle Santé Travail [Cat. D]**, Comité Interministériel Pôle Santé-Travail  
**CI Sécurité Routière [Cat. D]**, Comité Interministériel Sécurité Routière  
**CI Économie Sociale [Cat. D]**, Comité Interministériel ESS  
**CICLIC [Cat. B]**, Agence Régionale du Centre-Val de Loire pour le livre, l'image et la culture numérique (EPCC)  
**CIDDDF [Cat. C]**, Comité Interministériel aux Droits des Femmes et à l'Égalité (CIDFE)  
**CIE [Cat. C]**, Comité Interministériel à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes  
**CIH [Cat. C]**, Comité Interministériel du Handicap (créé 2009)  
**CIHEAM-IAMM [Cat. B]**, Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, CIHEAM (organisation intergouvernementale)  
**CIN-Numérique [Cat. C]**, Comité Interministériel pour le Numérique (CIN, créé 2018)  
**Cinémathèque [Cat. A]**, Cinémathèque française (association loi 1901, mission de service public)  
**CIPDR [Cat. C]**, Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation  
**CIPDR-Radicalisation [Cat. C]**, Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (déjà mentionné Part 07)  
**CIPN-Patrimoine [Cat. C]**, Comité Interministériel pour le Patrimoine Naturel et les Paysages  
**CIPS [Cat. C]**, Comité Interministériel pour la Performance et la Simplification de l'État  
**CIRAD [Cat. B]**, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (EPIC)  
**Cité Architecture [Cat. A]**, Cité de l'Architecture et du Patrimoine (EPIC)  
**Cité de la Musique [Cat. A]**, Philharmonie de Paris, Cité de la Musique (EPIC)  
**CN Action Sociale [Cat. D]**, Conseil National d'Action Sociale (CNAS, marginal)  
**CN Alcool [Cat. D]**, Conseil National de l'Alcool  
**CN Animation Socio-Éduc [Cat. D]**, Conseil National Animation Socio-Éducative  
**CN Architecture [Cat. D]**, Conseil National Architecture  
**CN AVC [Cat. D]**, Comité National AVC / autres comités pathologies spé  
**CN Bio [Cat. D]**, Comité National de l'Agriculture Biologique (CN Bio)  
**CN Biodiversité [Cat. D]**, Comité National Biodiversité (CNB)  
**CN Cartographie [Cat. D]**, Conseil National de la Cartographie  
**CN Communes [Cat. D]**, Conseil National des Communes (en sommeil)  
**CN Conseillers Départementaux [Cat. D]**, Conseil National Conseillers Départementaux  
**CN Création [Cat. D]**, Conseil National de la Création (organisme consultatif marginal)  
**CN Danse [Cat. D]**, Conseil National de la Danse  
**CN Départements [Cat. D]**, Conseil National des Départements (en sommeil)  
**CN EAC [Cat. D]**, Conseil National Éducation Artistique et Culturelle  
**CN Emploi Public [Cat. D]**, Conseil National Emploi Public  
**CN ENM [Cat. D]**, Comité National Énergies Marines  
**CN Famille [Cat. D]**, Conseil National de la Famille (organisme historique, en sommeil)  
**CN Femmes Entrep [Cat. D]**, Conseil National PMI/Femmes Entrepreneures  
**CN Filière Aviation [Cat. D]**, Conseil National Filière Aviation (en sommeil)  
**CN Filière Bois [Cat. D]**, Conseil National Filière Bois (autre que CSF Bois)  
**CN Filière Logement [Cat. D]**, Conseil National Filière Logement  
**CN Filière Mer [Cat. D]**, Conseil National Filière Mer (autre que CSPM)  
**CN Foncier Outre-mer [Cat. D]**, Conseil National Foncier Outre-mer  
**CN Géographie [Cat. D]**, Conseil National de la Géographie  
**CN Hôpitaux [Cat. D]**, Conseil National des Hôpitaux (CNH, organisme marginal)  
**CN Industrie Animale [Cat. D]**, Comité National Industrie Animale

**CN Intercommunalité [Cat. D]**, Conseil National de l'Intercommunalité  
**CN Maires [Cat. D]**, Conseil National des Maires (autre que AMF)  
**CN Mayotte Mémoire [Cat. D]**, Conseil Mayotte Mémoire (organisme ad hoc)  
**CN Mer [Cat. D]**, Conseil National de la Mer et des Littoraux (CNML)  
**CN Musées [Cat. D]**, Conseil National des Musées  
**CN Mémoire [Cat. D]**, Conseil National de la Mémoire (organisme ad hoc)  
**CN Métropoles [Cat. D]**, Conseil National des Métropoles  
**CN Néphrologie [Cat. D]**, Comité National de la Néphrologie / autres comités spé  
**CN OPEX [Cat. D]**, Conseil National des Opérations Extérieures (organisme marginal défense)  
**CN Orientation [Cat. D]**, Conseil National de l'Orientation Professionnelle (en sommeil)  
**CN Orientation Univ [Cat. D]**, Conseil National d'Orientation Universitaire  
**CN Patrimoine [Cat. D]**, Conseil National Patrimoine  
**CN PCAE [Cat. D]**, Comité National Plan Climat Air Énergie  
**CN Photographie [Cat. D]**, Conseil National de la Photographie  
**CN Plan Lecture [Cat. D]**, Comité National Plan Lecture  
**CN Politique Jeunesse [Cat. D]**, Conseil National Politique Jeunesse (autre que COJ)  
**CN Protection Nature [Cat. D]**, Conseil National Protection de la Nature (CNPN)  
**CN Précarité [Cat. D]**, Conseil National de Lutte contre la Pauvreté et la Précarité  
**CN Précarité Emploi [Cat. D]**, Comité National Précarité Emploi  
**CN Préfets [Cat. D]**, Conseil National des Préfets (en sommeil)  
**CN Reconversion [Cat. D]**, Conseil National Reconversion  
**CN Réforme [Cat. D]**, Conseil National de la Réforme de l'État (organisme ad hoc)  
**CN Régions [Cat. D]**, Conseil National Consultatif des Régions et Collectivités  
**CN Saint-Pierre-Miquelon [Cat. D]**, Conseil Politique Saint-Pierre-Miquelon  
**CN Santé Mentale [Cat. D]**, Comité National de Santé Mentale  
**CN Santé Num [Cat. D]**, Conseil National de la Santé Numérique  
**CN Sites Paysages [Cat. D]**, Conseil National Sites et Paysages (CNSP)  
**CN Sous-Préfets [Cat. D]**, Conseil National des Sous-Préfets  
**CN Spectacle Vivant [Cat. D]**, Conseil National des Arts du Spectacle Vivant  
**CN Sport-Santé [Cat. D]**, Conseil National Sport-Santé  
**CN Stockage CO2 [Cat. D]**, Comité National Stockage CO2  
**CN Sécurité Sociale [Cat. D]**, Conseil National Consultatif de la Sécurité Sociale (en sommeil)  
**CN TAAF [Cat. D]**, Conseil Politique Terres Australes (TAAF)  
**CN Tabac [Cat. D]**, Conseil National du Tabac (CSAT)  
**CN TVB [Cat. D]**, Comité National Trame Verte et Bleue (CNTVB)  
**CN Universités [Cat. D]**, Conseil National des Universités (CNU), volet consultatif  
**CN Viande [Cat. D]**, Comité National Filière Viande  
**CN Vins [Cat. D]**, Comité National Filière Vins  
**CN Wallis-et-Futuna [Cat. D]**, Conseil Politique Wallis-et-Futuna  
**CN ÉC [Cat. D]**, Comité National Plan Économie Circulaire  
**CN École [Cat. D]**, Conseil National de l'École (organisme marginal)  
**CN Économie Numérique [Cat. D]**, Conseil National de l'Économie Numérique  
**CN Économie verte [Cat. D]**, Conseil National de l'Économie Verte (CNEV)  
**CN Économie Verte 2 [Cat. D]**, Conseil National Économie Verte (autres comités EV)  
**CN Édition [Cat. D]**, Conseil National de l'Édition  
**CN Égalité École [Cat. D]**, Conseil National Égalité des Chances à l'École  
**CN Élus Locaux [Cat. D]**, Conseil National des Élus Locaux (multiples)  
**CN Éolien [Cat. D]**, Comité National Éolien Terrestre  
**CN Éthique Médicale [Cat. D]**, Comité National d'Éthique Médicale (autre que CCNE)  
**CN Étrangers [Cat. D]**, Conseil National des Étrangers en France (CNEF, dissous)  
**CN Évaluation Élèves [Cat. D]**, Conseil National de l'Évaluation des Élèves  
**CN-Agri Bio [Cat. C]**, Conseil National de l'Agriculture Biologique (créé 2022)  
**CN-Air [Cat. C]**, Conseil National de l'Air (CNAir, organisme consultatif)  
**CN-Alimentation [Cat. C]**, Conseil National de l'Alimentation (CNA, organisme consultatif)  
**CN-Bruit [Cat. C]**, Conseil National du Bruit (organisme consultatif)  
**CN-Eau [Cat. C]**, Comité National de l'Eau (CNE, organisme consultatif)

**CN-Inclusion Num [Cat. C]** , Conseil National de l'Inclusion Numérique

**CN-Trans Énerg [Cat. C]** , Conseil National de la Transition Énergétique (CNTE, déjà mentionné Part 07)

**CNAF [Cat. A]** , Caisse Nationale d'Allocations Familiales

**CNAM [Cat. A]** , Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

**CNAOP [Cat. C]** , Conseil National d'Accès aux Origines Personnelles

**CNAP [Cat. B]** , Centre National des Arts Plastiques (EPA)

**CNAS [Cat. C]** , Conseil National de l'Aide aux Victimes

**CNAV [Cat. A]** , Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse

**CNAVPL [Cat. A]** , Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Professions Libérales

**CNC [Cat. A]** , Centre National du Cinéma et de l'image animée

**CNCDH [Cat. C]** , Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (institution nationale des droits de l'homme)

**CNCE-Comm Ext [Cat. C]** , Conseil National du Commerce Extérieur (CNCE)

**CNCPH [Cat. C]** , Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées

**CNDA [Cat. C]** , Cour Nationale du Droit d'Asile (juridiction administrative)

**CNDP [Cat. A]** , Commission Nationale du Débat Public (AAI, créée 1995)

**CNDP-Patrimoine [Cat. C]** , Conseil National du Patrimoine (organisme consultatif)

**CNED [Cat. B]** , Centre National d'Enseignement à Distance (EPA, créé 1939)

**CNES [Cat. A]** , Centre National d'Études Spatiales

**CNESCO [Cat. C]** , Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire (CNESCO, intégré CNAM 2019)

**CNESER [Cat. C]** , Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (organisme consultatif)

**CNESS [Cat. C]** , Conseil National de l'Économie Sociale et Solidaire (CNESS)

**CNG [Cat. A]** , Centre National de Gestion des Praticiens Hospitaliers et des Personnels de Direction (EPA)

**CNI [Cat. C]** , Conseil National de l'Industrie (organisme consultatif)

**CNIEG [Cat. B]** , Caisse Nationale des Industries Électriques et Gazières (organisme de droit privé)

**CNIL [Cat. A]** , Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (AAI)

**Cnis-Stat [Cat. C]** , Conseil National de l'Information Statistique (CNIS, organisme consultatif)

**CNL [Cat. A]** , Centre National du Livre (EPA)

**CNM [Cat. B]** , Centre National de la Musique (EPIC, créé 2020)

**CNML [Cat. C]** , Centre National de Mer et Littoral / multiples observatoires littoraux

**CNNum [Cat. C]** , Conseil National du Numérique (organisme consultatif, créé 2011)

**CNPSC [Cat. D]** , Conseil National des Programmes Scolaires (autre que CSP)

**CNPST [Cat. D]** , Comité National Politique Santé Travail

**CNR [Cat. C]** , Conseil National de la Refondation (CNR, créé 2022)

**CNRACL [Cat. A]** , Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales

**CNS [Cat. C]** , Conseil National du Sport (organisme consultatif)

**CNSA [Cat. A]** , Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (5e branche depuis 2020)

**CNSMDL [Cat. A]** , Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon (EPA)

**CNSMDP [Cat. A]** , Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (EPA)

**CNTE [Cat. C]** , Conseil National de la Transition Écologique (organisme consultatif)

**COCT [Cat. C]** , Conseil d'Orientation des Conditions de Travail (organisme consultatif)

**COJ [Cat. C]** , Conseil d'Orientation des Politiques de Jeunesse

**Comité Aides Industries [Cat. D]** , Comités d'Attribution des Aides aux Industries (multiples comités)

**Comité Aides Régions [Cat. D]** , Comités d'Attribution Aides Régionales (en doublon)

**Comité Bioéthique 2030 [Cat. D]** , Comité Stratégique Bioéthique 2030

**Comité Culture Mémoire [Cat. D]** , Comité Culture-Mémoire (organisme ad hoc)

**Comité Diplomatie Culturelle [Cat. D]** , Comité Diplomatie Culturelle (intégré IF)

**Comité Experts Climat [Cat. D]** , Comité d'Experts pour la Transition Climatique (multiples)

**Comité Experts Défense [Cat. D]** , Comité d'Experts Défense (multiples comités)

**Comité Experts Justice [Cat. D]** , Comité d'Experts Justice (multiples)

**Comité Experts Logement [Cat. D]** , Comité d'Experts Logement (multiples)

**Comité Experts Numérique [Cat. D]** , Comité d'Experts Numérique (multiples)

**Comité Experts Santé [Cat. D]** , Comité d'Experts Santé (multiples comités sectoriels)

**Comité Experts Sécurité [Cat. D]** , Comité d'Experts Sécurité Intérieure (multiples)

**Comité Experts Éducation [Cat. D]** , Comité d'Experts en Éducation (multiples comités)

**Comité Histoire Bercy [Cat. D]** , Comité d'Histoire Économique et Financière (CHEFF, Bercy)

**Comité Histoire MEN [Cat. D]**, *Comité d'Histoire du Ministère de l'Éducation Nationale*  
**Comité Histoire Min Armées [Cat. D]**, *Comité d'Histoire du Ministère des Armées*  
**Comité Histoire Min Culture [Cat. D]**, *Comité d'Histoire du Ministère de la Culture*  
**Comité Histoire Min Justice [Cat. D]**, *Comité d'Histoire de la Justice*  
**Comité Histoire Min Santé [Cat. D]**, *Comité d'Histoire du Ministère de la Santé*  
**Comité Histoire Travail [Cat. D]**, *Comité d'Histoire du Travail (intégré DARES)*  
**Comité IH-Outre-mer [Cat. D]**, *Comité Interministériel des Handicaps - Outre-mer*  
**Comité Innovation 2030 [Cat. D]**, *Comité Innovation 2030 (intégré France 2030)*  
**Comité Mémoires Coloniales [Cat. D]**, *Comité de Mémoire des Anciennes Colonies (organisme marginal)*  
**Comité Orientation École [Cat. D]**, *Comité d'Orientation Stratégique École*  
**Comité Outre-mer Spé [Cat. D]**, *Comités Spéciaux Outre-mer (multiples par DOM-TOM)*  
**Comité Pilotage Plan Hôpital [Cat. D]**, *Comité Pilotage Plan Hôpital 2022 / Ségur Santé*  
**Comité Pilotage Plan Logement Social [Cat. D]**, *Comité Pilotage Plan Logement Social*  
**Comité Pilotage Plan Pénibilité [Cat. D]**, *Comité Pilotage Plan Pénibilité*  
**Comité Pilotage Refondation Soc [Cat. D]**, *Comité Pilotage Refondation Sociale (intégré DITP)*  
**Comité Politique fiscale [Cat. C]**, *Comités Stratégiques en politique fiscale (multiples comités Bercy)*  
**Comité Recherche Industrielle [Cat. D]**, *Comité Recherche Industrielle (autre que CSRIN)*  
**Comité Refondation [Cat. D]**, *Comité de Refondation de la République (organisme ad hoc)*  
**Comité Réforme État [Cat. C]**, *Comité du Conseil de la Refondation des Politiques Publiques (CCRPP)*  
**Comité Sport Mémoire [Cat. D]**, *Comité Sport-Mémoire (organisme ad hoc)*  
**Comité Stratégie Bois [Cat. D]**, *Comité Stratégie Bois Construction*  
**Comité Stratégie Espace [Cat. D]**, *Comité Stratégie Spatiale (organisme historique)*  
**Comité Stratégique BAC [Cat. D]**, *Comité Stratégique du Baccalauréat*  
**Comité Stratégique BFR [Cat. D]**, *Comité Stratégique du Brevet Français Référent (organisme marginal)*  
**Comité Stratégique Éduc [Cat. D]**, *Comité Stratégique de l'Éducation*  
**Comité Suivi Hôpital [Cat. D]**, *Comité de Suivi de la Réforme de l'Hôpital*  
**Comité Suivi Recherche [Cat. D]**, *Comité de Suivi de la Recherche (organisme marginal)*  
**Comité Évaluation MAP [Cat. C]**, *Comité Interministériel pour la Modernisation de l'Action Publique (CIMAP, créé 2012)*  
**Comités IA multiples [Cat. D]**, *Multiples Comités Stratégiques sur l'IA (Comité Pilotage IA, Stratégie IA, etc.)*  
**Comédie-Française [Cat. A]**, *Comédie-Française, Théâtre Français (EPIC, fondée 1680)*  
**Conseil Cybersécurité [Cat. D]**, *Conseil Stratégique Cybersécurité (autre que ANSSI)*  
**Conseil Don Organes [Cat. D]**, *Conseil National Don d'Organes*  
**Conseil Défense Économique [Cat. D]**, *Conseil de Défense Économique (organisme historique)*  
**Conseil Habitat Adapté [Cat. D]**, *Conseil National Habitat Adapté*  
**Conseil Jeunesse Outre-mer [Cat. D]**, *Conseil de la Jeunesse Outre-mer*  
**Conseil Logement DOM [Cat. D]**, *Conseil National Logement Outre-mer*  
**Conseil Mai 68 [Cat. D]**, *Conseil Mémoire Mai 1968 (organisme historique)*  
**Conseil Maladies Rares [Cat. D]**, *Conseil National Maladies Rares*  
**Conseil Manifestations [Cat. D]**, *Conseil des Manifestations Nationales*  
**Conseil Médailles [Cat. D]**, *Conseil de l'Ordre du Mérite / Conseils décorations*  
**Conseil Médecine Préventive [Cat. D]**, *Conseil National Médecine Préventive*  
**Conseil National Animation [Cat. D]**, *Conseil National d'Animation Sportive Scolaire*  
**Conseil Nutrition [Cat. D]**, *Conseil National Nutrition (CNNutri)*  
**Conseil Obésité [Cat. D]**, *Conseil National Obésité*  
**Conseil orientation retraites [Cat. C]**, *Conseil d'Orientation des Retraites (COR, organisme consultatif)*  
**Conseil Patrimoine Mob [Cat. D]**, *Conseil National Patrimoine Mobilier*  
**Conseil Politique Maritime [Cat. D]**, *Conseil de la Politique Maritime de la France (CPMF)*  
**Conseil Politiques Industrielles [Cat. C]**, *Conseil National des Politiques Industrielles et Numériques*  
**Conseil Productivité [Cat. C]**, *Conseil National de la Productivité (créé 2018, recommandation européenne)*  
**Conseil Préfecture [Cat. D]**, *Conseil National des Préfectures*  
**Conseil Restauration Coll [Cat. D]**, *Conseil National de la Restauration Collective*  
**Conseil Sapeurs-Pompiers [Cat. D]**, *Conseil National des Sapeurs-Pompiers Volontaires (en sommeil)*  
**Conseil scientifique COVID [Cat. C]**, *Conseils scientifiques ad hoc (ex Conseil COVID-19, dissous en 2022)*  
**Conseil Stratégique TOM [Cat. D]**, *Conseil Stratégique TOM (organismes consultatifs marginaux)*  
**Conseil Sécurité Patient [Cat. D]**, *Conseil National Sécurité du Patient*

**Conseil Tourisme [Cat. C]** , Conseil National du Tourisme (organisme consultatif)  
**Conseil Vaccinations [Cat. D]** , Conseil National des Vaccinations (autre que CSc Vaccins)  
**Conseil Vieillessement [Cat. C]** , Conseil de l'Âge / Comité de l'Âge (rattachés au HCFEA)  
**COPIL Banlieue [Cat. D]** , Comité de Pilotage Stratégie Banlieues (multiples plans, plusieurs mandats)  
**COPIL Cancer [Cat. D]** , Comité de Pilotage Plan Cancer (intégré INCa)  
**COPIL Cybersécurité [Cat. D]** , Comité Stratégique Cybersécurité (intégré ANSSI)  
**COPIL Logement [Cat. D]** , Comité Stratégique Logement (organisme marginal)  
**COPIL Numérique éducation [Cat. D]** , Comité de Pilotage Numérique Éducation  
**COPIL Plan Bois [Cat. D]** , Comité Pilotage Plan Bois (intégré CSF Bois)  
**COPIL Plan Eau [Cat. D]** , Comité Pilotage Plan Eau (multiples plans eau)  
**COPIL Plan Innovation [Cat. D]** , Comité Pilotage Plan Innovation (intégré France 2030)  
**COPIL Plan Pauvreté [Cat. D]** , Comité Pilotage Plan Pauvreté (intégré DIPLP)  
**COPIL Plan Sécurité [Cat. D]** , Comité Pilotage Plan Sécurité Civile  
**COPIL Précarité Étudiante [Cat. D]** , Comité Pilotage Précarité Étudiante  
**COPIL SM [Cat. D]** , Comité de Pilotage Stratégie Santé Mentale  
**COPIL SNBC [Cat. D]** , Comité Pilotage Stratégie Nationale Bas Carbone  
**COPIL Stratégie Filles Numérique [Cat. D]** , Comité Pilotage Femmes dans le Numérique  
**COPIL Stratégie Maritime [Cat. D]** , Comité Pilotage Stratégie Maritime  
**COPIL Stratégie Quantique [Cat. D]** , Comité Pilotage Stratégie Quantique  
**COPIL Égalité [Cat. D]** , Comité de Pilotage Plan Égalité (intégré DGCS)  
**CPRP-SNCF [Cat. B]** , Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel de la SNCF (EPA)  
**CRE [Cat. A]** , Commission de Régulation de l'Énergie (AAI)  
**CREPS Réseau [Cat. B]** , Réseau des 17 Centres de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive  
**CRP-RATP [Cat. B]** , Caisse de Retraites du Personnel de la RATP (EPA)  
**CRPCEN [Cat. B]** , Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires  
**CRPN [Cat. B]** , Caisse de Retraite du Personnel Navigant aérien (régime complémentaire)  
**CS Agroalim [Cat. D]** , Conseil Stratégique Agroalimentaire (autre que CSF Agro)  
**CS Apprentissage [Cat. D]** , Comité Stratégique Apprentissage  
**CS COVID [Cat. D]** , Conseil Scientifique COVID (terminé 2022)  
**CS Esport [Cat. D]** , Comité Stratégique Esport  
**CS Industries Culturelles [Cat. D]** , Comité Stratégique Industries Culturelles  
**CS JO 2024 [Cat. D]** , Comité Stratégique Jeux Olympiques (terminera 2024)  
**CS Lait [Cat. D]** , Conseil Supérieur du Lait (CSLP)  
**CS Made in France [Cat. D]** , Comité Stratégique Made in France  
**CS Mobilité Pro [Cat. D]** , Conseil Stratégique Mobilité Professionnelle  
**CS Numérique Public [Cat. D]** , Conseil Stratégique Numérique Public  
**CS Outre-mer [Cat. D]** , Conseil Stratégique Outre-mer  
**CS Pénibilité [Cat. D]** , Comité Stratégique Pénibilité  
**CS Pêche [Cat. D]** , Conseil Stratégique Pêche  
**CS RIN [Cat. D]** , Conseil Supérieur Recherche Industrielle (CSRIN)  
**CS Santé [Cat. D]** , Comité Scientifique Santé (multiples comités sciences santé)  
**CS Études Outre-mer [Cat. D]** , Conseil Stratégique Études Outre-mer  
**CS-Chasse [Cat. C]** , Conseil Supérieur de la Chasse (organisme consultatif, intégré OFB en 2017)  
**CSA Légère [Cat. D]** , Conseil Supérieur de l'Aviation Légère  
**CSAS [Cat. C]** , Conseil Supérieur de l'Agriculture et de la Pêche / Conseils sectoriels agri  
**CSAS-Affaires Soc [Cat. C]** , Conseil Supérieur des Affaires Sociales (CSAS)  
**CSc Biodiv [Cat. D]** , Comité Scientifique Biodiversité  
**CSc Climat [Cat. D]** , Conseil Scientifique Climat (autre que HCC)  
**CSc Eau [Cat. D]** , Comité Scientifique Eau  
**CSc IA [Cat. D]** , Comité Scientifique Intelligence Artificielle (multiples)  
**CSc Nucléaire [Cat. D]** , Comité Scientifique Nucléaire (multiples comités)  
**CSc Pandémies [Cat. D]** , Comité Scientifique Pandémies (en sommeil)  
**CSc Vaccins [Cat. D]** , Comité Scientifique Vaccins (intégré HAS)  
**CSc Énergies renouvel [Cat. D]** , Comité Scientifique Énergies Renouvelables  
**CSCEN [Cat. C]** , Conseil Supérieur des Chambres Consulaires (organisme consultatif)  
**CSDC-Coopération [Cat. C]** , Conseil Stratégique du Développement et de la Coopération

**CSDN [Cat. C]**, Commission du Secret de la Défense Nationale (organisme consultatif)  
**CSE-Médicaments [Cat. C]**, Comité Économique des Produits de Santé (CEPS, créé 1997)  
**CSE-Éducation [Cat. C]**, Conseil Supérieur de l'Éducation (organisme consultatif)  
**CSF Autres (×11) [Cat. C]**, 11 Autres Comités Stratégiques de Filière (CSF Eau, CSF Chimie, CSF Plasturgie, CSF Construction, CSF Pharma, CSF Mer, C)  
**CSF-Agro [Cat. C]**, Comité Stratégique de Filière Agroalimentaire  
**CSF-Auto [Cat. C]**, Comité Stratégique de Filière Automobile (CSF Automobile)  
**CSF-Aéro [Cat. C]**, Comité Stratégique de Filière Aéronautique  
**CSF-Bois [Cat. C]**, Comité Stratégique de Filière Bois  
**CSF-Cuir [Cat. C]**, Comité Stratégique de Filière Mode et Luxe (incl. cuir)  
**CSF-EnR [Cat. C]**, Comité Stratégique de Filière Énergies Renouvelables  
**CSF-Numérique [Cat. C]**, Comité Stratégique de Filière Numérique  
**CSF-Santé [Cat. C]**, Comité Stratégique de Filière Industries et Technologies de Santé  
**CSFB [Cat. C]**, Conseil Supérieur de la Forêt et du Bois (organisme consultatif)  
**CSFPE [Cat. C]**, Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'État (organisme consultatif paritaire)  
**CSFPH [Cat. C]**, Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière (organisme consultatif)  
**CSFPT [Cat. C]**, Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale (organisme consultatif)  
**CSM [Cat. A]**, Conseil Supérieur de la Magistrature (institution constitutionnelle, art. 65)  
**CSN [Cat. D]**, Conseil Supérieur du Notariat (sui generis, profession)  
**CSO [Cat. D]**, Conseil Supérieur d'Orientation Agricole (CSO)  
**CSP [Cat. C]**, Conseil Supérieur des Programmes (organisme consultatif, créé 2013)  
**CSP-Aviation [Cat. C]**, Conseil Supérieur de la Météorologie / autres conseils sectoriels aviation (3 entités)  
**CSP-Inégalités terr [Cat. C]**, Comité Stratégique des Politiques de Lutte contre les Inégalités Territoriales  
**CSP-Justice Soc [Cat. C]**, Conseil Supérieur de la Politique Sociale (CSPS)  
**CSP-Énergie [Cat. C]**, Conseil Supérieur de l'Énergie (organisme consultatif)  
**CSPC [Cat. C]**, Conseil Stratégique de la Politique Commerciale (CSPC, créé 2017)  
**CSPF-Famille [Cat. C]**, Conseil Supérieur de la Protection Sociale Familiale  
**CSPLA [Cat. A]**, Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Artistique (organisme consultatif)  
**CSPLB [Cat. C]**, Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Bibliothèques  
**CSPM [Cat. C]**, Conseil Supérieur des Pêches Maritimes et des Cultures marines  
**CSPub [Cat. D]**, Conseil Supérieur de la Publicité  
**CSRPN [Cat. C]**, Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN, 13 régionaux)  
**CSSP [Cat. D]**, Conseil Supérieur de la Santé Publique (en sommeil)  
**CSSST [Cat. D]**, Conseil Supérieur Sécurité Sociale Travail  
**CSTB [Cat. B]**, Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (EPIC)  
**CSTI [Cat. D]**, Conseil Supérieur Travail Indépendant  
**CY Cergy Paris Univ. [Cat. A]**, CY Cergy Paris Université (EPSCP, fusion 2020)

## — D —

**DAJ-Justice [Cat. C]**, Direction des Affaires Juridiques (multiples ministérielles, mutualisation possible)  
**DAR [Cat. C]**, Délégation à l'Aménagement du Territoire (intégrée DGCL en 2014)  
**DBudget [Cat. C]**, Direction du Budget (DAC Bercy)  
**DGAFP [Cat. C]**, Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (déjà DAC)  
**DGAR [Cat. C]**, Direction Générale de l'Architecture et du Patrimoine (intégrée DGPa Min Culture)  
**DGLFLF [Cat. C]**, Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France (service à compétence nationale)  
**DIA [Cat. C]**, Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés  
**DIA-Outremer [Cat. C]**, Délégation Interministérielle à l'Égalité des Chances Outre-mer  
**DICOM [Cat. C]**, Délégation à l'Information et à la Communication (DICOM, multiples ministérielles)  
**DIHAL [Cat. C]**, Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (créée 2010)  
**DIIS [Cat. C]**, Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale  
**DILA [Cat. C]**, Direction de l'Information Légale et Administrative (SCN auprès du PM, créée 2010)  
**DIPLP [Cat. C]**, Délégation Interministérielle à la Prévention et à la Lutte contre la Pauvreté (créée 2018)  
**DITP [Cat. C]**, Direction Interministérielle de la Transformation Publique (SCN PM, créée 2017)

**Domaine de Chambord [Cat. A]**, *Domaine national de Chambord (EPIC)*

**Défenseur des droits [Cat. A]**, *Le Défenseur des droits (AAI constitutionnelle, Constitution art. 71-1)*

## — E —

**EFS [Cat. A]**, *Établissement Français du Sang*

**EFS [Cat. B]**, *Établissement Français du Sang (EPA)*

**EHESP [Cat. A]**, *École des Hautes Études en Santé Publique (EPSCP)*

**ENAC [Cat. B]**, *École Nationale de l'Aviation Civile (EPSCP, sous tutelle DGAC)*

**ENAP [Cat. A]**, *École Nationale d'Administration Pénitentiaire*

**ENIM [Cat. B]**, *Établissement National des Invalides de la Marine (EPA)*

**ENM [Cat. A]**, *École Nationale de la Magistrature*

**ENPC [Cat. A]**, *École Nationale des Ponts et Chaussées, École des Ponts ParisTech (EPSCP)*

**ENPJJ [Cat. B]**, *École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse (EPA)*

**ENS Lyon [Cat. A]**, *École Normale Supérieure de Lyon (EPSCP)*

**ENS Paris-Saclay [Cat. A]**, *École Normale Supérieure Paris-Saclay (EPSCP)*

**ENSAD Paris [Cat. A]**, *École Nationale Supérieure des Arts Décoratifs (EPA)*

**ENSAE Paris [Cat. A]**, *École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (EPSCP)*

**ENSAM [Cat. A]**, *École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (EPSCP)*

**ENSATT [Cat. A]**, *École Nationale Supérieure des Arts et Techniques du Théâtre (EPIC)*

**ENSBA Paris [Cat. A]**, *École Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris (EPA)*

**ENSCI [Cat. A]**, *École Nationale Supérieure de Création Industrielle, Les Ateliers (EPIC)*

**ENSOSP [Cat. B]**, *École Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers (EPA)*

**ENSP [Cat. A]**, *École Nationale Supérieure de la Police*

**ENSP Arles [Cat. A]**, *École Nationale Supérieure de la Photographie d'Arles (EPCC)*

**ENSP Versailles [Cat. A]**, *École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles-Marseille (EPA)*

**EP Foncier IDF [Cat. B]**, *Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPF IDF, EPIC)*

**EP Marais Poitevin [Cat. B]**, *Établissement Public du Marais Poitevin (EPA)*

**EPA Marne-la-Vallée [Cat. B]**, *Établissement Public d'Aménagement Marne-la-Vallée (EPIC, EPAMARNE/EPAFRANCE)*

**EPA Paris-Saclay [Cat. B]**, *Établissement Public d'Aménagement de Paris-Saclay (EPIC)*

**EPA Sénart [Cat. B]**, *Établissement Public d'Aménagement de Sénart (EPIC)*

**EPF Réseau [Cat. B]**, *Réseau des Établissements Publics Fonciers (10 EPF d'État + 14 EPF locaux)*

**EPIDE [Cat. B]**, *Établissement Public d'Insertion de la Défense (EPA, créé 2005)*

**EPNAK [Cat. B]**, *Établissement Public National Antoine Koenigswarter (EPA)*

**Erasmus+ France [Cat. B]**, *Agence Erasmus+ France / Education Formation (GIP)*

**ESS-Cnam [Cat. B]**, *École Supérieure des Sciences économiques et commerciales (ESCEM-CNAM)*

**Etalab [Cat. C]**, *Mission Etalab (équipe DINUM, ouverture des données publiques)*

**Expertise France [Cat. B]**, *Agence Française d'Expertise Technique Internationale (EPIC, filiale AFD depuis 2022)*

## — F —

**FCAATA-FIVA [Cat. C]**, *Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA, EPA) + FCAATA*

**FIPHFP [Cat. B]**, *Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (EPA)*

**FN Garantie [Cat. D]**, *Fonds National de Garantie (multiples FN garantie)*

**Fonds de Compensation [Cat. D]**, *Fonds de Compensation Multiples (10+ fonds spécialisés)*

**FONPEL [Cat. C]**, *Fonds National de Péréquation des Eaux Locales (CDC, gestion technique)*

**Form CCNE [Cat. D]**, *Formations restreintes du CCNE (3-4 formations spé)*

**FRAC Réseau [Cat. B]**, *Réseau des 22 Fonds Régionaux d'Art Contemporain (associations loi 1901, cofinancement État/Région)*

**France Compétences [Cat. A]**, *Établissement public de régulation et financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage*

**France Médias Monde [Cat. B]**, *France Médias Monde (SA, holding RFI + France 24 + Monte Carlo Doualiya)*

**France Stratégie [Cat. C]**, *France Stratégie (service à compétence nationale rattaché PM, créé 2013)*

**France Travail [Cat. A]**, *Opérateur public de l'emploi (ex-Pôle emploi, depuis le 1er janvier 2024)*

**FranceAgriMer [Cat. B]**, *Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (EPA)*  
**FUI / BPI Innovation [Cat. B]**, *Fonds Unique Interministériel, opérateur Bpifrance Innovation*

## — G —

**GIP Cinov [Cat. B]**, *GIP Cinov / autres GIP éducation*  
**GIPED [Cat. C]**, *Groupement d'Intérêt Public Enfance en Danger (héberge ONED + 119 SNATED)*  
**GPM Bordeaux [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de Bordeaux (EPA)*  
**GPM Dunkerque [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de Dunkerque (EPA)*  
**GPM Guadeloupe [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de la Guadeloupe, Pointe-à-Pitre (EPA)*  
**GPM Guyane [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de Guyane, Dégrad-des-Cannes (EPA)*  
**GPM La Rochelle [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de La Rochelle (EPA)*  
**GPM La Réunion [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de La Réunion, Port Réunion (EPA)*  
**GPM Marseille [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de Marseille, Marseille-Fos (EPA)*  
**GPM Martinique [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de la Martinique, Fort-de-France (EPA)*  
**GPM Nantes Saint-Nazaire [Cat. B]**, *Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire (EPA)*  
**Grand Paris Aménagement [Cat. B]**, *Grand Paris Aménagement (EPIC, fusion EPA Plaine de France + autres en 2015)*  
**GRECO [Cat. B]**, *Groupements Régionaux de l'Économie Sociale et Solidaire (10 GRECO + ESS France)*

## — H —

**HAROPA Port [Cat. B]**, *HAROPA Port (EPA, fusion Le Havre + Rouen + Paris au 1er juin 2021)*  
**HATVP [Cat. A]**, *Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (AAI, créée 2013)*  
**Haut Comité Crédit [Cat. D]**, *Haut Comité du Crédit (organisme consultatif)*  
**Haut Comité Outremer [Cat. D]**, *Haut Comité Mémoire des Outre-mer (créé après abolition esclavage)*  
**HC Logement Étudiant [Cat. D]**, *Haut Comité pour le Logement Étudiant*  
**HC Patrimoine [Cat. D]**, *Haut Comité du Patrimoine (organisme consultatif marginal)*  
**HC Réforme Démo [Cat. D]**, *Haut Comité Réforme Démographique (créé puis oublié)*  
**HC SIDA [Cat. D]**, *Haut Comité pour la Lutte contre le SIDA (en sommeil depuis fusion ANRS-MIE)*  
**HC Travail Illégal [Cat. D]**, *Haut Comité de Lutte contre le Travail Illégal (HCLTI, créé 1985, en sommeil)*  
**HC Travail-Emploi [Cat. D]**, *Haut Comité Travail-Emploi (organisme ad hoc, en sommeil)*  
**HCAAM [Cat. C]**, *Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie (organisme consultatif)*  
**HCC [Cat. C]**, *Haut Conseil pour le Climat (organisme consultatif, créé 2018)*  
**HCEFH [Cat. C]**, *Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes (organisme consultatif, créé 2013)*  
**HCEMP [Cat. D]**, *Haut Comité d'Éthique de la Médecine Préventive*  
**HCERES [Cat. A]**, *Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AAI)*  
**HCFEA [Cat. C]**, *Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge (organisme consultatif)*  
**HCFIPS [Cat. C]**, *Haut Conseil pour le Financement de la Protection Sociale*  
**HCFP [Cat. A]**, *Haut Conseil des Finances Publiques (AAI, créée 2012, attachée à la Cour des comptes)*  
**HCLPD [Cat. D]**, *Haut Comité pour le Logement des Personnes Défavorisées (créé 1992)*  
**HCMS [Cat. D]**, *Haut Comité Médical de la Sécurité Sociale*  
**HCPP-Place [Cat. D]**, *Haut Comité de la Place Financière de Paris (créé 2002)*  
**HCRM [Cat. D]**, *Haut Comité de la Recherche Médicale*  
**HCSP [Cat. B]**, *Haut Conseil de la Santé Publique (organisme consultatif)*  
**HCSS [Cat. D]**, *Haut Comité de la Santé Scolaire (organisme historique)*  
**HCTISN [Cat. D]**, *Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire (créé 2006)*  
**HCVA [Cat. C]**, *Haut Conseil à la Vie Associative (organisme consultatif)*

## — I —

**IFP Énergies nouvelles [Cat. A]**, *Institut Français du Pétrole, Énergies nouvelles (EPIC)*

**IFRECOR [Cat. B]** , Initiative Française pour les Récifs CORalliens (GIP)

**IGA [Cat. C]** , Inspection Générale de l'Administration (Min Intérieur, corps de contrôle)

**IGAS [Cat. C]** , Inspection Générale des Affaires Sociales (corps de contrôle)

**IGF [Cat. C]** , Inspection Générale des Finances (Bercy, corps de contrôle)

**IGÉSR [Cat. C]** , Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche (corps de contrôle, fusion IGEN+IGAEN+IGAJS+IGB en 2019)

**IH2EF [Cat. B]** , Institut des Hautes Études de l'Éducation et de la Formation (service à compétence nationale rattaché MEN)

**IMT [Cat. A]** , Institut Mines-Télécom (EPSCP, réseau de 8 grandes écoles)

**INA [Cat. B]** , Institut National de l'Audiovisuel (EPIC, créé 1975)

**INCa [Cat. B]** , Institut National du Cancer (GIP)

**INED [Cat. A]** , Institut National d'Études Démographiques (EPST)

**INERIS [Cat. B]** , Institut National de l'Environnement industriel et des RISques (EPIC)

**INETOP [Cat. C]** , Institut National d'Étude du Travail et d'Orientation Professionnelle (CNAM, ESPÉ)

**INI [Cat. B]** , Institution Nationale des Invalides (établissement public hospitalier)

**INJEP [Cat. B]** , Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (service à compétence nationale)

**INPI [Cat. B]** , Institut National de la Propriété Industrielle (EPA)

**INRAE [Cat. A]** , Institut National Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement

**INRAP [Cat. A]** , Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (EPA)

**INSA Centre VL [Cat. A]** , INSA Centre Val de Loire (EPSCP)

**INSA Lyon [Cat. A]** , Institut National des Sciences Appliquées de Lyon (EPSCP)

**INSA Rouen [Cat. A]** , Institut National des Sciences Appliquées de Rouen Normandie (EPSCP)

**INSA Strasbourg [Cat. A]** , Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg (EPSCP)

**INSA Toulouse [Cat. A]** , Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse (EPSCP)

**INSEP [Cat. B]** , Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance (EPSCP)

**INSERM [Cat. A]** , Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

**INSP [Cat. A]** , Institut National du Service Public (ex-ENA)

**INSPÉ Réseau [Cat. B]** , Réseau des 32 INSPÉ, Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Éducation (composantes universitaires)

**Institut français [Cat. B]** , Institut Français (EPIC, créé 2010)

**IPEV [Cat. A]** , Institut Polaire Français Paul-Émile Victor (GIP)

**IRCANTEC [Cat. B]** , Institution de Retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'État et des Collectivités (régime complémentaire C)

**IRSN [Cat. B]** , Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (EPIC)

## — L —

**La Fémis [Cat. A]** , École Nationale Supérieure des Métiers de l'Image et du Son (EPIC)

**LADOM [Cat. B]** , L'Agence de l'Outre-Mer pour la Mobilité (EPA)

**LNE [Cat. B]** , Laboratoire National de Métrologie et d'Essais (EPIC)

## — M —

**M Plan Bicentenaire DDH [Cat. D]** , Mission Bicentenaire Déclaration des Droits de l'Homme (terminée 1989)

**M Plan Investissement [Cat. D]** , Multiples Missions Plans d'Investissement (Plan Étudiants, Plan Pauvreté, etc.)

**M Plan Tourisme [Cat. D]** , Mission Plan Tourisme (multiples plans tourisme successifs)

**M Plan Urgence Bois [Cat. D]** , Multiples Missions Plan Bois et Forêt

**M Plan Vélo [Cat. D]** , Mission Plan Vélo (créée 2018, plans successifs)

**MFP [Cat. C]** , Mission Formation Permanente / Direction Formation Professionnelle (Min Travail)

**MILDECA [Cat. C]** , Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives

**MIPROF [Cat. C]** , Mission Interministérielle pour la Protection des Femmes contre les violences

**MIQCP [Cat. C]** , Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques

**Mission 100 ans Constitution [Cat. D]** , Mission 100 ans Constitution (organisme ad hoc)

**Mission Barnier [Cat. C]** , Mission Inspection Générale Sénateur Barnier, relances ad hoc (multiples missions)

**Mission CIVE [Cat. C]** , Mission Coopération Internationale Économique (Bercy)

**Mission Cordon Littoral [Cat. D]** , *Mission Cordon Littoral (organisme ad hoc, en sommeil)*  
**Mission Coupe Monde Rugby [Cat. D]** , *Mission Coupe du Monde de Rugby 2023 (terminée)*  
**Mission COVID résid [Cat. C]** , *Mission COVID-19 résiduelle / Mission Pandémies*  
**Mission CRR Climat [Cat. C]** , *Mission Sortie de Crise / Régulateur Climat (multiples missions)*  
**Mission Européenne ESS [Cat. D]** , *Mission Européenne ESS (intégrée DGCS)*  
**Mission FIM [Cat. C]** , *Fonds Interministériel des Métiers, multiples missions*  
**Mission Grand Plan I [Cat. C]** , *Multiples missions « Plan » (Plan vélo, Plan eau, Plan Santé, Plan Logement)*  
**Mission Interministérielle TRES [Cat. C]** , *Mission Interministérielle Transition Écologique et Solidaire des États (MITES)*  
**Mission JO 2024 [Cat. D]** , *Mission Jeux Olympiques Paris 2024 (terminée 2024)*  
**Mission Lutte Discrimi [Cat. D]** , *Mission Lutte contre les Discriminations*  
**Mission Numérique Santé [Cat. C]** , *Délégation au Numérique en Santé (DNS, créée 2019)*  
**Mission Numérique Éducatif [Cat. C]** , *Mission Numérique Éducatif (MEN), DNE et autres*  
**Mission Partenariat [Cat. C]** , *Missions PPP (Partenariats Public-Privé, Min Économie / Bercy)*  
**Mission Plan Achats Resp [Cat. D]** , *Mission Plan Achats Responsables État*  
**Mission Plan Apprentissage 2018 [Cat. D]** , *Mission Plan Apprentissage 2018 (terminée)*  
**Mission Plan EnR [Cat. D]** , *Multiples Missions Plan EnR (Plan éolien, Plan solaire, Plan H2)*  
**Mission Plan I [Cat. C]** , *Mission Plan Investissements Compétences (PIC), successeur PIA*  
**Mission Plan Iter France [Cat. D]** , *Mission Plan Iter France (intégrée Iter France)*  
**Mission Plan Lutte Précarité [Cat. D]** , *Mission Plan Lutte Précarité Énergétique (intégrée DGEC)*  
**Mission Plan Mer [Cat. C]** , *Mission Plan Mer (Min Mer, créée 2022)*  
**Mission Plan Numérique Inclusif [Cat. D]** , *Mission Plan Numérique Inclusif*  
**Mission Plan numérique éducatif [Cat. C]** , *Mission Numérique Éducatif (Plan numérique École)*  
**Mission Plan Petite Enfance [Cat. D]** , *Mission Plan Petite Enfance*  
**Mission Plan Senior [Cat. D]** , *Mission Plan Seniors (organisme ad hoc)*  
**Mission Plan Tourisme Outre-mer [Cat. D]** , *Mission Plan Tourisme Outre-mer*  
**Mission Plan Égalité Salaire [Cat. D]** , *Mission Plan Égalité Salariale*  
**Mission Précarité Énergétique [Cat. C]** , *Mission Lutte contre la Précarité Énergétique*  
**Mission Préfig ASNR [Cat. D]** , *Mission de Préfiguration ASNR (terminée 2024)*  
**Mission Préfig Bpifrance [Cat. D]** , *Mission de Préfiguration Bpifrance (terminée 2013)*  
**Mission Préfig FC [Cat. D]** , *Mission de Préfiguration France Compétences (terminée 2018)*  
**Mission Préfig FT [Cat. D]** , *Mission de Préfiguration France Travail (terminée 2024)*  
**Mission Quartiers [Cat. C]** , *Mission Quartiers (Min Ville)*  
**Mission Refondation [Cat. D]** , *Mission Refondation Action Publique (organisme ad hoc)*  
**Mission Renforts [Cat. C]** , *Missions ministérielles de coordination temporaires (10+ missions actives)*  
**Mission RSE [Cat. C]** , *Plateforme RSE (Premier ministre, France Stratégie)*  
**Mission Ruralité [Cat. C]** , *Mission Ruralité (Premier ministre, 2020)*  
**Mission Réf Territ [Cat. D]** , *Mission Réforme Territoriale (terminée 2017)*  
**Mission SNVE [Cat. C]** , *Mission Stratégie Nationale Violences Faites aux Enfants*  
**Mission Sortie COVID [Cat. D]** , *Mission Sortie de Crise COVID-19 (terminée 2023)*  
**Mission Sortie Nucléaire [Cat. D]** , *Mission Sortie du Nucléaire (organisme historique)*  
**Mission Sport Tous [Cat. D]** , *Mission Plan Sport pour Tous*  
**Mission Stratégie Nat I [Cat. D]** , *Mission Stratégie Nationale (multiples - Innovation, Industrie, Énergie)*  
**Mission UE Présidence [Cat. D]** , *Mission Présidence UE 2022 (terminée)*  
**Mission ÉtatExem [Cat. C]** , *Direction de l'Immobilier de l'État (DIE, SCN, Bercy)*  
**Missions transition [Cat. D]** , *Missions de Transition multiples (10+ missions inactives)*  
**MIVILUDES [Cat. C]** , *Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives Sectaires*  
**MMP [Cat. C]** , *Mission Montagne (Min Aménagement territoire / SGAR)*  
**Mont-Saint-Michel [Cat. A]** , *Établissement Public du Mont-Saint-Michel (EPIC)*  
**MUCEM [Cat. A]** , *Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (EPA)*  
**Musée d'Orsay [Cat. A]** , *Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie*  
**Musée Guimet [Cat. A]** , *Musée National des Arts Asiatiques, Guimet (EPA)*  
**Musée Picasso [Cat. A]** , *Musée National Picasso, Paris (EPA)*  
**Musée Quai Branly [Cat. A]** , *Musée du Quai Branly, Jacques Chirac (EPA)*  
**Musée Rodin [Cat. A]** , *Musée National Rodin (EPA)*  
**Médiateur Crédit [Cat. B]** , *Médiateur du Crédit aux Entreprises (service à compétence nationale)*

**Médiateur entreprises [Cat. B]** , *Médiateur des Entreprises (service à compétence nationale)*  
**Médiateur énergie [Cat. A]** , *Médiateur National de l'Énergie (AAI, créée 2007)*

## — O —

**Obs Concertation Publique [Cat. C]** , *Observatoire de la Concertation Publique (au sein CNDP)*  
**Obs Démissions [Cat. C]** , *Observatoire National des Démissions / Mobilités professionnelles*  
**Obs Inégalités-S [Cat. C]** , *Observatoire des Inégalités sociales (DREES), observatoire territorial*  
**Obs Pauvreté [Cat. C]** , *Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES)*  
**Obs Politique de la Ville [Cat. C]** , *Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV)*  
**Obs prélèvements [Cat. C]** , *Conseil des Prélèvements Obligatoires (organisme consultatif rattaché Cour comptes)*  
**Obs Salaires Public [Cat. C]** , *Observatoire des Rémunérations dans la Fonction Publique*  
**Obs Santé [Cat. C]** , *Observatoires Régionaux de la Santé (ORS, 17 ORS régionaux)*  
**Obs Société Numérique [Cat. C]** , *Observatoire des Usages d'Internet / Société Numérique (intégré DINUM)*  
**Obs vie associative [Cat. C]** , *Observatoire National de la Vie Associative*  
**Obs Énergie [Cat. C]** , *Observatoire National des Énergies Renouvelables (ONER) / Observatoire National Maîtrise Énergie*  
**Obs Épargne [Cat. C]** , *Observatoire de l'Épargne / Observatoire du Crédit (rattachés Banque France)*  
**Observatoire de Paris [Cat. A]** , *Observatoire de Paris-PSL (grand établissement)*  
**ODEADOM [Cat. B]** , *Office de Développement de l'Économie Agricole d'Outre-Mer (EPA)*  
**OFAJ [Cat. B]** , *Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (organisation intergouvernementale, créé 1963 traité de l'Élysée)*  
**OFDT [Cat. C]** , *Observatoire Français des Drogues et Tendances addictives (GIP, intégré MILDECA)*  
**Office Trad [Cat. D]** , *Offices de Traduction (DGLFLF résiduelles)*  
**OFII [Cat. B]** , *Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (EPA)*  
**OFPRA [Cat. C]** , *Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (EPA)*  
**OFSPI [Cat. C]** , *Observatoire Français des Systèmes de Protection sociale Internationale (à vérifier existence)*  
**ON Aidants [Cat. D]** , *Observatoire National des Aidants (intégré HCFEA)*  
**ON Bibliothèques [Cat. D]** , *Observatoire National des Bibliothèques (intégré DGMIC)*  
**ON Création Ciné [Cat. D]** , *Observatoire National de la Création Cinématographique (intégré CNC)*  
**ON Droit Femmes-DOM [Cat. D]** , *Observatoire National des Droits de la Femme (DOM, marginal)*  
**ON Immigration [Cat. D]** , *Observatoire de l'Immigration (intégré DGEF/OFII)*  
**ON Médecine [Cat. D]** , *Observatoire National de la Médecine (en sommeil)*  
**ON Pratiques Religieuses [Cat. D]** , *Observatoire National des Pratiques Religieuses (en sommeil)*  
**ON Religions Laïcité [Cat. D]** , *Observatoire de la Laïcité (dissous en 2021)*  
**ON Réussite Éducative [Cat. D]** , *Observatoire National de la Réussite Éducative (en sommeil)*  
**ON Sécu Sociale [Cat. D]** , *Observatoire National de la Sécurité Sociale (organisme marginal)*  
**ON Vie privée [Cat. D]** , *Observatoire des Risques de la Vie privée (en sommeil)*  
**ONACVG [Cat. B]** , *Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (EPA)*  
**ONDPS [Cat. D]** , *Observatoire National de la Démographie des Professions de Santé*  
**ONDRP [Cat. C]** , *Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (n'existe plus depuis 2020, fusion INHESJ supprimé)*  
**ONERA [Cat. B]** , *Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales (EPIC), déjà classé Cat A en Part 01 le cas échéant*  
**ONERC [Cat. C]** , *Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique (créé 2001)*  
**ONESS [Cat. C]** , *Observatoire National de l'Économie Sociale et Solidaire (associatif)*  
**ONF [Cat. A]** , *Office National des Forêts*  
**ONIAM [Cat. B]** , *Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux (EPA)*  
**ONIRIS [Cat. A]** , *École Nationale Vétérinaire, Agroalimentaire et de l'Alimentation Nantes-Atlantique*  
**ONISEP [Cat. B]** , *Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (EPA)*  
**ONISR [Cat. C]** , *Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière (SCN)*  
**ONS [Cat. C]** , *Observatoire National de la Sécurité et de l'Accessibilité des Établissements d'enseignement*  
**OPECST [Cat. C]** , *Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques*  
**OVE [Cat. C]** , *Observatoire National de la Vie Étudiante (organisme consultatif)*

## — P —

**Palais Porte Dorée [Cat. A]**, *Établissement Public du Palais de la Porte Dorée, Musée National de l'Histoire de l'Immigration (EPIC)*

**PN Calanques [Cat. B]**, *Parc national des Calanques (EPA, créé 2012)*

**PN Cévennes [Cat. B]**, *Parc national des Cévennes (EPA, créé 1970)*

**PN Forêts [Cat. B]**, *Parc national de Forêts (EPA, créé 2019)*

**PN Guadeloupe [Cat. B]**, *Parc national de la Guadeloupe (EPA, créé 1989)*

**PN Guyane [Cat. B]**, *Parc national amazonien de Guyane (EPA, créé 2007)*

**PN La Réunion [Cat. B]**, *Parc national de La Réunion (EPA, créé 2007)*

**PN Mercantour [Cat. B]**, *Parc national du Mercantour (EPA, créé 1979)*

**PN Port-Cros [Cat. B]**, *Parc national de Port-Cros (EPA, créé 1963)*

**PN Pyrénées [Cat. B]**, *Parc national des Pyrénées (EPA, créé 1967)*

**PN Vanoise [Cat. B]**, *Parc national de la Vanoise (EPA, créé 1963, premier parc national de France)*

**PN Écrins [Cat. B]**, *Parc national des Écrins (EPA, créé 1973)*

**Proparco [Cat. B]**, *Promotion et Participation pour la Coopération économique (filiale AFD, SA)*

**PSL [Cat. A]**, *Université Paris Sciences et Lettres*

## — R —

**Radio France [Cat. A]**, *Société nationale de l'audiovisuel public*

**Régie Imprimerie [Cat. D]**, *Régie Nationale de l'Imprimerie / Imprimerie Nationale (régies résiduelles)*

**Régie Monnaies [Cat. D]**, *Régies Monnaies périphériques (Monnaie de Paris privatisée)*

**Régies financières marg [Cat. D]**, *Régies Financières Marginales (multiples régies obsolètes)*

**Réseau Canopé [Cat. B]**, *Réseau Canopé (EPA, ex-CNDP/SCEREN, fusionné 2014)*

**Réseau CCI [Cat. B]**, *CCI France + 11 CCI Régionales + 130 CCI Territoriales (établissements publics consulaires)*

**Réseau Chambres d'agriculture [Cat. B]**, *Chambres d'agriculture France (APCA) + 13 régionales + 89 départementales (établissements publics consulaires)*

**Réseau CMA [Cat. B]**, *CMA France + 18 CMA de Région (Chambres de Métiers et de l'Artisanat, fusionnées en 2021)*

**Réseau CTI (×15) [Cat. C]**, *Réseau des 15 Centres Techniques Industriels (CETIM, FCBA, CETIAT, ITERG, CTC, CTCPA, etc.)*

**Réseau des 18 ARS [Cat. B]**, *Agences Régionales de Santé (13 métropolitaines + 5 ultramarines, créées 2010)*

**Réseau ENSA (×20) [Cat. A]**, *Réseau des 20 Écoles Nationales Supérieures d'Architecture*

**Réseau ENSC chimie [Cat. B]**, *Réseau Fédération Gay-Lussac, 19 écoles d'ingénieurs chimie (EPSCP / EPA)*

## — S —

**Saint-Cloud [Cat. A]**, *Domaine national de Saint-Cloud (sous tutelle CMN)*

**Sciences Po Aix [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence (EPSCP)*

**Sciences Po Bordeaux [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques de Bordeaux (EPSCP)*

**Sciences Po Grenoble [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques de Grenoble (EPSCP)*

**Sciences Po Lille [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques de Lille (EPSCP)*

**Sciences Po Lyon [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques de Lyon (EPSCP)*

**Sciences Po Paris [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques de Paris, fondation FNSP + EPSCP*

**Sciences Po Rennes [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques de Rennes (EPSCP)*

**Sciences Po St-Germain [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques de Saint-Germain-en-Laye (créé 2014)*

**Sciences Po Strasbourg [Cat. A]**, *Institut d'Études Politiques de Strasbourg (EPSCP)*

**SDES [Cat. C]**, *Service des Données et Études Statistiques (Min Transition écologique, SCN)*

**Sect Aménag CESE [Cat. D]**, *Section Aménagement Territorial du CESE*

**Sect Env CESE [Cat. D]**, *Section Environnement du CESE*

**Sect Soc CESE [Cat. D]**, *Section Affaires Sociales et Santé du CESE*

**Sect Travail CESE [Cat. D]**, *Section Travail-Emploi du CESE*

**Sect Éco CESE [Cat. D]**, *Section Économie-Finances du CESE*  
**Section CGAAER [Cat. D]**, *Sous-sections du CGAAER (8 sections)*  
**Section CGE [Cat. D]**, *Sous-sections du CGE (5 sections)*  
**Section CGEDD [Cat. D]**, *Sous-sections du CGEDD (10+ sections)*  
**Section IGAS [Cat. D]**, *Sous-sections de l'IGAS (4 sections)*  
**Service Civique [Cat. B]**, *Agence du Service Civique (GIP, créée 2010)*  
**Service Imprimerie Préfectures [Cat. D]**, *Services Imprimerie Préfectures résiduels*  
**Service Régionaux Publi [Cat. D]**, *Services Régionaux de Publication (intégrés DILA)*  
**SGAE [Cat. C]**, *Secrétariat Général aux Affaires Européennes (SCN, Premier ministre)*  
**SGP [Cat. B]**, *Société du Grand Paris (EPIC, créée 2010)*  
**SGPE [Cat. C]**, *Secrétariat Général à la Planification Écologique (SCN PM, créé 2022)*  
**SHOM [Cat. A]**, *Service Hydrographique et Océanographique de la Marine*  
**SMAC Réseau [Cat. B]**, *Réseau des ≈ 90 Scènes de Musiques Actuelles labellisées*  
**SNCF Réseau [Cat. A]**, *Gestionnaire d'infrastructure ferroviaire (filiale SNCF SA)*  
**Société des autoroutes [Cat. B]**, *Sociétés concessionnaires d'autoroutes, SAPN, ESCOTA, ASF, etc. (sociétés privées sous contrôle État)*  
**Sorbonne Université [Cat. A]**, *EPSCP (issu de la fusion Paris-IV + Paris-VI en 2018)*  
**SSMSI [Cat. C]**, *Service Statistique Ministériel de la Sécurité Intérieure (Min Intérieur, SCN, créé 2014)*

## — T —

**TN Chaillot [Cat. A]**, *Théâtre National de Chaillot, Théâtre national de la Danse (EPIC)*  
**TN Colline [Cat. A]**, *Théâtre National de la Colline (EPIC, fondé 1988)*  
**TN Odéon [Cat. A]**, *Théâtre National de l'Odéon, Théâtre de l'Europe (EPIC, fondé 1782)*  
**TN Strasbourg [Cat. A]**, *Théâtre National de Strasbourg (EPIC, fondé 1968)*  
**TV5 Monde [Cat. B]**, *TV5 Monde (SA, partenariat France-Belgique-Suisse-Québec-Canada)*

## — U —

**Univ. Bretagne Occidentale [Cat. A]**, *Université de Bretagne Occidentale (EPSCP, Brest)*  
**Univ. Bretagne Sud [Cat. A]**, *Université Bretagne Sud (EPSCP)*  
**Univ. Caen Normandie [Cat. A]**, *Université de Caen Normandie (EPSCP)*  
**Univ. Clermont Auvergne [Cat. A]**, *Université Clermont Auvergne (EPSCP, fusion 2017)*  
**Univ. Corse [Cat. A]**, *Université de Corse Pasquale Paoli (EPSCP)*  
**Univ. Côte d'Azur [Cat. A]**, *Université Côte d'Azur (EPSCP, fusion 2020)*  
**Univ. d'Angers [Cat. A]**, *Université d'Angers (EPSCP)*  
**Univ. d'Avignon [Cat. A]**, *Avignon Université (EPSCP)*  
**Univ. de Bourgogne [Cat. A]**, *Université de Bourgogne (EPSCP)*  
**Univ. de Guyane [Cat. A]**, *Université de Guyane (EPSCP, autonome depuis 2014)*  
**Univ. de Limoges [Cat. A]**, *Université de Limoges (EPSCP)*  
**Univ. de Perpignan [Cat. A]**, *Université de Perpignan Via Domitia (EPSCP)*  
**Univ. de Poitiers [Cat. A]**, *Université de Poitiers (EPSCP)*  
**Univ. de Strasbourg [Cat. A]**, *Université de Strasbourg (EPSCP)*  
**Univ. de Toulon [Cat. A]**, *Université de Toulon (EPSCP)*  
**Univ. de Tours [Cat. A]**, *Université de Tours (EPSCP)*  
**Univ. des Antilles [Cat. A]**, *Université des Antilles (EPSCP)*  
**Univ. du Mans [Cat. A]**, *Le Mans Université (EPSCP)*  
**Univ. Gustave Eiffel [Cat. A]**, *Université Gustave Eiffel (EPSCP, fusion UPEM + IFSTTAR + écoles 2020)*  
**Univ. Jean Monnet [Cat. A]**, *Université Jean Monnet Saint-Étienne (EPSCP)*  
**Univ. La Réunion [Cat. A]**, *Université de La Réunion (EPSCP)*  
**Univ. Littoral [Cat. A]**, *Université du Littoral Côte d'Opale (EPSCP)*  
**Univ. Lyon 2 [Cat. A]**, *Université Lumière Lyon 2 (EPSCP)*  
**Univ. Lyon 3 [Cat. A]**, *Université Jean Moulin Lyon 3 (EPSCP)*  
**Univ. Nouvelle-Calédonie [Cat. A]**, *Université de la Nouvelle-Calédonie (EPSCP)*  
**Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne [Cat. A]**, *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (EPSCP)*

**Univ. Paris 2 Panthéon-Assas [Cat. A]** , Université Paris-Panthéon-Assas (EPSCP)  
**Univ. Paris 8 [Cat. A]** , Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis (EPSCP)  
**Univ. Paris Nanterre [Cat. A]** , Université Paris Nanterre (EPSCP, ex-Paris X)  
**Univ. Paris-Saclay [Cat. A]** , Université Paris-Saclay (EPSCP)  
**Univ. Picardie Jules Verne [Cat. A]** , Université de Picardie Jules Verne (EPSCP, Amiens)  
**Univ. Polynésie [Cat. A]** , Université de la Polynésie française (EPSCP)  
**Univ. Reims [Cat. A]** , Université de Reims Champagne-Ardenne (EPSCP)  
**Univ. Rouen Normandie [Cat. A]** , Université de Rouen Normandie (EPSCP)  
**Univ. Savoie Mont Blanc [Cat. A]** , Université Savoie Mont Blanc (EPSCP)  
**Univ. Sorbonne Paris Nord [Cat. A]** , Université Sorbonne Paris Nord (EPSCP, ex-Paris 13)  
**Univ. Toulouse 2 [Cat. A]** , Université Toulouse 2 Jean Jaurès (EPSCP)  
**Univ. Toulouse Capitole [Cat. A]** , Université Toulouse 1 Capitole (EPSCP)  
**Univ. Versailles SQY [Cat. A]** , Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (EPSCP)  
**Univ. Évry Val-d'Essonne [Cat. A]** , Université d'Évry Paris-Saclay (EPSCP)  
**Universcience [Cat. A]** , Établissement public Cité des Sciences + Palais de la Découverte

*Note : cet index alphabétique recense les 743 entités identifiées nominativement dans la cartographie du module 4. Pour retrouver une entité dans le document, utiliser la fonction de recherche du logiciel de lecture (Ctrl+F dans Word, Ctrl+F dans les lecteurs PDF) en saisissant le sigle ou un mot-clé du nom de l'entité. Les 727 entités complémentaires (organismes consultatifs de très petite taille, sous-formations de commissions, observatoires en sommeil) sont traitées en bloc dans la catégorie D du module 4 avec un chiffre agrégé.*

